



Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa

en/r

<http://www.archive.org/details/procsverbaldes00prov>

CSP

Page 1





# PROCÈS-VERBAL

DES ÉTATS DE PROVENCE ,

*Que les sieurs Députés des Communautés & Vigueries  
n'ont voulu intituler que*

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE

Convoquée à Aix le 25 Janvier 1789.



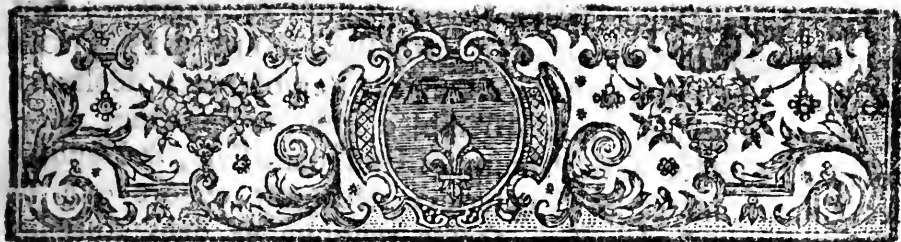
CSP

JN

2473

. P7A4

1789



# PROCÈS-VERBAL

DE L'ASSEMBLÉE DE NOSSEIGNEURS  
DES ÉTATS-GÉNÉRAUX  
DU PAYS ET COMTÉ DE PROVENCE,

*Que les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, attendu l'illégalité par eux réclamée contre lesdits Etats, n'ont voulu intituler que*

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE,

*Convoquée en la ville d'Aix le 25 Janvier 1789.*

**D**ÉLIBÉRATIONS ET ORDONNANCES  
faites par les Gens des Trois Etats du Pays & Comté de  
Provence, convoqués par autorité du Roi en la ville d'Aix  
au vingt-cinquième jour du mois de Janvier mil sept cent  
quatre-vingt-neuf, pour commencer le lendemain vingt-six  
dudit mois, auquel jour lesdits GENS DES TROIS ETATS se  
sont assemblés dans l'Eglise du College Royal-Bourbon de  
cette Ville, pardevant MONSEIGNEUR l'ARCHEVEQUE D'AIX,  
Président.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont protesté contre l'énonciation ci-dessus, GENS DES TROIS ETATS, TROIS ORDRES, & autres semblables; déclarant qu'ils ne regardent cette Assemblée que comme étant composée de Prélats, Gentilshommes Possédans-fiefs, & Députés des Communautés & Vigueries; déclarant encore que la présente protestation sera censée renouvelée dans tous les actes de la présente séance & de celles qui suivront.

Tous les autres Membres desdits Etats soutiennent leur légalité, comme les seuls & vrais constitutionnels Etats du Pays.

Les Trois Ordres se sont rendus à l'Eglise du College Royal-Bourbon, & ont pris leurs places.

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président des Etats, a dit, qu'il convenoit de charger les Greffiers des Etats d'aller avertir MM. les Commissaires du Roi que l'Assemblée étoit formée.

Mes. de Regina & Ricard, Greffiers des Etats se sont rendus chez MM. les Commissaires du Roi, & leur ont dit qu'ils avoient l'honneur d'être envoyés par les Etats, pour les avertir que l'Assemblée étoit formée.

MONSEIGNEUR LE COMTE DE CARAMAN, Lieutenant Général des Armées du Roi, Lieutenant Général de Sa Majesté en la Province de Languedoc, Grand-Croix de l'Ordre Royal & Militaire St. Louis, Commandant en Chef dans ce Pays & Comté de Provence, & MONSIEUR DES GALOIS, Chevalier Marquis de St. Aubin, Vicomte de Glené, Seigneur de La Tour, Bourbon-Lanci, Chezelles, Dompierre & autres lieux, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Maître des Requêtes honoraire de son Hôtel, Premier Pré-

fidant du Parlement d'Aix, Intendant de Justice Police & Finances en Provence, COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ sont venus à l'Eglise où les Etats étoient assemblés.

Ils ont été reçus à la porte par huit Députés des Communautés & Vigueries, & à l'entrée intérieure par quatre Députés de la Noblesse.

Le Clergé & les autres Membres des Etats étoient à leur place debout.

MM. les Commissaires du Roi ayant pris leur place dans l'Assemblée.

MONSEIGNEUR LE COMTE DE CARAMAN a remis à Me. de Regina, l'ancien des Greffiers des Etats, qui s'est avancé, la lettre close de Sa Majesté aux Etats.

Me. de Regina, Greffier des Etats, a fait lecture de ladite lettre close, dont la teneur suit:

DE PAR LE ROI, COMTE DE PROVENCE.

*Lettre du Roi  
aux Etats.*

» TRÉS-CHERS ET BIEN AMÉS, ayant jugé à  
» propos de convoquer l'Assemblée des Trois  
» Etats de notre Pays & Comté de Provence,  
» pour les causes & considérations plus parti-  
» culièrement contenues en nos lettres que nous  
» avons fait expédier à cette fin, que nous  
» avons adressées à notre cher & bien amé le  
» sieur Riquet, Comte de Caraman, Lieute-  
» nant Général de nos Armées, Lieutenant Gé-  
» néral en notre Province de Languedoc,  
» Grand-Croix de l'Ordre Royal & Militaire de

» St. Louis, & Commandant en Chef pour notre  
 » service en notredit Pays & Comté, & à notre  
 » amé & féal le sieur de La Tour, Conseiller  
 » en nos Conseils, Premier Président en notre  
 » Cour de Parlement d'Aix, Intendant de Justice,  
 » Police & Finances en notredit Pays &  
 » Comté, desquels vous apprendrez plus parti-  
 » culièrement nos intentions. A CETTE CAUSE,  
 » nous vous prions, & néanmoins mandons d'a-  
 » jouter entiere créance en tout ce qu'ils vous  
 » diront de notre part, & de faire suivre leurs  
 » demandes des effets que nous devons attendre  
 » de votre zele & affection comme nos bons &  
 » loyaux sujets: Si n'y faites faute. CAR tel  
 » est notre plaisir. Donné à Versailles le pre-  
 » mier Décembre mil sept cent quatre-vingt-  
 » huit. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: LAURENT  
 » DE VILLEDEUIL.

*Discours.*

Après quoi MONSEIGNEUR LE COMTE DE CARAMAN s'est découvert a salué l'Assemblée, a dit: MESSIEURS, s'est recouvert, ainsi que les Etats, & a dit, &c.

MONSIEUR DES GALOIS DE LA TOUR a salué l'Assemblée, a dit, MESSIEURS, s'est recouvert, ainsi que les Etats, & a dit, &c.

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président des Etats, a répondu au nom de l'Assemblée, & a dit, &c.

MM. les Commissaires du Roi se sont levés, ont salué M. le Président des Etats, & se sont mis en marche, précédés de la même députa-

tion des Députés des Communautés & Vigueries, & de la Noblesse, qui les avoient reçus en entrant, & suivis d'une députation de quatre Prélats, jusques à huit pas plus loin que le dernier banc des Députés des Communautés & des Vigueries.

Ils se sont rendus à l'Eglise Métropolitaine de St. Sauveur.

Après que MM. les Commissaires du Roi sont sortis, MONSEIGNEUR L'EVEQUE DE SISTERON a remercié, au nom de l'Assemblée, MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président, d'avoir si bien représenté les intérêts de la Province, & le zele de tous ceux qui composent l'Assemblée pour le service de Sa Majesté, & a dit, &c.

Ensuite les Etats se sont rendus à l'Eglise Métropolitaine St. Sauveur, dans le même ordre & de la même maniere qu'ils s'étoient rendus à l'Eglise du College Royal-Bourbon, & ils ont entendu la Messe du St. Esprit.

*Du vingt-septieme Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

**L**ES GENS DES TROIS ETATS se sont assemblés dans la Salle de l'Hôtel commun de la Ville d'Aix, & pardevant MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président des Etats.

MM. les Consuls & Assesseur d'Aix, en qualité de Procureurs du Pays, ont été placés dans

le parquet ; en face de Monseigneur le Président, ayant au devant d'eux un Bureau ; & au dessus d'eux ont été placés MM. les Consuls d'Arles, sur le même banc, & hors du Bureau.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont renouvelé leur protestation contre l'illégalité de l'Assemblée actuelle & l'énonciation de GENS DES TROIS ETATS, TROIS ORDRES, & autres semblables qui pourroient être employées.

Et tous les autres Membres des Etats ont renouvelé leurs déclarations contraires.

*Nomination  
des Greffiers  
des Etats.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, PRESIDENT, a dit : que le premier objet dont l'Assemblée devoit s'occuper, étoit la nomination des Greffiers des Etats ; il a rendu témoignage des services que Mes. de Regina & Ricard ont rendus au Pays pendant leur exercice, ainsi que du zèle & de l'exactitude avec lesquels ils avoient rempli les fonctions de cette place.

LES ETATS ont unanimement nommé pour leurs Greffiers, Mes. de Regina & Ricard jusques aux Etats de 1789 ; & dans le cas où la tenue des Etats de 1789 seroit retardée, par l'effet de la tenue des Etats Généraux du Royaume, il a été délibéré que Mes. de Regina & Ricard continueroient à remplir les fonctions de Greffiers des Etats, en vertu de la présente Délibération, pendant les trois premiers mois de l'année 1790 seulement, & sans que leurs pouvoirs puissent être prorogés ultérieurement,

fi



si ce n'est en vertu d'une nouvelle Délibération des Etats.

Mes. de Regina & Ricard étant entrés, Monseigneur l'Archevêque d'Aix leur a fait part de cette Délibération, ils ont remercié les Etats, ont prêté serment entre les mains de Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président, & ont pris leur place.

Les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries ont déclaré avoir adhéré à la Délibération ci-dessus, sans que leur adhésion puisse porter aucun obstacle à leurs droits, aux réclamations qu'ils ont faites, & à celles qu'ils pourroient faire; ils ont demandé acte de cette déclaration qui leur a été concédé.

Me. Ricard, Greffier des Etats, a dit: on a représenté au Greffe des Etats, les lettres de convocation adressées à MM. de l'Ordre du Clergé.

*Vérification  
des pouvoirs  
des Assistans  
aux Etats.*

MM. les Gentilshommes possédans-fief, présents aux Etats, ont rapporté la lettre circulaire de convocation, qui leur a été adressée par MM. les Syndics.

MM. les Députés des Communautés & Vigueries ont remis au Greffe des Etats leurs pouvoirs.

Dans l'Ordre du Clergé, M. l'Abbé de Pazery de Thorame, Prêtre, Docteur de Sorbonne, Chanoine-Sacristain de l'Eglise d'Arles, & Vicaire général de Monseigneur l'Archevêque

d'Arles , a rapporté la procuration de mondit Seigneur l'Archevêque d'Arles , par acte du 12 de ce mois , reçu par Mes. Bio & son Confrere , Notaires au Châtelet de Paris.

M. l'Abbé Decene , Prêtre , Docteur agréé en la faculté de Théologie en l'Université de la ville d'Aix , Doyen du Chapitre de la ville de St. Remy , Vicaire général de Monseigneur l'Archevêque d'Avignon , a rapporté la procuration de mondit Seigneur l'Archevêque d'Avignon , par acte du deux de ce mois , reçu par Me. Jouvenne , Notaire Royal & Apostolique de la ville d'Avignon.

M. l'Abbé de Mazenod , Archidiacre honoraire de Marseille , Chanoine honoraire d'Aix , Vicaire général de Monseigneur l'Evêque de Marseille , a rapporté la procuration de mondit Seigneur l'Evêque de Marseille , par acte du cinq de ce mois , reçu par Me. Colomp ,  
*Colomp* Notaire à Aubagne.

M. l'Abbé de Villeneuve Bargemon , Chanoine de l'Eglise Métropolitaine d'Aix , Vicaire général de Monseigneur l'Evêque de Grasse , a rapporté la procuration de mondit Seigneur l'Evêque de Grasse , par acte du vingt de ce mois , reçu par Me. Court , Notaire à Grasse.

M. l'Abbé de Mazenod , Prêtre licentié de la Maison de Sorbonne , Chanoine Sacristain de l'Eglise Métropolitaine d'Aix , Vicaire général de Monseigneur l'Evêque de Glandève , a rapporté la procuration de mondit Seigneur

l'Evêque de Glandeve , par acte du 15 de ce mois , reçu par Me. Leon , Notaire à Entrevaux.

M. l'Abbé de Coriolis des Barons de Limaye , a rapporté la procuration de Monseigneur l'Evêque de Riez , par acte du 31 Octobre 1788 , reçu par Me. Cogordan , Notaire à Riez.

M. l'Abbé Bonneti , Curé de l'Eglise Métropolitaine St. Sauveur de cette Ville , a rapporté la procuration de Monseigneur l'Evêque d'Apt , par acte du 13 de ce mois , reçu par Mes. Petit & Museux , Notaires à Châlons-sur-Marne.

M. d'Albert St. Hypolite , Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem , a rapporté une procuration en original de M. de Piolenc , Commandeur de Comps , en date du 30 Juillet 1788.

M. de Gueydan , Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem , a rapporté la procuration de M. le Bailli de Foresta , Procureur général & Receveur du commun trésor au grand Prieuré de St. Gilles , agissant en conséquence des Délibérations de la vénérable Assemblée provinciale , célébrée à Arles dans le mois de Novembre dernier , à l'effet par mondit Sr. le Commandeur de Gueydan , de représenter M. le Bailli de Resseguier , Commandeur de Marseille ; cet acte de procuration a été reçu le 12 de ce mois , par Mes. Cousinery & Bonsignour , Notaires à Marseille.

M. de Chaïlan Moriés , Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem , a rapporté une procuration de M. le Bailli de Foresta , agissant comme dessus , à l'effet de représenter M. le Bailli de Belmont , Commandeur d'Astros ; cet acte de procuration a été reçu par Mes. Castellannet & Bonsignour , Notaires à Marseille , le 5 de ce mois.

M. Emilien de Tressémanes , Chevalier de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem , a rapporté la procuration en original de M. de La Croix de Sayve , Bailli de Manosque , en date du 30 Juillet dernier.

M. de St. Priest , Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem , a rapporté une procuration de M. le Bailli de Foresta , à l'effet de le représenter en qualité d'Administrateur de la Commanderie de Puymousson , vacante par le décès de M. le Bailli de Suffren.

La ville de Marseille , n'a encore envoyé aucun Député.

La ville d'Arles a envoyé deux Députés.

La ville d'Aix est représentée par ses Consuls , Procureurs du Pays en exercice , en la présente année.

Dix-huit Communautés ont confié leurs pouvoirs & donné leurs instructions aux Maire premiers Consuls actuellement en exercice ; seize autres , aux Maire premiers Consuls de l'année dernière.

Il y a contestation entre les sieurs Maquan & Feraud pour la Communauté de Brignolle, & entre les sieurs Trucy & Vachier pour la Communauté de Barjols.

Les Vigueries ont choisi leurs Députés, sans suivre le tour de rôle établi dans les anciens Etats, ni la Délibération prise provisoirement par les derniers Etats, dans leur séance du 22 Janvier 1788.

Il y a contestation entre les sieurs de Baux & Barbaroux pour la Viguerie de St. Maximin.

MONSIEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président, a proposé de renvoyer à une Commission, l'examen des difficultés sur la légitimation des pouvoirs, rappelées dans le compte rendu par Me. Ricard, Greffier des Etats.

Les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries, ont demandé de se retirer dans une chambre à part, pour y délibérer.

Tous les autres Membres des Etats ont pensé que cette demande ne pouvoit être accordée.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont demandé acte de ce refus, qui leur a été concédé; la Délibération a été renvoyée au lendemain.

MONSIEUR L'ACHEVEQUE D'AIX, Président, a remis aux Greffiers des Etats, un Mémoire, présenté au nom des Nobles non Pos-

*Mémoire de  
MM. les No-  
bles non possé-  
dans-fiefs.*

sédans-fiefs , & signé *Duranti la Calade , d'André , le Chevalier de Clapiers , & d'Orfin* , dont ils desiroient que les Etats entendissent la lecture.

Sur quoi il a été observé que l'Assemblée n'étoit point encore formée , puisque les pouvoirs des assistans n'étoient pas vérifiés , & que conséquemment il falloit renvoyer la lecture de ce Mémoire , après la formation des Etats.

Les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries , ont déclaré persister dans les protestations énoncées au commencement du procès-verbal de cette séance.

Et tous les autres Membres des Etats , ont protesté au contraire.

*Du vingt-huitieme dudit mois de Janvier.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE d'AIX ,  
PRESIDENT.

*Rang & séance  
provisoire aux  
porteurs de titres  
contestés.*

**S**UR la proposition faite par MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE d'AIX, Président, les ETATS ont accordé provisoirement, rang & séance aux Députés porteurs de titres contestés.

*Prestation du  
serment.*

Tous les assistans ont ensuite prêté le serment accoutumé. Ce serment n'a d'autre objet que celui de donner , en son ame & conscience , l'avis qu'on croiroit le plus utile au service du Roi , de l'Etat , & au bien du Pays ; il a été prêté , savoir , par MM. de l'Eglise , *ad pectus* ;

MM. de la Noblesse, les Députés des Communautés & Vigueries, & les Officiers du Pays ayant la main levée à Dieu.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont déclaré que le serment qu'ils viennent de prêter, ne sauroit nuire à leur réclamation contre l'illégalité de l'Assemblée, telle qu'elle est formée aujourd'hui; & ont protesté de tous leurs droits, & contre la qualification d'ETATS donnée à ladite Assemblée.

Et tous les autres Membres des Etats, ont renouvelé leurs déclarations à ce sujet.

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président, a dit: Que dans les anciennes Assemblées des Etats, M. l'Assesseur d'Aix, Procureur du Pays, étoit en usage de prononcer un discours après le serment.

M. Roman-Tributiis, Assesseur d'Aix, Procureur du Pays, s'est découvert, a salué l'Assemblée, a dit: MESSIEURS, a remis son chapeau, & a dit, &c.

*Discours de  
M. l'Assesseur,  
d'Aix, Procureur  
du Pays.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président, a proposé de nommer, suivant l'usage, une Commission pour la vérification des pouvoirs qui étoient contestés.

*Commission  
pour la vérifica-  
tion des pou-  
voirs.*

Sur cette proposition, les Srs. Députés des Communautés & Vigueries, à l'exception de MM. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays, qui ont dit, qu'ils sont autorisés à entrer dans la présente Assemblée, & qu'ils n'ont aucune part à

*Observations  
des Deputés des  
Communautés  
& Vigueries.*

prendre à la contestation qui s'éleve, parce que leur qualité reconnue de Consuls d'Aix, Procureurs du Pays, légitime leur présence aux Etats.

Ont observé, qu'ils déclaroient à l'Assemblée, que son illégalité ne lui permettoit pas de nommer une pareille Commission, & moins encore dans la circonstance de l'énorme majorité de voix des Prélats & des Gentilshommes possédans-fiefs; que cette Commission dont les Membres devroient être élus par chacun des prétendus Ordres de l'Assemblée, le seroit ainsi par les seuls Gentilshommes possédans-fiefs; & que c'étoit pour parer à cet inconvénient, que lesdits sieurs Députés avoient demandé dans la séance de la veille, de se retirer à part, selon l'usage; ce qui leur avoit été refusé.

Lesdits sieurs Députés ont ajouté, que le travail de la Commission proposée, pouvoit encore moins être rapporté à la présente Assemblée pour y être statué définitivement, parce que la même majorité de suffrages des Prélats & Gentilshommes possédans-fiefs, ne laisseroit aucun effet aux leurs; que s'ils ne devoient pas juger seuls leurs pairs, ils devoient au moins concourir à leur jugement d'une manière efficace; & que pourtant ce seroit les seuls Prélats & Gentilshommes possédans-fiefs qui les jugeroient, par la composition de l'Assemblée actuelle, & qu'en les jugeant seuls par le fait, ils donneroient des Représentans aux Communes; puis-que, prononcer entre des contendans à la députation, c'est élire ceux en faveur desquels on décide.

Lesdits



Lesdits sieurs Députés ont dit encore , que l'abus qu'ils éprouvent dans ce moment, de la majorité du nombre des Prélats & des Gentilshommes possédans-fiefs, les oblige plus expressément, de protester contre l'illégalité de l'Assemblée, qui ne représente ni l'universalité, ni même aucune des parties de la Nation.

L'Ordre du Clergé n'est point représenté dans cette Assemblée. Il y manque tous les Ecclésiastiques du second Ordre.

La Noblesse n'est point représentée; il y manque tous les Nobles non Possédans-fiefs, qui réclament à cet égard.

Les Communes ne sont pas plus représentées, parce qu'en général, ses Députés n'y sont qu'à raison de leur place, & non par une élection libre; & leur Syndic, partie sans laquelle il sera toujours impossible qu'elles forment un Ordre, ne leur a pas encore été accordé.

Toutes ces raisons réunies, empêcheront toujours que lesdits sieurs Députés des Communautés & Vigueries, puissent prendre aucune part aux Délibérations de l'Assemblée. Ils déclarent formellement, qu'ils n'y assisteront que par respect pour les ordres du Roi; mais que leur assistance sera passive, & que pour donner encore une preuve de leur extrême dévouement pour la personne du Roi, & le bien de l'Etat, ils voteront individuellement, & en corps des Communes, l'octroi des Impositions royales.

De tout ce que dessus , lesdits sieurs Députés des Communautés & Vigueries , ont demandé acte à l'Assemblée ; ce qui leur a été accordé.

*Observations  
des autres Mem-  
bres de l'Assem-  
blée.*

Et les autres Membres de l'Assemblée , ont observé , qu'il est véritablement inconcevable que des Membres d'une Assemblée , s'arrogent le droit d'en contester la légalité , quand ils n'ont encore aucun pouvoir vérifié ; que les Etats sont aujourd'hui tels qu'ils ont toujours été , d'après la Constitution ; qu'on y a toujours délibéré par tête , & non par Ordre , & qu'il n'a jamais été d'usage de se retirer à part , pour voter sur une Délibération commune ; mais que l'on doit délibérer dans le sein des Etats ; observant au moins , qu'avant la formation de l'Assemblée , la réclamation de se retirer seroit véritablement contraire à toute règle ; que la pluralité des suffrages a toujours été la seule forme usitée pour juger dans les Etats du résultat d'une Délibération ; que tous les individus qui les composent y concourent ; que la Nation y est entièrement représentée , que presque tous les Ecclesiastiques du second Ordre , ceux qui possèdent des fiefs exceptés , n'ont aucun intérêt. Que les Nobles non possédans-fiefs sont représentés dans l'ordre de leurs propriétés , c'est-à-dire dans les Communes , dans les Députés des Communautés & Vigueries , dont plusieurs sont Gentilshommes ou Nobles non possédans-fiefs ; qu'ainsi l'Assemblée des trois Ordres existe de fait dans les Etats , & qu'en convoquer une nouvelle , ce ne seroit que chercher à augmenter la fermentation , après avoir

détruit la constitution antique & la plus respectable.

Après quoi, MONSEIGNEUR LE PRESIDENT a proposé pour Commissaires ,

*Nomination  
des Commissaires,*

Monseigneur l'Evêque de Sisteron.

Monseigneur l'Evêque de Digne.

M. le Vicaire général d'Arles.

M. le Commandeur de Beaulieu.

M. de Forbin de Janson.

M. de Mazenod de St. Laurent.

M. de Sade d'Eyguières.

M. de Riqueti de Mirabeau.

Les sieurs Députés des Communautés de Tarascon , de Forcalquier , de Grasse , & d'Annot.

Et les sieurs Députés des Vigueries d'Aix , de Draguignan , de Toulon , & de Digne.

Les opinions ont été prises.

LES ETATS ont délibéré , à la pluralité des voix , de renvoyer à une Commission l'examen des difficultés sur la légitimation des pouvoirs , pour , sur le rapport qui en sera fait aux Etats , y être par eux délibéré.

Les Etats ont agréé à la pluralité des voix , les Commissaires proposés par Monseigneur le Président.

Tous les sieurs Députés des Communautés &

*Protestation  
des Députés des*

*Communautés  
& Vigueries.*

Vigueries qui avoient refusé d'opiner , à l'exception de de MM. les Consuls d'Aix , Procureurs du Pays , & du sieur Député de la Viguerie de Sisteron , ont protesté aussitôt contre cette prétendue Délibération ; & ont dit qu'il ne pouvoit en être pris que par le concours des trois Ordres.

Les sieurs Députés des Communautés de Brignoles , de Barjols , & de la Viguerie de St. Maximin , dont les pouvoirs étoient contestés , ont abstenu d'opiner.

*Réponse à cette  
protestation.*

Et tous les autres Membres des Etats ont déclaré que comme on n'opinoit point par Ordre, mais par têtes , toutes les fois qu'un avis passoit à la pluralité , il y avoit Délibération , dès que les trois Ordres se trouvoient convoqués & réunis.

Et les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries ont renouvelé la même protestation que dessus , & la même observation , que deux Ordres ne pouvoient prendre une Délibération sans le concours du troisieme , sur-tout lorsque les deux premiers Ordres sont en nombre infiniment supérieur au troisieme.

Observent les autres Membres de l'Assemblée , en renouvelant leur protestation ci-dessus , que les Etats , formés comme ils se trouvent , sont les seuls constitutionnels en Provence , & les seuls que l'on pût assembler dans les circonstances.

Monseigneur le Président de la Commission, nommée pour la vérification des pouvoirs, a indiqué le lieu & l'heure de la séance de ladite Commission.

Et les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, Membres de cette Commission, ont déclaré ne pouvoir, ni ne vouloir s'y rendre.

Comme il avoit été remarqué dans le cours des observations sur la précédente Délibération, par quelques-uns des sieurs Députés des Communautés & Vigueries, qu'il étoit d'autant plus étonnant que les Etats fussent pléniers, que la réserve faite l'année dernière par MM. les Gentilshommes Possédans-fiefs, ne portoit que sur le cas des Etats-Généraux; à quoi il avoit été répondu, par quelques-uns de MM. de la Noblesse, que cette réserve portoit sur tous les cas extraordinaires, & notamment lors des Etats-Généraux: Pour éclaircir cette discussion, Monseigneur le Président a requis la lecture d'un Mémoire du Roi, pour servir d'instruction à MM. SES COMMISSAIRES.

Me. de Regina, Greffier des Etats, a fait la lecture de ce Mémoire, dont la teneur suit :

*MEMOIRE DU ROI pour servir d'instruction à ses Commissaires en l'Assemblée des Etats de Provence.* *Instructions du Roi à Mrs. ses Commissaires.*

« L'intention de Sa Majesté, est, que la prochaine tenue des Etats de Provence, ait lieu dans la même forme que celle du mois de

» Décembre 1787 , qu'il n'y soit fait aucun  
 » changement dans leur Constitution , & que  
 » toutes les affaires s'y traitent de la même  
 » maniere , sauf à chacun des Ordres à propo-  
 » ser son vœu particulier , ou à présenter ses  
 » griefs , & demandes , qui pourront même être  
 » insérées dans Cahier qu'ils jugeront à propos  
 » de porter aux Etats-Généraux : Sa Majesté se  
 » réservant d'y statuer selon sa sagesse , après  
 » l'Assemblée des Etats - Généraux. Quelques  
 » Communautés ont déjà délibéré des réclama-  
 » tions sur la permission que l'Ordre de la No-  
 » blesse a obtenue de venir *in plenis* à la pro-  
 » chaine Assemblée des Etats de la Province ;  
 » ce qui annonce que ces réclamations seront  
 » soutenues aux Etats , par l'Ordre du Tiers.  
 » Les sieurs Commissaires observeront que cette  
 » permission est une suite de la réserve , que  
 » la Noblesse a faite à son ancienne Constitu-  
 » tion pour les cas extraordinaires , tels qu'une  
 » convocation d'Etats-Généraux ; que cette ex-  
 » ception à la réduction de l'Ordre de la No-  
 » blesse , est sans inconvénient , dans la circonf-  
 » tance , puisque la prochaine Assemblée n'aura  
 » à délibérer que sur les impositions ordinaires ,  
 » & non sur aucune demande nouvelle de la  
 » part de Sa Majesté ; qu'elle n'aura à traiter  
 » aucune autre affaire extraordinaire que celle  
 » de la députation aux Etats-Généraux ; qu'il  
 » n'y a aucun objet de discussion dont la déci-  
 » sion ne doive être remise après les Etats-Gé-  
 » néraux ; qu'enfin , l'Ordre de la Noblesse  
 » doit être complet pour procéder à la ré-  
 » daction de son Cahier , & à la nomination  
 » de ses Députés aux Etats - Généraux , &

» qu'il n'est pas convenable qu'il en soit autrement. *Signés*, LE COMTE DE CARAMAN, LA TOUR.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont renouvelé toutes les protestations par eux ci-devant faites.

Et tous les autres Membres de Etats, ont renouvelé leur protestation contraire.

*Du vingt-neuvieme dudit mois de Janvier.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX ,  
PRESIDENT.

**M**E. Ricard , Greffier des Etats, a dit : qu'il lui a été remis par un Huissier, & avant que la séance fût commencée, la copie d'un acte de comparution de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, devant Me. Silvy, Notaire en cette Ville, le jourd'hier, & signifié par exploit à l'Assemblée des Etats de cette Province, actuellement en séance. Il a remis sur le bureau, la copie de cet acte & de l'exploit de signification qui en a été faite, parlant à sa personne.

*Acte signifié  
aux Etats à la  
requête des Srs.  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries.*

MONSEIGNEUR LE PRESIDENT a ordonné la lecture de la copie de cet acte & de cet exploit de signification.

Me. Ricard, Greffier des Etats, a fait cette lecture.

*Teneur de la copie de cet acte & de l'exploit de  
signification d'icelui.*

» L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf , & le vingt-huit du mois de Janvier , à dix heures du soir, pardevant nous Notaire royal de cette ville d'Aix , sont comparus MM. les Députés des Communautés & Vigueries, ayant séance aux Etats de cette Province, lesquels nous ont exposé que la régénération des Etats forme l'objet de leurs vœux & de leur sollicitude ; qu'ils sont également animés du vif desir d'accélérer la tenue des Etats-Généraux du Royaume : ils ont à cet effet exprimé les sentimens qui les animent, d'une maniere publique & solennelle, & attesté qu'ils franchiroient toutes ces difficultés, & voteroient les impôts ; mais ils ont été arrêtés dans ces résolutions patriotiques, lorsqu'il a fallu délibérer sur la légitimation des pouvoirs des Députés «.

» Ils ont vu avec surprise , qu'au mépris de tous les principes, les deux premiers Ordres, prétendoient coopérer à cette légitimation , sans être réduits à une égalité de voix numérique à celles du Tiers-Etat : Ils ont représenté qu'ils ne pouvoient voter dans une pareille Assemblée, qui paroïssoit illégale & inconstitutionnelle ; ils avoient cependant proposé un parti moyen , qui étoit celui de déférer la décision définitive sur les pouvoirs contestés, à une Commission qui seroit composée de douze Membres des deux premiers Ordres, & de douze choisis dans celui du Tiers. Cette offre de conciliation qui auroit



roit dû être acceptée, a été refusée par les deux premiers Ordres «.

» Dans la séance d'aujourd'hui, les comparoissans ont vu avec regret & douleur, que, quoiqu'ils aient déclaré formellement, à l'exception de M. le premier Consul d'Aix, & du sieur Député de la Viguerie de Sisteron, qu'ils ne devoient ni ne pouvoient voter, que tout ce qu'ils avoient dit, n'avoit été exprimé que par forme d'observation, & non à titre d'opinion; les deux premiers Ordres se sont prévalus de la présence du Tiers-Etat, pour en induire que cette assistance, purement négative, suffisoit pour former une Délibération; & c'est en exécution de cette prétendue Délibération, que Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président des Etats, a désigné les Commissaires de tous les Ordres, pour procéder à l'examen des pouvoirs des Députés du Tiers, & en faire le rapport aux Etats, à l'effet qu'il fût par eux statué irrévocablement sur ladite légitimation «.

» Comme il importe à l'Ordre du Tiers, de prévenir des formes de procéder aussi injustes, & aussi illégales, qui, en compromettant ses droits & ses intérêts, constitueroient les deux premiers Ordres, maîtres absolus de toutes les Délibérations, & qu'il veut aussi marquer son empressement à voter les subsides royaux, & à procéder à la nomination de ses Députés pour les Etats-Généraux, les susdits Députés nous ont requis de leur concéder acte «.

» 1°. De tout le contenu & exposé ci-dessus ».

» 2°. De la protestation formelle qu'ils font contre tout ce qui a été fait dans les séances préliminaires à la formation des Etats, qui pourroient contrarier les droits de leur Ordre, & faire suspecter leur zele & leur fidélité envers le meilleur des Rois «.

» 3°. De la déclaration qu'ils font de persister à ne vouloir, ni ne pouvoir opiner, en Corps d'Etats, sur la légitimation des pouvoirs, & sur tout autre objet, jusqu'après la formation légale de l'Assemblée «.

„ 4°. De ce qu'ils ne regardent point le vœu des deux premiers Ordres, comme formant Délibération «.

„ 5°. Qu'ils continueront de se présenter à l'Assemblée, avec tous les Députés dont le droit de séance peut être contesté; offrant, ainsi qu'ils l'avoient déjà fait, de nommer, à titre de conciliation, des Commissaires en nombre égal avec ceux des deux premiers Ordres réunis, pour procéder définitivement à la légitimation des pouvoirs «.

„ 6°. Comme encore de la déclaration formelle qu'ils font, de voter, comme ils votent réellement & de fait, au nom de leurs Communautés & Vigueries, le don gratuit, impôts & subsides royaux, tels qu'ils ont été délibérés aux derniers Etats; pour, lesdits subsides, être levés en vertu du présent acte, qui servira de titre pour le recouvrement, au Trésorier de la Province, lequel sera homologué, en tant que de

besoin, par qui de droit, sans néanmoins que la présente déclaration puisse préjudicier d'aucune manière quelconque, aux droits du Tiers-Etat, pour répéter des deux premiers Ordres, les portions desdits impôts les concernant. Et ici présent, Me. Pierre Marcadier, Député de la Viguerie de Sisteron, lequel ayant en considération tous les objets ci-dessus référés, a déclaré les adopter dans tout leur contenu, comme formant son seul & véritable vœu ; & de tout ce que dessus, nousdit Notaire, avons concédé acte aux susdits MM. les Députés des Communautés & Vigueries de cette Province, pour leur servir & valoir à ce que de raison. Fait, lu & publié audit Aix, dans une des Salles de l'Hôtel-de-Ville, en présence de Me. Mathieu Pellegrin, Avocat en la Cour, natif de la ville de Reillane, & y résidant, & d'André Brunet, Cordonnier de la ville de Trets, témoins requis & signés avec lesdits sieurs comparoissans, à la minute. *Signés*, Mougins Roquefort, Député de la Communauté de Grasse ; Pelissier, Député de la Viguerie de Tarascon ; Salvator, Député de la Viguerie de Digne ; Verdollin, Député d'Annot ; Savournin, Député de la Viguerie de St. Paul ; Constant, Député de St. Remy ; Ricavy, Député de Digne ; Benoist, Député de St. Maximin ; Roman, Député des Mées ; Peyroncelly, Député de Fréjus ; Tyran, Député de Seyne ; Chaudon, Député de Moustiers ; Louis-Honoré Simon, Député de Castellanne ; Bayle, Député de la Viguerie de Seyne ; Isnard, Député de Reillane ; Lange, Député de la Viguerie de Forcalquier ; Giraud Député de Colmars ; Silvy, Député de Pertuis ; Mandine, Dé-

puté de la Viguerie d'Annot ; Fabry , Député de la Viguerie de Colmars ; Clementis , Député de la Viguerie d'Apt , Bernard , Député de la ville St. Paul ; Lantier de Villeblanche , Député de Toulon ; Jordany , Député de Draguignan ; Martin , Député de la Viguerie de Toulon ; Decugis ; Député d'Ollioules ; De Sauteron , Député de Manosque ; Pascal , Député de la Viguerie de Draguignan ; Romans , Député de la Communauté du Martigues ; Barbaroux , Député de la Viguerie de Brignolle ; Brouilhony Verdache , Député d'Aups ; Barreme , Député de Tarascon ; Feraud , Député de la Communauté de Brignolle ; Barbaroux , Député de la Viguerie de St. Maximin ; Ripert , Député de Valenfolie ; Vachier , Député de Barjols ; Cogordan , Député de Riez ; Savournin , Député de la Viguerie de Grasse ; Bernard , Député de la ville d'Hieres ; Reguis , Député de la ville de Sisteron ; Bernard , Député d'Antibes ; Nevriere , Député de Forcalquier ; St. Vincent , Député d'Apt ; Desideri , Député de Rians ; Jaubert de Fontvive , Député de Lambesc ; Arnaud , Député de Mouftiers ; Bourgogne , Député de Cuers ; Philibert , Député de la Viguerie de Barjols ; Sumeire , Député de Trets ; Aumerat , Député de la Viguerie d'Hieres ; Capeau , Député de la Viguerie d'Aix ; Pellegrin , Brunet , témoins ; Silvy , Notaire , à l'original. Duement contrôlé “.

„ L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf , & le vingt-neuf Janvier avant midi , nous Huissier audiencier au Siege général de cette ville d'Aix y résidant domicilié , souffigné , à la requête

de MM. les Députés des Communautés & Vigueries ayant séance aux Etats de cette Province, & qui font élection de leur domicile au Bureau de la Province, avons intimé & signifié l'acte dont copie ci-dessus, reçu & passé rière Me. Silvy, Notaire de cette Ville, dûment contrôlé, à l'Assemblée des Etats du Pays de cette Province, actuellement en séance, aux fins qu'elle n'en ignore, & donné cette copie du susdit acte & présent exploit à Mr. Me. Ricard, l'un des Greffiers desdits Etats, parlant à sa personne, par nousdit Huissier, signé Gautier “.

Après quoi, Monseigneur le Président a requis une seconde lecture du Mémoire du Roi, servant d'instruction à MM. ses Commissaires, & qui avoit été lu dans la séance du jourd'hier.

*Seconde lecture du Mémoire du Roi servant d'instructions à MM. ses Commissaires.*

Me. de Regina, Greffier des Etats a lu ce Mémoire.

Monseigneur le Président a demandé ensuite aux sieurs Députés des Communautés & Vigueries, s'ils ne reconnoissoient pas combien cet acte étoit illégal, contraire aux instructions de Sa Majesté, qui avoient été lues plusieurs fois; qu'il étoit forcé de le leur représenter & de leur demander s'ils vouloient le retirer.

Les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries n'ont pas répondu à cette interpellation, & néanmoins sur les observations faites par quelques-uns d'entr'eux; Monseigneur le Président a requis une troisième lecture du Mé-

moire du Roi servant d'instruction à MM. ses Commissaires.

*Troisième lecture du Mémoire du Roi servant d'instruction à MM. les Commissaires.*

Cette troisième lecture a été faite par Me. de Regina, Greffier des Etats.

*Observations des Députés des Communautés & Vigueries.*

Sur quoi, MM. les Députés des Communautés & Vigueries, ont dit : qu'ils ont cru voir dans ces mêmes instructions que la convocation plénière de la Noblesse ne lui avoit été accordée que pour le seul objet extraordinaire de la députation aux Etats-généraux du Royaume; & qu'ainsi le vice d'une majorité énorme, en faveur des Gentilshommes possédans fiefs, ne devoit pas être ajouté à tous les autres vices de la présente Assemblée.

*Observations des autres Membres de l'Assemblée.*

Et les autres Membres de l'Assemblée ont dit avoir déjà répondu à toutes ces observations.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont observé que dans cette contrariété d'interprétations, le Roi seul pourroit décider, si toutefois c'étoit le seul vice de l'Assemblée actuelle; mais que l'on devoit plus particulièrement s'adresser à Sa Majesté pour en obtenir une Assemblée générale des trois Ordres, seul remède applicable aux circonstances.

Après quoi, Monseigneur le Président a observé qu'il lui étoit impossible de ne pas faire délibérer sur cet acte, & a demandé aux sieurs Députés des Communautés & Vigueries s'ils persistoient. Ils ont répondu qu'oui.

La matiere mise en Délibération, LES ETATS ont délibéré, à la pluralité des voix, de députer à MM. les Commissaires du Roi, des Membres des trois Ordres, la séance tenant, pour leur faire part de l'acte signifié aux Etats, à la requête des sieurs Députés des Communautés & Vigueries.

*Délibération sur l'acte signifié aux Etats à la requête des Députés des Communautés & Vigueries.*

Monseigneur le Président a proposé pour Députés.

*Députation vers MM. les Commissaires du Roi.*

Monseigneur l'Evêque de Fréjus.

Monseigneur l'Evêque de Vence.

M. le Prévôt de Pignans.

M. le Procureur fondé de M. le Commandeur de Comps.

M. de Grimaldy de Cagnes.

M. de Vintimille de Figanieré.

M. d'Autric des Baumettes.

M. de Maurel de Pontevés.

Les sieurs Députés des Communautés de Tarascon, de Forcalquier, de Sisteron & de Grasse.

Et les sieurs Députés des Vigueries d'Hieres, de Draguignan, de Toulon & de Digne.

Lesquels ont été agréés par les Etats.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ayant observé que comme il s'agissoit d'un objet qui les intéressoit privativement, ils iroient séparément rendre compte

*Observations des sieurs Députés des Communautés & Vigueries sur cette députation.*

de l'acte dont s'agissoit à MM. les Commissaires du Roi.

Et sur l'interpellation qui a été faite ensuite par Monseigneur le Président à ceux des sieurs Députés des Communautés & des Vigueries qui avient été nommés Membres de cette députation , s'ils vouloient se joindre aux autres Membres ; ils ont réitéré leur refus & leurs protestations.

MM. les Députés nommés dans l'Ordre du Clergé & de la Noblesse, se sont rendus seuls , la séance tenant , chez MM. les Commissaires du Roi.

*Retour des Députés des Etats.*

Et étant revenus , Monseigneur l'Evêque de Fréjus portant la parole , a dit : qu'ils ont été reçus avec les honneurs accoutumés , & il a ajouté que son premier mouvement avoit été de représenter à MM. les Commissaires du Roi , sa juste sensibilité & sa profonde douleur sur ce qu'il manquoit les Membres d'un Ordre entier ; qu'ils sentoient assez sans qu'il s'y appesantît d'avantage, les inconvéniens d'une pareille absence ; qu'ils avoient remis à MM. les Commissaires du Roi , la copie de l'acte qui avoit été signifié aux Etats ; que MM. les Commissaires du Roi en avoient pris lecture , s'étoient retirés dans leur appartement & avoient rapporté à la députation leur réponse écrite & signée de leurs mains. Laquelle réponse mondit Seigneur l'Evêque de Fréjus a remise sur le Bureau.

*Réponse de  
MM. les Com-  
missaires du  
Roi.*

Me. de Regina, Greffier des Etats , a lu à  
l'Assemblée.



l'Assemblée cette réponse dont la teneur suit :  
 » MM. les Commissaires du Roi , d'après la  
 » connoissance qui leur a été donnée , par la  
 » députation des Etats , de l'acte signifié aux  
 » Etats par le ministère d'un Huissier , ont re-  
 » gardé cet acte comme irrégulier , illégal ,  
 » téméraire , attentatoire à l'autorité du Roi ,  
 » à laquelle les Députés des Communautés &  
 » Vigueries , énoncés dans l'acte , ont manqué  
 » essentiellement ; contraire à la Constitution  
 » du Pays , au respect dû aux Etats , se man-  
 » quant à eux-mêmes & à leur propre devoir ,  
 » s'écartant même des mandats particuliers que  
 » plusieurs Communautés ont donné , & ne  
 » formant une opinion commune & univer-  
 » selle que pour contrarier directement les inf-  
 » tructions du Roi dont il leur avoit été donné  
 » connoissance , & fait lecture dans la séance  
 » d'hier matin : tel est le premier point de vue  
 » sous lequel MM. les Commissaires du Roi  
 » ont considéré cet acte extraordinaire dans sa  
 » forme , son contenu , & sa présentation ; se  
 » réservant de prendre à cet égard telle déter-  
 » mination ultérieure qu'ils croiront convena-  
 » ble , & même nécessaire , pour remplir les  
 » intentions de Sa Majesté. Signés , LE COMTE  
 DE CARAMAN , LA TOUR.

Et les sieurs Députés des Communautés & Vi-  
 gueries ont déclaré expressément qu'ils ne cro-  
 yent avoir mérité par leur conduite aucun  
 des reproches qui leur étoient fait dans cette  
 réponse , qu'ils avoient au contraire montré  
 autant de dévouement , de respect & d'amour  
 pour le Souverain & l'Etat , que de sagesse

*Observations  
 des sieurs Dé-  
 putés des Com-  
 munautés & Vi-  
 gueries sur cette  
 réponse.*

& de modération dans la défense de leurs droits. L'octroi de l'impôt par un acte notarié, au moment où il devenoit presque impossible de le consentir dans l'Assemblée, & où l'on imputoit toujours davantage auxdits sieurs Députés, de vouloir augmenter l'embarras du fisc & retarder la tenue des Etats généraux, a prouvé leur dévouement au Prince & au bien du Royaume. Leur résolution personnelle d'assister à l'Assemblée contre la teneur de leurs instructions doit avoir convaincu de leurs dispositions pacifiques ; ils croient n'avoir fait, par leur déclaration notariée, qu'un acte de patriotisme devenu nécessaire par les circonstances ; & ils déclarent y persister dans tout son contenu.

*Observations  
des autres M.  
membres de l'Assem-  
blée.*

Et tous les autres Membres de l'Assemblée ont dit : qu'il semble qu'il n'a pu y avoir d'union entre tous les Députés des Communautés & Vigueries, celle d'Aix excepté, pour voter l'impôt hors des Etats, que pour s'opposer aux intentions de Sa Majesté, dont il leur avoit été donné connoissance, par les instructions dont il leur avoit été fait lecture ; puisque cette votation contrarie leur mandat, qui portoit pour quelques-uns la votation de l'impôt dans les Etats seuls ; que loin de donner une preuve de zèle à Sa Majesté, l'acte dont s'agit démontre de la part des Communes le projet d'une véritable insurrection pour faire manquer les Etats, & qu'en ayant l'air d'accélérer la votation des impôts, ils la retardent en les votant chez un Notaire & hors des Etats, dans un acte nul, irrégulier, contraire aux intentions du Roi, à

tout ce qu'ils avoient annoncé dans les séances précédentes , sur la votation de l'impôt.

Qu'ils ne parlent pas de leur résolution personnelle d'assister à l'Assemblée , contre la teneur de leurs instructions ; puisqu'ils ont au contraire réclamé ces mêmes instructions , toutes les fois qu'ils l'ont cru nécessaire ; & qu'en regle , ils doivent arriver aux Etats avec la possibilité de voter en leur ame & conscience , & non comme des êtres passifs , chargés de ne porter individuellement & absolument que telle opinion. Si cela n'étoit pas ainsi , que deviendrait le Règlement des Etats , qui prive du droit de séance , toute Communauté qui aura désavoué son Député , qui aura opiné aux Etats en son ame & conscience ? Et que seroit-il nécessaire de réunir les Députés des Communautés & Vigueries pour délibérer ? Puisqu'ils ne pourroient pas délibérer , il suffiroit de lire leurs instructions.

Ainsi les Députés des Communautés & Vigueries ne peuvent pas se faire illusion sur leur prétendu acte de patriotisme. Il eût été bien plus patriotique sans doute , de ne faire dans l'Assemblée aucune difficulté de légitimer les pouvoirs , en protestant contre la prétendue illégalité ; enfin de voter les impôts. Au lieu de réunir l'état le plus actif pour les motions , observations , déclarations , & protestations , à l'état le plus passif en fait d'opinions , il falloit chercher à se rapprocher , & non établir dans le sein des Etats , la scission la plus illégale & la plus extraordinaire , sans principe

comme sans objet, & aux vues peu pacifiques de laquelle il est impossible de se méprendre : ajoutant que l'insistance des Députés des Communautés & Vigueries à une démarche aussi répréhensible , prouve certainement qu'ils n'en sentent pas toutes les conséquences , qui ont été détaillées dans le cours des opinions , & qu'il est inutile de répéter.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont déclaré expressément protester contre tous les principes énoncés dans le dire ci-dessus.

Observant tous les autres Membres de l'Assemblée que ces principes ne sont que ceux qu'ont consacrés le règlement & l'usage.

*Lecture des  
Délibérations  
contenant les  
pouvoirs & les  
instructions des  
Députés.*

Monseigneur le Président a requis la lecture des Délibérations contenant les pouvoirs & instructions des sieurs Députés des Communautés & Vigueries.

Me. Ricard , Greffier des Etats , a commencé la lecture de ces Délibérations : il a lu la Délibération de la Communauté d'Aix & partie des Délibérations de la Communauté de Tarascon.

*Observations  
du Député de la  
Viguerie de Tarascon sur cette  
lecture.*

Le sieur Député de la Viguerie de Tarascon a observé que les pouvoirs des Membres de l'Assemblée , étoient soumis à sa Jurisdiction ; mais que leurs instructions & celles du Tiers dont il s'agissoit , n'appartenoient qu'à leurs mandans , & ne devoient pas être communiquées à l'Assemblée.

Et les autres Membres de l'Assemblée ont observé qu'ils n'ont demandé cette lecture que parce que la plupart des Membres des Députés des Communautés & des Vigueries ont attesté que par leurs instructions, il leur étoit prohibé de rien voter dans les présens Etats, même l'octroi des impôts.

*Observations  
des autres  
Membres de  
l'Assemblée.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont renouvelé toutes leurs déclarations & protestations.

Et les autres Membres des Etats, ont renouvelé leurs déclarations & protestations contraires.

*Du trentieme dudit mois de Janvier.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX ,  
PRESIDENT.

**M**onseigneur l'Evêque de Sisteron, Président de la Commission pour la vérification des pouvoirs, a dit: que la Commission s'étoit assemblée chez lui, mais qu'elle avoit été très-incomplète, & qu'aucun des Députés des Communautés & Vigueries n'y avoit assisté; que cependant elle s'étoit occupée de l'examen des pouvoirs, & qu'il y avoit trois contestations.

*Commence-  
ment du rapport  
de la Commis-  
sion pour la vé-  
rification des  
pouvoirs.*

Sur quoi, MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX a proposé de légitimer tous les pouvoirs, en ne donnant qu'une voix aux Députés en contestation, ou en concurrence.

*Légitimation  
des pouvoirs par  
acclamations.*

Et LES ETATS, par acclamation, ont légitimé tous les pouvoirs.

*Avis écrit,  
lu par un des  
Membres de la  
Noblesse.*

Immédiatement après, un des Membres de la Noblesse a demandé à Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président, de lire un avis écrit.

Sur quoi ayant été observé par quelques Membres de l'Assemblée, qu'il n'étoit pas d'usage de lire de simples opinions, il a répondu que s'il vouloit subtiliser, il diroit qu'il ne parle que sur de simples notes; mais comme il finira par requérir que cet avis soit inscrit dans le procès-verbal, & qu'il sera signé de lui, il seroit indifférent qu'il le remît au Greffier pour en faire la lecture, ou qu'il le lût lui-même.

*Adhésion des  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries à  
cet avis écrit.*

Après quoi, il a lû l'avis écrit sans le remettre sur bureau; & tous les sieurs Députés des Communautés, & la plupart de ceux des Vigueries, ayant commencé par adhérer à l'avis ci-dessus, un d'eux a observé, dans le cours des opinions, que cet avis n'étoit point une motion nouvelle à laquelle on pût adhérer, mais le développement d'une motion déjà faite par tous les sieurs Députés.

*Commission  
pour la rédaction  
du procès-verbal.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président, a ensuite proposé de nommer des Commissaires pour la rédaction du procès-verbal, & a proposé pour Commissaires :

Monseigneur l'Evêque de Digne.

M. le Procureur fondé de M. l'Evêque de Riez.

M. de Sade d'Eguieres.

M. de Maurel de Pontevés.

Les sieurs Députés des Communautés de Sifteron & de Grasse; & les sieurs Députés des Vigueries d'Aix & de Tarascon.

LES ETATS, à la pluralité des voix, ont délibéré de nommer une Commission pour la rédaction du procès-verbal, & ont agréé les Commissaires proposés par Monseigneur le Président.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, en opinant, ont déclaré qu'ils ne votoient sur la Commission dont il s'agit, que pour faire conster, par le procès-verbal, de leurs réclamations & protestations sur l'illégalité de l'Assemblée.

*Observations  
& déclarations  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries sur  
cette Délibération.*

Le sieur Député de la Viguerie de Tarascon, a dit: que ne pouvant ni voter, ni opiner dans une Assemblée contre la légalité de laquelle il proteste, il refuse la Commission.

*Refus du Député de la Viguerie de Tarascon, d'être Membre de cette Commission.*

MONSEIGNEUR L'ACHEVEQUE D'AIX, Président, a dit: qu'il conviendrait de nommer des Députés pour saluer & remercier, au nom des Etats, MM. les Commissaires du Roi, de l'intérêt qu'ils témoignent pour le bien & l'avantage du Pays, & il a proposé en conséquence:

*Députation des Etats, pour saluer & remercier MM. les Commissaires du Roi.*

Pour la députation à MONSEIGNEUR LE COMTE DE CARAMAN,

Monseigneur l'Evêque de Sisteron.  
 Monseigneur l'Evêque de Vence.  
 M. le Vicaire général de Marseille.  
 M. le Prévôt de Pignans.  
 M. de Vento des Pennes.  
 M. de Glandevés du Castellet.  
 M. de Lombard de Gourdon.  
 M. de Raphelis de Broves.

Les sieurs Députés des Communautés d'Aix, de Tarascon, de Forcalquier, & de Sisteron.

Les sieurs Députés des Vigueries de Grasse, d'Hieres, de Draguignan, & de Toulon.

Et pour la députation à MONSIEUR DES GA-  
LOIS DE LA TOUR,

Monseigneur l'Evêque de Toulon.  
 Mr. de Galliffet du Tholonet.

Le Sr. Député de la Communauté de Grasse, & le Sr. Député de la Viguerie de Digne.

LES ETATS ont délibéré, par acclamation, la députation proposée, & ont agréé les Députés nommés par Monseigneur le Président.

*Déclaration  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries sur  
cette députation.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont déclaré qu'ils n'adhéroient à cette Délibération, & qu'ils ne se joindroient à cet effet aux autres Députés, que par respect & déférence pour M.M. les Commissaires du Roi, & qu'ils renouvellent toutes les protestations par eux faites dans les précédentes séances, & dans celle-ci. Et



Et tous les autres Membres des Etats, ont renouvelé leurs protestations contraires.

Mr. Durand, Echevin de la ville de Marseille, qui étoit entré aux Etats au commencement de la séance, & avoit pris place avant MM. les Maire Consuls de la ville d'Arles, suivant l'alternative portée par l'Arrêt du Conseil du 22 Novembre 1788, a dit :

MESSIEURS,

» La Communauté de Marseille, dont j'ai  
 » l'honneur d'être un des Administrateurs, &  
 » à qui les lettres de convocation sont parve-  
 » nues fort tard, m'a député, conjointement  
 » avec M. Capus, Assesseur, par Délibération  
 » du 25 de ce mois, pour assister aux Etats;  
 » une maladie subite, n'a pas permis à mon  
 » collègue de se rendre aujourd'hui aux vœux  
 » de ses concitoyens, mais je me flatte que cet  
 » obstacle ne fera que momentanément, & que j'au-  
 » rai la satisfaction de paroître avec lui dans  
 » cette respectable Assemblée. Je remets sur le  
 » bureau la Délibération qui porte nos pou-  
 » voirs, sous la réserve néanmoins de tous les  
 » droits de la Communauté, & notamment con-  
 » tre la décision intervenue le 22 Novembre  
 » dernier, sur le rang & préséance de ses Dé-  
 » putés en la présente Assemblée, dont je pro-  
 » teste expressément, & de laquelle protesta-  
 » tion, je demande acte, en suppliant les Etats  
 » d'en faire constater dans leur registre.

*Entrée de  
 M. Durand,  
 Echevin de la  
 ville de Marseil-  
 le, aux Etats,  
 & protestation  
 des droits de la  
 ville de Mar-  
 seille, sur la dé-  
 cision portée par  
 l'Arrêt du Con-  
 seil du 22 No-  
 vembre 1788,  
 pour la préséan-  
 ce alternative  
 entre les villes  
 de Marseille &  
 d'Arles.*

M. de Barras de Lansac, Maire premier

*Protestation  
 contraire de la*

*part de MM. les  
Consuls de la  
ville d'Arles.*

Consuls de la ville d'Arles, a protesté au contraire: & a déclaré s'en rapporter à la décision conignée dans l'Arrêt du Conseil du 22 Novembre dernier, & a demandé qu'il lui fût concédé acte de sa protestation, & que l'Arrêt du Conseil du 22 Novembre dernier, fût enregistré au Greffe des Etats, ainsi qu'il est porté par icelui.

LES ETATS ont concédé acte à MM. les Maire Consuls de la ville de Marseille, & à MM. les Maire Consuls de la ville d'Arles, de leurs dires & protestations respectives, & ont ordonné que l'Arrêt du Conseil du 22 Novembre dernier, seroit enregistré au Greffe des Etats, & inscrit dans le procès-verbal.

*Enrèglement  
au greffe des  
Etats dudit Ar-  
rêt du Conseil.*

## TENEUR DUDIT ARRÊT DU CONSEIL.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi.*

» Le Roi s'étant fait rendre compte dans son Conseil, des Mémoires qui ont été présentés à Sa Majesté, tant par les Officiers municipaux de la ville de Marseille, que par ceux de la ville d'Arles, au sujet de la difficulté qui s'est élevée dans la dernière Assemblée des Etats de Provence, pour raison de la préséance que les Députés de ladite ville de Marseille, ont demandée sur ceux de la ville d'Arles; Sa Majesté a reconnu qu'il étoit de sa justice de maintenir entre les Députés de ces deux Villes, l'égalité & l'alternative de préséance qui ont été réglées par une Délibération desdits Etats du mois de

Février 1583; & cependant Sa Majesté a pensé que ces mêmes motifs de justice exigeoient que cette alternative de préséance, ne continuât pas à avoir lieu d'année en année, mais d'Etats en Etats; à quoi voulant pourvoir: Oûi le rapport, le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que, conformément à ladite Délibération des Etats de Provence, du mois de Février 1583, les Députés de la ville de Marseille, & ceux de la ville d'Arles, auront la préséance, les uns sur les autres, dans l'Assemblée desdits Etats, alternativement de tenue d'Etats en tenue d'Etats; & attendu que dans la dernière Assemblée desdits Etats, les Députés de la ville d'Arles ont eu la préséance, veut Sa Majesté qu'elle soit dévolue à ceux de Marseille dans la prochaine Assemblée desdits Etats; ordonne Sa Majesté, que le présent Arrêt sera enrégistré au Greffe des Etats dudit Pays & Comté de Provence.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 22 Novembre 1788.  
*Signé*, LAURENT DE VILLEDEUIL «.

M. le Commandeur d'Aix, au nom de M. M. les Commandeurs de l'Ordre de Malte, qui ont séance dans les Etats de Provence, & auxquels le Clergé, avec lequel ils siegent, a provisoirement assigné une place, après tous M. M. les Prélats & Bénéficiers réputés Prélats, même après les Représentans des Prélats & Bénéficiers absents, a protesté de tous leurs droits contre cette décision provisoire, & a prétendu devoir

*Protestation  
de M. M. de  
l'Ordre de Malte,  
sur la pré-  
séance de M. M.  
les Vicaires gé-  
néraux.*

précéder , soit dans les séances , soit dans les marches, tous MM. les Vicaires délégués.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont renouvelé , à la fin de cette séance, toutes leurs protestations déjà mentionnées dans le procès-verbal.

Et tous les autres Membres des Etats, ont renouvelé leurs protestations contraires.

*Du trente-unieme dudit mois de Janvier.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX ,  
PRESIDENT.

*Transcription  
de l'avis écrit,  
lu, dans la  
séance de la  
veille, par un  
des MM. de la  
Noblesse.*

**M.** Roman-Tributiis, Assesseur d'Aix, Procureur du Pays, ayant remis aux Greffiers des Etats, avant l'ouverture de la séance, l'avis écrit de l'un des Membres de la Noblesse, dont il a été fait mention dans la séance du jourd'hier, & qui lui avoit été remis la veille par Monseigneur le Président; il a été procédé à la transcription de cet *avis écrit*, dans le procès-verbal; sa teneur est telle que s'ensuit :

MONSEIGNEUR,

» Après les difficultés qui depuis trois jours suspendent les opérations des Etats, chacun de nous, s'il n'est indifférent au bien public, a dû chercher dans ses lumières & dans son cœur, les moyens de faire triompher la paix au milieu des dissensions qui nous agitent «.

» Je ne suis point au nombre de ceux qui pensent que les Communes se révoltent contre l'autorité ; je crois plutôt , si j'ai bien deviné leurs Représentans , que c'est le défaut de liberté qui rend dans nos Etats leur marche chancelante , irrégulière , incertaine ; on n'est jamais plus porté à former des difficultés sur les préliminaires , que lorsqu'on n'a pas la force d'annoncer ce qu'on redoute dans les résultats «.

» Pour concourir , comme les autres , au saint ministère qui m'est confié , j'ai d'abord porté mon attention sur les usages & sur les formes de nos Assemblées , croyant , & plût à Dieu que je ne me fusse pas trompé , qu'il n'existoit de difficulté que dans les formes. Mais bientôt des protestations annoncées contre la légalité même des Etats ; bientôt le bruit public , quelquefois organe de l'erreur , mais ici trop fidele interprete de la volonté générale , ont arrêté ma conscience & porté mon examen sur des objets bien plus importants «.

» Ce n'est pas , gardez-vous de le croire , ce n'est pas pour des formes minutieuses que les Communes sont agitées , & si elles pouvoient l'être , notre amour pour la paix sauroit bien lui sacrifier ces frivoles obstacles. Il ne s'agit de rien moins que de savoir si nous sommes les véritables représentans de la Nation , ou les usurpateurs de ses pouvoirs ; & cette question est véritablement faite pour arrêter tout Citoyen , qui , même en ne voulant que le bien , craint d'exercer quelque genre de despotisme que ce soit , fût-ce celui de la bienfaisance «.

» J'ai donc été forcé d'examiner la légalité de notre Assemblée ; & j'atteste ici notre honneur & mon devoir , que je ne me suis livré à cet examen qu'avec la plus extrême confiance ; je me suis tenu en garde contre mes propres résultats ; je n'ai fait aucun pas sans sonder le terrain sur lequel je marchois. Le dirai-je ? J'ai redouté jusqu'à l'évidence «.

» Je vais vous présenter mes réflexions , MESSIEURS , & je n'aurai fait que devancer les vôtres. Mes principes n'étonneront point ceux qui ont étudié les droits des Nations dans le Code non écrit du Droit public ; & celui-là seul est éternellement légitime. L'application que je ferai de ces principes à l'Assemblée actuelle de nos Etats , ne doit effrayer aucune classe de Citoyens : j'apporte ici l'olivier de la paix & non le flambeau de la discorde ; & mes conséquences , dignes tout à la fois de nos devoirs & de nos sentimens , ne tendront qu'à réunir les esprits & les intérêts «.

» Il est inutile de nous le dissimuler , les difficultés que nous éprouvons , & les protestations qu'on annonce de toutes parts , ne peuvent qu'inspirer à chacun de nous les craintes les plus justes sur la légalité de cette Assemblée «.

» Représenter une Nation est le droit le plus auguste ; usurper cette représentation seroit un crime de leze-Nation «.

» Je ne veux préjuger ni les protestations ni les réclamations. Cependant il est de la der-

niere évidence , que lorsque la compétence est contestée , tout Tribunal dans tout pays , où l'on n'est point esclave , doit par cela seul être arrêté «.

» Ainsi donc , continuerons - nous de délibérer , malgré l'opinion de ceux qui prétendent que nous ne pouvons point délibérer ? Députerons - nous aux Etats généraux , malgré les protestations de ceux qui soutiennent que cette députation seroit illégale ? Confierons - nous au hasard le sort d'une représentation , dont le salut du Royaume & de chaque Province doit dépendre ? J'ignore qu'elle sera l'opinion de l'Assemblée sur ces questions ; mais je fais que toute précipitation seroit un crime «.

» Les Réglemens même de nos Etats , ne permettent de délibérer sur rien , sans que les pouvoirs des Membres qui les composent soient légitimés. Or , s'il faut légitimer les pouvoirs de chacun de nous , ne doit-on pas également légitimer les pouvoirs de l'Assemblée entière ? Quoi ! MESSIEURS , ce qui seroit vrai de chaque Membre , ne le seroit point de la collection de tous les Membres ? Si l'on peut récuser un Juge , on n'a pas moins le droit de récuser tout un Tribunal. Avant de délibérer , il faut savoir si l'on peut délibérer. Au physique comme au moral , l'action ne vient qu'après la puissance. Il faut être , avant de savoir ce que l'on est «.

» Mais pour examiner plus sûrement ce que nous sommes ; voyons ce qu'incontestablement nous devrions être «.

» Lorsqu'une Nation n'a point de représentans , chaque individu donne son vœu par lui-même «.

» Lorsqu'une Nation est trop nombreuse pour être réunie dans une seule Assemblée , elle en forme plusieurs , & les individus de chaque Assemblée particulière donnent à un seul le droit de voter pour eux «.

» Tout représentant est par conséquent un élu ; la collection des représentans est la Nation ; & tous ceux qui ne sont point représentans ont dû être électeurs , par cela seul qu'ils sont représentés «.

» Le premier principe en cette matiere est donc que la représentation soit individuelle. Elle le sera s'il n'existe aucun individu dans la Nation qui ne soit électeur ou élu , puisque tous devront être représentans ou représentés «.

» Je fais que plusieurs Nations ont limité ce principe en n'accordant le droit d'élection qu'aux propriétaires ; mais c'est déjà un grand pas vers l'inégalité politique «.

» Le second principe, est que la Représentation soit égale ; & cette égalité , considérée relativement à chaque aggrégation , doit être tout à la fois une égalité de nombre , & une égalité de puissance «.

» La représentation sera égale en nombre , si chaque aggrégation de Citoyens choisit autant



tant de Représentans qu'une autre aussi importante. Mais comment fixer cette importance « ?

» Elle ne résulte pas seulement de l'égalité qu'il pourroit y avoir entre le nombre de électeurs dans chaque aggrégation. Cette égalité doit être combinée avec celle des richesses , & avec celle des services que l'Etat retire des hommes & des fortunes. L'incertitude des données, ne permet peut-être pas une égalité parfaite ; mais on peut du moins , & l'on doit en approcher «.

» L'importance de chaque aggrégation est bien plus difficile encore à déterminer par une Nation, qui, comme la nôtre, est déjà divisée en trois Ordres. Car, si l'intérêt politique de l'Etat exige cette distinction, le droit social n'exige pas moins que les divers Ordres qui se réunissent en corps de Nation, n'entrent dans ce tout, qu'avec la mesure relative de leur importance. Les Etats, sont, pour la Nation, ce qu'est une carte réduite pour son étendue physique, & soit en petit, soit en grand, la copie doit toujours avoir les mêmes proportions que l'original «.

» Mais l'on n'a point encore touché à cette partie de notre droit public ; l'égalité entre le nombre des Communes & celui des deux premiers Ordres, est le dernier état des choses, relativement aux conquêtes que la raison fait sans cesse sur les préjugés. Je ne raisonnerai donc que d'après ce principe provisoire «.

» Enfin j'ai dit que la représentation égale en nombre, doit l'être aussi en puissance «.

» Elle le fera, si les suffrages des Représentans inégaux, sont inégaux, & si les suffrages des Représentans égaux, sont égaux. Elle le fera, si lorsqu'il s'agit de connoître la volonté d'une Nation, les suffrages sont recueillis de manière que l'on ne puisse pas se tromper au point de prendre la volonté d'un Ordre pour celle d'un autre, ou la volonté particulière de quelques individus pour la volonté générale ».

» Ces principes sont incontestablement les fondemens de tout droit public, & l'unique sauvegarde de la liberté du genre humain «.

» Voyons maintenant, d'après ces principes, si nos Etats actuels représentent la Nation Provençale, ou ce qu'on appelle les trois Ordres de cette Nation. N'oublions pas sur-tout, qu'en nous livrant à cet examen, nous devons mettre à l'écart la tyrannie des Réglemens, le despotisme des usages, l'esclavage des préjugés «.

» Trois Ordres sont dans les Etats, mais la Nation n'y est point, si ceux qui se disent ses Représentans, n'ont pas été choisis par une élection libre & individuelle «.

» La Nation n'y est point, si les Représentans des aggregations égales en importance, ne sont pas égaux en nombre «.

» La Nation ne peut être liée par un vœu,

si les Représentans des aggrégations égales ne sont pas égaux en suffrages ».

» Je demande d'abord si le Roi a convoqué la Noblesse ou les seuls Possédans-fiefs ? S'il n'a convoqué que les Possédans-fiefs, il manque, par cela seul, un Ordre dans les Etats, & la Nation est incomplete «.

» Si le Roi a convoqué la Noblesse, cet Ordre, qui n'a pas même été assemblé, n'a point nommé pour ses mandataires les individus qui prennent ici cette qualité ; ceux-ci sont sans pouvoir ; & comment se diroient-ils les Représentans des Gentilshommes qui ne les ont pas élus ? Cette prétention blesseroit tous les principes de l'élection individuelle «.

» Nous ne pouvons plus même supposer aujourd'hui que les Gentilshommes possédans-fiefs représentent tacitement toute la Noblesse. La réclamation de cet Ordre, est connue. Les prétendus représentés désavouent les prétendus Représentans ; les donneurs de pouvoir, réclament contre l'usurpation des mandats : & comme on ne peut leur dire autre chose, sinon que le mandat a été donné depuis deux siècles, je ne fais s'ils ne pourroient pas répondre qu'il n'existe point d'aristocratie légale en France ; qu'un Ordre de la Nation ne peut pas plus que la Nation elle-même, aliéner sa liberté ; & que le droit de représentation, c'est-à-dire, le droit de se lier par la volonté d'autrui, est incessible sous un Roi, & imprescriptible entre des hommes libres «.

» Je demande, en second lieu, si le Roi a convoqué le Clergé, ou seulement les Prélats? S'il a convoqué le Clergé, cet Ordre a dû nommer ses Représentans. S'il ne les a point nommés, les lettres de convocation n'ont point été remplies, les Etats ne sont pas formés «.

» Si le Roi n'a convoqué que les Prélats, un Ordre entier manque dans l'Assemblée; car la Nation n'est pas composée des Prélats, des Possédans - fiefs & des Communes; mais du Clergé, de la Noblesse & des Communes «.

» Enfin, je demande comment on a convoqué les Communes, & qui sont les Représentans de cet Ordre, tellement important, que sans lui les deux premiers Ordres ne forment certainement pas la Nation, & que seul, sans les deux premiers Ordres, il présente encore un image de la Nation «?

» Si au lieu de convoquer les Représentans des Villes, l'on n'a convoqué que les Consuls, par cela seul, il n'y a point eu d'élection, ou l'élection n'a pas été libre. Les Communes, dans les Etats, ne sont point une Assemblée de simples Députés, mais une Assemblée de Représentans. Ce n'est pas pour connoître la volonté des chefs, mais pour recueillir les voix des différentes aggrégations, qu'une Province entiere se concentre dans les Etats. Les Administrateurs des Villes réunis, forment, si l'on veut, une Assemblée d'aristocrates; mais ils ne forment jamais une Assemblée de la Nation «.

» L'élection des Consuls eût-elle été libre, je demanderois quels ont été les électeurs? Si les prétendus Représentans n'ont que les suffrages du Conseil ordinaire de chaque municipalité, l'élection n'a donc pas été individuelle; le mandat n'est que partiel; à moins qu'on ne soutienne que trente électeurs peuvent élire sans pouvoir, pour six mille; que le droit d'administrer la municipalité, comprend expressément ce droit précieux, domaine sacré de la société entière, dont aucun citoyen ne peut se dépouiller, que lorsqu'il est dans l'impuissance physique de l'exercer, le droit de dire: la volonté de tel autre fera la mienne «.

» Je suppose même que l'élection des Consuls eût été faite dans une Assemblée générale de la Ville qu'ils prétendent représenter. Je demanderois encore si les Membres seuls des Communes y ont été électeurs, ou si des personnes nobles y ont également donné leur suffrage. Qu'un Gentilhomme soit élu par le Tiers-Etat, je pourrai ne voir dans ce choix, que la preuve d'une confiance particulière, s'il résulte d'une élection libre; mais si le Gentilhomme s'est placé parmi les électeurs, il a donné des Représentans aux Communes, tandis qu'il ne peut en donner qu'à son ordre. Son vœu est illégal dans l'état actuel des choses; l'élection entière peut l'être «.

» Les mêmes objections s'élèvent contre les Représentans des Vigueries. Là le nombre des électeurs doit être réduit. Mais par qui l'a-t-il été? Est-ce par chaque Bourg, par chaque Vil-

lage , & par tous les membres des Communes dans ces Municipales si intéressans ? D'après nos usages éternellement absurdes , vingt , trente , cinquante Consuls , forment une Assemblée de Viguerie , comme si les Vigueries , essentiellement composées des Communautés , n'étoient formées que des Consuls ! Ainsi nous voyons toujours tels individus : Quand verrons - nous , sans distinction , des aggrégations de Citoyens « ?

» Je demande d'ailleurs , si l'élection des Vigueries a été parfaitement libre ; si elle n'a point été gênée par je ne fais quel tour de rôle qui n'est qu'un véritable tour d'adresse , imaginé pour forcer la conscience des électeurs à députer sans élire , à confier la Représentation de cent mille Citoyens , à celui que dix individus seulement ont nommé Consul ; que l'on se répent peut-être même d'avoir choisi , & qui , par une conséquence digne des siècles les plus barbares , se trouve le Représentant forcé de cent Communautés , par la seule raison qu'il se trouve , à telle époque , à telle année , l'Administrateur de la sienne «.

» Voilà quels sont les Représentans de la Nation dans nos Etats actuels , relativement au principe que j'ai établi sur l'indispensable nécessité de l'élection individuelle ; j'en ai trop dit pour ceux qui veulent se laisser convaincre ; je n'en dirois jamais assez pour ceux qui ne le veulent pas «.

» Si j'examine maintenant notre représentation , relativement à l'égalité , soit de nombre ou

d'importance, soit de puissance ou de suffrages, je retrouve encore par-tout les abus à la place des principes, & les regles absurdes d'une formation, ou dégénérée, ou faite au hasard «.

» Trente-cinq Villes envoient des Députés aux Etats ; mais pourquoi ces trente-cinq Villes seulement ? Ou pourquoi celles-là plutôt que tant d'autres ? Si telle aggrégation de citoyens a droit de se faire représenter, pourquoi telle autre, qui est son égale en population, en richesses, en contributions, n'a-t-elle point ce droit ? Quelques Villes députent aux Etats ; d'autres Villes plus importantes sont confondues dans les Assemblées des Vigueries. Ici l'élection est directe ; là, sans raison, sans motifs, elle est concentrée, & par conséquent inégale, & par conséquent injuste «.

» Cette violation des droits du Citoyen, est bien plus forte encore, si je l'applique aux Vigueries. Une Viguerie de vingt mille habitans, d'une médiocre étendue territoriale, & d'une foible contribution, a autant de Députés qu'une Viguerie de cent mille individus, & d'une grande richesse. En arithmétique, on ne représente pas les grands nombres comme les unités par un seul signe. En économie politique, lorsqu'on respecte les hommes, on n'assimile pas cent individus à dix individus. Si le despotisme ne connoît point de nuances, la justice les exige. Ne voulut-on consulter que les probabilités humaines sur la corruption des hommes ou sur leurs foiblesses, on ne trouveroit pas qu'il soit égal d'être représenté par dix Députés, ou par un seul, lorsqu'on a le droit d'en

avoir dix, pour se mettre en équilibre avec les aggrégations qui n'en ont qu'un «.

» Si j'examine l'égalité de la représentation par rapport à l'égalité de puissance ou de suffrage, je découvre encore que sur ce point, comme sur tous les autres, nous nous sommes écartés de tous les principes «.

» Je ne dirai pas que l'Ordre de la Nation doit l'emporter sur les Ordres qui ne sont pas la Nation. Je léguerais ce principe à la postérité; je ne veux être, du moins dans les Assemblées politiques, ni plus juste, ni plus sage que mon siècle «.

» Mais je demande s'il est juste, même dans le siècle où nous sommes, que les deux Ordres qui ne sont pas la Nation, l'emportent sur la Nation. Cet abus, je le fais, existe ailleurs que chez nous; mais j'aimerois autant que l'on dît: puisque l'on est injuste ailleurs, nous avons le droit de l'être «.

» Je fais encore que cet abus existoit autrefois parmi nous. Mais du moins nous en fîmes, l'année dernière, le sacrifice. Nous fîmes des réserves; les Communes n'en firent pas; mais la Nation a-t-elle besoin de se réserver ses droits? Ne sont-ils pas éternels comme elle «?

» Qu'est-ce d'ailleurs que la réserve qu'un Ordre a faite d'entrer plénièrement aux Etats dans toutes les occasions importantes? Soyons de bonne foi: Ou la réduction consentie n'étoit qu'un



qu'un vain nom ; & dès-lors l'abus que l'on vou-  
lut corriger , ne l'a point été : ou si la réduc-  
tion étoit juste , la réserve dont il dépendroit  
toujours d'un seul Ordre d'user à son gré , seroit  
nécessairement injuste .«

„ Je n'entre point dans les détails qu'il est fa-  
cile de suppléer. Voilà quels sont nos Etats ; les  
voilà tels qu'ils seront toujours , si nous ne pren-  
ons pas des moyens efficaces de les réformer.  
Je dis : voilà nos Etats ; mais je me garde bien  
de dire : voilà la Nation. Je croirois outrager  
votre conscience & la mienne , si j'osois ima-  
giner que quelqu'un de nous , pût seulement pen-  
ser que la Nation Provençale est légalement re-  
présentée „.

„ Or, si elle ne l'est pas , qui sommes-nous  
ici ? La Nation est encore toute entière , là où  
il ne devrait plus se trouver que des électeurs :  
Nous nous dirions en vain les chargés de ses  
pouvoirs ; six cent mille voix nous défavoue-  
roient ; six cent mille voix nous défavouent „.

„ Je fais , je prévois du moins ce que l'on  
pourra répondre , non pour renverser les prin-  
cipes que j'ai établis ; mais pour tenter de les  
éluder „ ?

„ Des Etats, dira-t-on sans doute , quoiqu'ir-  
régulièrement constitués , n'en sont pas moins  
des Etats. La Nation peut les réformer ; mais  
les Délibérations provisoires leur appartiennent.  
Ils voteront aujourd'hui , d'après la formation  
existente , par cela seul qu'ils ont eu jusqu'à ce

jour, le pouvoir de délibérer d'après la même formation. On voudra distinguer ainsi, entre une Constitution qui n'existe point, quoique plus parfaite, & la Constitution, qui seule est en vigueur, quoique vicieuse. On soutiendra même qu'une Assemblée convoquée par l'autorité, ne peut qu'être légale, si elle est telle qu'elle a été convoqué. On dira, que si les Etats n'étoient pas légalement assemblés, ils n'auroient pas même le droit de se réformer; qu'il est évident néanmoins que s'il n'avoient point été suspendus depuis 1639, ils auroient profité du progrès général des lumières, pour se donner une meilleure Constitution, & que ce provisoire ne leur auroit pas été contesté. Enfin, on ajoutera que des protestations, que des réserves, peuvent sauver l'intérêt de tous les Ordres; que c'est au Roi seul à prononcer sur ces protestations, sur ces réserves; mais que l'Assemblée n'a pas le droit de se dissoudre, sans manquer à l'obéissance qu'elle doit à l'autorité légitime qui l'a convoquée „

„ Je ne chercherai point à répondre à toutes ces objections qui entraîneroient des débats interminables «.

» Mais je voudrois que l'on me dît; si un pouvoir provisoire n'est pas réellement un pouvoir absurde, lorsqu'il s'agit d'accorder des impôts au nom d'une Nation. Où en serions-nous, si les Parlemens qui votoient les impôts depuis des siècles, avoient cru pouvoir continuer provisoirement cette fonction illégale? Où en serions-nous, s'ils n'avoient pas eu le courage de

dénoncer leur incompétence à la Nation elle-même, seule dépositaire de tous les droits & de tous les pouvoirs? Eh! quoi! ce que la Nation, ce que l'Europe entière a loué dans la conduite du Parlement, ne seroit-il illégal que pour nous seuls « ?

Je voudrois que l'on me dît, si un état provisoire est véritablement légal dans l'instant où il s'agit de l'état définitif de la Nation, de sa crise de vie ou de mort « ?

» Je voudrois que l'on me dît, puisque les succès de la raison dans les Etats-Généraux, ne peuvent dépendre que de la représentation parfaite de la Nation, si nous pourrions sans danger, je dirois presque sans crime, sacrifier les droits d'une Province entière, & compromettre la légalité même des Etats-Généraux, pour conserver, nous personnellement, une représentation provisoire que l'on nous dispute « ?

„ Je voudrois que l'on me dît, s'il est bien vrai que ce soit au Roi à donner une Constitution à la Nation Provençale? Si ce n'est point à une Nation, & sur-tout à celle qui s'est donnée en Corps d'Etat, à corriger seule ses loix, puisqu'elle se les est primitivement données à elle-même? Si ce principe étoit faux pour nous, il le seroit pour la France entière; & dès-lors, ou la tenue des Etats-Généraux seroit inutile, ou leur convocation ne seroit que le simulacre d'un vain pouvoir „.

„ Et pourquoi la Nation Provençale, qui

d'ailleurs a sur tant de points une Constitution très-libre, ne pourroit-elle pas corriger les abus qui la déparent ? Seroit-ce défaut de pouvoir dans une Nation qui a placé sur le Trône ses anciens Rois ? Seroit-ce défaut de pouvoir dans une Nation qui, plus récemment, prise pour Arbitre suprême entre ceux qui se disputoient le droit de la gouverner, a placé librement la couronne sur la tête du Compétiteur qu'elle a voulu choisir ? Qu'on ne cite plus ce testament qui léguoit des hommes comme un héritage. Je ne vois le titre de notre union à la Couronne de France, que dans l'élection libre faite par peuple qui use de ses droits. La liberté de peu de Nations repose sur un aussi beau monument „

„ Je voudrois encore que l'on me dît, s'il est vrai que protestations & des réserves puissent réellement conserver l'intérêt de toutes les parties ? Le principe, exact peut-être pour des intérêts privés, & entre de simples particuliers, seroit certainement faux lorsqu'il s'agit de la chose publique. Une Nation ne se réserve point ses droits contre ses Membres; elle les exerce, ou elle est esclave. Nous connoissons tous d'ailleurs le mortel abus de ces protestations éternelles qui se répètent d'âge en âge, de siècle en siècle, & perpétuent également & les réserves & les abus. Est-on plus libre en effet, parce qu'on a protesté du droit de l'être “.

„ Enfin, je voudrois que l'on me dît s'il n'est pas tems que nous sortions de ce gouffre de difficultés que notre formation fait naître, qui favori-

tent peut-être l'intérêt personnel , mais qui s'opposent à tout bien public. Si notre état n'est que provisoire , pourquoi laisser à d'autres tems , à d'autres hommes la gloire d'établir l'état permanent „ ?

„ Est-il bien vrai d'ailleurs que nos Etats actuels , tels qu'ils sont formés , ressemblent parfaitement à ceux qui dans d'autres tems ont paru constitutionnels ? C'est sous ce rapport sur-tout, MESSIEURS , que mes objections sont invincibles „.

„ Dans les autres tenues d'Etats, nulle réclamation ne se faisoit entendre. Les Députés des Communes n'avoient que les pouvoirs ordinaires ; & la foi publique couvroit du moins de son voile les prétendus représentans de la Nation „.

» Mais ces tems ne sont plus. Dans les deux premiers Ordres une grande partie du Clergé & la Noblesse qui n'a point de fiefs demandent d'entrer aux Etats. On diroit vainement que ce n'est là qu'une prétention : je dis , moi , que c'est un droit ; & que ce droit , tenant à une question de représentation nationale , est d'une si haute importance , que seul il compromettrait la légalité de l'Assemblée «.

» Si nous considérons la députation des Communes , l'ordre actuel des choses est encore bien différent de celui des anciens Etats. Il n'est presque aucun Député à qui ses commettans n'aient donné le pouvoir formel de protester contre la

légalité des Etats. Il n'en est aucun qui ne soit chargé de protester contre la députation que les Etats actuels voudroit faire aux Etats généraux du Royaume. Il n'en est aucun à qui ses instructions ne fassent un devoir de s'opposer même à la régénération que nous voudrions faire de nos Etats. Or, que l'on me dise, puisque l'on veut comparer l'ancien Etat à l'Etat nouveau, si jamais de pareils obstacles s'étoient présentés pour la tenue des autres Assemblées « ?

» Il n'est pas jusqu'aux subsides qui, d'après les principes des Communes, ne fussent illégalement votés dans les Etats. Je le fais : le zèle irréfléchi de cette partie de la Nation est sans bornes comme ses maux. Les Députés ont reçu le pouvoir de voter les impôts royaux même dans l'Assemblée illégale contre laquelle ils sont chargés de protester. Mais cette contradiction, qui ne prouve que le dévouement des Communes au bien public, ne prouve pas pour cela notre compétence. Sans doute chaque individu doit être prêt à immoler sa fortune & sa vie au bien de l'Etat. Mais un Corps de Nation ne sacrifie pas sa liberté, sa constitution, sa puissance „

„ Les impôts royaux fussent-ils votés, que d'obstacles resteroient encore ! des Députés qui ont reçu des pouvoirs contraires accorderoient-ils des impôts pour les intérêts de la dette provençale, pour les travaux publics, pour les frais de l'Administration ? & si ces impôts ne sont pas votés, comme ils ne peuvent pas l'être, par cela seul toutes les opérations ne seront-elles pas arrêtées „ ?

„ Personne n'ignore d'ailleurs qu'une grande parrie de la Nation demande une Assemblée générale des trois Ordres de la Province. Les trois Ordres de la Capitale en ont formé le premier vœu ; des Vigueries entieres & des plus nombreuses l'ont adopté ; des Députés le portent en ce moment au pied du Trône. Or, rien n'est plus contradictoire que de prétendre représenter complètement la Nation, tandis qu'une grande partie de cette Nation soutient qu'elle ne peut être représentée que dans une Assemblée générale de ses trois Ordres „.

„ C'est là seulement que la Nation veut députer aux Etats généraux ; le pourrions-nous ici „ ?

„ C'est là seulement que la Nation veut réformer la constitution des Etats ; pourrions-nous exercer un pouvoir auquel elle ne nous refuse pas de concourir ; mais auquel elle veut concourir elle-même dans une Assemblée tout à la fois plus légale & plus nombreuse „ ?

„ Enfin, MESSIEURS, voulez-vous une autre preuve du nouvel ordre de choses qui rend nos Etats actuels essentiellement différens des anciens Etats ? Je tire cette preuve des Délibérations sans nombre qui ont été prises par les Communautés de la Province, & où l'on ne cesse de se plaindre de la réformation projetée dans les Etats de l'année dernière. J'ai lû tous ces écrits qui sont le fruit de la liberté du moment, mais qui peuvent en amener une plus durable pour l'avenir. Et qu'ai-je découvert „ ?

„ Les Communes prétendent que les Etats de l'année dernière , ne furent tenus , tels qu'ils étoient en 1639 , que d'une manière provisoire ; que l'intention du Gouvernement , fut seulement de connoître le vœu de tous les Ordres , pour un projet de formation ; mais que cette intention fut trompée ; que les Communes n'eurent pas la liberté de se faire entendre ; & qu'on leur refusa même pendant long-temps , le droit sacré de protester , droit si souvent exercé par ceux qui le refusoient „.

„ Les Communes prétendent encore que le Roi leur permit de s'assembler séparément à Lambesc , pour donner le vœu que les Etats avoient refusé d'écouter ; mais que là les instructions du Gouvernement leur interdissent encore la faculté de délibérer sur presque tous les objets qui devoient le plus les intéresser ; & qu'ainsi cette Assemblée qui auroit dû être l'asile de la liberté , & qui devint inutile par la contrainte , ne fut qu'une contradiction de plus de la part du précédent Ministère dont les fautes sont assez connues „.

„ Si j'en crois même le bruit public , & pour-quoi n'y croirois-je pas quand il honore ? Une motion fut faite dans les Chambres assemblées des gardiens de nos loix ; & cette motion tendoit à demander au Gouvernement , que les Communes ne fussent pas plus long-temps privées de la plus importante des propriétés , du droit de se faire entendre „.

„ Résumons-nous. J'ai posé les principes d'une  
représentation



représentation légale ; je les ai appliqués comme une mesure à nos Etats actuels, & cette mesure ne leur convient sous aucun rapport. Je me suis demandé à moi-même, comme pour me tenir en garde contre mes conséquences, si les Etats ne pouvoient pas du moins délibérer d'une manière provisoire ; & je me suis convaincu qu'ils ne le pouvoient pas. Quel est donc le parti qui nous reste à prendre ? Un seul, MESSIEURS, & je le regarde comme le gage du salut & de la concorde ; un seul, & certes j'ai le droit d'en faire l'éloge : car je ne le puise pas dans mes propres idées ; mais dans la volonté publique qui doit être ma loi, comme celle de tous ceux qui m'écoutent „

„ Je veux parler de la convocation générale des trois Ordres de la Province, que provoquera votre magnanimité. Oui, MESSIEURS, que la Nation Provençale doive ce bienfait à l'élite de ses Gentilshommes ! Qu'un jour de méfiance & de discorde, se change en un jour de reconnaissance & d'allégresse ! Et qui de nous ne sent pas le besoin d'établir autrement nos rapports avec le reste de la Nation „ ?

„ La plus haute considération, l'estime la mieux sentie, le respect le plus inviolable, devroient être attachés à notre Ordre, & sur-tout à l'importance & à l'étendue de nos fonctions. Cependant tout est morne à notre aspect, & nous ne recevons aucun témoignage de la bienveillance publique. Par quelle fatalité, l'autorité législative a-t-elle perdu dans cette enceinte, cette confiance universelle qui seule fait sa force ? Et

pouvons-nous croire , au milieu des réclamations, des murmures , & bientôt des maledictions de nos Concitoyens , qu'il nous appartient de peser les destinées de la Provence ,„

„ Délibérons nous-mêmes , ou de convoquer , ou de demander une Assemblée des trois Ordres , & bientôt des acclamations se feront entendre ; bientôt tous les droits seront conciliés. Notre députation aux États-Généraux du Royaume , sera le fruit d'une véritable représentation ; l'édifice de notre Constitution , ce grand ouvrage national , s'élèvera à nos yeux , couronné de tous les attributs de la puissance politique ; le Génie bienfaisant de la paix unira , par les deux liens de la liberté & de l'égalité , tous les Citoyens , tous les intérêts , tous les cœurs ; & les noms de ceux qui auront fait recouvrer à la Nation ses droits , ne mourront point sans gloire ,„

„ Si mon opinion n'est point adoptée , je demande que mon dire , que je laisse sur le bureau , écrit & signé de ma main , soit transcrit dans la Délibération ,„

LE COMTE DE MIRABEAU.

30 Janvier 1789.

*Rapport des  
Députés nom-  
més pour saluer  
MM. les Com-  
missaires du  
Roi.*

Monseigneur l'Evêque de Sisteron , a dit : qu'ayant été nommé dans la séance du jour-  
d'hier , avec Monseigneur l'Evêque de Vence ,  
M. le Vicaire général de Marseille ; M. le Pré-  
vôt de Pignans ; M. de Vento des Pennes ; M.

de Glandeves du Castellet; M. de Lombard de Gourdon; M. de Raphelis de Broves; les sieurs Députés des Communautés d'Aix, de Tarascon, de Forcalquier & de Sisteron, & les sieurs Députés des Vigueries de Grasse, d'Hieres, de Draguignan & de Toulon, pour saluer M. le Comte de Caraman, & le remercier de l'intérêt qu'il témoigne pour le bien & l'avantage du Pays; il s'est rendu avec tous MM. les Députés chez M. le Comte de Caraman, & l'a salué & remercié au nom des Etats. M. le Comte de Caraman les a chargés d'assurer les Etats de toute sa bonne volonté pour tout ce qui dépendra de lui. MM. les Députés ont été reçus & reconduits avec les honneurs ordinaires & accoutumés.

Monseigneur l'Evêque de Toulon, a dit : qu'ayant été nommé avec M. de Galliffet du Tholonet; le sieur Député de la Communauté de Grasse, & le sieur Député de la Viguerie de Digne, pour saluer M. des Galois de La Tour, & le remercier au nom des Etats, de l'intérêt qu'il témoigne pour le bien & l'avantage du Pays; il s'est rendu avec tous MM. les Députés chez M. des Galois de La Tour, l'a salué & remercié au nom des Etats, à quoi M. des Galois de La Tour a répondu qu'il prioit MM. les Députés d'assurer les Etats de sa reconnoissance, & du desir qu'il a d'être utile au Pays. MM. les Députés ont été reçus & reconduits avec tous les honneurs d'usage.

**MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Préfident**, a annoncé que MM. les Commissaires du Roi lui avoient fait part qu'ils se proposoient

*Annnonce de  
l'entrée de MM.  
les Commis-  
saires du Roi  
aux Etats.*

d'entrer aux Etats, dans le cours de cette séance.

*Nouvelle réclamation des Députés des Communautés & Vigueries, pour la convocation d'une Assemblée générale des trois Ordres.*

Un des sieurs Députés des Communautés & Vigueries, a dit : que l'Assemblée générale des trois Ordres de la Province, pour réformer ou former la Constitution provençale, sollicitée déjà par les Communes, dans des Conseils de tous Chefs de famille, & dans les Assemblées de Viguerie, continuoît à être l'objet des réclamations des Députés des Communautés & Vigueries, & qu'il prioit & requéroit expressément que l'Assemblée délibérât à ce sujet.

*Dire de M.M. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays.*

M.M. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays, portant la voix de la ville d'Aix dans les présents Etats, ont dit, par l'organe de M. l'Assesseur : que conformément à leurs instructions, ils réclamoient que l'Assemblée sollicitât de Sa Majesté l'Assemblée générale des trois Ordres du Pays, à l'effet de convenir entr'eux d'une Constitution nouvelle de nos Etats, laquelle maintienne & concilie les droits naturels & imprescriptibles des trois Ordres, ainsi que des individus qui les composent ; ils font d'avis que les Etats délibèrent de demander cette Assemblée, & en cas de délibération contraire, les Consuls d'Aix requièrent acte de leur *réclamation* & du rejet.

Et à tout ce que dessus, les autres sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont adhéré.

*Observations des autres Membres de l'Assemblée.*

Sur quoi, il a été représenté par les autres Membres de l'Assemblée, que s'il y avoit des changemens à faire dans la formation des Etats,

ou dans la Constitution du Pays, les vues bienfaisantes de Sa Majesté, énoncées dans ses instructions, invitoient tous les Ordres à renvoyer toutes contestations après les Etats-Généraux, & à ne pas arrêter le bonheur général que se promettoit le Souverain de cette convocation; que conséquemment, sans reconnoître que les Etats actuels ne représentassent pas réellement les Etats du Pays, puisqu'ils sont les seuls constitutionnels, il ne pouvoit y avoir lieu, en l'état, à délibérer sur la motion dont il s'agissoit, sans contrarier expressément les intentions du Roi.

A quoi il a été répondu par les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, qu'un de leurs motifs pour insister sur la convocation de l'Assemblée des trois Ordres, étoit qu'ils regardoient cette convocation comme le plus sûr moyen de faciliter la députation aux Etats-Généraux, & le seul pour ne pas compromettre leur légalité; qu'ainsi ils pensoient que c'étoit seconder les intentions bienfaisantes du Roi, & non les contrarier, que d'insister sur la demande de l'Assemblée des trois Ordres.

*Réponse des  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries.*

Sur quoi il a été de nouveau observé par les autres Membres, que ce n'est point par les différens motifs qu'ont pu avoir les Députés des Communautés & Vigueries, qu'il faut juger s'ils ont contrarié les intentions du Roi, mais par le fait; ce qui doit être démontré, en comparant leurs démarches & les instructions déjà lues plusieurs fois.

*Réponse des  
autres Membres  
de l'Assemblée.*

Après quoi, MONSIEUR LE PRESIDENT

DES ETATS, a observé que , d'après la lettre desdites instructions , il lui étoit impossible de mettre en délibération l'objet dont il s'agissoit ; ce qui a été ainsi décidé à la pluralité des voix.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ayant persisté dans l'avis d'y délibérer, sous toutes les protestations ci-devant énoncées.

*Entrée de MM.  
les Commissai-  
res du Roi aux  
Etats.*

MONSIEUR LE COMTE DE CARAMAN & MONSIEUR DES GALOIS DE LA TOUR, Commissaires du Roi , sont venus à l'Assemblée. Me. de Regina, l'un des Greffiers des Etats, avoit été chez Monseigneur le Comte de Caraman, avertir MM. les Commissaires que la séance étoit formée ; ils ont été reçus à la porte de l'Hôtel-de-Ville, par Me. Ricard, Greffier des Etats, Me. de Regina, autre Greffier des Etats, étant venu avec eux ; par les sieurs Députés des Communautés de St. Paul, de Mousfiers, de Castellanne, d'Apt, & par les sieurs Députés des Vigueries de St. Maximin, de Brignolle & d'Annot, dans la cour de l'Hôtel-de-Ville ; & par MM. de Ponteves de Giens, de l'Etang de Parade, de Raymond d'Eoux, & de Felix du Muy, au haut de l'escalier, d'où MM. les Commissaires du Roi étant entrés dans la Salle des Etats, ont pris leurs places.

MM. les Commissaires du Roi ont remis à Me. de Regina, Greffier des Etats, diverses pieces dont il a fait lecture, & dont la teneur suit.

*Commission  
générale pour la*

» LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de

» France & de Navarre, Comte de Provence, *demande du don*  
 » Forcalquier & Terres adjacentes : A notre *gratuit & au-*  
 » cher & bien amé le sieur Riquet, Comte de *tres impositions.*  
 » Caraman, Lieutenant général de nos Armées,  
 » Lieutenant général en notre Province de Lan-  
 » guedoc, Grand Croix de l'Ordre royal &  
 » Militaire de St. Louis, & Commandant en  
 » Chef pour notre service en notre Pays &  
 » Comté de Provence, & à notre amé & féal,  
 » le sieur de La Tour, Conseiller en nos Con-  
 » seils, Premier Président en notre Cour de Par-  
 » lement d'Aix, & Intendant de Justice, Police &  
 » Finances en notredit Pays & Comté, SALUT.  
 » Nous avons vu avec une entiere satisfaction,  
 » que l'Assemblée des Etats de notredit Pays  
 » & Comté de Provence, rétablie l'année der-  
 » niere, conformément au vœu des trois Etats  
 » de notredit Pays & Comté, s'est empressée  
 » de nous donner des témoignages multipliés  
 » de son affection & de son zele pour notre  
 » personne & pour notre service. Nous ne dou-  
 » tons pas que les Membres qui composent cette  
 » année ladite Assemblée, pénétrés des mêmes  
 » sentimens, ne contribuent, autant qu'ils est en  
 » eux, aux mesures dont nous sommes sans  
 » cesse occupés, pour rétablir l'Ordre dans nos  
 » finances, & pour procurer à nos peuples les  
 » soulagemens dont ils ont besoin, & qu'ils ne  
 » nous accordent avec empressement, les se-  
 » cours que nous vous chargeons de leur de-  
 » mander de notre part : A CES CAUSES & au-  
 » très à ce nous mouvans, nous vous avons  
 » commis, ordonnés, & députés, & par ces  
 » Présentes, signées de notre main, commet-  
 » tons, ordonnons & députons, pour vous trans-

» porter en l'Assemblée des trois Etats de no-  
 » tredit Pays & Comté, que nous voulons être  
 » tenue en notre Ville d'Aix, le 25 du mois de  
 » Janvier prochain, & en icelle, après leur avoir  
 » fait entendre ce qui est de notre paternelle  
 » affection pour le bien, repos, & soulagement  
 » de nos sujets de ladite Province, ensemble ce  
 » qui concerne notre service en icelle, & la  
 » présente nécessité de nos affaires, demander  
 » & requérir auxdits Etats, qu'ils aient à nous  
 » accorder en l'année prochaine, outre la som-  
 » me de sept cent mille livres pour le don gra-  
 » tuit ordinaire, les autres sommes & secours  
 » que la nécessité de nos affaires nous obligera de  
 » leur demander, autant que nous estimerons  
 » que leurs forces leur peuvent permettre. Vou-  
 » lons que vous ayiez à faire imposer toutes  
 » lesdites sommes, qui seront ainsi octroyées,  
 » sur tous les sujets de notredit Pays & Comté  
 » de Provence, sans aucune exception ni ré-  
 » serve, sinon ceux de nos villes de Marseille,  
 » Arles, & Terres adjacentes, que nous avons  
 » séparément cotisés, le tout le plus justement  
 » & également, & à la moindre foule de no-  
 » tre pauvre peuple, que faire se pourra; pour  
 » être, les deniers provenant desdites imposi-  
 » tions, reçus & fournis en la maniere accou-  
 » tumée; & à ce faire & souffrir, vous con-  
 » traigniez & fassiez contraindre tous ceux qu'il  
 » appartiendra, par toutes voyes dues & rai-  
 » sonnables, comme pour nos propres deniers  
 » & affaires, nonobstant opposition ou appel-  
 » lation quelconques, pour lesquelles ne sera  
 » différé; & si aucunes interviennent, les par-  
 » ties se retireront pardevers vous, pour leur  
 » être



„ être pourvu ; vous attribuant à cette fin , toute  
 „ Cour & Jurisdiction , que nous interdisons à  
 „ toutes Cours & autres Juges , à peine de nul-  
 „ lité. Voulons au surplus , qu'après lesdits se-  
 „ cours accordés , vous entendiez les remon-  
 „ trances que les Gens des trois Etats voudront  
 „ & pourront faire durant ladite Assemblée tou-  
 „ chant les affaires communes de notredit Pays  
 „ & Comté de Provence , & de tous nos sujets  
 „ & habitans d'icelui , pour y être pourvu , ainsi  
 „ que vous verrez être à faire , par raison ; &  
 „ généralement que vous traitiez & délibériez  
 „ en ladite Assemblée , tout ce qui sera du bien ,  
 „ repos & conservation de notredite Province ,  
 „ sous notre obéissance ; de ce faire vous don-  
 „ nons pouvoir , autorité & mandement spécial  
 „ par ces Présentes. Mandons & commandons  
 „ à tous nos Officier justiciers , & sujets , qu'à  
 „ vous en ce faisant , ils obéissent sans difficulté :  
 „ CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Ver-  
 „ failles le premier du mois de Décembre , l'an  
 „ de grace mil sept cent quatre-vingt-huit , &  
 „ de notre regne le quinzieme. *Signé* , LOUIS.  
 „ PAR LE ROI , COMTE DE PROVENCE , *Signé* ,  
 „ LAURENT DE VILLEDEUIL „

Et au dos est écrit : » enregistrée au Contrôle  
 „ général des Finances , par nous Ecuyer , Con-  
 „ seiller du Roi , Garde des Registres , autorisé  
 „ à remplir les fonctions du Contrôle général  
 „ des Finances. A Paris le 22<sup>e</sup>. jour de Décem-  
 „ bre 1788. *Signé* , DE LAUNAY «.

MEMOIRE DU ROI pour servir d'instruc-  
 tions au sieur Comte de Caraman , Lieutenant

K

*Mémoire du  
 Roi , servant  
 d'instruction à  
 MM. ses Com-  
 missaires.*

général de la Province de Languedoc , Grand-Croix de l'Ordre Royal & Militaire de St. Louis , & Commandant en chef au Pays & Comté de Provence , & au sieur de La Tour , Conseiller du Roi en ses Conseil , Premier Préfident en sa Cour de Parlement d'Aix , & Intendant de Justice , Police & Finances , auxdits Pays & Comté , Commissaires de Sa Majesté en l'Assemblée des Etats de Provence , qui se tiendra à Aix en la présente année.

## ARTICLE PREMIER.

*Don gratuit.* L'intention du Roi est que , suivant l'usage , les sieurs Commissaires , aussitôt après l'ouverture de l'Assemblée générale , fassent , au nom de Sa Majesté , la demande du don gratuit de sept cent mille livres pour l'année présente 1789 , ainsi qu'il a été accordé les années précédentes. Sa Majesté se promet de l'affection de ses Sujets du Pays de Provence pour son service , qu'ils se porteront à lui en donner de nouvelles marques dans cette occasion.

## ART. 2.

*Milices.* Le Roi ayant par brevet arrêté en son Conseil , réglé les sommes qui doivent être imposées pendant la présente année 1789 , tant sur les généralités des Pays d'élection , que sur les autres Provinces & départemens du Royaume ; pour les dépenses concernant les Milices , comme aussi pour les quatre deniers pour livre destinés à la retenue des Invalides , & autres taxations du Trésorier général , & les frais

de recouvrement ; lesdits sieurs Commissaires demanderont à l'Assemblée de faire l'imposition de la somme de trente-cinq mille livres , à laquelle a été modérée par Arrêt du Conseil , celle de soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf livres , pour laquelle ledit Pays de Provence est employé dans ledit brevet , pour son contingent desdites dépenses, laquelle somme de trente-cinq mille livres sera payée de quartier en quartier , & levée par les Collecteurs ordinaires qui en remettront le montant aux Receveurs particuliers dudit Pays , & lesdits Receveurs particuliers au Trésorier général dudit Pays ; pour être ladite somme de trente-cinq mille livres , déduction faite d'un sol pour livre de taxation qui sera retenu & distribué entre les Collecteurs particuliers & généraux , ainsi & de la manière usitée dans ledit Pays , remise par le Trésorier général au Trésor royal , pour être employée suivant les ordres de Sa Majesté.

### A R T. 3.

Le Roi ayant par Arrêt de son Conseil du 14 Novembre 1779 , fixé l'abonnement de la Capitation dudit Pays de Provence à cinq cent mille livres en tems de paix , & à sept cent mille livres en tems de guerre , en ce non compris les quatre sols pour livre qui doivent être imposés & payés en sus desdites sommes , lesdits sieurs Commissaires demanderont à l'Assemblée que la Province impose la somme de cinq cent mille livres pour la Capitation de la présente année 1789 , en y ajoutant les quatre

*Capitation.*

sols pour livre , & en outre un fonds suffisant pour faire face aux taxations , décharges , modérations & non valeurs , enforte que ladite somme de cinq cent mille livres & les quatre sols pour livre d'icelle rentrent au Trésor royal sans aucune déduction ; de laquelle somme de cinq cent mille livres , ainsi que des quatre sols pour livre , la répartition sera faite suivant l'usage , par le sieur Intendant & Commissaire départi , conjointement avec les sieurs Procureurs du Pays.

#### A R T. 4.

*Chemins.*

Sa Majesté veut que conformément aux précédentes instructions , lesdits sieurs Commissaires fassent incessamment travailler au rétablissement des chemins , enforte qu'ils soient en bon état ; & que lesdits sieurs Commissaires rendent compte au Roi , des délibérations qui auront été prises sur cet article.

#### A R T. 5.

*Commerce &  
Manufactures.*

Son intention est aussi que l'Assemblée donne une attention particuliere à tout ce qui concerne le bien du Commerce. Fait & arrêté par le Roi , étant en son Conseil , tenu à Versailles le 17 Janvier 1789. *Signé , LOUIS, Et plus bas : LAURENT DE VILLEDEUIL.*

MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX , PRESIDENT , a dit : que l'Assemblée délibérera sur les demandes qui viennent d'être faites par MM. les Commissaires du Roi , & qu'elle aura soin de les informer de sa résolution.

Après quoi , MM. les Commissaires du Roi sont sortis ; ils ont été accompagnés par Messieurs les Evêques de Vence , de Digne , M. le Procureur fondé de Monseigneur l'Evêque d'Apt , & M. de Gueidan , Procureur fondé de M. le Commandeur de Comps , jusques à la porte de la Salle ; par la même députation de MM. de la Noblesse , qui les avoit reçus en entrant , jusques à la première marche de l'Escalier ; par la même députation des sieurs Députés des Communautés & Vigueries , qui les avoit reçus en entrant , jusques dans la Cour de l'Hôtel-de-Ville , & par les deux Greffiers des Etats , jusques à la porte de l'Hôtel-de-Ville.

Et tous MM. les Députés étant rentrés , MONSIEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX , PRESIDENT , a demandé à M. l'Assesseur d'Aix , Procureur du Pays , s'il avoit à parler.

M. l'Assesseur d'Aix , Procureur du Pays , a dit : qu'il pouvoit annoncer le concert unanime de tous les Membres de l'Assemblée à donner à Sa Majesté de nouvelles preuves de leur amour pour sa personne , de leur zele pour son service , & de leur patriotisme ; mais que les sieurs Députés des Communautés & Vigueries le chargeoient de faire , avant toute Délibération sur les demandes de Sa Majesté , une motion tendante à ce que MM. de la Noblesse & du Clergé voulussent bien s'expliquer par oui ou par non , s'ils entendoient supporter sur leurs biens exempts , les impositions à établir pour payer le Don gratuit & les Milices ; de laquelle motion & de la réponse qui sera faite , MM.

*Dits de M.  
l'Assesseur  
d'Aix , Procureur  
du Pays.*

*Interpellation  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries ,  
aux deux premiers  
Ordres ,  
s'ils entendent  
contribuer sur*

*leurs biens  
exempts , au  
payement du  
Don gratuit &  
des Milices.*

*Demande que  
ladite contribu-  
tion soit propor-  
tionnelle aux  
facultés.*

*Résumé du vœu  
des deux pre-  
miers Ordres sur  
ces interpellations.*

les Députés des Communautés & Vigueries demandent acte.

A laquelle motion , les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont ajouté qu'ils demandoient aussi que la contribution des deux premiers Ordres fût proportionnelle à leurs facultés ; à laquelle interpellation les Membres du Clergé & de la Noblesse , après due discussion , soit sur ce qu'il n'y auroit lieu de délibérer en l'état , sur ladite interpellation , parce qu'elle fait matière d'une contestation ; soit sur ce qu'il seroit nécessaire de remettre sous les yeux du Roi les Mémoires respectifs , & d'attendre sa décision après les Etats - généraux ; soit sur ce que le vœu de la contribution proportionnelle étant reconnu , la Constitution Provençale n'en permettroit pas l'application ; soit enfin sur ce qu'on offroit toute voie de conciliation en famille sur les difficultés de l'application du principe de la contribution en Provence ; il a été résumé par MONSIEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, PRESIDENT DES ETATS, après toutes les opinions prises : l'avis suivant , portant :

1°. Que tout Citoyen , ayant un droit égal à la protection de l'Etat , la nécessité de la contribution proportionnelle , qui en est le prix , est un principe incontestable & reconnu par tous les Ordres.

2°. Que les Membres du Clergé & de la Noblesse offrent toutes voies de conciliation , sur les difficultés que la Constitution présente dans l'application du principe en Provence.

3°. Qu'au cas que ces difficultés ne puissent pas cesser par la voie de la conciliation, les deux premiers Ordres desirent que les Mémoires respectifs soient mis sous les yeux de Sa Majesté, pour en obtenir une décision après les Etats-généraux; sans qu'il puisse résulter, des difficultés élevées, des voies de conciliation proposées, ou du recours au Souverain, aucune différence dans la cotité proportionnelle des contributions des trois Ordres pour acquitter le déficit actuel des dettes de l'Etat, conformément au vœu énoncé dans les observations de la Noblesse, imprimées & déposées au greffe des Etats.

A laquelle rédaction d'avis, tous les Membres ont unanimement adhéré par leur silence, & reconnu que c'étoit le vœu de l'opinion générale.

Sur quoi les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, Membres de la Commission pour la rédaction du procès-verbal, ont observé que la vérité des faits, qu'il est si essentiel de connaître sur un objet aussi important, est que d'après l'interpellation faite à MM. les Prélats & Gentilshommes possédans-fiefs, de s'expliquer par *oui* ou par *non*, & que l'on prendroit toute réponse qui ne seroit pas précise, pour un refus absolu, quelques-uns d'entre lesdits sieurs Députés, ayant requis un verbal d'opinions, MM. les Prélats & Gentilshommes possédans-fiefs, ont répondu, une grande partie, qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer; les autres, que les Communes n'ayant point donné leur Mémoire sur l'article

*Observations  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries,  
sur ce résumé,  
faites à la ré-  
daction du pro-  
cès verbal.*

des contributions, ils n'étoient pas assez instruits pour délibérer sur cet objet ; ceux-ci, qu'il falloit attendre la décision du Souverain ; ceux-là, qu'ils offroient des voies de conciliation, & enfin quelques-uns ont voté pour la contribution proportionnelle, en ajoutant qu'elle n'étoit point applicable à la Constitution provençale ; de quoi il résulte, que bien loin que le vœu de la contribution proportionnelle ait été l'opinion générale, ce n'a été au contraire, que celle de quelques individus.

*Observations  
des Membres du  
Clergé & de la  
Noblesse.*

Et les Membres du Clergé & de la Noblesse, assistans à la même rédaction, en reconnoissant tous les mêmes faits énoncés dans le dire ci-dessus, & qu'ils ont attesté eux-mêmes dans la rédaction, s'en rapportent de plus pour l'exactitude des faits, au résumé de la Délibération qui fut fait par Monseigneur le Président de l'Assemblée, & qui ne fut que la collection de la suite des différentes opinions qui tendoient au même but, par des opérations successives & de procédés différens. Les avis de tous les opinans furent adoptés dans la réunion qu'en fit Monseigneur le Président, & présentée à toute l'Assemblée, comme un seul & même avis ; il ne fut contrarié par personne, & devint par conséquent le résultat de l'Assemblée.

Et les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries, Membres de la Commission pour la rédaction du procès-verbal, ont répondu qu'ils ne pouvoient s'en rapporter, pour la vérité des faits, qu'à leur dire ci-dessus.



Et sur l'interpellation faite par l'un de MM. les Gentilshommes possédans - fiefs, aux sieurs Députés des Communautés & Vigueries, de répondre, par oui ou par non, s'ils acceptoient les voies de conciliation qui leur étoient proposées; un des sieurs Députés, a dit: qu'ils ne refusoient pas les voies de conciliation, mais qu'ils n'avoient point de mandat de leurs Communautés, ni de Syndic assistant aux Etats pour les défendre, & qu'ils prioient les deux premiers Ordres de se joindre à eux, pour obtenir la nomination de ce Syndic, à quoi un autre desd. sieurs Députés a ajouté: un Syndic qui eût entrée aux Etats.

*Voies de conciliation proposées par les deux premiers Ordres.*

*Reponse des Députés des Communautés & Vigueries.*

Sur quoi il a été observé que pour accepter des voies de conciliation, on n'avoit pas besoin de pouvoir & de mandat.

Et le même Membre de MM. les Possédans-fiefs, qui avoit déjà remis son avis écrit, a requis qu'il constat, dans les registres des Etats, de son vœu individuel, pour la contribution proportionnelle, nonobstant l'usage contraire du Pays, & de la demande d'un Syndic.

*Requisition de de l'un de MM. les Possédans-fiefs, pour qu'il conste de son vœu individuel sur la contribution, & sur la demande du Syndic du Tiers-Etat.*

MONSIEUR LE PRESIDENT a observé que la demande d'un Syndic étoit étrangere à l'objet de la Délibération actuelle.

Les opinions ont été prises ensuite sur la demande faite par MM. les Commissaires du Roi, au nom de Sa Majesté, du don gratuit de sept cent mille livres pour la présente année 1789.

*Délibération sur la demande du don gratuit.*

*Dire de MM.  
les Consuls  
d'Aix, Procureurs  
du Pays.*

MM. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays, portant la voix de la ville d'Aix, ont dit, par l'organe de M. l'Assesseur, & en conformité de leurs instructions, sans entendre reconnoître à MM. de la Noblesse & du Clergé, le droit de porter individuellement leur vœu sur les impositions qui ne sont supportées que par les feux, en persistant à la demande que les Communautés & Vigueries puissent se nommer un Syndic, qui ait les mêmes pouvoirs que le défenseur du commun peuple avoit dans les Etats de 1639; Syndic qui lui devient encore plus nécessaire, par la contestation contre les deux premiers Ordres que le Tiers a à déférer à Sa Majesté, ou à terminer par les voies de la conciliation plus convenables entre les Membres de la même famille; & sans entendre reconnoître aux présens Etats, tels qu'ils ont été convoqués, le droit d'octroyer & d'établir les impositions, la ville d'Aix vote, pour cette année seulement, sans tirer à conséquence, tant que nos Etats ne seront pas mieux constitués, l'octroy des sept cent mille livres pour le don gratuit; vœu que ladite ville ne porte que par la considération qu'il ne faut pas que les contestations, entre les différens Ordres du Pays, privent le Roi des secours qu'il doit espérer de l'amour de ses sujets, de leur zèle pour son service & de leur patriotisme; se faisant la réserve expresse de sa réclamation pour la contribution égale & proportionnelle des deux premiers Ordres, à l'imposition à établir pour le don gratuit.

*Adhésion du  
Député de Forcalquier & de  
plusieurs autres.*

Le sieur Député de la Communauté de Forcalquier a adhéré au dire de MM. les Consuls

d'Aix, Procureurs du Pays, ainsi que plusieurs autres des sieurs Députés des Communautés & Vigueries.

Le sieur Député de la Communauté de Sis-  
teron a dit : qu'en protestant contre l'illégalité  
de l'Assemblée, il déclare ne voter le don gra-  
tuit qu'individuellement, & se référant à l'acte  
passé riere Me. Silvy, le 28 du courant ; sans  
entendre concourir pour cet objet, avec MM.  
les Prélats & Gentilshommes possédans - fiefs,  
tant qu'ils n'y contribueront point ; ne votant  
dans l'Assemblée actuelle, que par respect pour  
les volontés du Roi ; protestant expressément  
de tous leurs droits contre MM. les Prélats &  
Possédans-fiefs, à l'effet de répéter la portion  
du don gratuit les concernant, d'après la co-  
tité proportionnelle de leurs facultés.

*Dire du Dé-  
puté de Sisleron.*

Sur quoi il a été observé par les autres Mem-  
bres de l'Assemblée, que comme de tout tems  
le don gratuit a été levé sur les feux ou biens  
roturiers en Provence, & qu'il est demandé par  
le Souverain, & accordé par les Etats, suivant  
l'usage, il est inconcevable que l'on dise que les  
deux premiers Ordres ne contribuent pas, &  
n'ont par conséquent pas le droit de le voter ;  
enfin, qu'il n'est levé que sur les Communes,  
tandis que les feux ou biens roturiers sont pos-  
sédés indistinctement par les individus de tous  
les Ordres, & payent les mêmes charges, que  
ce soit un Ecclésiastique, un Gentilhomme pos-  
sédant-fief ou non, ou un roturier qui les pos-  
sèdent ; que conséquemment les Gentilshommes  
possédans-fiefs, qui y contribuent déjà pour leurs

*Observations  
de la part des  
deux premiers  
Ordres.*

biens roturiers , ne peuvent pas y contribuer pour des biens qui n'y ont jamais été soumis.

*Lecture de la  
Délibération de  
la Communauté  
de Grasse, ser-  
vant d'instruc-  
tions à ses Dé-  
putés.*

*Dire dudit  
Député.*

Le sieur Député de la Communauté de Grasse, avant d'exprimer son vœu , a prié Monseigneur le Président de faire lire la Délibération de la Communauté, portant sa députation.

Lecture faite de cette Délibération, ledit Sr. Député a dit : que l'Assemblée étant illégale, il ne doit, d'après le mandat de sa Communauté, donner aucune opinion ; qu'il ne peut pas reconnoître dans la susdite Assemblée les Etats de la Province, mais une convocation inconstitutionnelle, contraire aux Délibérations des Etats tenus en mil sept cent quatre-vingt-sept, lors desquels il avoit été reconnu solennellement que les deux premiers Ordres seroient réduits en nombre égal à celui du Tiers-Etat ; & pour donner au Roi des preuves de son amour & de sa fidélité, il déclare, au nom de sa Communauté, voter individuellement & à part, le don gratuit, conformément aux motifs exprimés dans l'acte du 28 de ce mois, reçu par Me. Silvy, Notaire, requerrant en tant que de besoin les protestations & réserves contenues dans ledit acte.

Et tous les autres sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont adhéré respectivement aux opinions ci-dessus.

LES ETATS ont unanimement , libéralement & gratuitement accordé à Sa Majesté , suivant

l'usage, la somme de sept cent mille livres pour le don gratuit de la présente année 1789.

LES ETATS ont également délibéré, sous les mêmes réserves & protestations ci-dessus, de la part des sieurs Députés des Communautés & Vigueries, l'imposition de la somme de trente-cinq mille livres, pour la dépense concernant les Milices, pour être levée & répartie à la manière accoutumée entre le Pays & les Terres adjacentes, suivant l'Arrêt du Conseil du 16 Octobre 1765.

*Délibération  
sur les Milices.*

LES ETATS ont consenti au payement de la somme de cinq cent mille livres pour la Capitation de la présente année, & des quatre sols pour livre en sus.

*Sur la Capitation.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont observé que sur cet objet, leurs réserves & protestations ne portent que sur l'illegalité de l'Assemblée, & qu'ils se réfèrent toujours à l'acte notarié du 28 du présent mois.

*Observations  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries sur  
la Délibération  
relative à la Ca-  
pitation.*

Persistant les autres Membres de l'Assemblée en leurs protestations contraires.

Un de MM. les Gentilshommes possédans-fiefs a demandé que la Capitation ne portât que sur la classe des gens aisés, & que les Citoyens pauvres, & sur-tout les Cultivateurs, Manouvriers & Payfans des campagnes en fussent déchargés.

*Demande de  
l'un de MM.  
les possédans-  
fiefs, & adhésion  
des deux pre-  
miers Ordres,  
pour que la Ca-  
pitation ne por-  
te que sur la  
classe des gens  
aisés.*

A laquelle opinion, ont adhéré les Membres du Clergé & de la Noblesse.

*Députation à  
MM. les Com-  
missaires du Roi,  
pour leur faire  
part des délibé-  
rations ci-dessus.*

Et pour faire part à MM. les Commissaires du Roi, des Délibérations qui ont été prises sur les demandes de Sa Majesté, MONSEIGNEUR l'ARCHEVEQUE D'AIX, Président a proposé les mêmes Membres du Clergé & de la Noblesse, & les mêmes Députés des Communautés & Vigueries qui avoient été nommés dans la présente séance, pour recevoir & accompagner MM. les Commissaires du Roi à leur entrée & à leur sortie des Etats.

LES ETATS ont agréé les Députés proposés par MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, Président

*Refus du Dé-  
pute de la Vi-  
guerie de Taras-  
con d'être Mem-  
bre de la Com-  
mission, pour  
la rédaction du  
procès verbal.*

Le sieur Député de la Viguerie de Tarascon qui, dans la séance du jourd'hier, avoit refusé d'être Membre de la rédaction du procès verbal, ayant persisté dans son refus, les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries réclamèrent le droit qu'avoit chaque Ordre de choisir ses Commissaires; & en conséquence, Monseigneur l'Archevêque leur ayant dit qu'ils n'avoient qu'à lui indiquer un autre Commissaire, un desdits sieurs Députés indiqua le sieur de Baux, Député de la Viguerie de St. Maximin: Monseigneur l'Archevêque le proposa à l'Assemblée, & il fut unanimement agréé.

*Nomination  
du Député de la  
Viguerie de St.  
Maximin.*

*Protestation de  
MM. du Cler-  
gé, contre l'avis  
écrit, lu dans  
la séance de la  
veille, par un  
des MM. de la  
Noblesse.*

Monseigneur l'Evêque de Sisteron remit aux Greffiers des Etats, un écrit dont il demanda la lecture, laquelle fut faite par Me. Ricard, ainsi qu'il suit :

*Teneur de l'Ecrit de Monseigneur l'Evêque  
de Sisteron.*

„ Ami de la paix par sentiment & par devoir , l'Ordre du Clergé profondément affligé de la funeste division qui jusques à ce jour a régné dans l'Assemblée , n'a pu voir sans une vive douleur , qu'à l'instant où la conciliation des esprits sembloit s'opérer , un Membre de la Noblesse ait prononcé un dire , que sans doute son Ordre défavoue , tendant à désunir de nouveau les Membres des trois Etats „

» En conséquence , il proteste contre ce dire ; déclarant que loin d'adopter les opinions & les maximes qu'il contient , il les improuve , les regarde comme subversives de l'ordre public ; déteste des expressions injurieuses à l'autorité d'un Monarque que Dieu , les Loix , l'honneur & son cœur lui prescrivent de respecter ; & requiert que la présente protestation , signée par tous ses Membres , soit insérée en entier dans le cahier & le procès-verbal des Etats. *Signés* ,  
† L. J. Evêque de Sisteron. † Em. Fr. Evêque de Fréjus. † C. F. J. Evêque de Vence.  
† François , Evêque de Digne. † Elleon , Evêque de Toulon. Pazery , Vicaire général , Procureur de Mgr. l'Archevêque d'Arles. L'Abbé de Mazenod , Vicaire de Mgr. l'Evêque de Marseille. L'Abbé de Villeneuve Bargemon , Vicaire de Mgr. l'Evêque de Grasse. L'Abbé de Mazenod , Vicaire de Mgr. l'Evêque de Glandeve. L'Abbé de Coriolis , Vicaire de Mgr. l'Evêque de Riez. Bonnety , Vicaire de Mgr.

l'Evêque d'Apt. L'Abbé Comte de Damian ,  
 Prévôt de Pignans. Le Bailli de Villefranche ,  
 Commandeur d'Aix. Le Commandeur d'Albert ,  
 Procureur de la Commanderie de Comps. Le  
 Chevalier de Gaillard , Commandeur de Beau-  
 lieu. Le Chevalier de Moriés , Procureur de  
 M. le Commandeur d'Astros. Le Chevalier  
 Vento , Commandeur d'Avignon & de Vêla-  
 guet. Le Chevalier de St. Prest , Procureur de la  
 Commanderie de Puymoiſſon.

*Proteſtation de  
 MM. de la No-  
 bleſſe contre le-  
 dit avis écrit.*

Enſuite M. de Gaillard de Pourrieres remit également aux Greffiers des Etats , une déclaration qui fut lue , & dont la teneur ſuit :

### MESSIEURS ,

» J'étois prêt à dénoncer hier aux Etats le diſcours de M. de Mirabeau , en voyant qu'il choiſſoit , pour le prononcer , l'inſtant où une délibération par acclamation faiſoit renaître dans les Etats l'union ſi long-tems deſirée «.

» Vous avez ſans doute jugé comme moi , ce diſcours que ſon Auteur a demandé de conſigner dans les regiſtres des Etats , & que quelques Membres des Communes ont adopté dans un premier mouvement. Ils n'ont pas connu leur véritable intérêt , & nous devons le réclamer , quand ils l'abandonnent «.

» Ce diſcours préſente l'anéantiſſement de tous les principes de notre Conſtitution ; l'apologie des proteſtations ſans nombre élevées pour la détruire ; & le deſir-effréné des innovations les plus



plus dangereuses. Il manque de respect aux actes les plus sacrés de nos Princes les plus chéris , notamment du dernier de nos Comtes , qui jura , au milieu de nos Etats , la conservation de tous nos droits. Enfin en osant supposer l'illégalité de toutes les Assemblées de nos Etats , il a imprimé ce caractère de réprobation sur ceux qui nous ont unis au Royaume de France «.

» Il n'est donc aucun de vous , MESSIEURS , qui n'ait déjà réclamé dans son ame contre l'atteinte portée à la Constitution. Notre attachement y fera toujours inviolable , & il est de notre honneur , autant que de la dignité des Etats , de consigner notre profession de foi dans les registres , pour qu'elle efface dans la postérité , l'impression que pourroit faire ce monument téméraire. *Signé* , Porrieres «.

» Nous soussignés déclarons y adhérer , signés Janfon , Syndic ; le Vicomte de Grasse du Bar ; Vento des Pennes ; Suffren de St. Tropez ; d'Arbaud de Jouques ; Bernier de Pierrevet ; Maurel de Ponteves ; d'Estienne du Bourguet ; d'Arnaud de Vitrolles ; Bonaud de la Galiniere ; Sade d'Eguieres ; de Viguier de Merveilles ; d'Autric ; de Lisle Rouffillon ; Raphelis , Marquis de Fos ; d'Espagnet de Sue ; Renaud d'Allein ; de Martignan de Vacheres ; Villeneuve Bargemon ; Sabran Beaudinar ; Pontevés Giens ; Glandeves Castellet ; Boyer Fonscolombe ; de Thomas de la Valette ; le Marquis de Bouvard ; Raphelis de Broves ; Vintimille Figaniere ; Raymond d'Eoux ; Forbin la Barben ; Ballon ; Trimond Puymichel ; Villeneuve d'Ansouis ;

Demandolx la Palu; Taillades; le Chevalier de Thomassin de Villargele; Arlatan de Lauris; Bonnet de la Baume; Cadenet de Charleval; Mons Villeneuve; le Marquis de Galliffet; Lestang Parade Masblanc; Benault Lubieres; de Gras; Castellane Mazaugues; de Sebastiane de Champclos; de Chieuſſe Villepey; le Comte de Galliffet; de Plan de Sieyes; Castellar; Lordonné d'Esparron; Alpheran de Buffan; Colbert du Canet; de La Batie de Cabanes; le Comte de Grille de d'Estoublon; de Boyer d'Eguilles; le Marquis de Glandeves Niozelles; Raſque Laval; le Président de Mazenod fils; Gourdon; d'Allard de Neoules; Fortis; d'Albert St. Hypolite fils; de Barras de Melan; Cabre; Pazery Thorame; Clapiers de Vauvenargues; de Perier «.

*Dire des Députés des Communautés & Vigueries sur les protestations de MM du Clergé & de la Noblesse.*

Sur lesquelles protestations de MM. les Prélats & Possédans-fiefs, les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont dit : que, persistant dans les observations déjà faites plusieurs fois par eux dans les séances précédentes, sur la demande d'une Assemblée générale des trois Ordres de la Province, ils se bornent dans ce moment à déclarer qu'ils se réservent de répondre par une contre-protestation à ce qui pourroit les concerner dans les protestations ci-dessus.

*Déclaration & réserve de tous les droits du Gentilhomme possédant fief;*

Et immédiatement après la lecture des protestations des Membres du Clergé & des Gentilshommes possédant-fiefs, le Gentilhomme, contre l'avis écrit duquel portoient ces protestations, déclara qu'il se réservoir tous ses

droits contre cesdites protestations; qu'il y répondroit très-publiquement, & que notamment il s'inscrivoit en faux contre l'affertion énoncée dans une des protestations: où la conciliation des esprits sembloit s'opérer, &c. &c.

*contre l'avis  
écrit duquel  
parlent les pro-  
tations.*

Sur quoi il a été observé par les autres Membres du Clergé & de la Noblesse, que l'affertion de ladite protestion n'étoit que le récit le plus exact des faits qui s'étoient passés, puisque dans un moment d'unanimité d'opinions, un des Députés des Communautés & Vigueries, en donnant son avis, s'étoit écrié, qu'il étoit enchanté de voir renaître dans l'Assemblée, l'union & l'unanimité; opinion qui fut applaudie avec transport par les deux premiers Ordres, qui, depuis l'instant où l'Assemblée avoit commencé, n'avoient jamais eu d'autre objet; qu'ainsi l'énonciation de la protestation contre l'avis prononcé, étoit la plus exacte vérité.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont déclaré, que la réunion des opinions pour la nomination des Commissaires du procès-verbal, à laquelle ils n'avoient consenti que pour constater leurs réclamations, ne pouvoit pas annoncer l'union sur tous les objets majeurs qui divisoient l'Assemblée.

Observant les autres Membres de l'Assemblée, que quel qu'eût été l'objet de la Délibération, où le moment de l'union & de l'unanimité fut avoué & reconnu, la vérité de l'observation n'en subsiste pas moins pour détruire la prétendue affertion de l'inscription en faux.

Et les sieurs Députés des Communautés & Vigueries en s'en rapportant à leurs dires ci-dessus, ont déclaré renouveler toutes leurs protestations, tant contre la composition & l'illégalité de l'Assemblée actuelle, que sur les mots *Etats, Ordres, & autres semblables.*

Et les autres Membres de l'Assemblée, en renouvelant aussi toutes leurs protestations, ont persisté à soutenir qu'il est de toute impossibilité qu'une Assemblée nationale, qui a pour le vœu de sa formation, la loi de tous les tems, la Constitution du Pays, l'usage le plus constant & non interrompu, enfin la sanction de Sa Majesté, & une convocation absolument conforme à ses intentions, puisse jamais être regardée comme illégale: persistant au surplus dans toutes leurs réserves sur les mots *Etats & Ordres.*

*Du vingt - unieme Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

PRESIDENT MONSIEUR L'EVEQUE  
DE FREJUS.

*Reprise des  
séances des  
Etats.*

**L**ES ETATS ont repris leurs séances qui avoient été suspendues depuis le trente-un Janvier dernier.

*Discours de  
Monseigneur  
l'Evêque de Fre-  
jus, Président.*

Monseigneur l'Evêque de Frejus a ouvert la séance par un discours, dans lequel il a invité les trois Ordres à concourir par leur union à la félicité publique.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont renouvelé leurs protestations précédentes , & ont insisté sur toutes les demandes par eux faites dans les séances antérieures.

*Nouvelles protestations des Députés des Communautés & Vigueries.*

Les Etats ont ensuite légitimé par acclamations les pouvoirs des Députés aux Etats , qui ont remplacé , ou par procuration, ou par délibération , les Assistans & Députés absens dans les trois Ordres ;

*Légitimation des pouvoirs des Députés ou Procureurs , en remplacement des Membres absens.*

### S A V O I R :

*Dans l'Ordre du Clergé ,*

M. l'Abbé de Crouseilhès , Chanoine de l'Eglise d'Aix , Vicaire général de ce Diocèse , Abbé Commandataire de l'Abbaye royale de Lieu-Dieu , fondé de procuration de Monseigneur l'Archevêque d'Aix , Président des Etats , premier Procureur né du Pays , par acte du 15 de ce mois , reçu par Me. Devoulx , Notaire en cette Ville.

M. l'Abbé de Boisson de la Salle , Chanoine de l'Eglise d'Aix , Vicaire général du Diocèse de Vence , fondé de procuration de Monseigneur l'Evêque de Vence , par acte du 8 de ce mois , reçu par Me. Berenger , Notaire à Vence.

M. l'Abbé de Richery d'Allons , Chanoine de l'Eglise d'Aix , fondé de procuration de Monseigneur l'Evêque de Digne , par acte du 13 de ce mois , reçu par Me. Ailhaud , Notaire à Digne.

*Dans l'Ordre du Tiers - Etat.*

Le sieur Jean-Louis Mallard , Imprimeur ,  
Député par délibération de la Communauté de  
Toulon, du 9 de ce mois.

Le sieur Peyroard , Avocat en la Cour, Dé-  
puté par délibération de la Communauté d'Apt,  
du 13 de ce mois.

Le sieur Barry , Procureur en la Sénéchauf-  
fée de Brignoles , Député par délibération de  
ladite Communauté de Brignoles, du 13 de ce  
mois.

Le sieur Roccas , Bourgeois , Député de la  
Communauté d'Annot , par délibération du 13  
de ce mois.

Le sieur Gombert , Négociant , Député de  
la Communauté d'Aups , par délibération du  
16 de ce mois.

Et le sieur Tavernier de Courtine , Député  
de la Communauté de Martigues , par délibéra-  
tion du 18 de ce mois.

*Prestation du  
serment par les  
nouveaux Af-  
filiés.*

Et à l'instant lesdits sieurs Députés ont prêté  
le serment accoutumé ; MM. de l'Eglise *ad pectus* ,  
& MM. du Tiers ayant la main levée à Dieu.

*Mémoire du  
Roi servant  
d'instruction à  
MM. ses Com-  
missaires.*

Monseigneur le Président a requis la lecture  
d'un Mémoire du Roi , servant d'instruction à  
MM. ses Commissaires.

Me. de Regina , Greffier des Etats , a lu ce  
Mémoire dont la teneur suit :

„ Sa Majesté n'ayant convoqué cette année  
„ les Etats de Provence que pour voter les im-  
„ positions ordinaires , soit pour son service ,  
„ soit pour celui du Pays , son intention est ,  
„ qu'à la reprise de leurs séances , ils n'aient  
„ plus à s'occuper que de voter les impositions  
„ royales non encore délibérées , & les subsides  
„ relatifs au besoin & aux dettes du Pays , &  
„ qu'il n'y soit question d'aucune autre affaire ,  
„ même celles de l'Administration intérieure , les-  
„ quelles doivent être renvoyées après les Etats-  
„ généraux , ainsi que tous les objets de discussion  
„ qui pourroient s'élever dans l'Assemblée des-  
„ dits Etats de Provence.

„ Sa Majesté renouvelle ses volontés sur le  
„ rétablissement des chemins dudit Pays , énon-  
„ cées dans l'article quatre de ses instructions  
„ du dix-sept Janvier mil sept cent quatre-vingt-  
„ neuf , & charge lesdits sieurs Commissaires  
„ de lui rendre compte des délibérations qui  
„ auront été prises sur cet article. *Signés* , LE  
„ COMTE DE CARAMAN , LA TOUR.

Et après la lecture de ce Mémoire , un des  
sieurs Députés des Communautés des Vigueries,  
parlant au nom de tous , a dit : Il a été notifié  
au Tiers-Etat du Pays , dans les Assemblées des  
Sénéchaussées qui viennent de se tenir ; il lui a  
été notifié encore en la personne de quelques-  
uns de ses Membres , Députés aux présens Etats ,  
des déclarations des deux premiers Ordres con-

*Dire des sieurs  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries sur  
les déclarations  
faites au nom  
des deux pre-  
miers Ordres ,  
dans les Assem-*

*blées des Séné-  
chauffées, rela-  
tivement à la  
contribution  
aux charges pu-  
bliques.*

tenant sur l'objet de la contribution aux charges publiques, le même vœu qui est conçu en ces termes, dans celle faite le dix Avril à l'Assemblée des trois Ordres de la Sénéchaussée d'Aix.

MONSIEUR L'ARCHEVEQUE D'AIX, a dit :  
 „ que le vœu de l'Ordre du Clergé est de con-  
 „ tribuer, sans aucun privilege ni exemption pé-  
 „ cuniaire, à toutes les impositions royales,  
 „ communes & municipales du Pays, & ce à  
 „ l'instar & à l'égal dans la même forme &  
 „ quotité que tous les Citoyens, sur tous les  
 „ fruits & revenus quelconques dépendans des  
 „ bénéfices & possessions ecclésiastiques, &  
 „ de verser ces impositions dans la seule caisse  
 „ générale du Pays ; & en a remis la déclara-  
 „ tion signée.

„ M. de la Calade, Président de l'Ordre de  
 „ la Noblesse, a dit : La Noblesse, qui avoit déjà  
 „ porté le même vœu, se fait un devoir & un  
 „ plaisir de répéter la déclaration que vient de  
 „ faire le Président du Clergé, & dans les mêmes  
 „ termes ; & en a remis la déclaration signée.

La déclaration faite par MM. les Gentilshommes possédans-fiefs dans leur comité du 27 Mars, contient le vœu *de la contribution proportionnelle, & la renonciation à toute exemption pécuniaire sur les biens tant nobles que roturiers ;* contribution que MM. les Procureurs du Pays ont annoncée aux Communes avoir été délibérée égale & proportionnelle à toutes les impositions, soit royales, soit municipales ; ajoutant que *Monseigneur l'Archevêque*



*chevêque d'Aix & son Clergé avoient précédemment fait la même offre.*

Toutes ces déclarations paroissent ne laisser plus de doute sur le consentement exprès des deux premiers Ordres , à contribuer dans l'égalité la plus exacte & la plus entière , sur tous les genres de propriétés & de revenus , à toutes les impositions royales , provinciales & municipales , & dans la même forme & quotité que le Tiers-Etat. Les Communes acceptent ce vœu précis & solennel dans toute son étendue ; elles voient avec reconnoissance que les deux premiers Ordres concourent à dissiper les germes de division , que les privileges pécuniaires , & la diversité des contributions apportoit dans l'Administration des affaires du Pays , & elles esperent que de l'union ferme & solide des trois Ordres , naîtra pour toujours la prospérité publique.

M. Roman-Tributiis , Assesseur d'Aix, Procureur du Pays , a dit : que les Etats , depuis leur ouverture , ayant tenu pour principe de permettre sur le registre les transcriptions qui seroient demandées par aucuns des Ordres , il lui paroissoit conséquent aux mêmes principes d'y transcrire le dire ci-dessus , sauf à MM. des deux premiers Ordres , leurs dires & déclarations contraires.

*Requisition de M. l'Assesseur d'Aix, Procureur du Pays , sur la transcription du dire ci-dessus , dans le procès verbal.*

MM. de l'Ordre du Clergé , par l'organe de Monseigneur le Président , ont renouvelé leurs déclarations faites dans les diverses Assemblées des trois Ordres de chaque Sénéchaussée , de consentir à la contribution proportionnelle , telle

*Renouvellement de la part de MM. du Clergé , de la déclaration faite en leur nom aux Assemblées des Sénéchaussées.*

qu'elle énoncée dans la déclaration de Monseigneur l'Archevêque d'Aix, rapportée dans la motion ci-dessus.

Monseigneur le Président a ajouté, qu'on ne peut rien induire de ladite déclaration contre les droits de MM. de l'Ordre de la Noblesse, attendu la différence qui existe entre les biens possédés par l'Ordre du Clergé, & ceux qui sont propres à MM. les possédans-fiefs; ceux-ci sont patrimoniaux, ceux du Clergé au contraire, ne lui appartenant que par des dons, ou des Rois ou de la Nation, doivent nécessairement & plus particulièrement encore contribuer aux besoins de l'Etat, lorsque les circonstances le requierent.

*Dire, déclaration, & protestation de MM. de l'Ordre de la Noblesse.*

M. de Gaillard de Porrieres, au nom de l'Ordre de la Noblesse, a dit : que les Membres de cet Ordre qui, dans le comité du 27 Mars, ont adopté le vœu de la contribution proportionnelle des biens fonds & immeubles nobles, à l'égal des biens fonds & immeubles roturiers, persisteront dans les mêmes offres à l'Assemblée du 23 de ce mois, & l'on s'en rapportera à la volonté & la décision du Roi, pour tout ce qui concerne les contributions.

Et l'Ordre de la Noblesse a dit : que la déclaration faite par quelques Gentilshommes non possédans-fiefs, qui n'ont fait, ni pu faire aucun sacrifice, & celle faite par l'Ordre du Clergé ne peuvent concerner l'Ordre de la Noblesse de Provence, qui s'en réfère à la déclaration qui vient d'être énoncée par M. de Gaillard de

Porrieres , protestant contre tout ce qu'il pourroit y avoir d'inexact sur les faits & sur les principes dans le dire de l'Ordre du Tiers.

Et les sieurs Députés des Communautés & des Vigueries ont protesté au contraire de tous leurs droits , se réservant en outre d'ajouter sur tout ce que dessus , tout ce qu'ils croiront pouvoir être nécessaire au soutien de leurs droits.

*Protestation  
contraire des  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries.*

M. de Raphelis de Broves , Membre des Etats, dans l'Ordre de la Noblesse, a dit : que n'ayant pu assister au comité du 27 Mars, il adhéroit dans la présente Assemblée , à la déclaration faite ci-dessus par M. de Gaillard de Porrieres.

*Adhésion de  
plusieurs Mem-  
bres de la No-  
blesse à la déclai-  
ration faite ci-  
dessus au nom de  
cet Ordre.*

M. de Coriolis de Moissac , Membre des Etats, dans l'Ordre de la Noblesse , a dit : qu'il adhéroit à la même déclaration , au nom de MM. d'Arbaud de Jouques, de Lordonné d'Esparron, de Maurel de Ponteves, suivant le pouvoir qu'ils lui en ont donné par leurs lettres missives.

M. Roman-Tributiis , Assesseur d'Aix , Procureur du Pays , a dit : qu'il doit instruire les Etats de la renonciation faite par MM. les Officiers des Cours du Parlement & des Comptes, Aides & Finances à leur droit de compensation des tailles, par des arrêtés de ces deux Cours, dont extrait a été remis au greffe des Etats.

*Renonciation  
de MM. de la  
Cour du Par-  
lement & de la  
Cour des Com-  
ptes à leur droit  
de compensation  
des tailles.*

LES ETATS ont accepté avec reconnaissance cette renonciation.



*Recommandation des Etats en faveur de M. l'Abbe de Coriolis, auprès de Sa Majesté & du Ministre dépositaire des graces ecclésiastiques.*

Monseigneur le Président , a dit : vous connoissez , MESSIEURS, les travaux utiles de M. l'Abbé de Coriolis sur l'Administration de la Province , & le zele qu'il a toujours montré pour ses intérêts ; je crois que les Etats seront charmés de lui donner une preuve authentique de leur estime & de leur reconnoissance : j'ai l'honneur de vous proposer de charger MM. vos Députés, qui doivent présenter vos cahiers au Roi, de le recommander d'une maniere particuliere à Sa Majesté & au Ministre dépositaire des graces ecclésiastiques , & de prier Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président des Etats , d'unir son intérêt à celui de MM. les Députés.

La proposition de Monseigneur le Président a été accueillie avec transport par les Etats , & ils ont exprimé le même vœu par acclamation.

*Commission pour la rédaction du procès-verbal.*

Monseigneur le Président , a dit : que plusieurs des Membres nommés pour la Commission de la rédaction du procès-verbal, dans la séance du 30 Janvier dernier, sont absens, qu'il suffiroit peut-être de composer en l'état cette Commission d'un Membre de l'Ordre du Clergé, d'un Membre de l'Ordre de la Noblesse , & de deux Membres de l'Ordre du Tiers-Etat, en conservant ceux qui, ayant été nommés dans la séance du 30 Janvier dernier, sont présens à la séance du jourd'hui ; & en conséquence il a proposé.

Dans l'Ordre du Clergé, M. le Procureur fondé de Monseigneur l'Evêque de Riez.

Dans l'Ordre de la Noblesse , M. d'Estienne  
du Bourguet.

Et dans l'Ordre du Tiers , le sieur Député  
de la Viguerie d'Aix & le sieur Député de la  
Viguerie de St. Maximin.

LES ETATS ont délibéré la réduction de la  
Commission , & agréé les Commissaires proposés  
par Monseigneur le Président.

*Du vingt-deuxieme Avril mil sept cent  
quatre-vingt-neuf.*

PRESIDENT MONSEIGNEUR L'EVEQUE  
DE FREJUS.

**M**onseigneur le Président, a dit: qu'il a été rendu une Déclaration du Roi le 16 de ce mois , enrégistrée au Parlement d'Aix le jourd'hier. Cette Déclaration est relative aux ma-  
lheurs qui affligent la Provence.

*Déclaration du  
Roi sur les trou-  
bles de Proven-  
ce.*

Lecture faite de ladite Déclaration , il a été  
délibéré qu'il seroit écrit au Roi, au nom des  
Etats , pour le remercier des actes de sa bien-  
faisance ; & qu'il sera représenté dans la même  
lettre un tableau des pertes immenses que le  
Pays a éprouvées par l'intemperie des saisons ,  
la mortalité des oliviers & autres causes ; à l'effet  
de supplier Sa Majesté de venir au secours de  
son Pays & Comté de Provence , qui se trouve  
hors d'état de subvenir au paiement des im-  
positions courantes.

*Lettre à écrire  
à Sa Majesté  
pour la remer-  
cier, lui repré-  
senter les pertes  
éprouvées par le  
Pays, & solli-  
citer des secours*

*Commissaires  
pour la rédaction  
de cette lettre.*

Et pour rédiger ladite lettre , Monseigneur le  
Président a proposé ,

M. le Vicaire général de Monseigneur l'Ar-  
chevêque d'Aix.

M. de Coriolis de Moissac.

Le sieur Député de la Communauté de Siste-  
ron , & le sieur Député de la Viguerie d'Aix.

*Demande par  
MM. les Pro-  
cureurs du  
Pays , à toutes  
les Communau-  
tés & aux pos-  
sédans-fiefs des  
procès-verbaux  
justificatifs.*

MM. les Consuls d'Aix , Procureurs du Pays ,  
par l'organe de M. Roman-Tributiis, Assesseur ,  
ont dit : qu'ils avoient déjà pris des mesures  
pour connoître & constater les pertes immenses  
que la Province a essuyées.

Et LES ETATS ont chargé MM. les Procureurs  
du Pays d'écrire à toutes les Communautés &  
à tous MM. les possédans-fiefs , pour se procu-  
rer les procès-verbaux justificatifs de ces pertes.

*Demande de  
plusieurs Com-  
munautés pour  
obtenir l'entrée  
aux Etats.  
Renvoi aux pro-  
chains Etats ;  
& entrée provi-  
soire accordée  
au Député du  
Val de Barreme.*

Monseigneur le Président , a dit : que le Val  
de Barreme a présenté un Mémoire à l'effet d'a-  
voir un Député aux présens Etats , attendu que  
les Consuls d'Aix , qui étoient ci - devant les  
Députés de ladite Vallée , avoient déclaré ne  
pouvoir accepter une pareille qualité.

Monseigneur le Président a ajouté que les  
Communautés de Vence , de Puimoisson &  
d'Aubagne sollicitoient également l'entrée aux  
Etats.

LES ETATS ont donné acte de toutes lesdites

demandes , & renvoyé aux prochains Etats à y délibérer.

Et néanmoins ont accordé provisoirement, par acclamation, l'entrée aux présens Etats au Député du Val de Barreme, sans attribution d'aucun droit ; & à l'instant le sieur Michel, Député du Val de Barreme , par délibération du 27 Décembre 1788, est entré , a remis son pouvoir qui a été légitimé par acclamation , & a prêté serment entre les mains de Monseigneur le Président.

Me. Ricard, Greffier des Etats, a lu le procès-verbal des séances des Etats des 26, 27, 28, 29, 30 & 31 Janvier dernier.

*Lecture du procès-verbal des précédentes séances.*

Et lorsqu'il procédoit à la lecture de la séance du 31 Janvier dernier, page 163 de la rédaction faite par MM. les Commissaires, & par eux paraphée.

*Observations & dire du Député de la Communauté de Pertuis sur la rédaction de la séance du 31 Janvier.*

Le sieur Silvy, Docteur en Médecine, Député de la Communauté de Pertuis s'est levé, & a dit : » je me dois à moi-même, je dois à » mon Ordre & à la vérité ; quoique non dé- » nommé comme l'auteur d'un vœu étrange & » particulier, attribué à un Député du Tiers, » & inséré dans la minute du verbal dont on » fait la lecture, de m'élever contre une relation qui défigure le fait dont elle doit dépendre.

» Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président de l'Assemblée, a proposé dans la séance

» dont s'agit, une commission pour le travail  
 » de la rédaction du procès-verbal, on a été  
 » aux voix; MM. de l'Ordre du Clergé &  
 » MM. de l'Ordre de la Noblesse, opinans à  
 » leur tour, avoient, au nombre d'environ  
 » soixante, approuvé la commission; les préo-  
 » pinans de mon Ordre avoient aussi approuvé  
 » la commission, & sous les protestations déjà  
 » par eux émises, & toujours réitérées contre  
 » l'illégalité de l'Assemblée; environ vingt-  
 » cinq Députés avoient été du même avis,  
 » lorsque appelé moi-même à porter le mien,  
 » j'ai dit en propres termes, *je suis de l'avis*  
 » *de MM. les Préopinans de mon Ordre, & je me*  
 » *félicite de voir renaître l'unanimité.* Rien de  
 » plus ni de moins. Je me ferai toujours hon-  
 » neur de cette opinion, quoique je n'aie pas  
 » demandé qu'elle fût inscrite; comme j'ai teul  
 » sur elle le droit de propriété, je dois la  
 » garantir de toute atteinte, & je désavoue  
 » expressement toute expression qui n'a été ni  
 » dans mon cœur ni sur mes levres; elle est  
 » étrangere au verbal.

» Parmi les dissensions continuelles entre les  
 » deux premiers Ordres & le mien, nous tom-  
 » bions d'accord, sous la protestation de notre  
 » part, sur la commission pour la rédaction,  
 » je me suis empressé d'en marquer ma satisf-  
 » faction; mais le calme dont parle n'existoit  
 » du tout point par le fait, dans une Assem-  
 » blée malheureusement divisée par l'intérêt.  
 » Pouvois-je l'établir par mon vœu, tel qu'il  
 » est? Peut-on le prouver même, par la force  
 » des couleurs empruntées? A-t-il pu mon vœu,

n être



» être le sceau de l'union, dans un choc d'opinions encore inconciliables entre les deux premiers & le troisieme Ordre? Je puis affirmer que non.

» Je prie Monseigneur le Président de vouloir bien faire transcrire sur le registre l'exposition, que je viens de faire de l'opinion que j'ai portée dans la séance du 31 Janvier dernier; je réclame le témoignage de mon Ordre entier, pour justifier ce que je viens de dire sur le fait de mon opinion; & pour prévenir de nouvelles erreurs dans la rédaction de la minute du verbal, je requiers que la minute dudit verbal soit rédigée & signée *ne varietur*, chaque jour par les Commissaires, pour être lue aux Etats, dans la premiere séance, conformément à la regle établie.

Sur quoi les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont unanimement attesté la vérité du fait ci-dessus : observant qu'il existoit déjà, quant au fonds, dans l'observation faite par MM. les Commissaires du Tiers, lors de la rédaction de la séance du 31 Janvier dernier, & qu'il n'y a d'inexact, que la cumulation des mots *union* & *unanimité*, attribués au sieur Silvy, dans l'exposé de MM. les Commissaires des deux premiers Ordres dans la rédaction de la derniere séance; la commission n'ayant pu, attendu l'éloignement du tems, convenir sur les expressions employées par le sieur Silvy.

*Attestation de la vérité du fait, & observations des Députés des Communautés & Vigueries.*

LES ETATS ont délibéré que le dire du sieur Silvy seroit transcrit dans le procès-verbal.

de la présente séance, & ont renvoyé à délibérer dans les prochaines séances, sur la requi-sition qui termine ce dire.

LES ETATS ont approuvé au surplus la rédaction faite par MM. les Commissaires du procès-verbal des séances des Etats, jusques & inclus celle du 31 Janvier dernier.

*Du vingt-troisième dudit mois d'Avril,  
les Etats ne se sont pas assemblés.*

*Du vingt-quatrième dudit mois d'Avril.*

PRESIDENT MONSIEUR L'EVEQUE  
DE FREJUS.

**M**E. Ricard, Greffier des Etats, a fait lecture du procès-verbal des séances des 21 & 22 de ce mois.

LES ETATS ont approuvé la rédaction du procès-verbal de ces deux séances.

*Projet de la  
lettre au Roi,  
délibérée dans la  
dernière séance.*

*Approbation.*

MM. les Commissaires nommés, pour la rédaction de la lettre que les Etats ont délibéré d'écrire à Sa Majesté, dans la séance du jour-d'hier, ont fait part à l'Assemblée de la minute de cette lettre; & après la lecture qui en a été faite, les Etats l'ont approuvée, & ont arrêté qu'elle feroit inscrite dans le procès-verbal de cette séance.

*Teneur de la Lettre.*

SIRE,

L'hiver le plus rigoureux vient de détruire une partie des récoltes de la Provence, & de

faire périr la presque-totalité des oliviers , & autres arbres précieux qui font toute la richesse du Pays.

C'est une perte énorme pour une longue suite d'années , & plus encore pour celle-ci.

Des dégats causés par les troubles qui nous ont affligés ; la cherté des grains qu'il a fallu diminuer par des rabais à la charge des Villes , ont achevé la ruine du Pays.

Dans cet état de misere & de désolation , les Etats ont délibéré, SIRE, de supplier Votre Majesté de daigner accorder à la Provence des remises, sur les contributions qu'il ne lui est plus possible d'acquitter.

Les Etats attendent avec confiance du cœur paternel de Votre Majesté les soulagemens qu'ils implorent.

Ils la remercient aussi très - humblement de la protection constante qu'elle accorde au Pays.

Nous sommes avec un profond respect ,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ ,

Les très-humbles, très-obéissans, & très-fideles Serviteurs & Sujets.

Les Gens des trois Etats du Pays & Comté de Provence.

*Conduite patriotique du Sr. Mallard, Député de Toulon, dans l'émeute populaire qui a eu lieu en ladite Ville.*

M. Roman-Tributiis, Assesseur d'Aix, Procureur du Pays, a dit: qu'il croit faire un acte de justice, en faisant part aux Etats de tout ce que le sieur Mallard, Député de la Commune de Toulon, présent à cette Assemblée, a fait pour garantir l'arsenal de ladite Ville, des suites funestes d'une émeute populaire qui pouvoient occasionner la ruine, soit de l'Arsenal, soit de la Ville. Ce Citoyen honnête & vertueux a fait l'avance d'une somme considérable, pour servir au payement de ce qui étoit dû aux Ouvriers employés dans l'Arsenal.

LES ETATS ont applaudi à cet acte de patriotisme, & ont délibéré que leurs sentimens de gratitude seroient consignés dans le procès-verbal de cette séance.

*Nouvelle lecture des instructions du Roi à MM. ses Commissaires, & d'un article de l'Ordonnance de Pro vence de 1535.*

Monseigneur le Président, a dit: qu'avant de mettre en délibération les impositions royales qui n'ont pas encore été délibérées, & les subsides relatifs aux besoins & aux dettes du Pays, il étoit convenable d'entendre de nouveau la lecture du Mémoire du Roi, servant d'instructions à MM. ses Commissaires, sur la reprise des séances des Etats; & d'un article de l'Ordonnance de 1535 relatif au régime des Etats.

Me. Ricard, Greffier des Etats, a lu le Mémoire du Roi inféré dans la séance du 21 de ce mois, & l'article de l'Ordonnance dont la teneur suit :

» *Item*, quant au fait des trois Etats de nosdits  
» Pays, Comté & Terres adjacentes, avons

» statué & ordonné , statuons & ordonnons  
 » qu'ils ne pourront être assemblés , s'il n'est  
 » par nos Lettres - patentes , une fois l'année ,  
 » en tel tems & lieu qu'il nous plaira ordonner  
 » par nosdites Lettres ; esquels Etats présideront  
 » ceux qui par nous seront députés & non au-  
 » tres , & y sera tant seulement traité & conclu  
 » des affaires mentionnées en icelles. Bien pour-  
 » ront les Gens desdits Etats déduire & remon-  
 » trer les affaires à nosdits Députés , pour y être  
 » pourvu selon le pouvoir que leur sera baillé ,  
 » ou nous en faire le rapport.

MM. les Députés des Communautés & Vi-  
 gueries ont demandé , avant de passer outre à  
 la Délibération proposée par Monseigneur le  
 Président , qu'il fût donné connoissance aux  
 Etats de la délibération qui doit avoir été prise  
 le jourd'hier , par MM. les Gentilshommes possé-  
 dans-fiefs dans leur Assemblée générale.

M. de Barrigue de Montvallon , Doyen des  
 Membres des Etats dans l'Ordre de la Noblesse ,  
 a remis aux Greffiers des Etats un écrit signé  
 par MM. les Syndics dudit Ordre , & en a re-  
 quis la lecture.

Lecture faite , il a été délibéré que cet écrit se-  
 roit inféré dans le procès-verbal de cette séance.

*Teneur dudit Ecrit.*

» L'Assemblée générale de la Noblesse du  
 » 23 Avril a ratifié le vœu émis dans le co-  
 » mité du 27 Mars , sauf & réservé l'intérêt

*Demandes des  
 Députés des  
 Communautés  
 & Vigueries de  
 connoître la dé-  
 libération prise  
 hier dans l'As-  
 sembl. e générale  
 de MM. les  
 Gentilshommes  
 possédans-fiefs.*

*Ecrit remis  
 par MM. de la  
 Noblesse , relati-  
 vement à cette  
 délibération.*

» individuel des absens & de ceux qui dans la-  
 » dite Assemblée générale ont porté un avis  
 » différent ; & acte à MM. les Sydicins de leurs  
 » protestations & réserves au nom desdits ab-  
 » sens & contredisans, & il a été délibéré qu'il  
 » seroit dressé verbal d'opinions. *Signés*, Por-  
 » rieres, Syndic ; Galiffet, Syndic ; Gassier,  
 » Syndic de robe.

*Demande des  
 Députés des  
 Communautés  
 & Vigueries à  
 MM. du Clergé,  
 s'ils veulent con-  
 tribuer aux  
 charges locales,  
 à compter du  
 premier Janvier  
 dernier.*

Ensuite MM. les Députés des Communautés & Vigueries ont dit : qu'il leur importoit de savoir si MM. de l'Ordre du Clergé entendoient contribuer aux charges locales, à commencer du premier Janvier dernier.

*Réponse de  
 MM. du Clergé.*

Monseigneur le Président a répondu au nom de l'Ordre du Clergé, qu'il le déclaroit redevable, à commencer du premier Janvier dernier, de la quotité d'impositions relatives aux charges locales, quotité pour la fixation de laquelle il seroit nommé des Commissaires, qui s'occupoient également des moyens d'acquitter ce qui sera déclaré dû par le Clergé ; ne pouvant être en ce moment question des impositions royales que le Clergé verse encore directement au Trésor royal, comme faisant partie du Clergé de France.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont accepté l'offre du Clergé, de fournir incontinent, & à commencer du premier Janvier, la portion des charges de la Province qui sera déclarée le concerner, ainsi que la nomination d'une commission qui déterminera provisoirement la quotité de la contribution de cet Ordre.

Après quoi, revenant à la délibération prise par MM. les Gentilshommes possédans-fiefs dans leur Assemblée générale du jourd'hier, & ci-dessus transcrite, les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ont observé que ladite Délibération offroit la circonstance singuliere d'un Corps qui préparoit la voie aux contradictions de tous ceux de ses Membres qui y seroient disposés, & qui, au lieu de n'admettre qu'à la suite de la Délibération & hors de sa tenue, les réserves & protestations de ceux qui auroient jugé à propos d'en faire, les lioit au contraire, les incorporoit dans la substance de la Délibération; mais comme toute Délibération d'un Corps, prise dans une Assemblée légale, telle que celle-ci sur-tout où un Commisfaire du Roi a présidé, lie nécessairement tous ses Membres présens ou absens, approuvans ou contredisans, ou même opposans, lesdits sieurs Députés des Communautés & Vigueries, tiennent ladite Délibération pour irrévocable & universellement obligatoire, sous la protestation expresse de demander une détermination plus entiere & plus précise, sous la réserve de faire porter la contribution de la Noblesse, non seulement sur les immeubles, mais encore sur tous les droits incorporels & revenus quelconques des fiefs.

*Observations  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries sur  
l'écrit remis par  
MM. de la No-  
blesse.*

Lesdits sieurs Députés des Communautés & Vigueries acceptent la contribution offerte par MM. les Gentilshommes possédans-fiefs; ils ont en même-tems demandé qu'un extrait en forme du procès-verbal d'opinions, mentionné dans la délibération du 23 du courant ci-dessus trans-

crite , fût remis aux Etats pour être inséré dans le procès-verbal , afin de pouvoir connoître & les opinions en faveur de ladite déclaration , & les contradictions , & savoir jusques à quel point cette délibération est adoptée.

*Interpellation  
à MM. de l'Ordre  
de la Noblesse,  
s'ils veulent  
contribuer, à  
compter du premier  
Janvier  
dernier.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigneries ont ensuite demandé à MM. les Gentilshommes possédans fiefs , si à l'exemple du Clergé , ils consentoient aussi à payer depuis le premier Janvier 1789 , sur les objets compris dans ladite délibération ci-dessus transcrite , la portion qui seroit déterminée par un moyen dont on conviendrait , & qui étoit tout naturellement trouvé dans la quotité de sa contribution aux vingtiemes.

*Réponse de  
MM. de l'Ordre  
de la Noblesse.*

MM. de l'Ordre de la Noblesse ont répondu , que tout Membre d'un Corps peut former opposition à une délibération , quand il croit que ses intérêts sont lésés : l'Ordre de la Noblesse , en réservant aux absens & aux contredisans dans sa délibération du jourd'hier , leur intérêt individuel , n'a fait qu'user d'un droit incontestable. La clause insérée dans ladite délibération ne peut donc allarmer MM. les Députés des Communes , puisqu'il est certain que cette réserve est de droit ; & quant aux objets , autres que les biens immeubles nobles sur lesquels MM. les Députés des Communes veulent également faire porter toutes les impositions , l'Ordre de la Noblesse s'en réfère à la décision & volonté du Roi.

Après quoi , Monseigneur le Président ayant dit



dit aux Greffiers des Etats de prendre les opinions pour voter les impositions royales non encore délibérées , & les subsides relatifs aux besoins & aux dettes du Pays , les Greffiers des Etats ont commencé à prendre les opinions.

Et dans le cours d'icelles , les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont déclaré de la maniere la plus expresse , qu'ils étoient disposés à voter toutes les impositions que le service du Roi & les besoins urgens du Pays & de l'Administration exigeroient ; mais que n'étant pas encore assez instruits sur les objets desdites impositions , ils demandoient que la délibération fût renvoyée au lendemain.

*Renvoi au lendemain de la délibération sur ces impositions.*

Ce qui a été ainsi délibéré.

Monseigneur le Président a dit : que M. d'Estienne du Bourguet , Membre de la Commission pour la rédaction du procès-verbal , lui a représenté que les affaires dont il est chargé , ne lui permettent pas de suivre les séances de cette Commission ; il propose en conséquence M. d'Alpheran de Buffan de Ste. Croix.

*Subrogation de M. d'Alpheran de Buffan de Ste. Croix , à M. d'Estienne du Bourguet , pour la rédaction du procès-verbal.*

Ce qui a été agréé par les Etats.

*Du vingt-cinquieme Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

MONSEIGNEUR L'EVEQUE DE FREJUS,  
PRESIDENT.

**M**E. Ricard, Greffier des Etats, a lu le procès-verbal de la dernière séance, lequel a été approuvé par les Etats.

*Reprise de l'interpellation faite dans la précédente séance, par les Députés des Communautés & Vigueries à MM. de la Noblesse sur les contributions.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont observé, que MM. les Gentilshommes possédans-fiefs n'avoient point encore répondu à l'interpellation à eux faite dans la précédente séance, pour savoir depuis qu'elle époque ils entendoient contribuer proportionnellement, & qu'elle seroit la mete de cette contribution; & s'ils vouloient que l'un & l'autre objet fussent traités par la même Commission déjà délibérée, relativement à la contribution du Clergé.

*Dire du Député de Forcalquier.*

Le sieur Député de la Communauté de Forcalquier a dit: qu'il n'a aucune part dans les interpellations & réponses ci-devant mentionnées entre le Tiers-Etat, l'Ordre du Clergé, & celui de la Noblesse; que son vœu & son opinion sont que l'Ordre du Clergé ayant notifié d'après des Assemblées légales, un vœu de contribution qui le rend égal en tout au Tiers-Etat, tout comme l'Ordre de la Noblesse, d'après des Assemblées pareillement légales, ayant notifié un vœu parfaitement uniforme à celui de l'Ordre du Clergé; ces offres des deux pre-

miers Ordres doivent être acceptées , comme il déclare les accepter irrévocablement pour l'intérêt de la Communauté & du Tiers ; de laquelle acceptation il requiert acte à l'Assemblée. Que pour ce qui regarde la prétendue délibération produite par MM. les Gentilshommes possédans-fiefs sur les interpellations , peut-être inconsidérées , qui ont été faites contre son vœu , cette délibération ainsi nommée n'en mérite pas le nom , & est plutôt une insurrection contre le véritable vœu de l'Ordre de la Noblesse , qui ne peut pas être subdivisée en deux Ordres , & qui a été légalement Assemblée ensuite des lettres de convocation de Sa Majesté ; auxquelles Assemblées ainsi convoquées , tous les Nobles possédans-fiefs ou non , ont été présens ou dûment appelés ; laquelle prétendue délibération ne mérite pas même que l'on proteste , parce que l'opinion séparée de quelques individus ne feroit diminuer la force d'une délibération de l'Ordre entier , ou leur opinion a été vaincue par la pluralité , s'ils ont été présens , ou confondue dans cette même pluralité , s'ils ont été absens.

Le sieur Député de la Communauté de Sif-  
teron a dit : qu'il s'en rapporte à l'avis de M. le Député de Forcalquier , pour ce qui concerne l'acceptation irrévocable du vœu porté par l'Ordre du Clergé & l'Ordre de la Noblesse , dans les Assemblées légales tenues dans les différentes Sénéchaussées de la Province , pour la contribution égale & proportionnelle sur tous les biens & revenus quelconques sans aucune exception ; Assemblées dans lesquelles

*Dire du Dé-  
puté de Sif-  
teron.*

tous les Nobles possédans, ou non possédans-fiefs ont été convoqués, & qu'en même-tems, il interpelle MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, présens à l'Assemblée actuelle, de déclarer si, en exécution de ce vœu général & uniforme de l'Ordre de la Noblesse de Provence, ils entendent fournir le contingent de leurs contributions, à compter du premier Janvier dernier, & quelle mete ils entendent suivre pour fixer le payement de leurs contributions.

*Adhésion de la pluralité des Députés à ce dire.*

Et la très-grande pluralité des Députés des Communautés & Vigueries s'est rangée de l'avis du Député de la Communauté de Sisteron.

*Dire & protestation de M le Procureur fondé de Mgr. l'Evêque de Riez contre les inductions à tirer des procès-verbaux des Assemblées des Sénéchaussées, par la légalité du vœu qui y a été émis sur les contributions.*

M. l'Abbé de Coriolis, Procureur fondé de Mgr. l'Evêque de Riez a dit : qu'on ne peut être que très-surpris de voir MM. les Députés des Communautés & Vigueries, pour se ménager un avantage idéal, invoquer un vœu émis par des parties non intéressées, dans des Assemblées de Sénéchaussée, que tous les Ordres du Pays ont regardées comme anti-constitutionnelles, qui ont excité les réclamations générales, même des Membres du Tiers-Etat, & contre lesquelles le Gouvernement a reconnu que tout bon Provençal s'élèveroit, en permettant d'avance toute réserve pour la conservation de nos Loix fondamentales, de nos droits constitutionnels ; il se voit donc dans la nécessité de repousser par une protestation expresse toute induction que MM. les Députés des Communautés & Vigueries voudroient tirer des procès-verbaux des Assemblées des Sénéchaussées, pour présenter le vœu qui y a été émis comme légal ;

puisque ces Assemblées étant entachées d'un vice anti-constitutionnel , tout ce qui s'y est opéré doit porter le même caractère. M. l'Abbé de Coriolis a demandé , pour la conservation des droits du Pays , que son dire ci-dessus soit inscrit dans le procès-verbal de la séance de ce jour.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont répondu , que l'Ordre du Tiers a véritablement considéré , & qu'il regarde encore comme contraire à la Constitution du Pays , la forme de députation aux Etats-généraux , qui a été pour cette fois ordonnée par Sa Majesté ; mais que l'empressement avec lequel il a cru devoir , dans les circonstances , exécuter les dispositions du Règlement du 2 Mars , est une nouvelle preuve de la sagesse & du patriotisme constant des Communes , qui ont pensé que la raison du salut public devoit les entraîner dans cette occasion , comme elles y avoient déjà cédé , pour d'autres objets , dans les Etats actuels.

*Réponse des  
Députés des  
Communautes  
& Vigueries.*

Que les Assemblées des Sénéchaussées , contraires à la Constitution , pour ce qui regarde la députation aux Etats-généraux , ne l'étoient point , quant à la déclaration des deux premiers Ordres sur l'objet des contributions.

Parce que réunissant les trois Ordres , & ayant été formées avec le concours individuel de tous les Membres de leur district , elles ont pu très-légalement , très-constitutionnellement délibérer sur tous les objets qu'elles ont trouvé bon , & les délibérations qu'elles ont ainsi prises de leur

seul mouvement, & sur-tout en adoptant toutes, les mêmes principes, doivent d'autant plus être considérées comme le véritable vœu de ces diverses portions de la Nation; & tous ceux qui composent les districts & l'universalité de la Province, sont dès-lors nécessairement obligés.

Ensuite lesdits sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont demandé à MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, une réponse à l'interpellation contenue dans le dire du sieur Député de la Communauté de Sisteron.

*Procès-verbal  
d'opinions de  
MM. de la No-  
blesse sur l'inter-  
pellation des  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries,  
relativement  
aux contribu-  
tions.*

M. de Demandolx de la Palu, Doyen des Membres des Etats, dans l'Ordre de la Noblesse a dit: que MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, qui sont dans la présente séance, ne formant pas la totalité du Corps de la Noblesse possédant-fief, ne peuvent qu'opiner individuellement.

Et donnant ensuite son opinion individuelle, il a dit:

Que, protestant contre toutes les Assemblées tenues dans les Sénéchaussées, il n'a d'autre réponse à fournir que de déclarer qu'il s'en rapporte à l'opinion qu'il a portée lors de la délibération prise par son Corps, le 23 du présent mois.

Cette opinion été suivie par MM. de Raphelis de Fos, de Bonnaud de la Galiniere, de Coriolis de Moissac, de Maurelet de la Roquette,

de Faudran de Taillade, de Lombard de Gourdon, de Callamand de Consonoves, de Colongue de Castellar, de Felix du Muy de Grignan, de Blaccas de Carros, de Jaffaud de Thorame, de Bayol de Peyresc, d'Alpheran de Ste. Croix, de Lestang Parade de Masblanc, de Raphelis de Broves, de Cabre de Belcodene, & d'Espagnet de Sue.

M. de Fortis de Soleilhas a été d'avis de s'en rapporter purement & simplement à la délibération du Corps de la Noblesse du 23 de ce mois.

M. d'Albertas d'Albertas a dit, tant pour lui que pour M. d'Albertas de Gemenos son pere, qu'il consent à l'encadastrement de tous ses biens nobles dans toute l'étendue des fiefs qu'ils possèdent, sans aucune réserve ni distinction, à compter du moment qui sera fixé par le Tiers-Etat.

Cette opinion a été suivie par MM. le Camus de Puypin, de Sebastiane de Champclos, & de Gautier d'Artigues.

M. d'Allard de Neoules a dit : que n'ayant pu assister au comité du 27 Mars, ni à l'Assemblée générale du 23 de ce mois, il adhérerait dans la présente Assemblée au vœu qui y a été émis, tel qu'il a été rapporté dans les précédentes séances, & en conséquence, il se range de l'avis de M. de Demandolx de la Palu.

M. de Commandaire de Taradeau a dit : que

MM. les Députés des Communes, ne trouvant pas dans le vœu du Corps de la Noblesse un sacrifice assez étendu & relatif à leurs prétentions, ont préféré d'accepter les déclarations que quelques Nobles ont consenti dans la convocation inconstitutionnelle des Sénéchaussées; les vices dont elles sont infectées sont trop connus, pour qu'on puisse imaginer que l'espérance de les voir réaliser soit sérieuse; c'est peu que des Nobles, sans propriété féodale, se soient permis de stipuler sur des intérêts qui leur étoient étrangers; le procédé de ces agrégations insolites seroit peu délicat, s'il n'étoit ridicule & inefficace: on fait d'ailleurs que dans quelques endroits, les délibérations & les signatures ont été extorquées par la violence; ainsi je proteste contre toutes les renonciations qui y ont été prononcées, généralement contre tout ce qui s'y est fait, notamment contre les députations qui ont été faites dans lesdites Assemblées de Sénéchaussée. Le Corps de la Noblesse ayant, en vertu des ordres du Roi dans sa convocation aux Etats de cette année, formé la sienne, & ne pouvant en reconnoître d'autre; se référant au surplus à la délibération remise aux Etats par MM. les Syndics de la Noblesse, contenant seule un vœu légitime & régulier pour la contribution proportionnelle; & pour toutes les difficultés qui pourroient en naître, les renvoyant à la décision du Roi.

Et de cet avis ont été MM. de Renaud d'Allein, & de La Garde de Laincel.

M. de Viguier de Merveille a dit: » je me réfère



réfère, pour la contribution proportionnelle de mes biens fonds nobles, à ce que j'ai consigné dans le procès-verbal de l'Assemblée du Corps de la Noblesse, tenue le 23 de ce mois; je proteste ici contre tout ce qui a été fait ou consenti contre les droits des fiefs ou ceux de la Noblesse, dans les Assemblées des Sénéchauf-fées, soit par les Nobles non possédans-fiefs, soit par les Nobles possédans-fiefs, s'il s'y en est trouvé quelqu'un, soit par tout autre. Je proteste nommément contre toutes les députations aux Etats-généraux du Royaume qui y ont été faites; parce qu'elles sont illégales & inconstitutionnelles, & qu'elles ne peuvent y représenter la Provence; je notifie aux Etats s'éans la députation faite, les Etats tenans, par MM. de l'Ordre de la Noblesse, de huit de leurs Membres aux Etats-généraux de France, conformément à la Constitution du Pays de Provence, & à l'intention du Roi, manifestée aux Etats du Pays par les instructions de Sa Majesté qui y ont été lues & jamais révoquées; j'interpelle en conséquence MM. de l'Ordre du Clergé, & MM. les Députés des Communes de procéder à la nomination des Députés de leur Ordre aux Etats-généraux de France, conformément à notre Constitution Provençale, qu'on ne peut altérer, & dont rien ne doit nous faire écarter; & je demande que ce que je viens de dire soit consigné mot à mot dans le procès-verbal des Etats, pour qu'il conste que je me suis opposé, autant qu'il est en moi, à la destruction & au renversement de la Constitution du Pays. Sur l'interpellation, M. le Président a répondu qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer.

Je requiers acte de tout ce que dessus ; je le laisse par écrit sur le Bureau , & signé de *Viguiier de Merveille*.

M. de Boyer d'Eguilles a dit : qu'il se réfère à la délibération de l'Assemblée générale de la Noblesse du 22 Avril , & communiquée par extrait aux Etats le lendemain 24 ; & qu'il adhère à la protestation & requisition émise par M. de Viguiier de Merveille , contre la nullité & l'illégalité des Assemblées tenues par-devant les Sénéchaussées ; qu'il croit devoir joindre des motifs imparables qui ne peuvent que consolider les susdites protestations & requisiions , & en prouver la nécessité pour la conservation des privileges du Pays.

La Déclaration du Roi , en vertu de laquelle ces Assemblées se sont tenues , ne porte point la dénomination essentielle *par le Roi ; Comte de Provence* , énonciation sans laquelle aucuns Edits , Lettres royaux , Déclarations ne sauroient être exécutés dans le Comté de Provence , d'après le pacte d'union qui nous unit au Royaume ; & le remplacement de cette énonciation fait en Provence , sur les imprimés de l'Imprimerie royale de Paris , par simple écriture de main , d'après une lettre ministérielle , ne peut certainement pas valider le défaut d'une forme aussi précieuse à la conservation du pacte qui nous unit au Royaume , sans nous subalterner.

Il est encore expressément convenu dans le dit pacte d'union, que tous Edits, Lettres-royaux,

Déclarations, &c., seroient duement enrégistrés dans les Tribunaux enrégistrateurs du Pays, avant que d'être exécutés. Cette forme n'ayant point été observée, l'exécution qui s'en est ensuivie, est conséquemment d'une nullité évidente.

Enfin, le Corps de la Noblesse ne sauroit se croire lié par aucun vœu, ou déclaration émanés à la suite des Assemblées tenues pardevant les Sénéchaussées, par quelques Nobles & Gentilshommes non possédans-fiefs, qui, quelque respectables qu'ils puissent être d'ailleurs, n'ont jamais pu représenter le Corps constitutionnel de la Noblesse de Provence, lequel n'a jamais été & n'a pu être composé que par des Gentilshommes possédans-fiefs; vérité que les Communes ont réclamée dans maintes occasions, & que le Corps de la Noblesse a fait valoir victorieusement dans tous les tems. Il a donc lieu d'être étonné que MM. des Communes, abandonnant leurs anciens principes, insistent à vouloir regarder le vœu émané pardevant les Sénéchaussées, comme une déclaration du Corps constitutionnel de la Noblesse. Signé de Boyer d'Eguilles.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont répondu: que ce qu'ils ont déjà dit touchant les délibérations des Assemblées de Sénéchaussées, a réfuté d'avance les différens dires de MM. les Gentilshommes possédans-fiefs.

*Réponse des  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries  
aux différentes  
opinions de  
MM. de la No-  
blesse.*

Le défaut d'énonciation de la qualité de Comte de Provence, à la suite de celle de Roi, qui man-

que à l'original, & qui a été ajoutée aux imprimés, d'après une simple autorisation ministérielle ; défaut par lequel on voudroit infirmer les Assemblées de Sénéchaussées & leurs délibérations, est un petit moyen de forme qui ne peut être d'aucune valeur au milieu de grands intérêts politiques : d'ailleurs si la Nation Provençale avoit cru devoir les relever, elle l'auroit fait. Et après le silence le plus universel & le plus absolu de tout le Pays, est-ce à une Assemblée, contre laquelle réclament les sept cent mille individus qui composent à peu près la Province ; à une Assemblée qui n'est représentative d'aucun des trois Ordres ; est-ce à elle à s'élever contre les délibérations, contre l'assentiment des trois Ordres, qui ont concouru individuellement, par la progression observée, aux opérations que l'on blâme & que l'on désavoue ?

On parle de violence : le Clergé étoit à ces Assemblées ; il y a fait des sacrifices non moins étendus que ceux de la Noblesse ; dit-il aujourd'hui, qu'il y a été contraint ? Ne renouvelle-t-il pas les mêmes déclarations avec l'empressement & le zèle les plus marqués ? Le Clergé & la Noblesse de tout le Royaume, n'ont-ils pas depuis long-tems donné le vœu de l'égalité de contribution la plus entière ? Leur a-t-il été arraché par la force, ainsi qu'il a été extorqué, suivant MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, à la Noblesse de Provence ?

Quant à la notification faite aux Etats, de la députation de MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, à la sommation faite à MM. du

Clergé & du Tiers, de procéder à la nomination de leurs Députés aux Etats-Généraux du Royaume; un des sieurs Députés des Communautés & Vigueries, se levant pour répondre au nom de son Ordre, M. le Président des Etats lui a observé qu'il ne devoit plus être question de cet objet, puisqu'il avoit déjà prononcé qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer.

Monseigneur le Président a dit: qu'il falloit procéder maintenant à la votation des impositions royales non encore délibérées, & des subsides relatifs aux dettes & aux besoins du Pays.

*Delibération  
sur les impositions  
pour la  
présente année.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont dit: qu'il eût été à désirer que MM. les Gentilshommes possédans-fiefs eussent porté sur la contribution aux charges du Pays, un vœu aussi clair, aussi précis & aussi patriotique que celui que le Clergé a manifesté dans toutes les Assemblées des Sénéchaussées, & dans celle des Etats actuels.

*Dire des sieurs  
Députés des  
Communautés  
& Vigueries.*

Que le Tiers-Etat espere qu'ils se feront justice, & qu'ils consentiront à imposer sans restriction aucune, tous les revenus des fiefs. Que d'ailleurs ils ne trouvent l'Ordre de la Noblesse que dans les Assemblées de Sénéchaussées qui viennent d'être tenues; & que là, le vœu de la contribution aux charges publiques a été conforme à celui du Clergé, & que ce vœu lie aussi MM. les Gentilshommes possédans-fiefs.

Que le Tiers-Etat n'accepte l'offre insuffisante qu'ils ont faite, que surabondamment, & sous protestation même pour ce qu'ils n'auront pas payé cette année & l'année dernière, où la demande de la contribution proportionnelle a commencé.

Que c'est uniquement sous les réserves ci-dessus, & toutes autres nécessaires à la conservation des droits du Tiers, qu'il consent à voter les impositions.

Que son amour constant pour le bien du Pays, & son attachement à la personne du Roi, le déterminent seuls à voter les impositions dans l'Assemblée actuelle, contre l'illégalité de laquelle il n'a cessé de s'élever.

Qu'on ne pourra prétexter, contre la nécessité toujours plus instante de convoquer les trois Ordres de la Province pour réformer la Constitution, d'aucune des opérations de la présente Assemblée, ni moins encore de la délibération qui va suivre.

Enfin, que ne pouvant voter dans des Etats aussi illégaux, que les impositions impérieusement exigées par la raison du salut public, & les calamités de toutes especes qui affligent le Pays, astreignant encore à n'imposer que le moins possible; les sieurs Députés des Communes & Vigueries, n'ont pas cru pouvoir imposer au-delà des sommes, ni pour d'autres objets que ceux énoncés ci-après.

Les opinions ayant été prises, les Etats ont imposé; *Impositions.*

## S A V O I R :

Pour les appointemens de M. le Gouverneur & pour l'entretienement de sa Compagnie des Gardes, dix-sept livres douze sols par feu. *Gouverneur.*

Pour les appointemens de la charge de M. le Lieutenant général, six livres cinq sols par feu. *Lieutenant-Général.*

Pour les gages des Officiers du Pays, douze livres six sols par feu. *Gages des Officiers du Pays.*

Pour l'abonnement du droit sur les huiles, seize livres par feu. *Droits sur les huiles.*

Pour les anciennes & nouvelles rentes dues par le Pays, & leur amortissement successif, cent soixante livres par feu. *Anciennes & nouvelles rentes sur le Pays.*

Pour le paiement de la somme de sept cent mille livres accordée au Roi pour le don gratuit de la présente année, deux cent quarante livres dix sols par feu. *Don gratuit.*

Pour le paiement des trente-cinq mille livres de l'abonnement des droits d'albergue, cavalades & autres vieux droits du Domaine provençal, douze livres deux sols par feu. *Vieux droits.*

Pour payer les mille six cent livres destinées aux réparations à faire aux bords de la riviere *Réparations aux bords de la*

*Durance à Noves & Châteaurenard.* de Durance, dans les territoires de Noves & de Châteaurenard, douze sols par feu.

*Dépense des Troupes.* Pour le remboursement de la dépense des Troupes d'Infanterie, Cavalerie & Dragons en route ou en quartier, pendant l'année 1788, & pour payer les fastigages & ustensiles des garnisons établies à Toulon, Antibes & autres lieux; pour, les places de bouche, fourrages & ustensiles, être payés au même taux fixé par les derniers Etats, & pour l'année 1788 seulement, cent vingt-une livres par feu.

*Milices.* Pour ce qui compéte au Pays de la dépense des Milices, huit livres par feu.

*Dotations de St. Vallier.* Pour les fondations de St. Vallier, & pour la rente de la présente année, cinq livres quatre sols par feu.

*Ouvrages d'utilité publique dans la haute Provence.* Pour les ouvrages d'utilité publique dans la haute Provence, quinze livres douze sols par feu.

*Compte du Trésorier du Pays.* Pour les frais de la reddition du compte du Trésorier du Pays, huit livres par feu.

*Rente en exécution de la convention du 18 Mai 1772.* Pour la rente de la somme principale de trois cent mille livres au denier vingt-cinq, dont le Pays est chargé pour les causes contenues en la convention du 18 Mai 1772, quatre livres huit sols par feu.

*Dons gratuits des Villes. Secours extraordinaires.* Pour payer le secours extraordinaire, tenant lieu de dons gratuits des Villes, accordé pour dix



dix ans, par l'Assemblée des Communautés de 1780, quinze livres par feu.

Pour les deux mille livres des saisies réelles, le droit de nouvel acquet, des usages des Communautés, & dix sols pour livre; & pour les objets relatifs au Commerce seulement, la place & les appointemens de Secrétaire de la Société d'Agriculture demeurant supprimés, une livre quinze sols par feu.

*Commissaire aux saisies réelles. Nouvel acquet des usages. Commerce.*

*Suppression de la place & des appointemens du Secrétaire de la Société d'Agriculture.*

*Construction & réparations des ponts & chemins.*

Pour la construction & réparation des ponts & chemins, il a été imposé trente livres par feu, outre & par dessus les sommes qui se trouvent dans la caisse du Trésorier du Pays, pour les chemins de Meyrargues & des Pennes, dont l'exécution a été suspendue, lesquelles sommes, avec le produit des trente livres par feu, seront employées au paiement des engagements contractés par le Pays pour les Ponts & chemins commencés ou exécutés.

Et pour l'entretien des ponts & chemins, il a été imposé quarante-cinq livres par feu.

*Entretien des ponts & chemins.*

Pour les frais des sieurs Députés des Communautés & Vigueries aux présens Etats, & pendant leur suspension, & frais ordinaires de la tenue des Etats, il a été imposé dix livres par feu; déclarant les Etats, ne point comprendre dans les frais ordinaires de la tenue des Etats, les donatives prohibées par l'Arrêt du Conseil de 1635, & qui se trouvent annuellement rayées par les ordonnances de la Chambre des Comptes, & toutes autres gratifications ou présens qui.

*Frais de la tenue des Etats. Suppression des donatives. Prohibées par l'Arrêt du Conseil de 1635.*

n'auront pas été délibérés expressément par les Etats actuels , même les présents en fruits dont la dépense étoit payée sur les cas inopinés.

*Dire de M. le  
Procureur fondé  
de Mgr. l'Evê-  
que de Riez, sur  
la suppression  
desdites donati-  
ves.*

M. l'Abbé de Coriolis , Procureur fondé de Monseigneur l'Evêque de Riez a dit : qu'il ne donne son opinion contre les donatives , que comme contraires à l'Arrêt du Conseil du Roi de 1635 ; & qu'il est d'avis que le Pays sollicite un nouvel Arrêt du Conseil qui autorise ces donatives , dans lequel cas , en se conformant à la volonté du Roi , il sera d'avis de continuer lesdites donatives comme méritées ; & il a demandé que son dire soit transcrit dans le procès-verbal.

*Cas inopinés.*

Pour les frais des procès , dépenses indispensables , ordinaires ou extraordinaires , prévues ou imprévues , vingt-six livres par feu , outre & par-dessus le produit de l'imposition de dix-neuf livres dix sols par feu faite par les derniers Etats , pour les frais de construction du bâtiment pour la Bibliothèque du Pays & objets y relatifs ; lequel produit doit se trouver dans la caisse du Pays & sera appliqué aux objets ci-dessus , n'entendant plus comprendre dorénavant dans la présente imposition , certains articles de dépense sur lesquels il sera délibéré dans la prochaine séance.

*Délibération  
sur les places &  
appointemens  
des sieurs St.  
Martin &  
Baud.*

Ayant été mis en délibération , si les deux places de préposés à la défense contre le Fermier des Domaines & des Traités , exercées par les sieurs St. Martin & Baud , aux appointemens de quinze cent livres chacun , devoient être conservées.

Les opinions prises , il en est résulté que trente-huit opinans ont été d'avis de conserver les deux places , aux appointemens de sept cent cinquante livres chacune seulement ; que trente-un opinans ont été d'avis de supprimer la place du sieur St. Martin , de réunir ses fonctions à celles du sieur Baud , & de donner à ce dernier quinze cent livres d'appointemens ; que huit opinans ont été d'avis de conserver les deux places en laissant quinze cent livres d'appointemens au sieur Baud , & six cent livres seulement au sieur St. Martin , & que trois autres opinans ont été d'avis de conserver les sieurs St. Martin & Baud dans l'exercice de leurs places, aux mêmes appointemens de quinze cent livres chacun.

Et lors de la rédaction du présent procès-verbal , MM. les Commissaires sont convenus qu'il y avoit délibération pour conserver les sieurs St. Martin & Baud dans leurs fonctions , & ayant été divisés d'opinions , sur la quotité d'appointemens attribués à chacun d'eux par ladite délibération , ils ont renvoyé aux Etats à y statuer.

Pour les gages des Ingénieurs du Pays , il a été imposé quatre livres par feu ; & MM. les Commissaires de la rédaction sont convenus qu'il y avoit délibération pour la conservation de six Ingénieurs du Pays , n'ayant été divisés d'opinions que pour savoir s'il y avoit lieu à retrancher le tiers de leurs appointemens , attendu qu'il paroïssoit que la pluralité des voix avoit été pour les charger des travaux des

*Gages des Ingénieurs du Pays.*

*Délibération sur la conservation de leurs places , & la fixation de leurs appointemens.*

Vigueries sans retranchement d'appointemens ;  
en se réunissant à l'opinion du Député de la  
ville de Toulon qui a porté ce vœu.

*Du vingt-septieme dudit mois d'Avril.*

PRESIDENT MONSIEUR L'EVEQUE  
DE FREJUS.

*Témoignages  
de satisfaction  
sur la conduite  
de plusieurs des  
sieurs Députés ,  
pendant les trou-  
bles de Proven-  
ce.*

**M.** Roman-Tributiis, Assesseur d'Aix, Pro-  
cureur du Pays a dit : qu'il lui a été rap-  
porté par des personnes dignes de foi, que le  
sieur Barry, Député de la ville de Brignoles à  
la présente Assemblée, a rendu des services si-  
gnalés à sa patrie à l'époque des malheurs qui  
l'ont affligée sur la fin du mois de mai dernier,  
& sur-tout dans le moment où les propriétaires  
des moulins étoient menacés des plus grands  
excès, s'ils ne se désemperoient de cette pro-  
priété. Il pense que l'Assemblée ne refusera pas  
au sieur Barry un témoignage de sa satisfaction.

LES ETATS ont applaudi au zele du sieur  
Barry, Député de la ville de Brignoles, & ont  
arrêté que le témoignage de leur satisfaction sera  
consigné dans le procès-verbal de la présente  
séance.

Monseigneur le Président a dit : que les Etats  
doivent le même témoignage au zele du sieur  
Trucy, Maire premier Consul de Barjols, ainsi  
qu'à celui de plusieurs autres Administrateurs  
des Communautés, dans les circonstances criti-  
ques auxquelles les troubles arrivés en Provence  
ont donné lieu.

Ce qui a été accueilli par les Etats avec acclamation.

M. le Vicaire général de Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président l'Ordre du Clergé a dit : que les Etats témoigneroient sans doute à Monseigneur l'Evêque de Frejus, Président des Etats, combien ils ont été affectés de la perte qu'il vient de faire dans la personne de M. son neveu, & lui exprimeroient leur reconnaissance d'avoir surmonté sa douleur pour venir s'occuper du bien public.

*Compliment de  
de condoléance  
à Mgr. l'Evêque  
de Frejus,  
sur la mort de  
M. son neveu.*

LES ETATS ont adhéré à ces sentimens de sensibilité & de reconnaissance.

Un des sieurs Députés des Communautés & Vigueries a dit : qu'il a été remis par M. Dauphin, Seigneur de Trébillanne, un écrit dont il requiert la lecture.

*Déclaration de  
M. Dauphin de  
Trébillanne sur  
la contribution  
aux charges.*

Lecture faite de cet écrit, il a été délibéré qu'il sera transcrit dans le procès-verbal de la séance de ce jour.

#### TENEUR DUDIT ECRIT.

*Déclaration de M. de Trébillanne.*

» Quoique j'aie déjà porté mon vœu sur les contributions, je m'empresse de le porter de nouveau. L'opinion que j'aurois consignée dans l'Assemblée de MM. les possédans-fiefs si j'avois pu y assister, je me dois à moi-même de la rendre publique ; je le fais avec d'autant plus

de plaisir, qu'en exprimant un vœu depuis long-tems écrit dans mon cœur, & qu'il me tar-  
doit de faire connoître, loin de me séparer  
d'avec mon Corps, je suis des exemples esti-  
mables qui seront sans doute bientôt universel-  
lement imités «.

» J'avois applaudi un vœu porté dans le co-  
mité de la Noblesse du 27 Mars; je souhaitai  
alors, & je ne doutois même pas que ce vœu  
ne fût généralement adopté par tous les possé-  
dants-fiefs de Provence dans l'Assemblée indi-  
quée pour le 23 Avril. L'Assemblée des Sé-  
néchaussées me fournit plutôt l'occasion de faire  
connoître mon opinion particuliere «.

» N'ayant assisté à aucune des Assemblées  
de MM. les Nobles possédans-fiefs, je ne me  
crus point lié, & je ne pouvois pas l'être par  
le vœu qu'ils avoient émis de ne point paroître  
aux Sénéchaussées. Loin de moi l'idée de vou-  
loir blâmer des Citoyens recommandables qui  
ont pensé différemment, & dont je ne connois  
qu'imparfaitement les motifs; mais j'ai pensé  
que je devois cette marque d'obéissance au  
meilleur de Souverains; que je le pourrois sans  
compromettre la Constitution de ma patrie,  
puisque Sa Majesté elle-même avoit la bonté  
de prévenir les craintes que la forme de la con-  
vocation pouvoit inspirer, & d'assurer nos droits  
par les réserves les plus authentiques. J'assistai  
donc personnellement à l'Assemblée de la Sé-  
néchaussée de Marseille, & un Procureur fondé  
me représenta pour mon fief à la Sénéchaussée  
d'Aix. M. d'Eymar, frere de M. de Montmeyan

mon gendre, voulut bien se charger de ma procuration «.

» Indépendamment du mandat général que j'avois donné pour la députation aux Etats-généraux, j'avois spécialement autorisé mon Procureur fondé à consentir pour moi à l'égalité proportionnelle des contributions pour les charges royales & provinciales sans aucune distinction; j'appris avec plaisir que tel avoit été le vœu de la Noblesse de la Sénéchaussée, que tel avoit été aussi celui du Clergé «.

» J'aurois renouvelé ce vœu dans l'Assemblée de MM. les possédans fiefs, si j'avois pu m'y rendre. Privé de cet avantage, je le dépose ce vœu dans la première, dans la plus auguste des Assemblées, dans le sein même des Etats. Je prie MM. les Greffiers de vouloir bien le faire connoître aux trois Ordres «.

» Je déclare renouveler le vœu porté en mon nom à l'Assemblée de la Sénéchaussée d'Aix, & renoncer pour moi & pour les miens, de la manière la plus irrévocable & la plus solennelle, à toutes exemptions pécuniaires; je déclare encore consentir à contribuer, dans une égalité proportionnelle sur tous les revenus de mon fief, sans aucune distinction, à toutes les charges royales & provinciales, & généralement à tous les tributs que les bons Citoyens doivent payer pour la sûreté & l'utilité commune; je déclare enfin consentir à l'encadastrement de tous mes biens nobles quels qu'ils soient, ou à toute autre règle qui pourroit être établie,

pour effectuer l'égalité proportionnelle des contributions «.

Fait à Marseille le 26 Avril 1789. Signé ,  
Dauphin Trébillanne.

*Acte protestatif  
de MM. de  
l'Ordre de la No-  
blesse sur les or-  
dres donnés par  
MM. les Com-  
missaires du  
Roi, pour la sus-  
pension & repri-  
se des séances  
des Etats ; &  
sur les députa-  
tions aux Etats  
généraux , fai-  
tes dans les As-  
semblées des Sé-  
néchaussées.*

*Même protes-  
tation au nom du  
Pays , sur le  
second chef de  
cet acte.*

*Adhésion du  
Clergé & des  
Communes au  
premier article  
de l'acte protes-  
tatif à la No-  
blesse.*

*Adhésion du  
Clergé au second  
article.*

*Dire les Com-  
munes sur ce se-  
cond article.*

Me. de Regina , Greffier des Etats a dit : qu'il a été signifié ce matin aux Etats , par ministère d'un Huissier , à la requête de MM. les Syndics de l'Ordre de la Noblesse , l'acte extrajudiciaire dont il va faire la lecture.

Lecture faite de cet acte , M. l'Assesseur d'Aix ; Procureur du Pays , a requis qu'il fût donné acte à MM. de l'Ordre de la Noblesse de leurs protestations ; & comme Procureur du Pays , il a demandé acte de sa protestation au nom du Pays , contre la convocation par Sénéchaussées pour la députation aux Etats-généraux du Royaume.

MM. de l'Ordre du Clergé & les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont adhéré au premier article de protestation contenu audit acte , relativement aux ordres donnés par MM. les Commissaires du Roi , pour la suspension & reprise des séances des Etats.

MM. de l'Ordre du Clergé ont adhéré au second article de lad. protestation relatif à la députation aux Etats-généraux faite par Sénéchaussées.

Et les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont dit : » M. le Président des Etats » ayant prononcé dans la dernière séance qu'il » n'y avoit lieu à délibérer sur l'interpellation » faite



» faite par plusieurs Membres de la Noblesse à  
 » MM. du Clergé & des Communes, de nom-  
 » mer leurs Députés aux Etats-généraux du  
 » Royaume, l'Assemblée du Mars dernier,  
 » de MM. les Gentilshommes possédans-fiefs,  
 » ayant nommés les siens au nombre huit, l'Or-  
 » dre du Tiers n'auroit pas cru que le procès-  
 » verbal mentionnât cette interpellation.

» Il est donc nécessité aujourd'hui à dé-  
 clarer.

» Que sans examiner jusques à quel point  
 » les Assemblées de Sénéchaussées qui ont été  
 » tenues sont contraires ou analogues à la Con-  
 » titution du Pays, sans avoir à s'alarmer sur  
 » le retour de pareilles Assemblées, puisque le  
 » Roi lui-même a bien voulu nous rassurer à  
 » cet égard dans le préambule de son Régle-  
 » ment du 2 Mars.

» Il suffit aux Communes de répondre sur  
 » l'objet de la députation aux Etats-Généraux,  
 » qu'il ne peut point en être fait dans la pré-  
 » sente Assemblée, attendu qu'elle est inconfi-  
 » titutionnelle & désavouée par l'universalité  
 » de la Nation; que l'Ordre du Tiers a dû sui-  
 » vre en ceci les motifs de sagesse & de pa-  
 » triotisme qui l'avoient dirigé dans toute sa  
 » conduite; qu'il a dû céder à la considération  
 » pressante du salut public & à son zèle pour  
 » la personne du Souverain; il a donc député  
 » aux Etats-Généraux du Royaume dans les  
 » Assemblées de Sénéchaussées, & c'est là seu-  
 » lement qu'il a dû députer. Les députations

» qui y ont été faites, sont aussi les seules qu'il  
 » puisse avouer ».

» Les Communes ne reconnoissent donc pas  
 » la députation notifiée à l'Assemblée par MM.  
 » les Gentilshommes possédans-fiefs; elles la  
 » trouvent au contraire vicieuse sous tous  
 » les rapports, puisque la Constitution proven-  
 » çale n'a jamais adopté les députations parti-  
 » culières des Ordres, puisque les seuls Possé-  
 » dans-fiefs ont représenté celui de la Noblesse,  
 » & puisqu'ils ont procédé contre la disposition  
 » du Règlement du 2 Mars à eux notifié, avant  
 » qu'ils nommassent leur députation ».

» Elle ne doit pas être admise aux Etats-  
 » Généraux du Royaume. Les Députés du  
 » Tiers-Etat de Provence sont chargés par les  
 » Communes, ici présentes, d'en solliciter l'ex-  
 » clusion, & ils ne communiqueront pour au-  
 » cune sorte d'affaires avec les Députés de MM.  
 » les Gentilshommes possédans-fiefs ».

LES ETATS ont délibéré que l'acte, dont lecture  
 vient d'être faite, sera transcrit dans le procès-  
 verbal de cette séance.

*Teneur dudit Acte.*

» De la part de MM. les Syndics du Corps  
 de la Noblesse de Provence, soit mis en notice  
 à MM. des Etats, que la Noblesse de ce Pays  
 de Provence, telle qu'elle a été composée de  
 tous les tems, telle qu'elle a dû l'être par la  
 représentation des Gentilshommes possédans-fiefs

saire n'auroient point dû mettre en doute une délibération passée à la pluralité des suffrages, en admettant qu'il fût possible que l'Assemblée ait voulu maintenir les Ingénieurs dans les mêmes appointemens en les augmentant de travail; ayant été question de plus de faire valoir, que si d'une part le travail des Ingénieurs étoit augmenté, de l'autre ils s'en trouveroient déchargés par la suspension de toute nouvelle construction de chemin dans la Province; qu'en conséquence il proteste & s'oppose à toutes les délibérations prises & à prendre, contraires à celles du 25 de ce mois. *Signé*, Tavernier de Courtines, Député de Martigues ».

Le sieur de Sauteiron, Député de la Communauté de Manosque, déclare que la protestation ci-dessus a toujours été son vœu, qu'il y adhère; il requiert encore MM. les Commissaires pour la rédaction du procès-verbal, d'insérer dans ledit procès-verbal, son opposition & protestation par lui faite à l'Assemblée de ce jour 27 Avril, contre toute délibération à reprendre, contre tous objets quelconques délibérés à la séance du 25 de ce mois, & ce, avant la prise des différentes opinions de chacun des Membres des prétendus Etats, attendu qu'il a déclaré qu'une fois qu'une délibération avoit été prise, on ne pouvoit plus y revenir, quand le vœu des délibérans n'étoit pas unanime. *Signé*, Sauteiron, Député de Manosque.

Le sieur Député de la Viguerie d'Apt, déclare adhérer à la protestation & à l'opposition ci-dessus. *Signé*, Clementis, Député de la Viguerie d'Apt.

Le sieur Député de la Viguerie de St. Maximin fait la même opposition & protestation que les sieurs Députés ci-dessus. *Signé, Barbaroux.*

M. le Marquis Le Camus de Puypin, fait la même opposition & protestation ci-dessus. *Signé, le Marquis Le Camus.*

Je déclare adhérer expressément aux dires & protestations ci-devant, pour l'intérêt de ma Communauté, n'y ayant pas lieu de revenir sur une délibération prise & arrêtée. *Signé, Cogordan, Député de la Communauté de Riez.*

Le Député de la Communauté de Valenfolle a dit : La délibération relative aux Ingénieurs de la Province, ayant été définitivement prise & arrêtée le 25 du mois courant, avec le retranchement du tiers de leurs gages, & l'augmentation du travail des Vigueries, il n'y a pas lieu de revenir sur cette délibération qui forme le vœu de la pluralité de l'Assemblée, au moyen de quoi, proteste pour l'intérêt de sa Communauté, contre tout ce qui pourroit être fait au contraire de ladite délibération, demande acte, & *Signé, Rippert.*

Le Député de la ville d'Antibes, a adhéré aux protestations & oppositions des préopinans de son Ordre, & a signé. *Signé, Bernard.*

Les Députés de la ville & viguerie de Seyne, ont adhéré aux protestations & oppositions des préopinans de leur Ordre, & ont signé. *Signés, Tiran,*

Tiran , Député de Seyne ; Bayle , Député de la Viguerie de Seyne.

Le Député de la Viguerie de Forcalquier adhère aux protestations & oppositions des préopinans de son Ordre, délibération relative aux Ingénieurs de la Province, quant au retranchement du tiers de leurs gages, & augmentation du travail des Vigueries, & a signé. *Signé*, Lange, Député de la Viguerie de Forcalquier.

Les Députés des Communauté & Viguerie de St. Paul, adhèrent aux protestations & oppositions, & ont signé. *Signés*, Savornin, Député de la Viguerie; Bernard.

J'adhère expressément à la protestation ci-dessus, pour l'intérêt de ma Viguerie, n'y ayant pas lieu de revenir sur un objet qui a été délibéré le 25 du courant. *Signé*, Mandine, Député de la Viguerie d'Annot.

J'adhère formellement à la protestation ci-dessus, & je déclare de plus m'opposer à la délibération regardant les Ingénieurs de la Province, ayant déjà été délibéré sur cet objet samedi dernier. *Signé*, Ricavy, Maire Consul de Digne.

J'adhère aux protestations ci-dessus. *Signé*, Roman, Député des Mées.

Le sieur Député de la Communauté de Lorgues a dit : que lorsqu'il a été question de la délibération concernant M. Baud, & non M.

St. Martin, dont les appointemens avoient été fixés irrévocablement à sept cent cinquante livres il ne s'agissoit que de décider s'il avoit été accordé sept cent cinquante livres ou quinze cent livres à M. Baud. Le sieur Clappier a pensé que la délibération avoit été prise en faveur dudit sieur Baud, aux appointemens de quinze cent livres; ce problème résolu, il sembloit que les objets délibérés samedi 25, ne pouvoient être mis en reprise, puisqu'ils n'ont paru ambigus qu'à MM. les Commissaires rédacteurs, qui ont renvoyé l'article des Ingénieurs à la décision de l'Assemblée, non pour les augmentations, mais pour savoir s'ils feroient le travail pour les Vigueries gratuitement, ou s'ils feroient payés par elles. Le sieur Député de Lorgues a été véritablement étonné, lorsqu'il a vu qu'il étoit question d'une augmentation contraire à la délibération du 25; c'est pourquoi, en adhérant à la protestation & opposition du sieur Député de Martigues, le sieur Clappier déclare persister à son premier vœu, portant réduction du tiers des appointemens des Ingénieurs, ayant entendu qu'ils travailleroient gratis pour les Vigueries; ajoutant qu'il est contre l'ordre, d'annuler une délibération déjà consentie par la grande pluralité des suffrages, & qu'on n'a pas pu mettre en reprise une proposition sans le consentement de tous ceux qui ont exprimé leur vœu dans la séance du 25, ce qui n'étoit pas possible, plusieurs Membres de l'Ordre de la Noblesse ayant été déclarés absens, lorsqu'ils ont été appelés pour opiner sur la proposition renouvelée au sujet des Ingénieurs, & acte qu'il a signé. *Signé, Clappier.*

Le sieur Député de la Communauté de Peruis, a dit : comme on a été aux voix sur la proposition mise par M. le Président de l'Assemblée, proposition sur laquelle il avoit été délibéré à la séance précédente, » je m'abstiens d'opiner, & réitere ma première requisiion, attendu que l'apport de l'état que j'ai réclamé, n'est point encore fait, & je demande que ma présente requisiion soit inférée dans le procès-verbal, ainsi que la précédente ».

Et il a été délibéré, à la pluralité des voix, que les six Ingénieurs du Pays, jouiront des mêmes appointemens dont ils ont joui jusqu'à ce jour, & demeureront chargés gratuitement, & sans parcelle, du travail des Vigueries.

Et attendu les doutes dont il vient d'être fait mention, & qui avoient empêché de transcrire dans la séance du 25, la délibération concernant les Ingénieurs, la Commission a cru devoir la consigner dans le procès-verbal de la présente séance, ainsi que suit :

Il a été délibéré que les six Ingénieurs du Pays seront répartis dans six départemens, dont l'arrondissement sera fixé par MM. les Procureurs du Pays, à la charge par lesdits Ingénieurs d'établir leur domicile dans le chef-lieu dudit département, & de se rendre aux ordres de MM. les Chefs de Viguerie, toutes les fois qu'ils seroient demandés par eux, & au moyen de ce l'imposition de quatre livres par feu, délibérée dans la dernière séance, sera portée à six livres par feu.

Et LES ETATS ont donné acte aux sieurs Députés, & à tous autres ci-dessus nommés, de leurs dires, requisitions, protestations & oppositions: & MM. les Commissaires pour la rédaction du procès-verbal, ont dit, que rien ne prouve mieux combien leurs doutes étoient fondés sur les dispositions des deux délibérations dont il s'agit, que le résultat de celles qui ont été prises dans la séance du jourd'hui, après la lecture du procès-verbal de celle du 25, & que dans tous les cas où il s'agit de rendre compte de ce qui a été fait ou agité dans les Etats, s'il s'élève des doutes ou diversité de sentimens parmi MM. les Commissaires rédacteurs; c'est aux Etats à y statuer.

*Secours à la Viguerie de Draguignan pour des battues, à l'occasion d'une bête féroce.*

Le sieur Député de la Viguerie de Draguignan, a exposé aux Etats, qu'une bête féroce désole toute cette contrée, & que la Viguerie dont il est Député, s'est épuisée par les dépenses qu'elle a faites pour des battues; elle demande que les Etats veuillent bien venir à son secours pour faire des nouvelles battues, & promettre une récompense à celui, ou à ceux qui tueront ladite bête.

LES ETATS ont accordé la somme de trois cent livres pour les objets de la demande ci-dessus.

*Dotations de St. Vallier.*

Sur la proposition faite par Monseigneur le Président, pour nommer aux fondations faites par M. le Président de St. Vallier.

*Nomination.*

LES ETATS, à la pluralité des voix, ont ac-



cordé à Mademoiselle de Reynaud de Fonbelle, la dotation de dix mille livres en mariage, & à Mademoiselle de Jassaud de Thorame, la dotation spirituelle de quatre mille livres.

Monseigneur le Président a dit : que suivant les Réglemens des Etats ; il doit être nommé annuellement un Gentilhomme possédant - fief pour assister, de la part de M.M. de la Noblesse, à l'audition du compte du Trésorier du Pays ; que ce Député doit être choisi dans le nombre de ceux qui assistent aux Etats, & que ceux-ci doivent nommer celui qui assistera au compte du Trésorier du Pays de l'année 1788, avec les deux Maires Consuls des Communautés, suivant le tour de rôle accoutumé.

*Députation à l'audition du compte du Trésorier du Pays de 1788.*

LES ETATS, sur la proposition de Monseigneur le Président, ont unanimement nommé M. de Sebastiane de Champclos, pour assister à l'audition du compte du Trésorier du Pays de l'année 1788, au nom de M.M. de l'Ordre de la Noblesse, avec le sieur Vachier, Maire premier Consul & Député de la Communauté de Barjols, & le sieur Verdollin, Maire premier Consul & Député de la Communauté d'Annot, pour le Tiers-Etat, suivant le tour de rôle ; auquel compte assisteront aussi ceux qui ont accoutumé d'y assister, suivant le Règlement des Etats, pour les fonctions de leurs charges.

LES ETATS ont accordé à la Maison du Refuge de la ville d'Aix, une aumône de cent cinquante livres, pour cette année seulement, & à l'Œuvre du Conseil charitable de la mê-

*Aumône à la Maison du Refuge & au Conseil charitable de la ville d'Ai.*

me Ville, une aumône de trois cent livres, payable en trois années.

Me. Ricard, Greffier des Etats a dit :

*Delibérations  
& actes protesta-  
tifs signifiés  
pendant la sus-  
pension des séances  
des Etats.*

» Depuis la séance des Etats du 31 Janvier dernier, & pendant leur suspension, il a été signifié aux Etats, en la personne de leurs Greffiers, plusieurs délibérations & actes protestatifs ».

» Par exploit du 6 Février dernier, M. de Riqueti de Mirabeau a fait signifier un acte, reçu le même jour par Me. Raspaud, Notaire en cette Ville, pour servir de réponse & de contre-protestation aux protestations faites au nom des deux premiers Ordres, dans la séance du 31 Janvier dernier, contre l'avis écrit qu'il avoit lû dans la séance du 30. L'exploit de signification contient une interpellation aux Greffiers des Etats de faire inscrire & insérer cet acte dans le procès-verbal, protestant, en cas de refus, de tout ce que de droit ».

» Et le lendemain 7 Février, M. de Riqueti de Mirabeau a fait signifier le même acte, avec la même interpellation de le faire inscrire & insérer dans le procès-verbal, & sous les mêmes protestations, en cas de refus, à Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président des Etats, & à Monseigneur l'Evêque de Digne, Président de la Commission, pour la rédaction du procès-verbal ».

» Par exploit du 6 Février dernier, MM.

les Députés des Communautés & Vigueries ont fait signifier à MM. les Représentans de l'Ordre du Clergé & de la Noblesse, une déclarationrière Me. Silvy, Notaire en cette Ville, le 5 du même mois, contenant leur vœu sur la convocation d'une Assemblée générale des trois Ordres, sur l'illégalité de l'Assemblée actuelle, pour députer aux Etats-Généraux du Royaume, même au moyen d'un renforcement de Députés ».

» Par exploit du même jour, MM. les Députés des Communautés & Vigueries ont encore fait signifier une contre-protestation par eux faite la veille devant Me. Silvy, Notaire, sur ce qui pouvoit les concerner dans les protestations de MM. du Clergé & de la Noblesse, faites dans la séance du 31 Janvier dernier, contre l'avis écrit, lu la veille par M. de Riqueti de Mirabeau ».

» Par exploit du même jour 6 Février, les sieurs Députés de la ville de Sisteron ont fait signifier à l'Assemblée, convoquée en cette ville d'Aix, un extrait de la délibération du Conseil municipal de la ville de Sisteron, du 16 Décembre 1788, ensuite du comparant présenté par plusieurs habitans de cette Ville, relativement à une nouvelle formation des Etats; délibération dont lesdits sieurs Députés étoient chargés de demander la lecture dans les Etats, pour y être délibéré ».

» Par exploit du 9 du même mois, MM. les Députés des Communautés & Vigueries ont fait signifier à MM. les Consuls d'Aix, Procureurs

reurs du Pays, un acte du 8 du même mois reçu par Me. Silvy, Notaire, contenant leurs réserves & protestations, relativement à la suspension des séances des Etats, à la manière dont cette suspension leur a été annoncée, & aux Assemblées qui paroissent être indiquées pour la députation aux Etats - Généraux du Royaume ».

» Par exploit du 10 du même mois MM. les Nobles non possédans-fiefs de cette ville d'Aix, ont fait signifier au *Greffier des Etats*, une protestation par eux faite riere Me. Bremond, Notaire en cette Ville, contre un imprimé ayant pour titre: *Protestation & déclaration de la Noblesse de Provence, dans son Assemblée générale, commencée le 20 Janvier 1789* ».

» Par exploit du 20 du même mois, MM. du Clergé séculier & régulier de la ville de Marseille ont fait signifier au *Greffier des Etats* un acte protestatif reçu par Me. Bonsignour, Notaire à Marseille, le 5 de ce mois, par lequel ils déclarent vouloir contribuer également à toutes les charges de l'Etat, desirer pour les Etats de Provence le même régime que celui des Etats du Dauphiné, & y obtenir un nombre de Députés proportionné à celui des différens Corps séculiers & réguliers de la Province, & Terres adjacentes ».

» Ils protestent contre toute députation que le haut Clergé pourroit faire aux Etats-Généraux, dans le sein des Etats actuels, sans le concours des Représentans de chaque Diocèse, ou contre  
toute

toute autre députation qui pourroit se faire dans les Villés épiscopales , sans que tous les titulaires & contribuables du Clergé séculier & régulier , aient été appelés , & aient eu le tems de s'y rendre ».

» Par exploit du même jour, le Chapitre de l'Eglise paroissiale & collégiale Notre-Dame des Accoules de la ville de Marseille, a fait signifier aux Etats, une délibération capitulaire du 6 Février , contenant protestation ».

» 1°. Contre la forme actuelle des Etats , & notamment sur ce que l'Ordre du Clergé n'y est point complètement & régulièrement représenté ».

» 2°. Contre toute députation que le haut Clergé pourroit faire aux Etats - Généraux , ou dans les Etats de Provence , ou dans les Diocèses respectifs , autrement que dans une Assemblée représentative de tous les Corps dudit Ordre ».

» La même délibération renferme le vœu de contribuer également , comme bons Citoyens , à toutes les charges de l'Etat ; & d'obtenir pour les Etats de Provence, le même régime que celui des Etats de Dauphiné , & un nombre de Députés proportionné à celui des différens Corps Ecclésiastiques du Pays , de la ville de Marseille , & Terres adjacentes ».

» Par exploit du 24 Février dernier , plusieurs des sieurs Députés des Communautés &

Vigueries, tant en cette qualité, qu'en celle de Commissaires des autres Députés des Communes & Vigueries, ont fait signifier *aux deux Ordres du Clergé & de la Noblesse*, un acte protestatif, reçu par Me. Silvy, Notaire en cette Ville, le 23 du même mois, contre un ouvrage imprimé, ayant pour titre: *Recueil de pieces concernant les Etats de Provence*, & terminé par une réponse de M. Necker aux Communes, en date du 8 Février 1789 ».

» Par exploit du 10 Mars, Mre. de Gueidon de Planque, Curé d'Auriol, a fait signifier aux Etats; 1°. un acte du 5 Mars 1789, reçu par Me. Reymond, Notaire à Auriol, par lequel il déclare se joindre au second Ordre du Clergé, & prendre, en tant que de besoin, son fait & cause; & protester contre toute usurpation de pouvoir, & toute représentation que ledit Ordre n'auroit pas établi lui-même; 2°. un placet adressé aux Etats de Provence, à l'effet que les Membres du second Ordre du Clergé, aient entrée aux Etats ».

» Par exploit du 20 Avril, M. d'Albertas de Greoux, a fait signifier aux Etats; 1°. un acte déclaratif & protestatif, transcrit dans les registres de Me. Silvy, Notaire, le 31 Mars dernier, contre diverses délibérations prises dans les Assemblées de MM. les Possédans-fiefs; 2°. un acte protestatif, transcrit dans les registres du même Notaire, contre toute dépense qui pourroit être délibérée dans les Etats, & qui n'auroit pas pour objet une utilité publique & généralement reconnue. L'exploit contient priere

& requisition de faire lecture de ces actes à l'Assemblée des Etats ».

» Par exploit du même jour, les Syndics des Communautés & Corps, acquéreurs des eaux du canal de Boisgelin, ont fait signifier aux Etats un acte interpellatif, de pourvoir au placement de quatre-vingt-quinze mille livres, qui restent à placer pour l'intérêt des Communautés & Corps, acquéreurs; & ce, sur le produit des fonds qui restent à retirer en indemnité du prix du sel, pour les années 1789 & 1790; protestant, en cas que le Pays employât ailleurs les fonds, de l'en rendre responsable, & de l'obliger à imposer jusques à concurrence de cette somme, comme les Etats ayant refusé d'y pourvoir, lorsqu'il y avoit encore des fonds procédant de l'indemnité sur le prix du sel, qui y avoit été spécialement affectée ».

Après la lecture de toutes les pieces mentionnées dans le compte ci-dessus,

LES ETATS ont concédé acte de cette lecture, ont ordonné que toutes ces pieces seroient déposées au Greffe des Etats, annexées au présent procès-verbal, & imprimées à la suite d'icelui; & qu'un exemplaire dudit procès-verbal sera remis à chacun des Membres & assistans aux Etats.

*Du vingt-huitieme Avril mil sept cent  
quatre-vingt-neuf.*

PRESIDENT MONSEIGNEUR L'EVEQUE  
DE FREJUS.

*Canal Boifge-  
lin.*

**M**onseigneur le Président a dit : qu'avant d'opiner sur l'emploi des fonds, qui, jusques à présent ont été destinés aux ouvrages du canal Boifgelin, il estime qu'il seroit nécessaire de faire lire la délibération prise le 13 de ce mois, par l'Assemblée particuliere de MM. les Procureurs du Pays, les Etats y verront avec quel zele & quel patriotisme Monseigneur l'Archevêque d'Aix, Président des Etats, s'est occupé jusques au dernier moment de sa résidence parmi nous, de tout ce qui pouvoit intéresser le bien du Pays & des Communautés.

*Requisition de  
M. de Renaud  
d'Allen pour  
le rétablissement  
des arrosages à  
Allen & Male-  
mort.*

Lecture faite de ladite délibération, M. de Renaud d'Allen a requis les Etats de prendre en considération, lors de leur délibération, les ouvrages à faire dans les terroirs de Malemort & d'Allen, pour rétablir les acqueducs, ou arrosages du canal de Crapone, qui ont été coupés par la branche & dérivation du canal de Boifgelin dans la Crau.

Sur quoi les opinions ayant été prises, il a été délibéré :

*Suspension des  
ouvrages du ca-  
nal.*

1°. Que les ouvrages du canal de Boifgelin, seront suspendus jusques à nouvel ordre.



2°. Que la motion faite par M. de Renaud d'Allen, seroit renvoyée aux prochains Etats, pour y être statué.

*Renvoi aux prochains Etats, de la demande de M. d'Allen.*

3°. Que sur les fonds qui étoient annuellement employés au canal de Boisgelin, & sur ceux qui restent à percevoir pour la présente année & pour l'année prochaine 1790, il sera prélevé la somme de quatre-vingt-quinze mille livres, pour être placée sur le Pays, à l'effet que les rentes en provenant servent à l'entretien de la branche de dérivation du canal de Boisgelin, depuis Malemort jusques au bassin de la Manon, & des martellieres du merle; une autre somme de trente-deux mille livres, pour remplir les engagemens contractés par le Pays, relativement au canal de Manosque; & que le surplus desdites sommes sera employé pour diminuer le coût du transport des grains, aux Communautés éloignées des Ports de mer, au-delà de huit lieues.

*Emploi des fonds qui restent livres.*

Et quant au surplus des remises accordées par le Roi, en indemnité de l'augmentation du prix du sel, ordonnées, soit en 1772, soit en 1781; il a été arrêté, que lesdites sommes resteroient dans la caisse du Pays, pour remplir les engagemens contractés envers la Communauté de Toulon & autres, relativement au chemin de Toulon à la Valette, & de la Valette à Solliers.

Il a été encore délibéré, qu'attendu la suspension des ouvrages du canal Boisgelin,

*Suspension de appointemens du Directeur canal.*

les appointemens du sieur Fabre , en qualité d'Ingénieur hydraulique & Directeur dudit canal, seront suspendus , jusques à la reprise desdits ouvrages.

*Dénonciation des Lettres patentes du 4 Novembre 1780 , qui laissent à la libre disposition des Administrateurs du Pays , l'emploi des remises accordées sur l'augmentation du prix du sel.*

Dans le cours des opinions , un des Membres des Etats a dit , qu'il croyoit devoir leur dénoncer les dispositions des Lettres patentes du 4 Novembre 1780 , qui ordonnent que la somme de cent cinquante mille livres , de l'une desdites deux remises , sera employée chaque année à la libre disposition des Administrateurs du Pays , soit en ouvrages d'utilité publique , tels que la construction & entretien des ponts , chemins & canaux d'arrosage , soit au soulagement des habitans dudit Pays qui auroient fait des pertes extraordinaires sur leur récolte.

Sur quoi , M. l'Assesseur d'Aix , Procureur du Pays , rendant hommage aux principes , a reconnu que nul Administrateur mandataire ne pouvoit , dans aucun cas , avoir le droit de disposer arbitrairement des sommes relatives à l'administration du Pays.

LES ETATS ont proclamé cette maxime ; & ont déclaré que les pouvoirs des Procureurs du Pays étoient limités à la nue exécution des délibérations des Etats.

*Suspension des appointemens de l'Ingénieur adjoint au Directeur du canal Boissgelin.*

Monseigneur le Président a dit : qu'il reste relativement au canal Boissgelin , à délibérer sur les appointemens du sieur Aubrespin, Ingénieur adjoint au Directeur du canal Boissgelin ;

& chargé en cette qualité de tous les objets d'entretien , recurage & plantations.

Sur quoi, les opinions prises , il en est résulté quatorze voix pour conserver au sieur Aubrespin la totalité de ses appointemens, huit voix pour lui conserver la totalité de ses appointemens, sous la clause & condition qu'après lui, la place seroit supprimée , & tous les Ingénieurs du Pays, chargés indistinctement de ce travail, sans aucune augmentation d'appointemens, six voix pour réduire les appointemens aux deux tiers, conformément à l'opinion portée dans la délibération du 25 de ce mois, à l'égard des autres Ingénieurs du Pays, vingt-deux pour les réduire à la moitié, & trente-six pour les supprimer entièrement.

Et le résultat de ces opinions étant incertain & difficile à fixer, il a été unanimement demandé de reprendre les opinions, en réduisant l'objet de la délibération à la suppression des appointemens, ou à la réduction à la moitié.

Et à la pluralité des suffrages, il a été délibéré de supprimer la totalité des appointemens.

Et dans le cours des opinions, le sieur Député de la Communauté de Pertuis a requis l'inscription dans le procès-verbal de la présente séance, d'un papier qu'il a remis sur le Bureau, & dont la teneur suit :

*Etat remis par  
le Député de la  
Communauté de  
Pertuis, des  
sommes payées  
aux Ingénieur  
du Pays en  
1786, 1787,  
1788.*

En 1786.

Pour les Ingénieurs . . .	34155 l. 17 f. 9 d.
Pour l'Ingénieur hydraulique	6710 1

En 1787.

Pour les Ingénieurs . . .	21258 5
Pour l'Ingénieur hydraulique	8112 15

En 1788.

Pour les Ingénieurs . . .	24858 12 9
Pour l'Ingénieur hydraulique	15171 14
Pour gages de trois années de l'Ingénieur hydraulique	11700

Total. . . . 121967 l. 5 f. 6 d.

Les Ingénieurs ont coûté à la Province, dans le courant des années 1786, 1787 & 1788, d'après le relevé de la dépense fait, à ma requiſition, par M. Blanc, Agent de la Province, ſur les regiſtres des payemens déposés au Greſſe, la ſomme de cent vingt-un mille neuf cent ſoixante livres neuf ſols ſix deniers. Je requiers que le précis que je dépoſe ſur le Bureau ſoit tranſcrit dans le regiſtre des délibérations de la préſente Aſſemblée, & dans cette ſéance. Il fera une preuve bien évidente de la néceſſité indiſpenſable, tant de diminuer les gages de MM. les Ingénieurs, que de modérer les dépenses exhorbitantes que coûtent à la Province leurs opérations.

Monſieur

Monseigneur le Président a dit, que l'Administration intermédiaire du mois de Juin 1788 l'avoit chargé d'examiner ce qui étoit le plus utile pour l'agrandissement de l'entrée dans le village du Luc en venant de Vidauban. Il résulte de sa vérification, qu'en coupant de deux pieds seulement, l'angle de la maison du sieur Rostagny, & y suppléant par la suppression d'une Chapelle inutile, qui se trouve située vis-à-vis de la maison dudit sieur Rostagny, l'entrée dans le village du Luc de ce côté sera telle quelle doit être.

*Agrandissement de la rue du Luc servant de passage au grand chemin.*

Ce qui a été délibéré.

Le sieur Député de la Viguerie de Draguignan a remis un Mémoire tendant à faire soulager les Communautés qui fournissent à la Milice garde-côte, de la contribution aux dépenses pour les Milices dans l'intérieur du Pays.

*Renvoi aux prochains Etats de plusieurs Mémoires.*

Le sieur Député de la Communauté d'Hieres a remis un autre Mémoire, pour obtenir le remboursement des dépenses faites par cette Communauté, à l'occasion d'une barrière & mur au mouillage de Gapeau, pour séparer ceux qui sont en quarantaine, de ceux qui sont avec la libre entrée.

Il a été présenté un autre Mémoire de la part de Pierre & Joseph Aillaud, Maîtres Maçons du lieu d'Eguilles, pour obtenir le paiement de ce qui leur reste encore dû à raison de différens travaux publics dont ils ont été chargés par le Pays.

Il a été encore remis un Mémoire au nom du sieur Yvan, Notaire royal & Procureur en la Sénéchaussée de Digne.

Et enfin un autre Mémoire par Paul Banon, Concierge & Trompette du Pays, pour la conservation des droits de sa place.

LES ETATS ont donné acte de la remission de ces Mémoires, & en ont renvoyé la décision aux prochains Etats.

*Nomination  
des Commis au  
greffe des Etats.*

LES ETATS ont nommé les sieurs Giraud, Duhil & Blanc pour Commis au Greffe des Etats, & les sieurs Braze & Mollet pour Commis aux écritures audit Greffe, aux mêmes gages & émolumens, dont chacun d'eux a joui jusqu'à présent.

*Commis aux  
écritures.*

*Procureur au  
Parlement.*

Pour Procureur au Parlement, Me. Geoffroi, aux gages ordinaires de trente-sept livres dix sols par année.

*Procureur aux  
Comptes.*

Pour Procureur aux Comptes, Me. Contard, aux mêmes gages de trente-sept livres dix sols par année.

*Procureur en  
la Sénéchaussée.*

Pour Procureur en la Sénéchaussée & en la Chambre des requêtes du Palais, Me. Raybaud, sans aucun gages.

*Notaire.*

Pour Notaire, Me. Brouffe, acquéreur de l'office de Me. Bertet, sans aucuns gages.

*Avocat aux  
Conseils du Roi.*

Pour Avocat aux Conseils du Roi, Me. Roger des Iffs.

Pour Concierge des appartemens du Pays,  
Paul Banon, aux gages accoutumés de cent  
livres.

*Concierge,*

Pour Trompette du Pays, ledit Banon.

*Trompette.*

Et pour Messagers Serviteurs du Pays, Pierre  
Fabry, Joseph Peisse, François Moignard, &  
Jean-Joseph-Roch Ravel, aux gages & émolu-  
mens ordinaires.

*Messagers-Ser-  
viteurs.*

Monseigneur le Président a dit : que les Etats  
doivent nommer leurs Députés pour présenter  
à Sa Majesté le cahier des Etats, & il a pro-  
posé M. l'Abbé de Crouseilhès pour le Clergé;  
M. de Forbin Janson pour la Noblesse, & le  
sieur Latil, premier Consul de la Communauté  
de Sisteron, pour le Tiers-Etat.

*Proposition  
pour nommer les  
Députés des  
Etats, à l'effet  
de présenter le  
Cahier au Roi.*

Les opinions ayant été prises, la proposition  
faite par M. le Président a été rejetée, à la plu-  
ralité des suffrages.

*Refus des Etats*

Sur quoi, M. l'Abbé de Coriolis, Procureur  
fondé de Monseigneur l'Evêque de Riez a dit:  
qu'il n'est rien de plus surprenant que l'opinion  
portée par la presque totalité de MM. les Dé-  
putés des Communautés & des Vigueries; opi-  
nion qui se trouve en opposition avec tous les  
systèmes qu'ils ont soutenus, soit dans la pré-  
sente Assemblée, soit dans celles des diverses  
Sénéchaussées auxquelles ils ont assisté.

*Opposition du  
Procureur fondé  
de Mgr. l'Evê-  
que de Riez &  
de plusieurs au-  
tres Membres  
des Etats.*

Car, s'il est vrai dans leurs principes, que les  
présens Etats sont illégaux & anticonstitutionnels;

s'il est vrai , d'après quelques autres votans , qu'ils sont insuffisans ; s'il est reconnu que les députations aux Etats-généraux , faites dans les Assemblées des Sénéchaussées , sont contraires aux droits du Pays ; s'il est incontestable que la Nation Provençale a des réclamations à porter aux pieds du Trône, soit pour des objets particuliers, soit pour ceux qui intéressent l'universalité du Pays ; comment MM. les Députés du Tiers-Etat peuvent-ils rejeter la proposition d'une députation, dont le droit appartient essentiellement aux Pays d'Etat, & que les circonstances rendent encore plus nécessaires, puisqu'il n'est pas proposable de penser que les Députés nommés par les Assemblées des Sénéchaussées, puissent ni veuillent se charger de réclamer contre les titres qui les constituent Députés ? C'est sacrifier le droit & les avantages du Pays à l'humeur, à des intérêts particuliers, à des vues qui ne peuvent animer ceux qui ne respirent que le bien public.

D'après tous ces motifs & autres à déduire en tems & lieu, & pardevant qui de droit, je me déclare opposant à la présente délibération, pour faire valoir mon opposition & ses moyens pardevant le Conseil de Sa Majesté. » Je proteste formellement, pour la conservation des droits du Pays de Provence, de rendre les opinans non contredisans, responsables de tout ce que le Pays pourra souffrir des suites de ladite délibération, & je demande acte de tout ce que dessus. *Signé, l'Abbé de Coriolis.*

A laquelle protestation & opposition, ont



adhéré les soussignés ci-après. L'Abbé Decenè, Doyen de St. Remy, représentant M. l'Archevêque d'Avignon; Mazenod, Chne., V. G. de Marseille; l'Abbé de Villeneuve, l'Abbé de Mazenod, l'Abbé de Richery, l'Abbé de la Salle, le Marquis de Laincel la Garde, le Comte de Felix du Muy.

M. de Viguiier de Merveille, Membre des Etats dans l'Ordre de la Noblesse a dit :

*Protestation  
de M. de Vi-  
guiier de Merveille.*

» Je proteste contre la délibération qui vient de passer à la pluralité des voix, par l'unanimité de celles de MM. les Députés des Communes, qui annonce un vœu concerté avant leur entrée à l'Assemblée aux Etats; je fonde ma protestation sur ce que la députation, pour présenter au Roi le cahier des Etats, a toujours été d'usage, & que c'est manquer à un hommage que nous devons à notre Souverain, que de ne pas envoyer une députation, pour lui faire connoître notre soumission à ses volontés dans les impôts qui ont été votés, & le résultat des délibérations des Etats qu'il lui a plu de convoquer. Je requiers que le cahier des Etats soit imprimé le plutôt possible, qu'à défaut du Député du Tiers que MM. des Communes se refusent de nommer, ce cahier soit présenté à Sa Majesté, seulement, par M. l'Evêque de Fréjus, député à cet effet par l'Ordre du Clergé, & par M. le Marquis de Janson, député de l'Ordre de la Noblesse; & j'ajoute, qu'attendu le refus de MM. des Communes dont je demande acte, le Roi sera supplié d'ordonner, qu'à l'avenir les cahiers des

Etats ne lui seront plus présentés que par les Députés des deux premiers Ordres, d'autant mieux qu'alors il n'en coûte rien au Pays, & j'ai signé, de *Viguiier Merveille* ».

*Dire & protestation des Députés des Communautés & Vigueries.*

Les Députés des Communautés & Vigueries, à l'exception de quelques-uns, ont dit: qu'une députation au Roi, pour la présentation du cahier des Etats, ne pouvoit être nommée dans l'Assemblée actuelle, qui ne représentoit point les Etats du Pays, & qui étoit désavouée par l'universalité de la Nation, & que d'ailleurs cette députation étoit inutile, dans un moment où le Pays avoit un très-grand nombre de Députés aux Etats-généraux, qui pouvoient & qui devoient faire parvenir au Souverain & à la Nation Française, tous les griefs, toutes les doléances, & tous les Mémoires qu'il y auroit à présenter; & ils ont protesté contre tout ce qui pourroit être fait au contraire.

Les sieurs Députés des Communautés & Vigueries ont ajouté que l'exposé des faits, que contient le dire de M. de Viguiier de Merveille, est de la plus grande inexactitude: rien n'a été concerté entre MM. des Communes, il n'y a point eu d'unanimité entre elles, il y a même eu contradiction de la part de quelques-uns d'entre eux. Les Communes, en ne nommant pas une députation particuliere pour présenter un cahier au Roi, ne sauroient manquer à ce qu'elles doivent à Sa Majesté. Elles lui ont donné trop de preuves de respect & d'attachement; elles sont trop disposées à lui en donner de nouvelles, pour mériter la moindre inculpation à cet égard.

Il est nouveau de vouloir exclure à l'avenir de la députation qui présente le cahier des Etats au Roi, l'Ordre entier du Tiers, par la raison qu'il n'aura pu cette année, concourir à cette députation dans le sein des Etats, & qu'il aura fait présenter son cahier particulier par les Députés du Tiers, aux Etats-généraux du Royaume.

Dans le cours des opinions, un de MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, a réclamé pour son Ordre, le droit de procéder dans l'intérieur de son sein, sur les objets pour lesquels l'infériorité de leur nombre ne leur permettoit pas de porter un vœu efficace.

*Réclamation de l'un de MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, attendu l'infériorité de leur nombre.*

A quoi il a été répondu, par un des sieurs Députés des Vigueries, que c'étoit donc avec raison que les Communes s'étoient plaintes dans les premières séances des Etats, de l'énorme majorité des deux premiers Ordres, qui les laissoit entièrement à leur merci, sur leurs intérêts les plus chers; avec la différence toutefois, que la minorité des Communes étoit alors forcée, & que celle du moment, pour MM. les Gentilshommes possédans-fiefs, est volontaire de leur part, & uniquement de leur fait.

*Réponse des Députés des Communes & Vigueries.*

Monseigneur le Président a dit: que les Etats doivent nommer les Procureurs du Pays joints de chaque Ordre, pour, avec Monseigneur l'Archevêque d'Aix, & MM. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays nés, administrer les affaires du Pays, & il a proposé à cet effet pour Procureurs du Pays joints dans l'Ordre du Clergé, Messieurs les Evêques de Grasse & d'Apt;

*Proposition de nommer les Procureurs du Pays joints de chaque Ordre, pour la présente année.*

dans l'Ordre de la Noblesse, MM. de Ville-neuve Bargemon, & de Castellanne Mazaugues; & pour le Tiers-Etat, les Communes de Grasse, & d'Yeres, suivant le tour de rôle de cette année, adopté par l'usage.

*Refus des Etats* Les opinions prises, la proposition faite par M. le Président, a été rejetée à la pluralité des suffrages.

*Protestation de MM. les Consuls & Assesseur d'Aix, Procureurs du Pays.* M. Roman-Tributiis, Assesseur d'Aix, Procureur du Pays, a dit : » Comme chargé spécialement par ma place, de la manutention des Réglemens, & de la discipline des Etats, je déclare protester contre le défaut d'exécution des Lettres patentes de 1543, lequel résulte de ce que les Etats n'ont pas nommé les Procureurs joints pour le Clergé, pour la Noblesse, & le Tiers-Etat. Je demande acte de ma protestation ».

*Protestation du Procureur fondé de Mgr. l'Evêque de Riez.* M. l'Abbé de Coriolis, Procureur fondé de Mgr. l'Evêque de Riez a dit :

Qu'il se voit dans la triste nécessité de se déclarer de nouveau opposant à la délibération qui rejette la nomination des Procureurs du Pays joints ».

» Cette nomination n'est que la simple exécution des Lettres patentes de 1543, qui ordonnent, qu'annuellement il sera procédé, par les Etats, à l'élection de quelques Membres choisis dans les trois Ordres pour gérer les affaires

faïres du Pays, d'une tenue d'Etats à la sublé-  
quente ».

» Se refuser à cette nomination, c'est déso-  
béir formellement au Roi; c'est compromettre  
les droits du Pays; c'est l'exposer à voir ses  
ennemis profiter de ce refus, pour s'immiscer  
dans la nomination de nos Administrateurs; c'est  
contribuer à notre asservissement, dans un mo-  
ment, où déjà plusieurs tentatives sont faites  
pour renverser de fond en comble la Consti-  
tution provençale ».

» Je déclare en conséquence, qu'en renou-  
vellant mon opinion sur l'admission de MM. les  
Procureurs du Pays joints, tels que Monsei-  
gneur l'Evêque de Fréjus, Président, les a pro-  
posés, je suis opposant à toute délibération con-  
traire; je réclame les droits du Pays; je rends les  
opinans contredisans mon avis, responsables,  
chacun individuellement, de tous les maux qui  
peuvent en résulter pour l'Administration du  
Pays; je demande qu'il me soit concédé acte  
de ma présente opposition, pour la faire valoir  
en tems & lieu, & pardevant qui de droit.  
*Signé, l'Abbé de Coriolis.*

A laquelle protestation & opposition; ont  
adhéré les soussignés ci-après. *Adhésion de  
quelques Men-  
bres des Etats*  
*Decene, Doyen*  
*de St. Remi, représentant M. l'Archevêque d'A-*  
*vignon; Mazenod, Chne., V. G. de Marseille;*  
*l'Abbé de Villeneuve, l'Abbé de Mazenod,*  
*l'Abbé de Richery, l'Abbé de la Salle, le Comte*  
*de Felix du Muy.*

*Protestation de  
M. de Viguier  
de Merveille.*

M. de Viguier de Merveille, Membre des Etats dans l'Ordre de la Noblesse a dit :

» Je joins mes protestations à celles de M. l'Abbé de Coriolis, & j'adopte les principes sur lesquels il les a fondées, contre la délibération qui vient de passer à la pluralité des voix, par la totalité de celles de MM. des Communes, à l'exception de deux ou environ; ladite délibération s'opposant qu'il y ait une Commission intermédiaire, pour gérer les affaires du Pays dans l'intervalle d'une Assemblée d'Etats à l'autre, malgré le Règlement fait à ce sujet par les Etats tenus l'année dernière. Je demande que MM. les Députés des Communes délibérans, soient responsables en leur propre & privé nom, du dommage qui pourra en résulter pour le Pays, n'étant pas possible qu'il leur soit formellement enjoint par leurs Communautés, de laisser le Pays sans administration, & j'ai signé, *de Viguier de Merveille.*

*Adhésion de  
quelques Mem-  
bres des Etats.*

A laquelle protestation & opposition, ont adhéré les soussignés. *Renaud d'Allen, Laincel La Garde.*

*Dire & protes-  
tation des Dé-  
putés des Com-  
munautés & Vi-  
geries.*

Les sieurs Députés des Communautés & Vigeries ont dit: que l'Assemblée actuelle, désavouée par la Province entière, ne pouvant produire aucune émanation légitime, & plus avouée de la Nation que cette Assemblée elle-même, il leur étoit impossible d'y nommer aucune sorte de Commission intermédiaire, pour l'administration du Pays, & qu'ils protestoient contre tout ce qui pourroit être fait au contraire.

M. de Laincel de La Garde , a demandé à Monseigneur le Président , de permettre qu'il notifiât aux Etats la nomination des Députés de MM. de l'Ordre de la Noblesse aux Etats-généraux , faite dans leur Assemblée générale du . . . .

*Notification  
aux Etats de la  
députation aux  
Etats-généraux  
faite par l'Ordre  
de la Noblesse ,  
dans son Assem-  
blée générale.*

Ces Députés sont , Monseigneur le Duc de Bourbon , MM. de Sabran de Beaudinar , de Forbin de Janson , de Sade d'Eguieres , de Mazenod de St. Laurens , d'Arlatan de Lauris , d'Arbaud de Jouques , & de Grimaldy de Cagnes.

Sur cette notification , les sieurs Députés des Communautés & Vigueries , ont réitéré les observations & déclarations par eux faites dans les séances précédentes ; ajoutant qu'ils ne reconnoissoient aucune des huit personnes dénommées , pour Députés de la Noblesse de Provence aux Etats-généraux du Royaume ; qu'ils réitéroient aux Députés du Tiers-Etat du Pays , à ces mêmes Etats-généraux , la recommandation de ne pas communiquer avec eux pour aucune sorte d'affaires , & celle de solliciter l'inadmission ou l'exclusion desdits Etats-généraux , des Députés nommés par MM. les Gentilshommes possédans-fiefs , dans leur Assemblée particulière du . . . .

*Observations &  
déclarations des  
Députés &  
Communautés  
& Vigueries.*

Dans le cours des opinions , sur la nomination de MM. les Procureurs du Pays joints , plusieurs des sieurs Députés & Vigueries ayant motivé le rejet de la proposition , sur ce qu'ils n'avoient d'autres pouvoirs de leurs Communautés & Vigueries que de voter les impositions royales & du Pays , & ce qui pouvoit y avoir rapport.

*Requisition de  
M. l'Assesseur  
d'Aix , Procu-  
reur du Pays ,  
pour la clôture  
des séances des  
Etats.*

M. Roman-Tributiis, Assesseur d'Aix, Procureur du Pays, a requis Monseigneur le Président, attendu ladite déclaration, de prononcer que les Etats n'ayant plus à opiner sur aucune autre imposition, les séances se trouvoient terminées.

Ce qui a été ainsi prononcé par Monseigneur le Président qui a renvoyé la séance à ce jour, à six heures de relevée, pour la lecture du procès-verbal de la séance du jourd'hier qui n'a point encore été lue, & de celle-ci.

*Et le dit jour vingt-huit Avril à six heures de relevée, la séance a été formée de nouveau.*

PRESIDENT MONSEIGNEUR L'EVEQUE  
DE FREJUS.

**M**E. de Regina, Greffier des Etats, a lu le procès-verbal de la séance du vingt-sept, & celui de la séance de ce matin.

*Opposition de  
M. de Renaud  
d'Allen à la dé-  
libération, qui  
renvoie aux pro-  
chains Etats sa  
demande pour  
les arrosages ;  
d'Allen & Ma-  
lemort, inter-  
cepées par les  
ouvrages du ca-  
nal Boissgelin.*

Pendant la lecture du procès-verbal, M, de Renaud d'Allen, tant en qualité de Seigneur d'Allen, que de Consul de Malemort a dit : qu'il se déclare opposant à la délibération qui renvoie sa demande aux prochains Etats. Ce n'est pas une dépense assez considérable pour exiger de grandes vérifications. L'objet est pressant, puisqu'il est question d'arrosage ; ainsi je proteste auxdites qualités, de me pourvoir pardevant qui de droit, & ainsi qu'avisera mon Con-



seil & celui desdites Communautés, pour obtenir promptement le rétablissement des arrosages en question, si mieux n'aiment les Etats nommer telles personnes qu'il leur plaira, pour vérifier le local & juger la justice de la demande, requérant que ladite protestation & requisition soit insérée dans le verbal; & a signé à l'original de ce dire qu'il a laissé sur le Bureau. Signé, *le Marquis de Renaud d'Allen.*

Mondit Sieur de Renaud d'Allen a dit: » je proteste contre l'insertion dans le verbal d'un dire du Membre de la Noblesse, qui porte qu'il a réclamé pour son ordre, le droit de procéder dans l'intérieur de son sein sur les objets pour lesquels l'infériorité de leur nombre ne leur permettoit pas de porter un vœu efficace. Ce dire n'a point été remis par écrit; il n'est point signé, il ne pourroit être qu'individuel, attendu qu'il n'y a point d'Ordre dans les Etats, mais qu'on y est par individus; ainsi je proteste contre tout ce qu'on pourroit induire de ce dire & de la réponse des Communes contre l'Ordre de la Noblesse aux Etats »; & a signé à l'original de cette protestation qu'il a laissée sur le Bureau. Signé, *le Marquis de Renaud d'Allen.*

*Protestation de M. de Renaud d'Allen contre la transcription dans le procès-verbal d'une réclamation prétendue faite par un de MM. les possédans-fiefs, relative à l'infériorité du nombre.*

Et à la suite de ladite protestation est écrit :

J'adhère aux protestations ci-dessus. Signé, *de Viguié Merveille.*

*Adhésion de plusieurs Membres de la Noblesse à cette protestation.*

J'adhère à la protestation ci-dessus. Signé, *Lombard de Gourdon.*

J'adhère au dire ci-dessus. Signé, le Marquis  
de Laincel La Garde.

*Protestation  
de M. de Boyer  
d'Eguilles sur  
la transcription  
dans le procès-  
verbal, du dire  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries sur  
la députation  
de l'Ordre de la  
Noblesse aux  
Etats-généraux*

M. de Boyer d'Eguilles a dit : qu'il a lieu d'être surpris des mots *défense & injonction* employés dans le dire des sieurs Députés des Communautés & Vigueries, page 311 du procès-verbal,

Et que ce dire est une preuve de l'inconsidération qui s'empare des esprits les plus sains, au moment que la discorde & la confusion deviennent le principal mobile de toute Assemblée, quelque respectable que ce puisse être. MM. les Députés des Communes n'ont laissé échapper aucune occasion de faire inscrire des protestations sans nombre, contre l'illégalité de la présente tenue de nos Etats. Ils ont déclaré ne vouloir s'occuper que des objets d'absolue nécessité, & sans la décision desquels le bien du Roi & du Pays pourroient être en souffrance ; qui plus est, ils ont protesté contre la nomination des Députés aux Etats-généraux du Royaume, comme ayant été inconstitutionnellement nommés pardevant les Sénéchaux ; & maintenant ils veulent enjoindre & prescrire à ces mêmes Députés la conduite qu'ils ont à tenir à l'égard des Députés de la Noblesse, tandis qu'il est plus qu'évident que les Députés du Tiers-Etat, n'ayant point été nommés par eux, n'ayant aucune mission des Etats, qui paroissent en quelque sorte les délavouer, par la protestation émise contre leur nomination, n'ont par conséquent nulles instructions à recevoir de la présente Assemblée,

pour les démarches qu'ils auront à faire ; mais au surplus , comme ce dire inconséquent & peu réfléchi ne sauroit en aucun sens diminuer & porter la moindre atteinte , au respect & aux égards dus à MM. les Députés de la Noblesse , le Souffigné se borne à protester contre son inscription dans le cahier des Etats. Signé, *Boyer d'Eguilles* , à l'original laissé sur le Bureau.

Et à la suite est écrit :

J'adhère au dire ci-dessus. Signé , *le Marquis de Renaud d'Allen*.

J'adhère au dire ci-dessus & en tout son contenu. Signés , *le Marquis de Laincel La Garde , le Comte de Felix du Muy*.

Dans le cours de la même lecture , les sieurs Députés des Communautés & Vigueries , ayant réfléchi sur les mots *défense & injonction* , employés dans leur dire , page 311 du procès-verbal , & dont ils s'étoient servis dans la séance , ont déterminé que lesdits mots seroient rayés , & qu'on substituerait au premier, ceux-ci : *recommandation de ne pas* , & au second , ce mot : *celle*.

*Détermination  
des Députés des  
Communautés  
& Vigueries.*

M. l'Abbé l'Abbé de Richery , au nom de M. l'Abbé de Crouseilles , Vicaire général de Monseigneur l'Archevêque d'Aix a dit : que dans la séance de ce matin , M. l'Abbé de Crouseilles a motivé son opinion pour la conservation de la place & la réduction d'une partie des appointemens du sieur Fabre , Ingénieur hy-

*Transcription  
de l'opinion de  
M. le Procureur  
fondé de Agr.  
l'Archevêque  
d'Aix , dans la  
délibération , re-  
lative à la place*

*& aux appointemens du Directeur du canal Boifgelin.*

draulique , & Directeur des travaux du canal Boifgelin , & comme il desire que son opinion soit constatée , il requiert qu'elle soit insérée ci-après.

Ce qui a été ainsi accordé , M. l'Abbé de Coriolis ayant déclaré adhérer à l'opinion de M. l'Abbé de Crouseilles.

*Teneur de ladite opinion .*

Monseigneur & Messieurs : » le sieur Fabre a été choisi par l'Administration , pour diriger les travaux du canal. Deux Membres distingués de l'Académie des Sciences avoient jugé ses talens ; & leur rémoignage est infiniment honorable pour le sieur Fabre. Ses talens ne sont pas contestés , des inculpations vagues sur le détail des travaux qu'il a déjà faits , ne peuvent être les motifs d'un jugement , dans une Assemblée aussi respectable. Le sieur Fabre m'a prié , Monseigneur & Messieurs , de vous demander de lui permettre de rendre compte de toutes ses opérations , & de nommer des Commissaires pour en examiner tous les détails ; sa délicatesse réclame avec instance , que les Etats ne lui refusent pas cette justice ».

» Les travaux du canal sont suspendus par le motif le plus respectable , celui des calamités qui affligent cette malheureuse Province. Il est juste d'en affecter les fonds aux objets détaillés dans la délibération ; mais est-il juste de suspendre en entier les appointemens d'un Ingénieur auquel l'on reconnoît les talens les plus distingués , & qui répond à des inculpations qui ne sont établies sur aucun fait , par la demande  
que

que les Etats examinent ses opérations & qu'ils les jugent » ?

» La suspension des travaux ne doit donc pas entraîner celle des appointemens du sieur Fabre, mais je trouve que dans les circonstances cruelles où se trouve la Province, il faut les réduire aux deux tiers ».

LES ETATS ont approuvé, au surplus, le procès-verbal des deux dernières séances.

Monseigneur l'Evêque de Fréjus, Président, a déclaré que l'on avoit oublié d'insérer dans le procès-verbal, la suspension des appointemens du Bibliothécaire, Sous-Bibliothécaire, & autres personnes attachées au service de la Bibliothèque, à l'exception de ceux du Concierge, ainsi qu'il avoit été délibéré dans la séance du 25.

*Suspension des appointemens du Bibliothécaire, sous-Bibliothécaire & autres personnes attachées au service de la Bibliothèque du Pays.*

Le sieur Député de la Communauté de Digne a remis un Mémoire, au nom de la Communauté de Mezel, pour obtenir l'emploi des fonds destinés par le Pays, à la réparation des barricades qui amènent les eaux sous le pont de la rivière d'Alse.

*Communauté de Mezel.*

*Demande de l'emploi des fonds accordés pour barricades.*

LES ETATS ont donné acte de la rémission de ce Mémoire, & l'ont renvoyé aux prochains Etats.

M. de Laincel de La Garde, Membre des Etats dans l'Ordre de la Noblesse a dit : » Je requiers qu'il conste dans le procès-verbal de la

*Requisition de MM. de l'Ordre de la Nob.*

*blasse sur la pré-  
sidence exercée  
par Mgr. l'E-  
vêque de Fréjus.*

premiere séance, lors de la reprise des Etats; que Monseigneur l'Evêque de Fréjus a été proclamé Président desdits Etats pour les trois Ordres, ainsi qu'il avoit été expressément convenu avant la reprise des Etats, & je demande que mon dire soit inscrit sur les registres, & à signé à l'original de cette requisition qu'il a remis sur le bureau, signé, le Marquis de Lancel La Garde ».

Et tous Messieurs de l'Ordre de la Noblesse, ont adhéré à cette requisition.

*Requisition de  
M.M. de l'Or-  
dre du Clergé  
sur le même su-  
jet.*

M. l'Abbé de Richeri d'Allons, au nom de MM. de l'Ordre du Clergé a dit: » Je requiers pour la vérité des faits, qu'il conste dans le procès-verbal de la premiere séance, lors de la reprise des Etats, que Monseigneur l'Evêque de Fréjus n'a point été nommé par acclamation, Président desdits Etats par les trois Ordres; mais qu'il y a présidé, suivant les droits de sa place, comme étant l'ancien des Membres de l'Ordre du Clergé, & selon l'usage toujours observé en absence de Monseigneur l'Archevêque d'Aix, & je demande que mon dire, signé de ma main, soit inscrit sur les registres, & a signé à l'original laissé sur le bureau, signé, l'Abbé de Richery, Chanoine d'Aix, Procureur fondé de Monseigneur l'Evêque de Digne ».

Et tous MM. de l'Ordre du Clergé, ont adhéré purement & simplement à ce dire.

Et les sieurs Députés des Communautés & Vigueries, y ont adhéré, quant au fait seule-

ment, à l'exception du sieur Député de la Communauté de Forcalquier.

Et avant de clôturer le procès-verbal, M. l'Abbé de Coriolis, un des Membres de la Commission pour la rédaction, a dit : que pour l'exactitude des faits, il doit y consigner, que lorsqu'il fut question de la proposition des Députés pour présenter le cahier au Roi, Monseigneur l'Evêque de Fréjus, Président, ayant proposé parmi les Membres de ladite Députation, M. l'Abbé de Crouseilles, Vicaire général du Diocèse d'Aix, tous les Membres des Etats qui voterent pour ladite députation, nommerent Monseigneur l'Evêque de Fréjus, & que les Etats rejeterent la députation, & conséquemment les Députés nommés par le vœu individuel des opinans non contredisans.

Avant de se séparer, les trois Ordres ont délibéré, par acclamations, de se rendre, à l'issue de la séance, chez Monseigneur l'Evêque de Fréjus, pour le remercier des services qu'il a rendus au Pays, & notamment depuis la reprise des séances des Etats.

Et avant le paraphement de cette page, est comparu un des Membres de l'Ordre de la Noblesse, lequel a exposé à MM. les Commisaires de la rédaction du procès-verbal, & à MM. les Greffiers des Etats de Provence, qu'il a une protestation à faire sur un article du procès-verbal de la séance d'hier, lû dans la séance du soir. Ce Membre de la Noblesse, a été surpris, que dans la rédaction, on ait fait

*Observation de M. l'Abbé de Coriolis sur la rédaction de la proposition pour la nomination des Députés à la Cour, pour présenter le Cahier des Etats.*

*Clôture des Etats.  
Visite & remerciement à Mgr. l'Evêque de Fréjus.*

*Exposé de l'un de MM. de l'Ordre de la Noblesse sur le dire transcrit dans le procès-verbal, relativement à l'infériorité du nombre de cet Ordre.*

mention d'une opinion qui ne pouvoit être regardée que comme une conversation. Elle a donné matiere à une réponse de la part d'un Membre des Communautés & Vigueries , au sujet de laquelle, le Membre de la Noblesse desire rétablir les faits dans la plus exacte vérité. En conséquence, ce Membre de la Noblesse est venu au Greffe, & a requis & fait déclaration, en présence de MM. les Commissaires à la rédaction du cahier, & de MM. les Greffiers des Etats, de se réserver tous ses droits, pour protester contre ce dire, dans un acte qu'il fera signifier, & a signé à l'original, qui restera annexé au présent procès-verbal, *signé, le Comte de Felix du Muy.*





# ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS, POUR L'EGLISE.

MONSEIGNEUR JEAN-DE-DIEU-RAYMOND DE BOISGELIN,  
Archevêque d'Aix, Président des Etats de Provence, &  
premier Procureur né du Pays.

Monseigneur Louis-Jérôme de Suffren St. Tropez, Evêque  
de Sisteron.

Monseigneur Emmanuel-François, de Bauffet de Roquefort,  
Evêque de Fréjus.

Monseigneur Charles-François-Joseph de Pisany de la Gaude,  
Evêque de Vence.

Monseigneur François de Mouchet de Villedieu, Evêque de  
Digne.

Monseigneur Eleon de Castellan-Mazaugues, Evêque de  
Toulon.

M. l'Abbé de Pazery de Thorame, Vicaire général d'Arles.

M. l'Abbé Decene, Vicaire général de Mgr. l'Archevêque  
d'Avignon.

M. l'Abbé de Mazenod, Archidiacre honoraire de Marseille,  
& Vicaire général de Marseille.

M. l'Abbé de Villeneuve Bargemon, Vicaire général de  
Grasse.

M. l'Abbé de Mazenod, Chanoine - Sacristain de l'Eglise  
d'Aix, Vicaire général de Glandeves.

M. l'Abbé de Coriolis, Procureur fondé de Mgr. l'Evêque  
de Riez.

M. Bonnetty, Curé de l'Eglise Métropolitaine St. Sauveur  
d'Aix, fondé de procuration de Mgr l'Evêque d'Apt.

M. le Bailli de Villefranche, Commandeur d'Aix.

M. de Gaillard, Commandeur de Beaulieu.

M. de Vento des Pennes, Commandeur d'Avignon.

M. Emilien de Tressémanes, Procureur fondé de M. le Bailli  
de Manosque.

M. de Gueydan, Commandeur de la Vernede, Procureur  
fondé pour la Commanderie de Marseille.

M. de Chailan Moriés, Commandeur de Cavalés, Procureur  
fondé pour la Commanderie d'Astros.

M. de St. Priest, Procureur fondé pour la Commanderie  
de Puymousson.

## POUR LA NOBLESSE.

M. de Gaillard de Porrieres.

M. de Forbin de Janfon.

M. de Barrigue de Montvallon.

M. Le Camus de Peypin.

M. de Sufren de St. Canat.

M. de Meyronnet de St. Marc.

M. de Vento des Pennes.

M. de Ballon de St. Julien.

M. de Raouffet de Boulbon.

M. d'Albertas de Gemenos.

M. de Galliffet du Tholonet.

M. de Maurel de Mons.

M. de Durand de Sartoux.

M. de Demandolx de Meyreste.

M. de Faudran de Taillades.

M. de Trimond de Puymichel.

M. de Clapiers de Vauvenargues.

M. de Pazery de Thorame.

M. de Gras de Mimet.

M. de Barras de Melan.

M. de Glandeves du Castellet.

M. de Fauris de St. Vincent.

M. de Covet de Marignane.

M. de Lombard de Montauroux.

M. de Lestang Parade de Masblanc.

M. de Grimaldy de Cagnes.

- M. de Thoron d'Artignosc.
- M. de Villeneuve d'Ansouis.
- M. de Ravel d'Esclapon.
- M. Dedons de Pierrefeu.
- M. de Blacas d'Aups.
- M. de Benault de Roquemartine.
- M. de Brun de Boades.
- M. de Fortis de Soleilhas.
- M. de Commandaire de St. Giniés.
- M. d'Estienne du Bourguet.
- M. de Vintimille de Figanieres.
- M. de Forbin de la Barben.
- M. d'Arlatan de Lauris.
- M. de Bonnaud de la Galiniere.
- M. de Glandeves de Niozelles.
- M. de Tournon de Banon.
- M. d'Arbaud de Jouques.
- M. de Queylar de Valmouffe.
- M. de Sabran de Beaudinar.
- M. de Thomassin de Villargele.
- M. de Raymond d'Eoux.
- M. de Ponteves de Giens.
- M. de Cadenet de Charleval
- M. de Villeneuve de Bargemon.
- M. d'Arnaud de Vitrolles.
- M. de Viguier de Merveille.
- M. de Boyer de la Molle.
- M. de Bonnet de la Baume.
- M. de Coriolis de Moissac.
- M. d'Augustine de Septemes.
- M. de Castellanne de Mazaugues.
- M. de Saporta de Montfallier.
- M. de Robert d'Escragnolle.
- M. de Perier de Clumans.
- M. de Grasse de Fos.

- M. de Cabre de Belcodene.  
 M. de Mazenod de St. Laurent.  
 M. d'Autric des Baumettes.  
 M. d'Albertas d'Albertas.  
 M. de Plan des Sieyes.  
 M. de Gautier d'Artigues.  
 M. de Renaud d'Allenc.  
 M. de Lisle de Rouffillon.  
 M. de Calamand de Consonoves.  
 M. d'Eymar de Montmeyan.  
 M. de Rasque de Laval.  
 M. d'Espagnet de Sue.  
 M. de Thoron de la Robine.  
 M. de Sade d'Eyguières.  
 M. de Riqueti de Mirabeau.  
 M. de Collongue du Castellar.  
 M. d'Apheran de Buffan de Ste. Croix.  
 M. de Maurel de Ponteves.  
 M. d'Allard de Neouilles.  
 M. de Gallifet de Martigues.  
 M. de Thomas de la Valette.  
 M. de Bouvard de St. Lambert.  
 M. d'Esmivy de Forcalqueiret.  
 M. de Raphelis de Broves.  
 M. d'Albert d'Andon.  
 M. de Geoffroy du Rouret.  
 M. de Raphelis de Fos.  
 M. de Bernier de Pierrevet.  
 M. de Boyer d'Eguilles.  
 M. de Grille d'Estoublon.  
 M. de Desandolx de la Palu.  
 M. de Lordonné d'Esparron.  
 M. de Chieuffe de Villepeis.  
 M. de Felix du Muy Grignan.  
 M. de Bayol de Peiresc.

M. de Gautier d'Aiguines.  
 M. de Maurellet de la Roquette.  
 M. de Sebastiane de Champclos.  
 M. de la Batie de Cabanes.  
 M. de Laincel de la Garde.  
 M. de Colbert du Canet.  
 M. de Felix du Muy Felix.  
 M. de Martignan de Vacheres.

## POUR LE TIERS - ÉTAT.

### COMMUNAUTÉS.

M. Durand, Echevin & Député de la ville de MARSEILLE.  
 M. de Barras, } Consuls & Députés de la  
 M. Bontemps, } ville. . . . . D'ARLES.  
 M. de Barreme, } Maire premier & second  
 } Consuls & Députés de la  
 M. Boutard, } Communauté de. . . . . TARASCON.  
 M. Nevriere, ex-Maire & Député de la Com-  
 munauté de . . . . . FORCALQUIER.  
 M. Reguis, ex - Maire & Député de la }  
 Communauté de. . . . . } SISTERON.  
 M. Latil, Maire premier Consul & Dé- }  
 puté de . . . . . }  
 M. Mougins, Maire premier Consul & Dé-  
 puté de la Communauté de . . . . . GRASSE.  
 M. Bernard, ex-Maire & Député de la Com-  
 munauté d' . . . . . HIERES..  
 M. Jordany, Maire premier Consul & Dé-  
 puté de la Communauté de . . . . . DRAGUIGNAN.  
 M. Lantier de Villeblanche, Maire premier  
 Consul & Député de la Communauté de TOULON.  
 M. Ricavy, Maire premier Consul & Dé-  
 puté de la Communauté de . . . . . DIGNE.

M. Bernard , ex - Maire & Député de la Communauté de . . . . .	ST. PAUL.
M. Chaudon , Maire premier Consul & Dé- puté de la Communauté de . . . . .	MOUSTIERS.
M. Simon , ex-Maire & Député de la Com- munauté de . . . . .	CASTELLANNE.
M. Dubois de St. Vincent , ex-Maire & Dé- puté de la Communauté d' . . . . .	APT.
M. Benoist , Maire premier Consul & Dé- puté de la Communauté de . . . . .	ST. MAXIMIN.
M. Feraud , Maire & premier Consul , M. Maquan , ex - Maire , Députés de la } Communauté de . . . . . }	BRIGNOLLES.
M. Vachier , ex-Maire , M. Trucy , Maire premier Consul , Dé- } putés de la Communauté de . . . . . }	BARJOLS.
M. Verdollin , ex - Maire & Député de la Communauté d' . . . . .	ANNOY.
M. Giraud , Maire premier Consul & Dépu- té de la Communauté de . . . . .	COLMARS.
M. Tyran , ex-Maire & Député de la Com- munauté de . . . . .	SEYNE.
M. Peyroncelly , Député de la Commu- nauté de . . . . .	FREJUS.
M. Cogordan , Maire premier Consul & Dé- puté de la Communauté de . . . . .	RIEZ.
M. Silvy , ex-Maire & Député de la Com- munauté de . . . . .	PERTUIS.
M. de Sauteiron , ex-Maire & Député de la Communauté de . . . . .	MANOSQUE,
M. Clappiers , Maire premier Consul & Dé- puté de la Communauté de . . . . .	LORGUES.
M. Brouilhony de Verdaches , Maire premier Consul & Député de la Communauté d' .	AUPS.
M. Constans , Maire premier Consul & Dé-	

puté de la communauté de . . . . .	ST. REMY.
M. Isnard, ex-Maire & Député de la Communauté de . . . . .	REILLANNE.
M. Roman, ex-Maire & Député de la Communauté des . . . . .	MÉES.
M. Bernard, ex-Maire & Député de la Communauté d' . . . . .	ANTIBES.
M. Mayeul Rippert, Maire premier Consul & Député de la Communauté de . . . . .	VALENSOLLE.
M. Jaubert de Fontvive, ex-Maire & Député de la Communauté de . . . . .	LAMBESC.
M. Sumeire, Maire premier Consul & Député de la Communauté de . . . . .	TRETS.
M. Bourgogne, ex-Maire & Député de la Communauté de . . . . .	CUERS.
M. de Desidery, ex-Maire & Député de la Communauté de . . . . .	RIANS.
M. Decugis, Maire premier Consul & Député de la Communauté d' . . . . .	OLLIOULES.
M. de Romans, ex-Maire & Député de la Communauté de . . . . .	MARTIGUES.

## V I G U E R I E S.

M. Cappeau, Député de la Viguerie d' . . . . .	AIX.
M. Pelissier, Député de la Viguerie de . . . . .	TARASCON.
M. Lange, Député de la Viguerie de . . . . .	FORCALQUIER.
M. Marcadier, Député de la Viguerie de . . . . .	SISTERON.
M. de Savournin, Député de la Viguerie de . . . . .	GRASSE.
M. Aumerat, Député de la Viguerie d' . . . . .	HIERES.
M. Pascal, Député de la Viguerie de . . . . .	DRAGUIGNAN.
M. Martin, Député de la Viguerie de . . . . .	TOULON.
M. Salvator, Député de la Viguerie de . . . . .	DIGNE.
M. Savournin, Député de la Viguerie de . . . . .	ST. PAUL.
M. Arnaud, Député de la Viguerie de . . . . .	MOUSTIERS.

M. Juglar, Député de la Viguerie de . . CASTELLANNE.  
 M. Clementis, Député de la Viguerie d' . APT.  
 M. de Baux, } Députés de la Viguerie de ST. MAXIMIN.  
 M. Barbarroux, }  
 M. Barbarroux, Député de la Viguerie de BRIGNOLLES.  
 M. Philibert, Député de la Viguerie de . BARJOLS.  
 M. Mandine, Député de la Viguerie d' . ANNOT.  
 M. Fabry, Député de la Viguerie de. . . COLMARS.  
 M. Bayle, Député de la Viguerie de . . SEYNE.

MM. LES CONSULS ASSESSEURS D'AIX,  
 PROCUREURS DU PAYS,

M. de La Fare.  
 M. Roman-Tributiis.  
 M. de Duranty Colongue.  
 M. Arnulphy.

*Et à la reprise des séances des Etats le 21  
 Avril 1789.*

**M** Effieurs de l'Eglise & du Tiers, qui n'ont pu s'y rendre, ont été remplacés par leurs Procureurs fondés, ou par de nouveaux Députés, & ont été présens à cet effet.

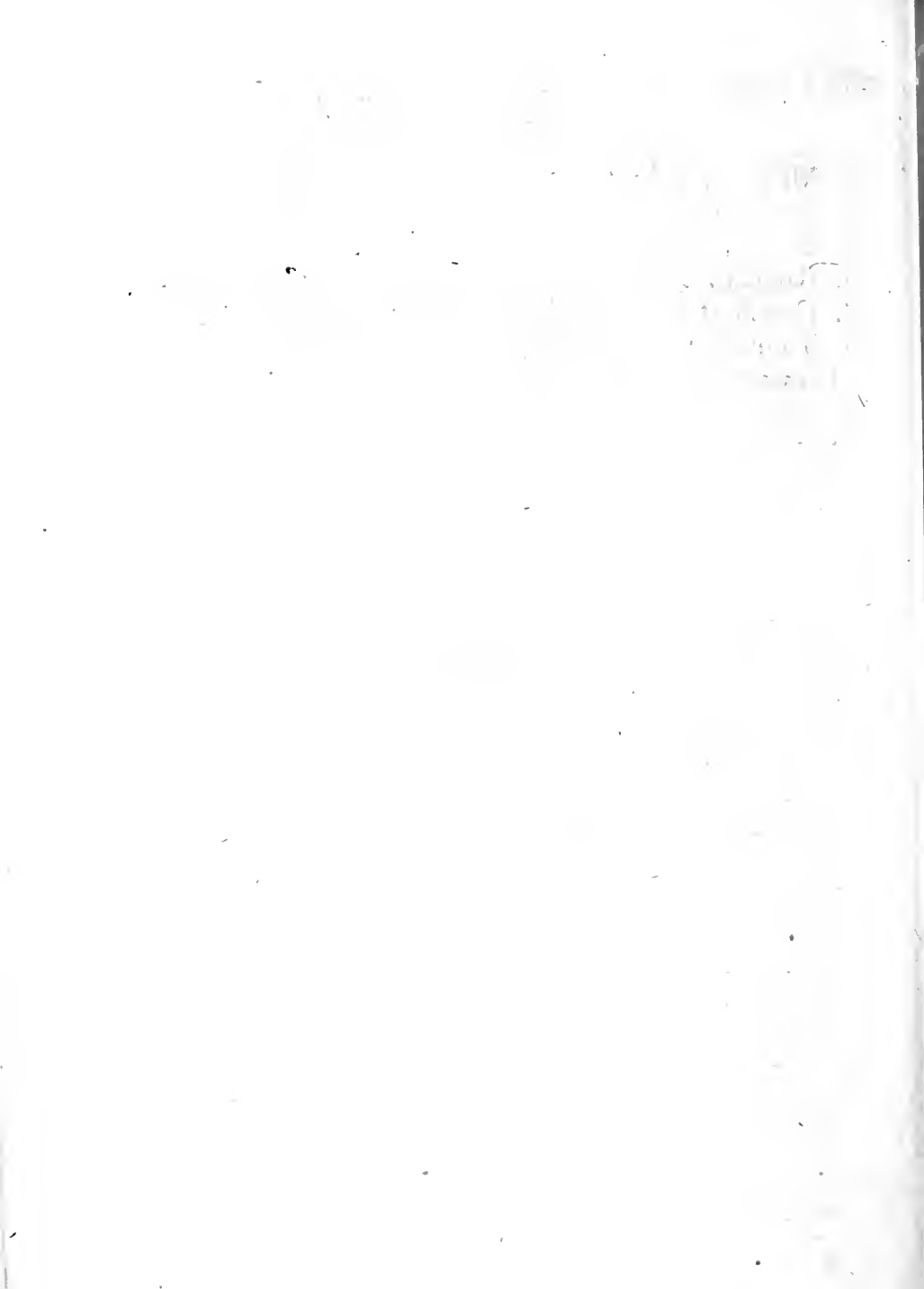
E G L I S E.

M. l'Abbé de Crouseilhès, Chanoine de l'Eglise d'Aix, Vicaire général & Procureur fondé de Mgr. l'Archevêque d'Aix.  
 M. l'Abbé de Boisson de la Salle, Chanoine de l'Eglise d'Aix, Vicaire général & Procureur fondé de Mgr. l'Evêque de Vence.  
 M. l'Abbé de Richery, Chanoine de l'Eglise d'Aix, Procureur fondé de Mgr. l'Evêque de Digne.



*T I E R S - É T A T.*

- M. Mallard, Député de la Communauté de TOULON.  
M. Peyroard, Député de la Communauté d' APT.  
M. Barry, Député de la Communauté de BRIGNOLLES.  
M. Roccas, Député de la Communauté d' ANNOT.  
M. Gombert, Député de la Communauté d' AUPS.  
M. Tavernier de Courtines, Député de la  
Communauté de . . . . . MARTIGUES.  
M. Michel, Député, admis provisoirement  
pour représenter le . . . . . VAL DE BARREME.
-





# DÉLIBÉRATIONS

ET

## ACTES PROTESTATIFS

*Signifiés aux Etats pendant la suspension des séances des Etats , & à leur reprise.*



N<sup>o</sup>. I.

*Acte signifié à la requête de M. de Riqueti de Mirabeau.*

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le sixieme Février après midi pardevant le Conseiller du Roi, Notaire à Aix en Provence, soussigné, est comparu haut & puissant Seigneur Honoré-Gabriel de Riqueti, Comte de Mirabeau, lequel a exposé que dans la quatrième séance de l'Assemblée, convoquée par ordre du Roi dans cette Ville, tenue le trente Janvier dernier, il fit une motion tendante à prouver la représentation illégale de la Nation Provençale dans cette Assemblée, & la nécessité de la convocation d'une Assemblée générale des trois Ordres, motion qu'il laissa écrite & signée de sa main sur le Bureau & qui a été imprimée le même jour : que dans la cinquieme séance tenue le lendemain trente-un, il fut fait une protestation contraire au nom de l'Ordre du Clergé, & une autre ensuite au nom de l'Ordre de la Noblesse : que ledit Seigneur compa-

roissant , demanda sur le champ la communication de l'une & l'autre protestation , qui lui fut promise , & qu'il n'a pu encore obtenir : que l'Assemblée ayant été ajournée au mardi trois de ce mois , il s'étoit proposé de repousser dans cette séance les imputations insérées dans les susdites protestations : mais que l'Assemblée ayant été prorogée à un tems indéfini , il lui importe de constater le plutôt possible ce qu'il avoit à dire dans cette Assemblée , & qui est ainsi & de la maniere que s'ensuit :

MONSEIGNEUR ,

A l'attaque aussi imprévue que violente dont les deux premiers Ordres m'ont accueilli dans la dernière séance , je n'ai répondu que par le cri d'une juste indignation , que provoquoit la conscience de mes intentions travesties , & par la demande d'une communication particulière de ces écrits remplis de faits notoirement calomnieux.

J'ai été fidele à mon ferment , de donner l'avis que je croirois le plus utile au service du Roi , de l'Etat , & au bien du Pays..... Voilà ma défense ; si pourtant je ne dois pas dédaigner de me défendre , quand ceux qui me dénoncent n'osent pas m'accuser , ou plutôt quand j'ai des accusateurs & point de juges , quand mon crime est celui de la Nation , & qu'il faut l'insulter pour me trouver coupable.

Cependant je me suis obstiné à connoître plus particulièrement la dénonciation formée contre  
contre

contre moi : cinq fois je vous ai requis de me la procurer ; cinq fois vous avez tenté des efforts inutiles pour que justice ne me fût pas déniée. Tantôt les Procureurs du Pays s'étoient transportés aux archives pour y trouver des protestations que chacun savoit bien n'y pas être. Tantôt on ne pouvoit m'en donner une communication légale , qu'après l'inscription. Tantôt on devoit garder sur ces pieces importantes & réservées au seul procès-verbal, le même secret que sur mon dire , lequel , au moment où l'on tenoit ce langage , circuloit imprimé. J'ai représenté qu'à l'instant où les protestations ont été lues , l'injure a été consommée , ma réclamation faite , la demande des écrits protestatoires accordée ; & qu'ainsi , rien ne pouvoit légitimement arrêter la communication de ces écritures.

Vaines réclamations ! Dans ce moment même , ces protestations , si publiques lorsqu'on a voulu m'outrager , si mystérieuses quand il s'agit de les défendre , ne m'ont pas encore été remises. Ce sont les traits du Parthe décochés d'une main rapide & cauteleuse , mais décochés en fuyant.

Eh ! qu'importe , après tout , pour répondre à ces protestations , que je les aie sous les yeux , ou qu'on me les dérobe ? Il ne s'agit point d'en détruire les principes ; on n'y trouve pas un principe. Il ne s'agit point d'en réfuter les objections ; pas une objection ne s'y présente : Il faut uniquement repousser une allégation profondément fautive , & plus injurieuse pour les Députés des Communes que pour moi. J'entends

*cette calomnie : l'accord étoit conclu & juré, quand un ennemi de la paix est venu la rompre par une motion incendiaire.*

Je dis que cette circonstance seroit plus injurieuse pour les Députés du Tiers que pour moi. En effet, à qui donc ai-je laissé le droit de douter, que dans l'engourdissement universel, je n'eusse le courage de m'opposer à la paix de la servitude, & d'en faire gloire ? Mais les mandataires des Communes mériteroient de grands reproches, si contre l'intérêt du Pays & le vœu de leurs commettans, ils avoient laissé échapper une seule occasion de faire les protestations dont ils étoient expressément chargés.

Cependant jamais la lutte de l'opinion publique contre les prétentions des classes privilégiées ne s'étoit développée avec plus d'énergie que le jour où j'ai fait ma motion, dans la persuasion invincible que pour rendre le peuple tranquille & même généreux, il ne faut que reconnaître ses droits ou respecter ses réclamations. Ce jour là même, la seule modération des Députés du Tiers, leur seule déférence, ou plutôt leur prévoyante sensibilité empêcha des excès, des voies de fait, des catastrophes. Eh ! si tout étoit calmé, pourquoi ce réquisitoire si hâtif ? Pourquoi cet Arrêt du Parlement si subit ? Pourquoi la séance commença-t-elle par une explosion si bruyante, & par des acclamations sur l'illégalité de l'Assemblée ?

Mais un mot suffit : j'atteste le procès-verbal, dont la rédaction sera exacte ; la déclaration

foudaine & solennelle des Députés du Tiers ; leur vigoureux élan au moment où l'on n'a pas rougi de me dénoncer ; l'ardeur avec laquelle ils ont revendiqué l'honneur d'avoir porté les premiers mon vœu.

Qu'ai-je donc fait de si coupable ? J'ai désiré que mon Ordre fût assez habile pour donner aujourd'hui ce qui lui fera infailliblement arraché demain ; j'ai désiré qu'il s'assurât le mérite & la gloire de provoquer l'Assemblée des trois Ordres que toute la Provence demande à l'envi. .... Voilà le crime de l'ennemi de la paix ! Ou plutôt j'ai cru que le peuple pouvoit avoir raison. .... Ah ! sans doute un Patricien souillé d'une telle pensée mérite des supplices ! Mais je suis bien plus coupable qu'on ne suppose ; car je crois que le peuple qui se plaint à toujours raison ; que son infatigable patience attend constamment les derniers excès de l'oppression pour se résoudre à la résistance ; qu'il ne résiste jamais assez long-tems pour obtenir la réparation de tous ses griefs ; qu'il ignore trop que pour se rendre formidable à ses ennemis, il lui suffiroit de rester immobile ; & que le plus innocent comme le plus invincible des pouvoirs est celui de se refuser à faire. .... Je pense ainsi ; punissez l'ennemi de la paix.

Mais vous Ministres d'un Dieu de paix, qui, institués pour bénir & non pour maudire, avez lancé sur moi l'anathème, sans daigner même effayer de me ramener à d'autres maximes.

Et vous amis de la paix, qui dénoncez au

Peuple avec la véhémence de la haine, le seul défenseur qu'il ait trouvé hors de son sein ;

Qui, pour cimenter la concorde , remplissez la Capitale & la Province de placards propres à armer le Peuple des campagnes, contre celui des Villes, si vos faits ne réfutoient pas vos Ecrits ;

Qui, pour préparer les voies de conciliation, protestez contre le Règlement provisoire de convocation des Etats-généraux, parce qu'il donne au Peuple un nombre de Députés égal à ceux des deux autres Ordres réunis ;

Et contre tout ce que fera l'Assemblée nationale, si ses décrets n'assurent pas le triomphe de vos prétentions, l'éternité de vos privilèges.

Généreux amis de la paix ! j'interpelle ici votre honneur, & je vous somme de déclarer quelles expressions de mon discours ont attenté au respect dû à l'Autorité royale, ou aux droits de la Nation?.... Nobles Provençaux, l'Europe est attentive; pesez votre réponse. Hommes de Dieu, prenez garde; Dieu vous écoute.

Que si vous gardez le silence, si vous vous refermez dans les vagues déclamations que vous avez lancées contre moi, souffrez que j'ajoute un mot.

Dans tous les pays, dans tous les âges, les Aristocrates ont implacablement poursuivi les



amis du Peuple ; & si par je ne fais quelle combinaison de la fortune, il s'en est élevé quelqu'un dans leur sein, c'est celui-là sur-tout qu'ils ont frappé, avides qu'ils étoient d'inspirer la terreur par le choix de la victime. Ainsi périt le dernier des Gracques de la main des Patriciens ; mais atteint du coup mortel, il lança de la poussière vers le Ciel, en attestant les Dieux vengeurs ; & de cette poussière nâquit Marius : Marius , moins grand pour avoir exterminé les Cimbres, que pour avoir abbattu dans Rome l'aristocratie de la Noblesse.

Mais vous , Communes , écoutez celui qui porte vos applaudissemens dans son cœur, sans en être séduit. L'homme n'est fort que par l'union ; il n'est heureux que par la paix. Soyez fermes , & non pas opiniâtres ; courageux , & non pas tumultueux ; libres, mais non pas indisciplinés ; sensibles, mais non pas enthousiastes. Ne vous arrêtez qu'aux difficultés importantes, & soyez alors entièrement inflexibles ; mais dédaignez les contentions de l'amour propre , & ne mettez jamais en balance un homme & la Patrie. Sur-tout hâtez autant qu'il est en vous l'époque de ces Etats généraux qu'on vous accuse d'autant plus âprement de reculer , qu'on en redoute davantage les résultats ; de ces Etats-généraux où tant de prétentions seront déjouées , tant de droits rétablis , tant de maux réparés ; de ces Etats-généraux enfin où le Monarque lui-même desire que la France se régénere.

Pour moi qui dans ma carrière publique n'ai

jamais craint que d'avoir tort ; moi qui enveloppé de ma conscience , & armé de principes braverai l'univers : soit que mes travaux & ma voix vous soutiennent dans l'Assemblée nationale , soit que mes vœux seuls vous y accompagnent , de vaines clameurs , des protestations injurieuses , des menaces ardentes , toutes les convulsions , en un mot , des préjugés expirans ne m'en imposeront pas. Eh ! comment s'arrêteroit-il aujourd'hui dans sa course civique celui qui , le premier d'entre les François , a professé hautement ses opinions sur les affaires nationales , dans un tems où les circonstances étoient bien moins urgentes , & la tâche bien plus périlleuse ? Non , les outrages ne laisseront pas ma constance ; j'ai été , je suis , je serai jusqu'au tombeau l'homme de la liberté publique , l'homme de la Constitution. Malheur aux Ordres privilégiés , si c'est là plutôt être l'homme du Peuple que celui des Nobles ; car les privilèges finiront ; mais le Peuple est éternel.

*Je demande que ce dire , ainsi que la protestation suivante , soient inscrits dans le Procès-verbal de l'Assemblée.*

### *Contre - Protestation.*

Il n'est aucun de nous qui puisse craindre désormais que la Nation Provençale n'ait pas des Etats constitutionnels. Si cette crainte , après les débats qui nous ont agités , se présente encore à mon esprit , je la rejetterois comme une injure faite à mon siècle. Le terme des abus est arrivé ; & peut-être ne suis-je point un vain garant de ce présage.

J'ai le droit cependant, comme sujet, d'éclairer la Justice d'un Roi qui veut connoître la vérité ; comme Citoyen, d'ajouter ma contribution de zèle à celle des autres ; comme individu, de veiller à la défense de mes pensées, qui sont mon existence même, & que ma conscience, n'en eussé-je pas prêté le serment, m'ordonnoit de manifester.

Je me dois d'autant plus cette justice, que j'ai été dénoncé comme perturbateur de la paix, c'est-à-dire comme perturbateur des abus ; comme ayant des principes contraires à l'intérêt de la Nation, c'est-à-dire, contraires à ceux qui m'accusent, & qui se disent les Représentans de la Nation ; comme ayant manqué à l'autorité du Roi, c'est-à-dire, comme ayant appliqué à la Nation Provençale les principes de justice que le Roi vient de consacrer pour la France entière, & qui seront le plus beau monument de son regne.

Il importe, puisque ce sont là des crimes, que chacun puisse connoître combien je suis coupable. Ma motion du 30 Janvier devoit nous conduire à la paix, & faire céder avec quelque gloire par les deux premiers Ordres, ce que l'impérieuse voix du tems & de la Justice va leur arracher. Du moins, puisque je faisois une motion, falloit-il en délibérer ! Eh ! pourquoi me laisser le regret éternel, à moi qui ne cherchois qu'à rendre les deux premiers Ordres les organes de la volonté générale, d'avoir été pour eux la cause innocente d'une défaveur ! Mais puisqu'on m'a donné l'exemple assez étrange

d'une protestation de quelques individus contre une Nation entiere, je crois à mon tour, fort de ma conscience & de cette voix universelle à qui rien ne sauroit résister, avoir le droit, moi simple individu, de protester contre deux cens individus que je ne saurois regarder comme Représentans de la Nation Provençale.

D'après ces principes, je SOUSSIGNÉ DÉCLARE, pour qu'aucun de mes Concitoyens ne puisse l'ignorer, que j'ai été intimement convaincu dès la premiere séance de nos prétendus Etats, que l'Assemblée ne pouvoit pas être représentative de la Nation Provençale.

Que je ne pouvois me tromper sur ce point important; puisque l'aristocratie des deux premiers Ordres, après avoir concentré tout le Clergé dans quelques Prélats, & la Noblesse entiere de la Province dans les seuls Gentilshommes possédans-fiefs, prétendoit sans mandat, sans élection, représenter les deux premiers Ordres, donner des loix au lieu d'apporter des suffrages, introduire la servitude au lieu de cimenter la liberté;

Puisque je ne voyois dans les Représentans des Communes, que des individus pleins de zele sans doute, mais convoqués par les droits de leurs places & non point élus; mandataires de quelques électeurs & non de l'universalité des Citoyens, députés exclusivement par quelques Villes privilégiées, au préjudice du droit de tant d'autres; pris forcément dans un ordre auquel  
les

les malheureuses circonstances du moment leur font presque une loi continuelle d'être opposés ; ayant tous un suffrage égal , & une seule voix pour les moindres aggrégations , comme pour les plus importantes :

Que je ne pouvois pas croire qu'une pareille Assemblée dût continuer de représenter provisoirement la Nation , quand six cens mille voix s'élèvent du sein de cette Nation , & protestent expressément contre ce pouvoir provisoire. J'étois exempt de doute , par cela seul que tout pouvoir , qui n'est réellement fondé que sur le consentement tacite des mandataires , est anéanti dès l'instant qu'un suffrage universel le désavoue ; & qu'en rejetant ce principe , toute espece de réclamation seroit sans succès , tout passage du mal au bien impossible , tout abus éternel , quoique éternellement provisoire.

Qu'il sera irrévocablement constaté par le procès-verbal de l'Assemblée , que dès la première séance les Députés des Communes , impatiens de s'acquitter d'un devoir & de réclamer contre l'illégalité de nos prétendus Etats , déclarerent que leur mission , bien différente de celle de leur prédécesseurs dans de pareilles circonstances , se bornoit à protester , à voter les impositions Royales , & à demander la convocation des trois Ordres de la Province. J'aurois donc pu dès-lors développer des sentimens que je partageois , & disputer la gloire de poser la première base d'une représentation Nationale. Mais l'amour de la paix & d'autres principes me portèrent à renvoyer l'examen de la légis-

lité de l'Assemblée, au seul instant qui, par notre silence sur un objet aussi grave, auroit compromis la liberté publique.

Qu'en effet je déclarai : qu'avant de protester contre la légalité d'une Assemblée considérée comme tenue des Etats, on devoit s'occuper de sa formation physique, parce qu'il falloit être, pour délibérer ; qu'il importoit de distinguer son existence de ses pouvoirs, sa coalition de sa constitution, sa légalité comme Assemblée convoquée par autorité, de sa légalité comme Assemblée Nationale. Les Députés du Tiers, adoptant ces principes, suspendirent leurs réclamations, mais sans abjurer le dépôt dont trois cens Communautés de la Province avoient chargé leur conscience ; & de très-longes débats finirent par la nomination des Greffiers.

Que cette nomination s'est notoirement faite de la manière la plus illégale : mais que la même modération qui ne peut pas me dispenser de parler dans les grands intérêts, m'interdit de renouveler des débats que mon opinion seule avoit terminés. Les Greffiers furent proposés à l'Assemblée qui devoit les élire ; & ce fut par acclamations, & non par la voie du scrutin qu'ils furent nommés. Il est vrai cependant, à moins que le premier caractère d'une élection ne soit pas d'être libre, que cette méthode est profondément vicieuse ; que toute proposition détermine les suffrages par l'impossibilité presque absolue dans nos mœurs de les refuser ; qu'elle laisse à l'Electeur le droit de rejeter, mais le prive certainement de la faculté de choi-

fir ; que le scrutin est bien plus favorable à la liberté , parce qu'il est par son secret l'image des consciences foibles ; & que choisir par acclamations , c'est vouloir compter les cris & non les suffrages. Je ne fis aucune de ces observations , parce que c'est dans l'Assemblée des trois Ordres , & lorsqu'il s'agira de former nos Etats , qu'il faudra les discuter. Quelques irrégularités de moins n'auroient pas rendu l'Assemblée plus légale ; mais ce que je n'ai point dit pour l'amour de la paix , je dois le dire par respect pour les principes , lorsqu'on me force à une protestation solennelle.

Que mon opinion sur les différens points purement préalables , agités dans la seconde séance des Etats , fut encore dictée par ce desir toujours présent à mon cœur , d'accorder à la paix du moment tout ce qui ne pouvoit pas blesser essentiellement l'intérêt national , & de donner à l'Assemblée la formation de l'autorité , avant de discuter sa formation constitutionnelle.

Que les pouvoirs de chaque Membre dans une Assemblée de la Nation doivent certainement être légitimés par l'Assemblée entière , qui , sans une telle suprématie , & ce résultat seroit absurde , ne pourroit pas juger de sa propre légalité. Ce principe me força de combattre l'opinion des Communes ; elles vouloient concentrer le jugement des pouvoirs dans une Commission dictatoriale , & je crus infiniment dangereux d'ajouter cette aristocratie à tant d'autres. Mais je déclarai que l'Assemblée devoit être réduite pour le moment à l'égalité de nombre en-

tre les deux premiers Ordres & le troisieme. En effet, même dans une Assemblée illégale, devoit-on laisser à un Ordre le droit de rejeter par sa seule pluralité, tous les Membres qu'il auroit cru devoir exclure? Nous ne pouvions pas corriger l'illégalité de nos prétendus Etats; mais nous pouvions, & certainement nous devions au moins être justes.

Que je dois observer toutefois, pour qu'on ne puisse ni prendre, ni donner le change sur mes opinions, que je ne demandai la réduction que pour la légitimation des pouvoirs, & que je la réclamai seulement d'après ce principe que nul ne peut être juge & partie. Qui ne sent, en effet, que l'illégalité des prétendus Etats tenant au défaut de pouvoir de chacun de nous, la réduction n'auroit servi qu'à diminuer le nombre de nos représentans, sans leur donner aucun des caracteres de la puissance publique, qui réside encore toute entiere dans la Nation, & qu'il ne dépendoit pas de l'Assemblée de se conférer à elle-même?

Que ce moyen terme, proposé pour éviter tout à la fois les inconvéniens d'une commission dictatoriale, & pour rassurer les cinquante-six Membres des Communes contre la prépondérance de cent quatre-vingt voix, fut rejeté sur le champ, non par l'opinion individuelle des Membres de l'Assemblée, mais par acclamation dans les deux premiers Ordres, bien qu'il fût de la dernière évidence que l'Assemblée devoit se réduire, avant d'opiner si elle devoit être réduite. Il s'agissoit de fixer le Tribunal qui ju-



géroit le rapport de la commission des pouvoirs ; mon opinion tendoit à rejeter tous les Membres des deux Ordres qui excédoient les cinquante-fix suffrages des Communes ; les Membres récusés ne devoient donc pas juger leur propre récusation. Pouvoit-on , sans dévoiler tous les abus de la prépondérance des voix , faire délibérer par l'Assemblée qu'elle ne seroit pas réduite , & décider cette importante question par le seul effet de cette prépondérance ?

Qu'après ces discussions préliminaires , & lorsqu'il fallut aller aux voix , les Communes crurent devoir refuser d'opiner , dans la crainte que cette première délibération ne servît à constater la légalité de l'Assemblée. Ce refus , dans un moment où elle n'étoit pas même physiquement formée , tendoit évidemment à la dissoudre , ou à préparer d'éternelles dissensions. Je continuai d'opiner pour la paix , je fis observer ; mais en vain , que toute Assemblée devoit se former , par cela seul qu'elle avoit été convoquée ; que la vérification des pouvoirs n'étoit autre chose que la vérification du titre en vertu duquel chaque Membre auroit le droit d'opiner ; & qu'avant d'examiner si l'Assemblée pourroit être tenue sous le nom d'Etats nationaux , il falloit lui donner du moins l'espece de légalité qu'à toute Assemblée convoquée par une autorité légitime. D'après ces principes , j'opimai pour l'établissement d'une Commission qui seroit chargée d'examiner les pouvoirs , & d'en faire le rapport. Cette énonciation vague laissoit le droit d'en proposer de nouveau la réduction , lorsque le rapport de la Commission devoit être

jugé. Mais en cela même, entraîné par le desir de conserver l'union parmi nous , je me bor-  
nois à éluder les difficultés sans les résoudre :  
& le moment approchoit où je ne pourrois  
laisser faire à l'Assemblée son premier acte de  
jurisdiction , sans lui dénoncer sa propre incom-  
pétence , sans la forcer du moins de l'examiner ,  
& sans plaider la cause de la Nation provençale ,  
contre les prétendus Représentans qu'elle désa-  
voue.

Que , malgré ce devoir impérieux que je par-  
tageois avec tous les Députés des Communes ,  
& pour lequel leur zele avoit devancé le mien ,  
je fis encore à la paix des sacrifices assez impor-  
tans dans cette séance. Je ne dénonçai point le  
prétendu pouvoir en vertu duquel le Président  
de l'Assemblée proposoit lui-même les Mem-  
bres de la Commission. Je remarquai seulement  
combien il étoit dangereux de faire délibérer  
sur trois objets à la fois : la nécessité d'établir  
une Commission pour examiner les pouvoirs ,  
le choix des Membres de cette Commission , le  
droit de l'Assemblée de juger leur examen : mais  
je remis à un autre tems de proposer les regles  
de discipline sans lesquelles la liberté d'une As-  
semblée seroit toujours surprise par l'autorité  
qui la préside , qui l'interroge , & dont les in-  
tentions , presque toujours inconnues , inspirent  
bien plus de confiance , lorsque la simplicité  
des questions permet de voir clairement la con-  
séquence des résultats.

Que si dans la même séance , je réclamai ;  
non pour moi-même , mais pour les Députés  
des Communes , le droit , non seulement d'o-

piner , mais d'être écouté ; c'est qu'en effet , on perd le droit de convaincre celui qu'on refuse d'entendre ; que les procédés dans une grande Assemblée , sont toujours le premier gage de la paix ; que l'on peut bien distinguer en trois Ordres les Membres d'une Nation ; mais que l'on ne classe pas , pour cela , ni les lumières , ni la raison , ni la sagesse.

Qu'après avoir ainsi combiné mes principes & ma conduite , je vis tous mes efforts rendus inutiles , par le refus des Communes d'opiner sur l'établissement de la Commission des pouvoirs , qui ne fut délibérée que par les Membres des deux premiers Ordres. Je fus nommé pour cette Commission. Mais devois-je , pouvois-je croire à l'existence d'une délibération à laquelle un Ordre entier avoit refusé de concourir ? Je sais qu'on n'opine point par ordre dans nos Etats ; mais l'opinion par tête , bien loin de fournir le moyen d'exclure les Communes d'une Assemblée que l'on prétend nationale , n'est qu'un moyen de plus de connoître le vœu de cet Ordre , le plus sûr organe de la volonté publique. L'opinion par tête confond les Ordres , mais ne les détruit pas : elle donne à chaque Ordre une plus grande influence , puisqu'elle permet de compter tous les suffrages : elle ne le mutile pas , pour ainsi dire , en le réduisant à la moitié de lui-même , & à sa pluralité : elle lui fournit le seul moyen de peser de tout son poids , lorsqu'il s'agit de former le suffrage universel.

Que , d'après ces principes , ne tenant mes

pouvoirs de Commissaire. que de la volonté des premiers Ordres , je ne dus pas me croire lié par une délibération qu'un Ordre entier disoit ne pas exister. J'aurois pu , j'aurois dû protester , ainsi que les Communes ; & je ne protestai point , afin d'étouffer , s'il se pouvoit , tout germe de discorde. Mais ne refusant rien à la paix , je devois également tout accorder aux principes. Je déclarai par une lettre au Président de l'Assemblée , que je ne croyois pas avoir le droit de me rendre aux séances de la Commission. Je lui proposai de faire opiner une seconde fois sur la maniere de légitimer les pouvoirs ; & consultant mon zele , plutôt que les talens de celui à qui j'écrivois , je cherchois dans son cœur un moyen de concilier les intérêts & les sentimens , les formes & les devoirs.

Que la troisième séance de l'Assemblée , manifesta bienôt combien j'avois eu raison de craindre les suites de la délibération précédente. Les Communes , dont aucun des Membres n'avoit voulu participer à la Commission des pouvoirs , se hâtèrent de consigner dans les registres d'un Officier public , les protestations les plus éclatantes , soit contre l'illégalité des prétendus Etats , soit contre la Commission des pouvoirs. L'acte de ces protestations , ouvrage tout à la fois de la liberté & de la contrainte , d'un dévouement généreux & d'un zele irréfléchi , fut signifié au Greffier : lu dans l'Assemblée , il y porta l'agitation qu'il devoit naturellement produire par la diversité des intérêts. Les deux premiers Ordres opinèrent de députer aux Commissaires du Roi , & de leur dénoncer la démarche

marche des Communes. Je voulus en vain observer que si les Commissaires du Roi faisoient droit aux plaintes , nous aurions à nous reprocher d'avoir invoqué l'autorité dans une querelle de famille ; & que s'ils refusoient de prononcer , nous recevions de l'autorité une leçon de modération. La députation fut délibérée , & j'y consentis moi-même , dans l'espoir que la sagesse & les lumieres des Commissaires du Roi nous suggéreroient les moyens de conciliation qui nous échappoient.

Qu'après cette séance , & dans l'attente de la décision que deux Ordres réclamoient contre le troisieme , la fermentation des esprits & la division des intérêts devint plus ardente , ainsi qu'il avoit été facile de le prévoir. Des scenes affligeantes , des marques d'une improbation qui confondoit les opinions avec les personnes , & qui bleffoit l'amour propre sans corriger les erreurs ; partout la censure publique se prévalant de la force qu'elle tire de la multitude , soit pour applaudir , soit pour blâmer ; quelques attroupemens même ; qu'un Arrêt du Parlement venoit de défendre ; tout annonçoit que l'universalité des Citoyens , instruite de ses droits , n'étoit point indifférente aux questions agitées dans notre Assemblée , parce qu'elle n'y reconnoissoit pas des personnes choisies par la Nation pour les discuter ; tout faisoit sentir la nécessité de ménager l'opinion publique , ou du moins de la soumettre à l'examen , de la peser , & non de la combattre , de se rapprocher des progrès de la raison humaine , & non de nous rejeter dans l'antiquité des abus.

Qu'il étoit plus que tems que la quatrième séance de nos Etats, précédée par une pareille fermentation, présentât aux trois Ordres le plan d'une réunion durable. La difficulté du moment ne consistoit que dans la légitimation des pouvoirs : mais la difficulté permanente, les véritables obstacles naissoient des protestations sur l'illégalité de nos prétendus Etats, renouvelées dans chaque séance ; de la limitation des pouvoirs de tous les Députés ; du vœu de la Province entière, pour obtenir la convocation générale des trois Ordres, seul espoir du salut public ; & sur-tout du droit de députer aux Etats-généraux : droit que la Nation refuse de concentrer dans une Assemblée illégale. Pour résoudre la difficulté du moment, le Président proposa de regarder tous les pouvoirs comme légitimés, d'admettre tous les Membres qui formoient dans ce moment l'Assemblée, & d'opiner sur cette question par acclamation. Les Communes déclarerent sur le champ qu'elles ne pouvoient y consentir, sans énoncer de la maniere la plus expresse, que la légitimation des pouvoirs, ne rendroit l'Assemblée actuelle, ni plus constitutionnelle, ni plus légale. Cette réserve renouvela aussitôt toutes les protestations qui avoient agité les séances précédentes : & ce fut au milieu de ce choc d'opinions, ce fut lorsque la paix, fondée, non sur les formes, mais sur l'intérêt national, paroissoit désormais impossible à obtenir, que je cherchai à l'asseoir, non sur l'erreur, non sur l'intrigue, mais sur la vérité & sur la justice.

Qu'il ne s'agissoit plus alors de faire des pro-

messes aux Communes, de pallier les abus, d'étayer notre Constitution, & de conserver les droits du Peuple par des réserves. Je crus au contraire qu'il falloit sonder l'abyme dans toute sa profondeur; montrer les maux, mais à côté des remèdes; respecter l'opinion publique, mais la diriger; & mériter la confiance pour avoir la paix. Un motif plus décisif, mon devoir, mon serment de Citoyen, ne me permettoit pas de laisser faire à l'Assemblée son premier acte de juridiction, sans examiner sa compétence. J'avois gardé le silence, tant que nous n'étions pas formés. Pouvois-je me taire, lorsqu'après nous être physiquement reconnus, il fallut nous demander tout à la fois, & qui nous étions, & ce que nous allions faire? Si j'avois dans ce moment déserté la cause publique, & contredit ma vie entière, j'aurois mérité que le souvenir de ma lâcheté fût éternel; qu'on dît un jour de moi: Il a consacré sa vie à venger les droits de l'homme, & il laissa périr sa patrie sous l'aristocratie de son Ordre! il assista dans une Assemblée qu'on vouloit faire regarder comme nationale, & il n'osa pas être l'organe de la Nation, qui désavouoit ses prétendus Représentans! il fut témoin du courage des Communes, & n'osa pas l'imiter! il connut les protestations de six cent mille Citoyens, & craignit de les défendre!

Que je dus craindre d'autant moins d'examiner la compétence de l'Assemblée, que les Députés des Communes avoient provoqué cet examen dans la même séance; qu'il n'étoit plus possible de faire un pas, sans être arrêté par cet

obstacle ; que la supposition du silence des Députés , quand je l'avois gardé , auroit été pour eux une injure ; & qu'en prouvant la justice de leurs réclamations , je montrois dans l'Assemblée générale des trois Ordres , l'asyle de la paix , le lien de la concorde , le terme de nos dissensions.

Qu'indépendamment de ces motifs , le discours que je prononçai , & dont je demandai l'inscription dans les registres , suffit à sa propre défense. Que ceux-là le condamnent , qui voudroient refuser à la Nation Provençale le droit d'une représentation libre , ce bienfait éternel que le Roi vient d'accorder à la France entière ; mais qu'ils ne disent point que j'ai manqué à l'autorité du Roi , lorsque j'ai fait connoître à ses sujets les principes de sa justice ! Que ceux qui pensent que leurs exemptions pécuniaires ne pourront être conservées , si la Nation rentre dans ses droits , blâment & détestent ma théorie , j'y consens ; mais qu'ils ne la supposent point attentatoire aux droits des Nations ! Que ceux qui croient toujours l'Etat ébranlé , si l'on touche à leurs privilèges , me traitent de novateur dangereux , j'y consens encore ; mais qu'ils conviennent du moins , que je n'ai fait dans mon Discours , que développer les protestations de cinquante-six Députés des Communes , opiner après eux , citer & presque transcrire les délibérations que les Membres des deux premiers Ordres connoissent tous , & qui ne leur permettent plus de regarder comme une nouveauté , ce que cent mille Citoyens ont dit avant moi , sur les abus de la Constitution provençale.



Que s'il falloit encore d'autres motifs, pour justifier une pareille motion, je dirois qu'elle eut, si non tous les succès que j'en attendois, du-moins ceux qui m'intéressoient le plus. Je n'obtins point il est vrai, la gloire qui m'avoit séduit, de faire demander par la Noblesse & par le Clergé, la convocation des trois Ordres de la Province; mais je parvins à rétablir la paix dans l'Assemblée, & ce succès, on ne me l'a point disputé. En remplissant un devoir personnel, il sembloit encore que j'avois acquitté celui des cinquante-six Députés des Communes; je changeai leurs débats tumultueux en acclamations de joie; satisfaits de voir consigner dans le procès-verbal une réclamation franche & loyale à laquelle ils déclarerent adhérer, & persuadés que le Roi la connoîtroit bientôt, ils espérèrent tout de cette morale publique qui semble avoir soumis jusqu'au Gouvernement : l'obéissance même est impatiente lorsqu'elle ne connoît aucun terme aux abus; mais l'espérance est toujours paisible, lorsqu'elle est fondée sur la justice.

Qu'en effet les opérations de l'Assemblée, qui jusqu'alors avoient éprouvé mille obstacles, reprirent dès ce moment leur cours naturel. La légitimation des pouvoirs fut adoptée; la Commission pour la rédaction du Procès-verbal établie; tous les membres de l'Assemblée résolurent de voter dès le jour suivant les impôts, que les besoins impérieux du moment ne permettoient pas de refuser, quoique dans une Assemblée sanspouvoir. Et telles furent les suites heureuses d'un vœu, que les deux premiers Ordres,

comme on verra bientôt, ont voulu traiter d'incendiaire ! Auroit-on osé prévoir quelque succès sans cette motion ?

Que je ne puis m'empêcher cependant de protester pour l'avenir contre tout impôt que l'on voudroit voter au nom de la Nation Provençale, dans une Assemblée qui, semblable à celle-ci, ne seroit composée d'aucun véritable Représentant de cette Nation. La continuation des abus que nous avons dévoilés est impossible sans doute ; mais mon silence ne le seroit pas moins, si les vœux d'une Nation fidèle étoient trompés : il est telle voix que l'opinion publique ne dédaigne point d'entendre, qui se fortifie par cette opinion, s'étend, & fait pénétrer jusqu'à l'oreille des Rois. Nous avons voté l'impôt, quoique dans une Assemblée illégale, parce que le salut de l'Etat est la suprême loi, parce qu'un grand dévouement craindroit d'être calomnié, s'il étoit arrêté par des formes, & que les maux extrêmes ne peuvent pas en comporter. Mais, quoique armé du suffrage universel, c'est comme simple individu que chacun de nous a voté ; ce n'est point comme Représentant. On nous demandoit un impôt légal ; nous avons offert un impôt patriotique.

Que je ne puis m'empêcher de protester dès ce moment contre le droit que les deux premiers Ordres ont voulu exercer en votant des impôts auxquels ils ne veulent pas se soumettre. Les générations prochaines ne croiront point que dans un siècle qui n'étoit pas tout-à-fait barbare, des Citoyens, des Co-sujets aient pu ré-

clamer le droit de voter un impôt qu'ils ne payoient point, & de voter pour les autres & non pour eux-mêmes. Quoi ! le Roi lui-même renonce à établir l'impôt par sa seule volonté ; & nous Aristocrates, plus absolus que le Roi, nous réclamons ce pouvoir ! car c'est établir l'impôt que de le voter pour les autres. Le Roi lui-même a réclamé ce principe éternel, que la Nation propriétaire de son territoire, doit consentir à l'impôt. Or, d'un côté voter l'impôt pour un autre & non pour soi-même, n'est pas consentir, c'est refuser ; & dès-lors les suffrages des deux premiers Ordres ont été négatifs. D'un autre côté, il n'y auroit plus de consentement libre, si au lieu d'être lié par le vœu de ceux qui payent, on l'étoit par le vœu de ceux qui ne payent pas ; & par cela seul tout l'édifice de la société seroit renversé : le despotisme le plus effrayant ne réclamerait pas de plus dangereuses maximes. Je dois attester ici que je votai moi-même comme les autres membres de mon Ordre ; mais je demandai acte dans les registres de ce que je consentois à payer comme les Communes, dans la même proportion, dans la même égalité, & sans vouloir conserver aucune de ces distinctions que des tems de barbarie, ou plutôt de démence, ont introduit parmi les hommes. A ce prix seulement je crus avoir le droit de voter.

Que je proteste également contre les principes avancés par les deux premiers Ordres pour justifier ce qu'ils appellent leurs exemptions pécuniaires. Ils soutiennent d'abord que ces exemptions, qu'ils prétendent si légitimes, & que les

Communes trouvent si absurdes , sont dans ce moment l'objet d'un procès. Je pourrois leur dire qu'une Nation , arbitre suprême & d'elle-même & de tous ses membres , n'a point de procès ; mais j'aime mieux leur opposer leurs propres principes. Les deux premiers Ordres savent bien que le Roi ne pouvant pas & ne voulant pas exiger l'impôt, cet étrange procès ne peut être jugé que par la Nation elle-même : or , tandis qu'ils s'opposent d'un côté à ce que les Provençaux soient représentés, ils protestent de l'autre contre l'Assemblée de la grande Nation , si l'on n'y opine pas de maniere à leur fournir un moyen presqu'assuré de conserver leurs exemptions ; & je demande si cette maniere de plaider convient à l'antique loyauté de la Noblesse. Je dis ensuite : les deux premiers Ordres veulent prouver d'après des chartres , qu'ils ne doivent pas payer : d'après la possession , qu'ils n'ont jamais payé que d'une maniere volontaire : & d'après nos principes sur la propriété , que leur exemptions doivent être conservées. Je réponds sur les chartres , que , pût-on argumenter d'un tems de folie , si les titres d'exemption sont émanés du Roi , ces titres sont nuls d'après les principes des deux premiers Ordres , puisque le Roi ne peut pas imposer la Nation sans son consentement , & que c'est imposer un Ordre , que d'exempter l'autre : que si les chartres sont émanées de la Nation , la Nation peut les révoquer , & demande déjà par vingt-quatre millions de voix à les révoquer. Je réponds encore sur les chartres , qu'en matiere d'impôt , une chartre est un vain titre , puisque l'impôt étant essentiellement

tiellement volontaire, l'Ordre qui n'a point de titres d'exemption, a autant de droit de le refuser, que celui qui a ces titres frivoles. Je réponds sur la possession de n'avoir rien payé, qu'alors que l'aristocratie féodale, la glèbe, l'esclavage & toutes ces chaines qui écrasoient nos peres, furent brisées, ce despotisme avoit aussi une possession de plusieurs siècles de fer. Je réponds sur la possession de n'avoir payé que d'une manière volontaire, que l'impôt que l'on demande aux deux premiers Ordres, est précisément volontaire, non pour les individus; ce qui seroit absurde & anti-social, mais pour la Nation; qu'ainsi, lorsque la Nation votera l'impôt, les Membres des deux premiers Ordres obligés par cela seul de le payer, ne feront que se soumettre à leurs propres principes, & se conformer à cette même possession qui les condamne, loin de les justifier. Je réponds sur les conséquences qu'on veut tirer du droit de propriété, que les propriétés civiles se conservent par des chartres, par des titres; mais que le droit de ne payer que des impôts volontaires, est une propriété publique qui n'appartient qu'à une Nation, & non pas à chaque Membre de cette Nation, sans quoi la volonté générale, qui peut seule être une Loi, ne seroit plus une Loi; & l'autorité suprême en matière d'impôts n'existant nulle part, la dissolution de la société seroit par cela seul consommée. Je dis encore sur le droit de propriété, que l'exemption de payer l'impôt n'est pas une propriété; que si les terres fieffées paroissent d'abord, ce qui n'est pas vrai part-tout, d'un plus haut prix & d'un moindre revenu que les autres, on ne compte pas

sans doute cette effrayante compensation des droits de justice, de chasse, de pêche, de la domination, des prééminences, des prérogatives de tout genre; & que s'il falloit acquérir la liberté à prix d'argent, s'il falloit dédommager tous ceux à qui les mauvaises Loix sont utiles, outre que ce feroit là une pétition de principes, la valeur entiere du Royaume ne suffiroit pas pour racheter les abus, & acheter de bonnes Loix. Enfin, je dis que la Noblesse avoit autrefois la plus belle prérogative qui puisse exister; celle d'être toujours armée, & presque exclusivement armée pour la défense de la Nation & de tous ses Membres. Cette contribution étoit alors le seul impôt, & la Noblesse avoit le sublime privilege de le payer seule. Je ne conclurai point de là qu'elle doive payer seule les impôts de nos tems modernes; mais j'observerai que la plupart des contributions ne sont aujourd'hui que le remplacement de cette force militaire qui ne coûtoit rien à l'Etat, & n'étoit un impôt que pour la Noblesse; & qu'ainsi, pour être conséquente, elle devoit réclamer, non des exemptions, mais le droit de payer; laisser l'impôt volontaire aux autres Ordres, & le déclarer forcé par elle: c'est du moins à ce résultat que conduiroit l'analogie des tems, des hommes & des choses.

Que si dans la cinquieme séance de l'Assemblée, je ne développai point toutes ces observations, content de demander acte de ce que je rejettois pour moi-même des exemptions qui répugnent à tous mes principes; ce sacrifice du développement de mon opinion ne doit encore

être imputé qu'à ce desir ardent de la paix , qui explique toute la conduite que j'ai tenue dans nos prétendus Etats , & qui me justifie , soit lorsque j'ai gardé le silence , soit lorsque j'ai cru qu'il étoit indispensable de parler. Par le même motif , & peut-être en ceci ma modération n'auroit-elle pas dû l'emporter sur mes devoirs , je ne protestai point contre le refus que l'on fit de délibérer par un verbal d'opinions que les Communes demandoient sur l'important système des exemptions. Il est cependant telle maxime qu'il répugne à la délicatesse de chaque individu de soutenir , & qu'un corps moins facilement atteint par le blâme public , ne craint pas de défendre. Dans toutes les questions de ce genre , le verbal d'opinions arme l'honneur contre l'intérêt , rend chaque individu plus fort par lui-même , en l'isolant , & l'oblige à ne consulter que son propre vœu , puisqu'il ne pourroit pas le cacher , pour ainsi dire , sous celui des autres. J'entendis même quelques voix demander l'opinion par scrutin ; seule maniere de voter librement pour ceux qui ne sont pas dignes d'être libres. Mais rejetant pour moi ce moyen , je n'aurois pu l'admettre pour les autres ; & ne parlois-je pas devant une Assemblée principalement composée de Gentilshommes ? Enfin l'on peut regarder comme une grande preuve de ma modération , que satisfait d'avoir démontré la nécessité de convoquer les trois Ordres , je n'aye pas dénoncé aussitôt à l'Assemblée , au Public , à la Nation Provençale , le projet déjà conçu , déjà même adopté par quelques membres , de n'accorder pour la députation aux Etats-généraux , que le renforcement de cette même As-

semblée dont je venois de prouver l'illégalité. Que n'aurais-je pas dit sur l'impossibilité d'exécuter ce projet ! sur ses dangers même ( fût-il en notre pouvoir de le tenter ), soit pour nous, soit pour ne pas compromettre le salut de la France entière, qui tient à la légalité des Etats-généraux, laquelle seroit évidemment compromise par l'illégalité de la représentation des Provinces ! Et quelles funestes conséquences pour l'avenir ! Que de projets dans un seul projet ! Comment ajouter foi désormais aux protestations si solennelles des Communes ! à leurs principes sur la représentation illégale ! au serment qu'elles ont fait d'être l'organe de la Nation qui demande la convocation des trois Ordres ! Si les Communes se prêtent au projet de renforcement, quel moyen restera-t-il de faire concourir la Noblesse & le Clergé à la députation pour les Etats-généraux ? de corriger la formation monstrueuse de nos Etats ? en un mot, de regagner le terrain déjà conquis par tant d'efforts, & que ce seul pas rétrograde nous feroit perdre ! Quoi ! le Roi vient d'accorder à tout le Royaume une représentation libre & universelle, & nous seuls serions privés de ce bienfait, comme si nous pouvions l'être de son amour & de sa justice ! Quoi ! la Nation entière recouvreroit ses droits, & nous seuls resterions plongés dans la barbarie des abus antiques !..... Voilà le germe de ce que j'aurois dit ; mais devois-je tout dire ? Combattre une erreur fondamentale, encourager une erreur naissante, attaquer des préjugés destructeurs de toute régénération, c'est là ce que dans une grande Assemblée un ami de la paix pouvoit se permettre ; & j'ai préféré à une attaque ou-



verte, de ne pas croire à l'injustice, ou plutôt de la livrer à cette éternelle conviction qui la poursuit elle-même, & qui en triomphe tôt ou tard.

Puissent les principes que je viens de développer dans cette protestation, être enfin une base solide de cette paix, que je n'attends pas pour moi-même, parce que j'aurois trop de haines à étouffer, mais que je desire ardemment pour ma Patrie ! Puissent-ils être le germe d'une régénération trop juste pour être refusée, & trop désirée pour n'être pas inévitable !

J'aurois dû peut-être terminer cette protestation par des plaintes, & je ne puis finir que par des vœux..... Clergé ! Noblesse ! celui que vous attaquez avec tant d'injustice & de violence n'est point votre ennemi, puisque ses principes seroient votre gloire. Vos prédécesseurs & vos aïeux avoient aussi des erreurs, une Constitution, des privileges. Ils laisserent cependant entrer, sous Philippe Le Bel, les Membres des Communes dans l'Assemblée de la Nation. Le Guerrier s'assit auprès du Laboureur, & n'en fut pas étonné. Eh bien ! puisque cinq siècles ont produit une multitude de changemens, tels, que l'Ordre du Tiers n'est pas un Ordre, mais qu'il compose évidemment la Nation, il est temps aussi d'être plus justes qu'alors ; il est temps d'accorder aux droits de l'espèce humaine, ce qu'on n'osa point refuser dans des siècles barbares à quelques hommes. Il est temps de céder vos privileges, & c'est le seul moyen de conserver vos distinctions personnelles.

Et vous Communes, dont le zele touchant, dont la foiblesse, les craintes, le dirai-je? la servitude même (celle de la pensée du moins) m'ont si souvent attendri, je n'opposerai aux calomnies que referment les protestations dirigées contre moi, que vos suffrages, c'est-à-dire votre justice, & le souvenir que je laisserai parmi vous.

Desquels dires & protestations, ledit Seigneur Comte de Mirabeau nous ayant requis acte, nous le lui avons concédé. Fait & publié à Aix ledit jour six Février, dans l'Hôtellerie dite des Princes, en présence de sieur Jean-Esprit Simon, ancien Procureur en la Cour des Comptes, Aides & Finances de ce Pays, & sieur Pascal-Regis Artaud, Praticien de cette Ville, témoins requis & soussignés avec ledit Seigneur Comte de Mirabeau. Signés, *Honoré-Gabriel de Riqueti, Comte de Mirabeau, Simon, Artaud*, & nous *Raspaud, Notaire*, à l'original. Contrôlé à Aix le six Février 1789. Reçu quinze sols. Signé, *Desforest*. Collationné. Signé, *Raspaud, Notaire*.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le six du mois de Février, à la requête de Mre. Honoré-Gabriel de Riqueti, Comte de Mirabeau, nous Huissier en la Cour de Parlement de ce Pays de Provence, avons bien & dûment intimé & signifié l'acte ci-devant, & tout son contenu, à MM. de l'Assemblée des Etats actuels dudit Pays de Provence, en la personne de Me. de Regina, l'un des Greffiers en Chefs desdits Etats, aux fins qu'ils n'en prétendent

cause d'ignorance, les interpellant de faire inscrire & insérer le tout dans le Procès-verbal de ladite Assemblée, protestant, en cas de refus, de tout ce que de droit, & lui avons donné cette copie, en parlant en domicile à la personne du Domestique dudit Me. de Regina, ainsi l'attestons nousdits. *Signé, CHAUVET.*

---

Nº. II.

*Exploit de signification du même acte, à Mgr. l'Archevêque d'Aix & à Mgr. l'Evêque de Digne.*

L'AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le Nº. II.  
sept du mois de Février, à la requête de  
Mre. Honoré-Gabriel de Riqueti, Comte de  
Mirabeau, nous Huissier en la Cour de Par-  
lement de ce Pays de Provence, soussigné,  
avons bien & duement intimé & signifié l'acte  
ci-devant en extrait & tout son contenu, à  
Monseigneur de Boisgelin, Archevêque de  
cette ville d'Aix, Président de l'Assemblée des  
Etats actuels dudit Pays de Provence, afin qu'il  
n'en prétende cause d'ignorance, avec interpel-  
lation de faire transcrire & insérer le tout dans  
le Procès-verbal de ladite Assemblée, autre-  
ment, & en cas de refus, proteste de tout ce  
que de droit, avec due commination, lui avons  
donné copie, tant dudit acte que de l'exploit  
d'intimation faite à MM. de l'Assemblée desdits  
Etats actuels, en la personne de Me. de Regina,  
l'un des Greffiers en Chef d'iceux, que du pré-  
sent exploit, en parlant dans son Palais épisco-

pal, à la personne de son Suisse. *Signé*, CHAUVET, Huissier.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le sept du mois de Février, à la requête de Mre. Honoré-Gabriel de Riqueti, Comte de Mirabeau, nous Huissier en la Cour du Parlement de ce Pays de Provence soussigné, avons bien & duement intimé & signifié l'acte ci-devant en extrait, & tout son contenu, à Monseigneur de Mouchet de Villedieu, Evêque de la ville de Digne, Président de la Commission établie par l'Assemblée des Etats actuels de cedit Pays de Provence, pour la rédaction du Procès-verbal de ladite Assemblée, aux fins qu'il n'en prétende cause d'ignorance, avec interpellation de faire inscrire & insérer le tout dans le Procès-verbal de ladite Assemblée, autrement, & en cas de refus, proteste de tout ce que de droit, avec due commination, lui avons donné cette copie en parlant dans l'Hôtel de M. de Mirabeau, ancien Conseiller au Parlement, à la personne du Domestique de mondit Seigneur l'Evêque de Digne. *Signé*, CHAUVET.



N<sup>o</sup>. III.

*Déclaration de MM. les Députés des Communautés & Vigueries , sur la convocation d'une Assemblée générale des trois Ordres , & l'illégalité de l'Assemblée actuelle pour députer aux Etats-généraux.*

L'AN mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le N<sup>o</sup>. III, cinquieme jour du mois de Février après midi, pardevant nous Conseiller du Roi, Notaire Garde note à Aix en Provence soussigné, & témoins ci-après nommés, sont comparus MM. les Députés des Communautés & des Vigueries, ayant séance en l'Assemblée convoquée en cetteditte Ville, lesquels, à l'exception de M. le premier Consul d'Aix, Député de ladite Ville, absent, nous ont exposé que, comme il leur importe de faire constater d'une manière authentique, du vœu ci-après énoncé dont ils ne peuvent se départir, & que les séances de l'Assemblée actuelle ont été suspendues pour un terme indéfini, ils nous requierent de consigner dans les registres de nousdit Notaire, ce qu'ils ne peuvent, dans les circonstances, déposer dans les registres de l'Assemblée prétendue des Etats, & dont la teneur suit: Les Députés des Communautés & Vigueries ne sont que les organes du vœu universel, lorsqu'ils demandent la convocation générale des trois Ordres de la Province. Ils n'ont pas été étonnés que cette réclamation presque individuelle de six cent mille Citoyens de tous les Ordres, ait été rejetée par l'Assemblée ac-

tuelle qui se dit représentative de la Nation provençale , & dont cette réclamation même dément les pouvoirs ; mais ils espéroient que les prétendus Représentans des deux premiers Ordres, reconnoîtroient la nécessité d'assembler la Provence en Corps de Nation ; craindroient de compromettre la légalité même des Etats-généraux du Royaume , par la députation illégale d'une Province ; seroient convaincus de l'impossibilité d'engager une Nation à reconnoître pour ses mandataires, ceux qu'elle défavoue ; & solliciteroient eux mêmes la convocation générale des trois Ordres , que d'autres Provinces qui ont des Etats inconstitutionnels comme les nôtres, ont obtenue de la justice du Roi. Ils viennent d'apprendre néanmoins , que les séances de l'Assemblée actuelle, déjà suspendues depuis six jours, & qu'il étoit important de clôturer, soit pour donner la dernière sanction à l'impôt, soit parce qu'il n'y a plus rien à délibérer, soit pour dérober le plutôt possible aux craintes des Citoyens, le spectacle d'une Assemblée illégale , doivent être prorogées jusqu'à un terme indéfini & très-rapproché de l'époque des Etats-généraux du Royaume. Les motifs d'un aussi long délai leur sont entièrement inconnus ; mais s'ils cherchoient à l'expliquer par les obstacles qu'ils ont déjà éprouvés , & par l'intérêt personnel des Membres qui prétendent représenter les deux premiers Ordres, ils ne pourroient s'empêcher de penser qu'il tend à rendre physiquement impossible l'Assemblée générale des trois Ordres, & à forcer la Province de députer aux Etats-généraux dans l'Assemblée actuelle , par le moyen d'un simple renforcement de Députés.

Dans ces circonstances, ils déclarent que la seule & inévitable suite d'un pareil projet, seroit de priver la Nation provençale de tout moyen de députer aux Etats-généraux ; parce qu'elle ne pourroit consentir au renforcement de l'Assemblée, sans reconnoître sa légalité, & dementir ses propres & irrévocables protestations ; sans avouer que les Membres des prétendus Etats, dont la plûpart n'auroient pas été députés, si les élections avoient été libres, ont le véritable caractère de Représentant ; sans fournir un prétexte aux deux premiers Ordres, de concentrer la députation aux Etats-généraux dans les seuls Prélats, dans les seuls Gentilshommes possédans-fiefs ; & sans s'exposer par conséquent à tous les dangers d'une représentation illégale, & éterniser les abus que la seule réformation de nos Etats peut corriger : déclarent en outre lesdits sieurs Députés des Communautés & Vigueries, qu'ils persévéreront à solliciter auprès de Sa Majesté la convocation de l'Assemblée générale des trois Ordres de la Province, tant pour députer aux Etats-généraux du Royaume, que pour parvenir à la réformation de la Constitution provençale. Et de tout ce que dessus lesdits MM. les Députés nous ont requis acte, que nousdit Notaire leur avons concédé. Fait & publié aud. Aix, dans une des salles de la maison de Mr. Reynaud Fonvert, sise sur le Cours, en présence de sieur Joseph-Toussaint Emeric, Bourgeois, & Me. Ange-Pierre Marin, Huissier en la Cour des Comptes, Témoins requis & signés avec lesdits sieurs comparoissans à la minute. Signés, Barreme, Député de Tarascon, Pelissier, Député de la Viguerie de Tarascon, Mou-

gins, Roquefort, Maire de la ville de Grasse ; Reguis, Latil, Députés de Sisteron ; Nevier, de Forcalquier ; Sauteiron, Député de Manosque ; Cappeau, Député de la Viguerie d'Aix ; Ricavy, Député de Digne ; de Baux, Député de la Viguerie de St. Maximin ; Vachier, Député de Barjols ; Cogordan, Député de la Communauté de Riez ; Barbaroux, Député de la Viguerie de St. Maximin ; Constans, de St. Remy ; Lange, Député de la Viguerie de Forcalquier ; Trucy, Député de Barjols ; Jordany, Député de Draguignan ; Isnard, Député de Reil-lane ; Maquan, Député de Brignolles ; Tiran, Député de Seyne ; L. H. Simon, Député de Castellanne ; Jaubert de Fontvive, Député de Lambesc ; Sumeire, Député de la Communauté de Trets ; Peroncely, Député Fréjus ; Roman, Député des Mées ; Bernard, Député d'Hieres ; Aumerat, Député de la Viguerie d'Hieres ; Martin, Député de la Viguerie de Toulon ; Savornin, Député de la Viguerie de Grasse ; Juglar, Député de la Viguerie de Castellanne ; Bernard, Député de la Communauté de St. Paul ; Arnaud, Député de la Viguerie de Moustiers ; Bourgogne, Député de la Communauté de Cuers ; Féraud, Député de la Communauté de Brignolles ; Broulhony Verdache, Député d'Aups ; Pascal, Député de la Viguerie de Draguignan ; Lantier Villeblanche, Député de Toulon ; Verdollin, Député de la ville d'Annot ; Mandine, Député de la Viguerie d'Annot ; Decugis, Député d'Ollioules ; St. Vincent, Député d'Apt ; Desideri, Député de Rians ; Ripert, de Valen-solle ; Salvator, Député de la Viguerie de Digne ; Bayle, Député de la Viguerie de Seyne ; Be-



noist, Député de la Communauté de St. Maximin; Philibert, Député de la Viguerie de Barjols; Fabry, Député de la Viguerie de Colmars; Romans, Député de Martigues; Chaudon, Député de Moustiers; Clementis, Député de la Viguerie d'Apt; Savornin, Député de la Viguerie de St. Paul; Clapiers, Député de Lorgues; Giraud, Député de Colmars; Barbaroux, Député de la Viguerie de Brignolles; Bernard, Député d'Antibes; Silvy, Député de Pertuis; Marcadier, Député de la Viguerie de Sisteron; Marin; Emeric, & nous Silvy, Notaire. Contrôlé à Aix le 6 Février. Collationné. Signé, Silvy à l'original.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le sixieme jour du mois de Février avant midi, à la requête des sieurs Députés des Communautés & Vigueries, ayant séance à l'Assemblée des Etats, convoquée en cette ville d'Aix, nous Huissier audiencier au Siege général de cette ville d'Aix, y domicilié, soussigné, avons intimé & signifié à MM. les Représentans de l'Ordre du Clergé & de l'Ordre de la Noblesse aux susdits Etats, la déclaration dont ci-dessus en copie, reçue par Me. Silvy, Notaire de cette Ville, le jour d'hier, duement contrôlé, aux fins qu'il ne l'ignorent; déclarant, lesdits sieurs Députés, que par dénomination d'Etats donnée à l'Assemblée, ils n'entendent nullement préjudicier à leur protestation précédente, contre l'illégalité de l'Assemblée comme Etats, & leur avons expédié la présente copie de la susdite déclaration dont extrait est ci-dessus, & du présent exploit, en parlant à la personne de Mr.

Me. Ricard, l'un des Greffiers desdits Etats, au Bureau de la Province dans l'Hôtel-de-Ville de cette ville d'Aix, par nousdit. *Signé*, GAUTIER.

N°. I V.

*Contre-protestation de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, relativement aux protestations des deux premiers Ordres contre l'avis écrit, lu par M. de Riqueti de Mirabeau.*

N°. IV.

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le cinquième jour du mois de Février après midi, & immédiatement après l'acte ci-devant, pardevant nousdit Conseiller du Roi, Notaire & Garde note audit Aix soussigné, & témoins ci-après nommés, toujours présens lescits MM. les Députés des Communautés & Vigueries, ayant séance en l'Assemblée convoquée en cettedite Ville, lesquels nous ont exhibé un cahier portant une contre-protestation faite par lescits sieurs Députés des Communautés & Vigueries de Provence séans à Aix, en date du quatre du courant duement contrôlée, qu'ils nous ont requis d'annexer & enregistrer dans nos écritures; à laquelle requisition nousdit Notaire adhérent, y aurions procédé, ainsi que ci-après s'ensuit :

*Teneur de la contre-protestation.*

Contre-protestation faite par les sieurs Députés des Communautés & Vigueries de Pro-

vence seâns à Aix, du quatre Février mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Les D<sup>ép</sup>utés des Communautés & Vigueries de Provence doivent à leurs mandans, ils doivent à eux-mêmes & à la vérité, de répondre par la contre-protestation suivante à ce qui peut les concerner dans les protestations lues dans la dernière séance. L'Assemblée convoquée par ordre du Roi en la ville d'Aix, n'offre ni les Etats de 1639, ni ceux provisoirement convenus en 1787, ni moins encore ceux qui devroient exister d'après les loix fondamentales & imprescriptibles de toute Nation, & d'après les réclamations soutenues de tous les Ordres de la Province; cet état des choses, l'influence qu'il devoit avoir sur les objets les plus majeurs ont dû justement allarmer & produire les protestations solennelles qui se sont élevées de toutes parts.

Ainsi, pour ne parler que des Communes, leur motion pour une Assemblée générale des trois Ordres de la Province, à l'effet de former ou de réformer notre Constitution, & de nommer des D<sup>ép</sup>utés aux Etats-généraux du Royaume, cette motion a commencé dans leurs Conseils municipaux, dans leurs Assemblées de Viguerie; par-tout on l'y a faite ou expressément ou d'une manière implicite.

La même motion a été continuée dans l'Assemblée actuelle, & presque à chaque séance; elle a été encore la conclusion & le but d'une supplique adressée au Roi le 29 du mois der-

nier par les Députés des Communautés & Vigueries.

Lors donc qu'un des MM. les Possédans-fiefs a présenté à l'Assemblée le tableau des droits de la Nation, des avantages qui résulteroient pour tous d'une prompte régénération, de la nécessité sur-tout de ne pas compromettre par les vices de l'organisation actuelle les intérêts de l'Ordre le plus nombreux; ce Gentilhomme citoyen n'a fait que développer les raisons invincibles qui nécessitent cette Assemblée nationale devenue le vœu général.

Pourroit-on dans ces circonstances lui imputer d'avoir apporté le trouble où régnoit la paix, d'avoir soulevé les esprits contre l'autorité royale & contre le respect dû à l'Assemblée? Les Communes méritent-elles aussi cette imputation? Ne fait-on pas que la paix & la concorde n'ont malheureusement jamais existé dans les séances? La déclaration notariée du 28 Janvier, les protestations continuelles sur chaque acte des prétendus Etats, sur leur qualification même en font la preuve de tous les momens.

Les Communes ajoutent qu'elles n'espèrent pas de voir l'union renaître & les affaires reprendre leur cours, tant que la Nation ne sera pas convoquée dans une Assemblée générale des trois Ordres.

Avoir joint à cette inexactitude des faits l'opinion vraiment hasardée, que les Députés des Communautés

Communautés & Vigueries étoient susceptibles de se laisser aller à des mouvemens contraires au respect dû à l'autorité royale , c'est porter contre eux une accusation grave , qu'ils doivent repousser par un monument également consigné dans les registres.

Leur amour pour le meilleur des Rois est allé, jusqu'à leur inspirer une forme inusitée pour voter des subsides qu'ils n'ont consenti de nouveau , dans le sein de l'Assemblée , que pour donner toujours plus de preuves de leur zèle & de leur fidélité. Ces sentimens étoient profondément en eux , car ils ont déclaré aux Membres des deux premiers Ordres , en octroyant l'impôt , qu'ils l'accordoient seuls & sans leur concours , puisqu'ils refusoient d'y contribuer.

Leur égard pour l'Assemblée des prétendus Etats est allée, jusqu'à y endurer , qu'au mépris des droits les plus sacrés de la Nation, on déclarât à ceux qui , presque seuls la constituent , que l'on pouvoit se passer d'eux pour faire un acte considéré comme national , & que leur opposition même concouroit à le valider. Une délibération étoit ainsi le résultat de leur présence , quoique l'effet en fût absorbé par *la pluralité des voix*.

Les Députés des Communautés & Vigueries n'ajouteront à la déclaration protestative qu'ils viennent de faire , que celle de persister , & dans leur motion pour une Assemblée générale des trois Ordres de la Province , & dans l'adhésion qu'ils ont donnée au développement qui en a

été fait par un des Membres de l'Assemblée. A la minute, signés Barreme, Boutard, Pellissier, Lange, Ricavy, Juglar, Nevriere, Feraud, de Baux, Capeau, Mougins Roquefort, Isnard, Reguis, Latil, Constans, Bayle, Barbarroux, Benoist, Tyran, Chaudon, de Sautetiron, Clementis, Bernard, Romans, Cogordan, Jordany, Fabry, Mandine, Savournin, Decugis, Trucy, Pascal, Giraud, Martin, Vachier, Bernard, Clappiers, Desidery, St. Vincent, Philibert, Savournin, Romans, Verdollin, Arnaud, Ripert, Salvator, Lantier de Villeblanche, Bourgogne, Silvy, Jaubert de Fontvive, Sumeire, Aumerat, Barbarroux, Maquan, Marcadier, & à côté est écrit. Contrôlé à Aix le 5 Février 1789, reçu quinze sols. *Signé*, Desforest.

Et ainsi que dessus, aurions procédé au susdit enrégistrement & annexe, au requis desdits MM. les Députés des Communautés & Vigueries, & acte fait & publié dans ladite salle de la maison de M. Reynaud Fondvert sur le Cours, aux mêmes présences du sieur Joseph - Toussaint Emeric, Bourgeois, & Me. Ange-Pierre Marin, Huissier en la Cour des Comptes, témoins requis & signés avec nousdit Notaire. *Signés*, Emeric, Marin & nous, Silvy, Notaire. Contrôlé à Aix le 6 Février 1789, reçu quinze sols. *Signé*, Desforest.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf & le sixième jour du mois de Février après midi, à la requête de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, ayant séance à l'Assemblée des

Etats convoquée en cette ville d'Aix ; nous Huissier Audiencier au Siege général de cette ville d'Aix y domicilié soussigné, avons intimé & signifié à MM. les Représentans de l'Ordre du Clergé & de l'Ordre de la Noblesse aux susdits Etats, la Contre-protestation dont extrait ci-dessus par copie, reçue par Me. Silvy, Notaire royal de cette Ville, le jourd'hier, dûment contrôlé, aux fins qu'ils ne l'ignorent ; déclarant lesdits sieurs Députés, que par dénomination d'Etats donnée à l'Assemblée, ils n'entendent nullement préjudicier à leur protestation précédente, contre l'illégalité de ladite Assemblée comme Etats, & leur avons expédié cette copie de la susdite contre-protestation, que du présent exploit, parlant à la personne de Mr. Me. Ricard, l'un des Greffiers desdits Etats, au Bureau de la Province dans l'Hôtel-de-Ville de cette Ville, par nousdit. Signé, GAUTIER.

---

N°. V.

*Délibération de la Communauté de Sisteron sur la demande d'une nouvelle formation des Etats.*

Extrait des registres des délibérations de la Communauté de la ville de Sisteron.

L'AN mil sept cent quatre - vingt - huit & le N°. V.  
seize jour de Décembre après midi ; à Sisteron dans l'Hôtel-de-Ville, à trois heures après midi, le Conseil général de la Communauté a  
G g ij

été assemblé, & convoqué extraordinairement de l'autorité de MM. Claude-Louis Reguis, Avocat en la Cour, & de sieur Jean-Joseph Richaud, Bourgeois, Maire Consuls, Lieutenans généraux de Police de la Communauté de cette Ville, ensuite du comparant tenu auxdits sieurs Maire Consuls, par plusieurs habitans de la Ville, le onze de ce mois, où ont été présens du Conseil, Mre. Jean-Joseph de Castagni, ancien Capitaine d'Infanterie, Chevalier de l'Ordre royal & Militaire de St. Louis; sieur Pierre-Cezar Bane, Bourgeois, &c.

Auquel Conseil, ledit M. Reguis, Maire premier Consul a dit : que MM. les Procureurs du Pays, par leur lettre, en date du six de ce mois, demandent que la Communauté de cette Ville prenne une délibération qui exprime son vœu concernant le tour de rôle pour la députation des Vigueries auxdits Etats; ce vœu a déjà été exprimé aux derniers Etats par le Député de cette Communauté, qui a réclamé constamment contre le tour de rôle, & qui en a demandé l'abrogation, & le retour à la liberté naturelle du choix des Représentans; ce vœu a été encore exprimé par le même Député, dans l'Assemblée générale du Tiers-Etat, tenue à Lambesc dans le mois de Mai dernier; d'après cela on avoit cru inutile de prendre une délibération particuliere sur le tour de rôle, qui exprimât le vœu de la Communauté, puisque ce vœu avoit été déjà manifesté dans deux Assemblées solennelles, que la lettre de Mgr. l'Archevêque, paroît n'avoir été adressée qu'aux Communautés, en faveur de qui le rôle avoit



été établi , & qu'à cet égard la délibération de la Viguerie de Sisteron qui a rejeté unanimement ce tour de rôle , & qui a demandé d'être maintenue dans son ancienne liberté pour le choix de ses Représentans , paroît servir de réponse à cette lettre ; cependant , comme MM. les Procureurs du Pays paroissent desirer une délibération particuliere de cette Communauté , & que dans une chose aussi essentielle , il ne peut être qu'avantageux à cette Communauté de renouveler encore plus particulièrement son vœu qui a déjà été manifesté par son Député , ledit Me. Reguis a requis le Conseil de délibérer.

Et attendu qu'il leur a été présenté le onze de ce mois , un comparant par plusieurs des principaux Citoyens de cette Ville , lequel comparant porte sur plusieurs objets relatifs à la formation des Etats de cette Province ; ledit Me. Reguis en requiert la lecture , & qu'il soit transcrit tout de suite pour y être également délibéré.

*Teneur dudit Comparant. •*

Pardevant nous Maire Consuls de la ville de Sisteron , sont comparus les soussignés principaux allivrés , & autres habitans de ladite Ville , lesquels nous ont remontré que ce seroit méconnoître l'importance du moment actuel , & nous exposer à être accusés d'indolence & d'aveuglement , si lorsque le Souverain se montre disposé à rendre à son Peuple , ses droits les plus sacrés ; lorsque nos voisins ont déjà obtenu de sa justice & de sa bonté , l'exercice de la constitution la plus impartialement combinée , nous

négligions de faire quelques efforts, pour faire recouvrer à la nôtre sa liberté primitive, & l'égalité dont les derniers Etats n'ont sanctionné que la trompeuse espérance.

Parmi les atteintes qu'elle a éprouvées, la plus funeste sans doute, & qui subsiste encore, est l'Edit de 1535, qui donne à la ville d'Aix le pouvoir de nommer les Administrateurs de la Province, & fixe la présidence des Etats sur la tête de l'Archevêque de cette Ville : Cet Edit que le malheur des tems rendoit peut-être nécessaire, & que des intérêts particuliers ont perpétué jusqu'à ce jour, doit exciter nos plus vives, nos plus constantes réclamations : Quand cette loi n'auroit que l'inconvénient d'attenter à la plus précieuse de nos libertés, ç'en seroit assez pour en demander, pour en poursuivre imperturbablement l'abrogation ; ne nous y trompons pas. C'est à cette étrange attribution, que la Province doit toutes les invasions que ses privilèges ont souffertes ; que le Tiers-Etat sur-tout, doit sa foiblesse & sa nullité ; c'est par l'effet d'une administration ainsi concentrée, que pendant cent cinquante ans, trente-six Députés de nos meilleures Villes, ont été les dociles, les aveugles approbateurs, & que leurs Concitoyens encore moins instruits, ont payé tant de concessions, d'erreurs, d'effroyables dépenses accordées, ordonnées, prodiguées par sept à huit personnes qui agissoient en vertu d'un titre vicieux, puisqu'il étoit une violation continue du plus beau, du plus utile de nos privilèges, celui d'élire les dépositaires de notre confiance. Il doit nous être rendu sans doute ! Il le seroit depuis

long-tems, si des prestiges aujourd'hui dissipés, n'avoient étouffé nos plaintes; nous avons même lieu de croire que l'existence rendue à nos Etats, a implicitement détruit tout ce qui altéroit leur pouvoir; ils l'ont jugé de même sans doute, puisqu'ils ont établi des changemens notables, & créé des places dans l'Administration intermédiaire. Plus instruits maintenant des intentions bienfaisantes du Roi, ils pourront, ils oseront bien plus, ils voudront jouir de l'avantage d'offrir la Présidence, par un choix libre & volontaire, à ce même Prélat dont ils connoissent les lumieres & les vertus personnelles: Dans d'autres tems, ils la décerneront à quelque membre de l'Ordre de la Noblesse, distingué par ses vertus patriotiques; & suivant les circonstances, elle pourra être l'honorable partage des deux premiers Ordres, le Tiers-Etat n'aspirant qu'à la modeste égalité des suffrages dans la répartition de l'impôt, & l'administration des deniers publics; pour laquelle, ainsi que pour la gestion des affaires de la Province, il paroît qu'on ne pourroit mieux faire que d'adopter la forme que le Dauphiné vient d'établir, & dont ses heureux habitans conçoivent la plus douce espérance. Il en est une sur-tout qui pourroit nous être permise, si ce plan étoit réalisé, ce seroit de voir réunir au Pays, les Villes antiques & célèbres de Marseille & d'Arles, & Terres adjacentes.

Les Comparoissans ont mis sous nos yeux ces objets de la plus haute importance, & dignes de toute notre attention. Il en est un autre non moins intéressant, c'est la détermination du lieu,

où se tiendront annuellement les Etats. Est-il juste ! est-il utile ! qu'ils soient toujours convoqués dans la Capitale , qui par la réunion de tous les Tribunaux asservit toute la Province à ses oôtrois ; ne paroît-il pas plus raisonnable que tous les Chefs-lieux de Viguerie jouissent à leur tour de cet avantage ? Le bien du Pays semble l'exiger , toutes les parties de la Province seroient tour à-tour vivifiées , secourues , éclairées sur l'Administration , dont elles verroient ou auroient vu les discussions, les maximes , & les formes se déployer sous leurs yeux ; elle en deviendrait certainement plus présente, plus utile , & plus chere au Peuple.

Frappés des considérations ci-dessus , les Souffignés esperent que nous nous croirons indispensablement obligés à assembler le Conseil municipal Dimanche prochain , parce qu'il importe que la délibération qui interviendra soit envoyée aux autres lieux de la Province , pour qu'elles réunissent leurs efforts aux nôtres , dans une affaire aussi essentielle à toutes les Communautés. *Signés* à l'original Hodoul , Vincens , Mevolhon , Bane , Turpin & autres , &c.

Vu le comparant ci-dessus , nous convoquons le Conseil pour Mardi prochain seize du courant. A Sisteron le 11 Décembre 1788. *Signé*, Reguis, Maire.

Lecture faite du susdit Comparant , M. Hodoul , Conseiller , s'est levé & a dit :

MESSIEURS,

## MESSIEURS,

Notre proximité du Dauphiné nous a rendu témoins de l'allégresse qu'a répandue parmi les habitans de cette heureuse Province, la nouvelle constitution qu'ils viennent de se donner.

Nous avons dû desirer de connoître la cause de cette joie publique ; nous avons vu les Réglemens qui ont été faits par l'Assemblée des trois Ordres du Dauphiné, convoqués à Romans, & qui ont été sanctionnés par Sa Majesté.

Il seroit difficile de n'être pas frappés de la sagesse profonde qui regne dans la formation que le Dauphiné vient de donner à ses Etats. La Noblesse & le Clergé, font le sacrifice de la plupart de leurs prétentions ; le Tiers a l'égalité ; c'est dans son sein seul, que cet Ordre choisit avec liberté, sans influence étrangère, ceux qu'il destine à défendre ses intérêts ; toutes les places sont électives, & dans les intervalles des Etats, l'Administration est confiée à une Commission justement combinée.

Qui pourroit considérer ce merveilleux ensemble, sans être saisi d'une douce émotion, & sans former le vœu de voir un plan qui doit produire le bonheur de tous, adopté par le Pays que le choix ou le hasard nous a donné pour Patrie ? Je l'avoue, Messieurs, j'ai fait ce vœu dans la sincérité de mon cœur ; je viens vous le

Hh

manifestes ; puissiez-vous le partager ! Et a signé à l'original, *Hodoul.*

Sur tout ce que dessus, le Conseil,

Considérant qu'en effet la nouvelle Constitution que le Dauphiné vient de se donner, doit servir de modele à toutes les Provinces où elle ne sera pas impraticable.

Considérant que les principaux fondemens de ces Réglemens, pleins de sagesse, & dictés par la plus saine raison, sont l'égalité des Représentans de l'Ordre du Tiers à ceux du Clergé, & de la Noblesse réunis, ainsi que l'éligibilité de tous les Représentans, sans choix forcé, & notamment pour les places d'Administrateurs de la Province qui devroient être élus dans le sein des Etats.

Considérant qu'il ne seroit pas possible de parvenir à cette égalité & à ce choix libre, tant que l'Edit de 1535 de sera point révoqué.

Considérant que cet obstacle n'est pas insurmontable, puisqu'il s'agit de se régénérer, & que l'Edit de 1535 n'ayant été donné que dans des circonstances, & pour des causes qui n'existent plus, il ne peut & ne doit être regardé que comme provisoire, Sa Majesté ayant bien voulu sur-tout, permettre à cette Province de lui présenter un plan d'Etats qui, en remédiant à tous les abus, assure entre les trois Ordres, une union à jamais inaltérable.

Considérant que c'est peut-être aux dispositions de cet Edit arraché aux circonstances, que nous devons imputer l'éloignement, que des Villes célèbres & opulentes ont toujours témoigné pour notre Administration, & sur-tout cette diversité de régime, qui, en morcelant la Province, affoiblit l'importance que lui assurent sa position géographique, la nature de ses productions, l'industrie de ses habitans, & le souvenir de ses antiques privilèges, que Sa Majesté a promis de maintenir également dans toutes les Provinces, & dans toute leur intégrité.

Considérant combien il seroit avantageux que les Etats se tinssent alternativement dans tous les districts de la Province, pour que les besoins de tous fussent bien connus, pour que les lumières sur l'Administration se répandissent plus facilement, & pour que chaque partie du Pays fût vivifiée à son tour, par le numéraire que laisse à sa suite une nombreuse Assemblée.

Considérant enfin que le tour de rôle pour les députations des Vigueries seroit un règlement absolument contraire au bien & à l'ordre public, & à cette première règle de toute Assemblée nationale, qui veut que les Membres de ces Assemblées soient choisis librement par ceux qu'ils représentent.

Il a été délibéré unanimement de charger le Député de la Communauté de demander aux Etats de la Province, qui vont être incessamment tenus, une nouvelle formation modelée sur

celle que la Province de Dauphiné vient de donner à ses Etats.

Que Sa Majesté fera très-humblement suppliée de retirer & abroger , en tant que de besoin seroit , l'Edit de 1535 : qu'il soit arrêté , sous le bon plaisir du Roi , que dans la nouvelle formation des Etats , le Président sera choisi par élection libre , dans les deux premiers Ordres , & par l'Assemblée des Etats.

Que dans l'intervalle desdits Etats l'Administration sera confiée à une Commission intermédiaire composée de huit Membres , dont quatre du Tiers-Etat , & de deux Procureurs généraux Syndics , dont l'un sera toujours pris dans l'Ordre du Tiers ; & tant les Membres de la Commission intermédiaire , que les Procureurs généraux Syndics , seront également choisis par élection libre , aussi dans le sein des Etats.

Que les Députés des Communautés seront choisis & élus parmi les seuls Membres du Tiers payant cinquante livres d'imposition royale , & ce dans une Assemblée convoquée à cet effet , sans que lesdits premiers Consuls desdites Communautés puissent prétendre être Députés nés ; que la même chose sera observée quant à la nomination des Députés des Vigueries ou de District , sans aucun égard au tour de rôle , qui ne peut être regardé que comme l'ouvrage d'un siècle d'ignorance & de barbarie.

Que les Etats ne se tiendront jamais dans le même lieu deux fois consécutivement ; mais



que, sous le bon plaisir du Roi, ils seront indiqués toutes les années dans le Chef-lieu des différens Districts de la Province.

Chargeant expressement le Député de cette Ville à la prochaine Assemblée des Etats de requérir, dès les premières séances, la lecture de la présente délibération, pour qu'étant prise en considération par les Etats, il y soit délibéré aux formes ordinaires.

Le Conseil charge encore MM. les Consuls d'adresser incessamment à M. le Garde des Sceaux & à M. Necker, Ministre d'Etat, & Directeur général des Finances, une expédition en forme de la présente délibération, avec prière de la mettre sous les yeux de Sa Majesté.

Et plus n'a été délibéré; & lecture faite, lesdits sieurs Maire Consuls & Délibérans ont signé le susdit jour & an. *Signés* à l'original Reguis, Richaud, Castagni & autres, &c. &c.

Collationné BEINET, Greffier.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf & le six du mois de Février, les sieurs Députés de la Ville & Communauté de Sisteron, chargés expressement de requérir en l'Assemblée convoquée en cette ville d'Aix, lecture de la délibération prise dans le Conseil général dudit Sisteron, tenue le seize Décembre dernier, à l'effet par ladite Assemblée d'y délibérer, se seroient proposés de remplir cette partie de leur mandat dans la séance qui d'abord avoit été assignée

au Mardi trois du présent mois de Février ; mais d'autant que cette séance a été renvoyée à un terme indéfini, & qu'on ne fait pas le moment où elle sera réassignée, lesdits sieurs Députés ont cru ne pouvoir différer plus longtemps de remplir le vœu de leurs commettans ; & à cet effet, nous Huissier audiencier au Siege général de cette ville d'Aix, y domicilié soussigné, à la requête de MM. Claude Reguis & Joseph Latil, Avocats, Maires premiers Consuls antécédent & moderne de ladite ville de Sisteron, qui font élection de domicile au Bureau de nousdit Huissier, avons bien & dûment intimé & signifié l'extrait en forme de la susdite délibération, à l'Assemblée convoquée en cetteditte ville d'Aix, aux fins qu'elle n'en ignore, & avons donné extrait de ladite délibération & copie du présent exploit, parlant à la personne de Mr. Me. Ricard, l'un des Greffiers desdits Etats, au Bureau de la Province dans l'Hôtel-de-Ville dudit Aix, par nousdit Huissier. Signé, GAUTIER.

---

## Nº. V I.

*Protestation de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, relativement à la suspension des séances des Etats.*

Nº. VI.

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le huit du mois de Février après midi, par-devant nous Conseiller du Roi, Notaire & Garde note à Aix en Provence, soussigné & témoins ci-après nommés, sont comparus MM. les Dé-

putés soussignés des Communautés & Vigueries ayant séance en l'Assemblée convoquée en cette-dite Ville, lesquels nous ont exposé que, toujours privés d'Assemblée régulière & de dépôt pour leurs délibérations, ils sont encore réduits à employer notre ministère, & à consigner dans nos registres leurs résolutions communes; & à cet effet ils nous ont requis de leur donner acte de la délibération suivante que nousdit Notaire leur avons concédé.

Il vient d'être adressé individuellement à chacun de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, une lettre circulaire de MM. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays, en date du sept du courant, à laquelle est jointe une copie imprimée d'une autre lettre en date du cinq, de MM. les Commissaires du Roi. L'objet de ces lettres est de préparer les voies pour la nomination des Députés de la Province aux Etats-généraux du Royaume. MM. les Commissaires du Roi ont pensé que les impositions royales ayant été votées, il falloit s'occuper incessamment de la députation aux Etats-généraux; & pour remplir cet objet, ils ont prévenu M. le Président des *Ets*, qu'il leur paroïssoit convenable d'en suspendre les séances jusques après la tenue des Assemblées des Ordres, qui voteroient leurs députations respectives aux Etats-généraux, c'est-à-dire, jusques au dix Mars prochain. Cette suspension n'a point été annoncée aux Députés des Communautés & Vigueries par M. le Président de l'Assemblée prétendue des *Ets*, en la forme usitée: c'étoit néanmoins l'objet de la lettre de MM. les Commissaires du Roi, & MM.

les Procureurs du Pays s'en sont écartés, en déterminant eux-mêmes la suspension des séances, & de la maniere qu'ils l'ont faite. Cette nouvelle forme de faire connoître, les *Etats tenant*, à l'Ordre du Tiers, & même seulement aux Députés des Communautés & Vigueries, les volontés du Roi, met lesdits sieurs Députés dans la nécessité indispensable de faire toutes les réserves & protestations qu'exigent leurs droits & prérogatives pour ceux de leur Ordre; ils les font sur-tout, à raison des Assemblées des Ordres, annoncées dans la lettre de MM. les Commissaires du Roi, & dans celles de MM. les Procureurs du Pays, dans le cas où ces *Assemblées* ne seroient pas conformes aux loix de la Province, & au vœu général dont ils ont été les organes, & qu'ils n'ont cessé de manifester dans les séances de l'Assemblée prétendue *Etats*, & dans les divers actes notariés, qu'ils lui ont fait signifier. Lesdits sieurs Députés persistent enfin de la maniere la plus expresse, dans tout ce qu'ils ont fait jusqu'à ce jour, & dans les principes qui le leur ont dicté. Fait & publié audit Aix, dans une des Chambres de la Maison de M. Reynaud Fonvert, sise sur le Cours, en présence de sieur Joseph-Toussaint Emeric, Bourgeois, & Me. Ange-Pierre Marin, Huissier en la Cour des Comptes de ce Pays de Provence, témoins requis & signés avec lesdits sieurs comparoissants à la minute. Signés, Mougins Roquefort, Député de Grasse; Vachier, Député de Barjols; Ricavy, Député de Digne; Maquan, Député de Brignolles; Barbaroux, Député de la Viguerie de St. Maximin; Constans, Député

Député de St. Remy ; Trucy, Député de Barjols ; Romans, Député des Mées ; Tyran, Député de Seyne ; Clapier, Député de Lorgues ; Cogordan, Député de Riez ; Sauteiron, Député de Manosque ; de Baux, Député de la Viguerie de St. Maximin ; L. H. Simon, Député de Castellanne ; Sumaire, Député de la Communité de Trets ; Lange, Député de la Viguerie de Forcalquier ; Roman, Député de Martigues ; Jordany, Député de Draguignan ; Chaudon, Député de Moustiers ; Juglar, Député de la Viguerie de Castellanne ; Clementis, Député de la Viguerie d'Apt ; Savournin, Député de la Viguerie de St. Paul ; Fabry, Député de la Viguerie de Colmars ; Verdollin, Député d'Annot ; Salvator, Député de la Viguerie de Digne ; Benoist, Député de la Viguerie de St. Maximin ; Latil, Député de Sisteron ; Philibert, Député de la Viguerie de Barjols ; Cappeau, Député de la Viguerie d'Aix ; St. Vincent, Député de la ville d'Apt ; Desidery, Député de Rians ; Peronceli, Député de Fréjus ; Martin Député de la Viguerie de Toulon ; Bernard, Député de la Communité de St. Paul ; Giraud, Député de Colmars ; Mandine, Député de la Viguerie d'Annot ; Bourgogne, Député de Cuers ; Barreme Député de Tarascon ; Boutard, Député de Tarascon ; Reguis, Député de Sisteron ; Nevriere, Député de Forcalquier ; Savournin, Député de la Viguerie de Grasse ; Baile, Député de la Viguerie de Seyne ; Ripert, Député de la Communité de Valensole ; Arnaud, Député de la Viguerie de Moustiers ; Bernard, Député d'Antibes ; Brouilhony Verdaches, Député d'Aups ; Pascal, Député de la Viguerie de Draguignan ; Silvy,

Député de Pertuis ; Mercadier , Député de la  
Viguerie de Sisteron. Collationné. *Signé*, Silvy,

L'An mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le neuvieme jour du mois de Février après midi, à la requête de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, ayant séance en l'Assemblée convoquée en cette Ville, nous Huissier audiencier, immatriculé au Siege général de cette ville d'Aix, y domicilié soussigné, avons intimé & signifié l'acte de déclaration ci-dessus, & tout son contenu, à MM. les Consuls d'Aix, Procureurs du Pays, afin qu'ils n'en ignorent, & leur avons donné cette copie, parlant en domicile dans le Bureau de la Province, à la personne de Mr. Me. Ricard, Greffier aux Etats de la Province, par nousdit. *Signé*, GAUTIER.

---

## Nº. VII.

*Protestation de MM. les Nobles non Possédans-fiefs, contre un imprimé ayant pour titre : Protestation & déclaration de la Noblesse de Provence dans son Assemblée générale commencée le 20 Janvier 1789.*

Nº. VII.

L'AN mil sept cent quatre vingt-neuf & le septieme jour du mois de Février après midi, pardevant le Conseiller du Roi, Notaire à Aix en Provence soussigné, en présence des témoins, sont comparus Mre. Claude-Jean-Baptiste de Duranty de la Calade, Chevalier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Président en la

Cour des Comptes , Aides & Finances de Provence ; Antoine-Balthazard-Joseph d'André de Bellevue , Chevalier , Conseiller du Roi au Parlement de Provence ; Pierre-François d'Orfin , ancien Capitaine au Régiment d'Enghuien , Chevalier de l'Ordre Royal & Militaire de St. Louis , & Louis-Joseph Felix de Clapiers Colongue , Chevalier , agissans en qualité de Commissaires de MM. les Nobles non possédans-fiefs des villes d'Aix , de Draguignan , de Forcalquier , d'Hieres , de Pertuis , de Riez & autres , lesquels nous ont requis d'enrégistrer & annexer une protestation faite par les Nobles non possédans-fiefs de cette Ville , laquelle est de la teneur qui suit :

Les Soussignés qui ont eu connoissance d'un imprimé portant pour titre , *Protestation & déclaration de la Noblesse de Provence , dans son Assemblée générale commencée le 20 Janvier 1789.*

Considérant que le titre d'Assemblée générale ne peut convenir à une Assemblée pour laquelle tous les Nobles du Pays n'ont pas été convoqués , & encore moins à une Assemblée où l'on a appelé tous les possédans-fiefs , parmi lesquels il peut en être plusieurs qui ne sont pas Nobles.

Que ce titre n'a été pris que pour faire regarder , comme le vœu de la Noblesse , ce qui n'est que l'opinion de quelques individus (1).

---

(1) Cette protestation a passé à la pluralité de quarante-six voix contre vingt-huit , & après le refus fait par la majorité d'un verbal d'opinions.

Que l'on proteste dans cette délibération contre des prétendues propositions inconstitutionnelles qui se trouvent, dit-on, dans le rapport fait au Conseil par M. le Directeur général des Finances, sans spécifier qu'elles sont ces propositions.

Que les Souffignés, Membres de l'Ordre de la Noblesse de Provence, ont vainement recherché dans le résultat du Conseil du Roi & dans le rapport qui le suit, ces changemens qui opéreroient la dégradation de la Noblesse dans la personne de ses Membres, dans l'essence, la dignité & la prérogative de ses fiefs.

Que le nombre plus ou moins grand des Députés du Tiers, ne peut ni avilir, ni dégrader la Noblesse.

Que les Etats-généraux, pouvant se réformer eux-mêmes, c'est vouloir mettre obstacle à leur tenue, que de prohiber absolument aux Députés de *voter par tête*, & de leur donner ordre de se retirer, si les Etats-généraux décidoient de prendre les opinions de cette manière.

Que ce mandat est encore plus surprenant de la part d'une partie de la Noblesse de Provence, qui opine *par tête* dans les Etats de Provence, où elle est plus nombreuse que les deux autres Ordres réunis.

Que la protestation du Corps des possédans-fiefs, prouve toujours mieux la nécessité d'une



Assemblée générale de la Noblesse pour députer aux Etats-généraux ; puisqu'il est probable que dans une Assemblée générale , ou n'auroit pas protesté contre la volonté bienfaisante du Roi, & le rapport approuvé par Sa Majesté, & imprimé d'après ses ordres.

Que l'Assemblée sollicitée par les Souffignés ; est indispensable, pour que les Députés de la Noblesse de Provence portent aux Etats-généraux le vœu de l'Ordre entier.

Que l'Assemblée des trois Ordres de la Province, demandée par les trois Ordres de la ville d'Aix & par tout le Tiers-Etat , reconnue nécessaire par le Clergé , qui va s'assembler par Diocèse , n'est plus repoussée que par quelques Gentilshommes possédans fiefs, qui paroissent la craindre, sans pouvoir en nier la nécessité.

Que cette nécessité est établie par la Loi , qui veut que les Représentans de la Nation aient son mandat , & par la réclamation de tous les Ordres Provençaux , qui soutiennent n'avoir point donné de pouvoir aux Membres des Etats actuels.

Si de la prétention des Nobles possédans fiefs, il résulteroit qu'ils fussent seuls électeurs & éligibles pour députer aux Etats-généraux , huit cens Gentilshommes de la Province , privés de voter avec eux , & ne pouvant voter avec le Tiers-Etat, formeroient , dans le moment le plus précieux de leur vie , un Corps isolé dans l'Etat ; & la classe des Cultivateurs , des Artistes,

des Marchands & des Bourgeois , seroit plus privilégiée que la leur ; ce qui est diamétralement contraires aux vues du Souverain , qui veut que tous ses Sujets concourent à la régénération publique.

Il est du devoir des Souffignés de publier hautement leur reconnoissance envers le Roi , leur attachement aux vrais principes , & leur desir de voir la Nation Provençale rassemblée.

Par ces considérations, les souffignés déclarent désavouer ledit imprimé , portant protestation & déclaration de la prétendue Assemblée générale de la Noblesse de Provence, comme n'ayant pas été délibérée par une Assemblée générale de la Noblesse , mais seulement par le Corps des possédants-fiefs.

Protestant de nouveau contre toute députation qui seroit faite aux Etats-généraux , & de toute instruction donnée aux Députés , par les Possédans - fiefs , se disant la Noblesse de Provence ; & encore contre toute tenue d'Etats , composés dans la forme actuelle , comme étant incomplets , illégaux & contraires à la Constitution provençale.

Déclarant en outre , que Sa Majesté fera très-humblement remerciée des ordres portés par le résultat de son Conseil , de ce qu'Elle a daigné le rendre public , ainsi que le rapport qui en développe les motifs ; & que la présente protestation sera déposée chez un Notaire , & signi-

fiée au Greffier de la Province & au Syndic de robbe des Possédans-fiefs.

Fait & signé à Aix le cinq Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signés*, d'André, Duranti de la Calade, le Chevalier de Clapiers, d'Orsin, de Colla de Pradine, ancien Intendant de Corse; Autheman, Menc, le Chevalier de Champourcin, Lange St. Suffren, Guiramand, d'Adaoust, Gastaud, Coxe du Castellet, de l'Isle Grandville, Solliers, Meyronnet, Gombert, Gautier, Berard de St. Denis, de Gaye du Bourguet, Jaubert de St. Pons, Pazery, Tuffet, de Menc, Berage, d'Eymar, Simeon, Mouriés, Tronchin, Trupheme, Miolis - Verdollin, d'Estienne du Bourguet, & Lyon St. Ferreol.

Contrôlé à Aix le sept Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. Reçu quinze sols. *Signé*, Desforest.

De l'enrégistrement & annexe de ladite protestation, lesdits sieurs comparans nous ont requis acte, concédé. Fait & publié à Aix dans notre Etude, en présence du sieur Charles-Augustin Durand & Joseph-François Daspres, Etudiens en cette ville y habitans, témoins requis & signés avec lesdits comparans. *Signés*, d'André, Duranti de la Calade, le Chevalier de Clapiers, d'Orsin, Daspres, Durand, & nous Bremond, Notaire, à l'original. Contrôlé à Aix le neuf Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. Reçu quinze sols. *Signé*, Desforest. Collationné. *Signé*, Bremond, Notaire.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf , & le dix Février , à la requête de MM. les Commis-  
saires des Nobles non possédans - fiefs de cette  
Ville d'Aix, nous Huissier en la Cour de Par-  
lement de ce Pays de Provence soussigné , avons  
intimé & signifié l'acte protestatif ci dernier &  
tout son contenu , à Mr. Me. de Regina, Gref-  
fier de la Province, aux fins qu'il n'en ignore,  
& lui avons donné cette copie en parlant en  
domicile à sa personne. *Signé*, RAYNIER.

---

### N°. VIII.

*Délibération de MM. du Clergé séculier & régulier  
de Marseille , sur la Contribution aux charges ,  
la nouvelle formation des Etats , & la Députa-  
tion aux Etats-généraux.*

N°. VIII. **C**E jour cinquieme Février mil sept cent  
quatre-vingt-neuf après midi , pardevant  
nous Notaire royal & apostolique de cette Ville  
de Marseille , & en présence des témoins souf-  
signés , sont comparus dans notre Etude , les  
soussignés , tous Membres du Clergé séculier &  
régulier de cette ville de Marseille , & de son  
terroir , lesquels nous ont dit & exposé , qu'ils  
voyent avec le plus grand chagrin , la néces-  
sité où ils sont de se plaindre , de ce que le haut  
Clergé les a entierement exclus des Etats de cette  
Province , contre toute sorte de justice & de  
raison.

Ce Corps important & respectable , se permet  
de

disposer l'année dernière, en faveur du Corps de la Noblesse, d'un certain nombre de places destinées aux Ecclésiastiques du second Ordre du Clergé séculier & régulier.

De plus, pour terminer quelques différens qui s'étoient élevés sur des objets pécuniaires, il offrit au Tiers-Etat un don gratuit à prendre sur les biens de l'Eglise, sans être revêtu d'aucun pouvoir de la part des contribuables; lequel don, ce même Tiers-Etat a regardé comme très-insuffisant, pour les objets de dépense dont il étoit question.

Il seroit, on ne peut pas plus surprenant, que leurs impositions fussent dans le cas d'être augmentées, contre tout droit & toute justice, pour procurer, sans aucune nécessité aux Seigneurs Evêques, la jouissance d'une prérogative temporelle, sur-tout après qu'ils ont pris les mesures les mieux combinées, pour en priver ceux même qu'ils forceront de payer pour ledit objet, un surcroît de décime.

Les soussignés desirant se soustraire aux nouvelles obligations qu'on voudroit leur imposer, & qui pourroient entraîner leur ruine, déclarent par le présent acte, ne former d'autre vœu que celui de tout bon Citoyen, qui est de contribuer également à toutes les charges de l'Etat, comme aussi d'obtenir pour les Assemblées nationales, le même régime qu'il a plû à Sa Majesté d'accorder au Dauphiné, ainsi qu'un nombre de Députés proportionné à celui des dis-

férons Corps séculiers & réguliers de la Province  
& Terres adjacentes.

Il est impossible de réfléchir sur les entreprises ci-dessus mentionnées , sans comprendre la nécessité où sont les sieurs comparoissans , d'être continuellement sur leurs gardes.

En conséquence , ils protestent expressément contre toute nomination que le haut Clergé , aujourd'hui séant à Aix , pourroit faire de député aux Etats-généraux , sans le concours des Représentans de chaque Diocèse.

Ils protestent aussi non seulement contre toutes les élections des Représentans de chaque Diocèse , mais encore , si le cas y écheoit , contre toutes celles des Députés aux Etats-généraux qui pourroient se faire dans les Villes Episcopales , auxquelles tous les titulaires & autres contribuables du Clergé , tant séculier que régulier , n'auroient pas été appelés , & lorsqu'on n'auroit pas donné à ces derniers , un tems suffisant pour s'y rendre.

Ces précautions ont paru indispensables aux soussignés , afin que le choix des Députés du second Ordre du Clergé aux Etats-généraux , tombe sur des sujets aussi fidelles au Roi , qu'attachés à la Patrie , & dont l'opinion ne soit point dépendante d'aucun intérêt personnel.

Les soussignés déclarent au surplus , n'avoir aucunement en vue dans leurs plaintes , leurs craintes & leurs inquiétudes , Monseigneur l'E-

vêque de Marseille, dont ils reconnoissent la justice & la candeur, qu'ils considerent, honorent & respectent, & auquel ils souhaitent une longue vie pour le bonheur de ce Diocèse.

Et de tout ce que dessus, les sieurs comparoissans nous ont requis de leur concéder acte, & de leur en délivrer des expéditions en forme, qu'ils puissent faire notifier leurs protestations aux Etats de cette Province, en la personne du Greffier, & leur servir à ce que de raison; lequel acte nous avons concédé.

Lecture & publication du présent acte a été faite dans notre Etude audit Marseille, en présence de Mre. Felix-Alexandre Ouyiere, Prêtre, & du sieur Jean-François Aubert, Bourgeois de cette Ville, où y résidens, témoins signés à l'original.

Deydier, Chanoine de l'Eglise de Marseille.  
Villeneuve Bargemond, Chantre, Comte de St. Victor.

Baufset, Comte de St. Victor, Vicaire général d'Apt.

Ollivier, Prévôt de St. Martin.

Nicolas, Chanoine de St. Martin.

Bertrand, en ma qualité de Chanoine de l'Eglise Collégiale & Paroissiale Notre-Dame des Accoules, & pour les intérêts & droits du Chapitre & de la Cure dont le titre est dans ledit Chapitre.

Nicolas, Chanoine Curé des Accoules.

Feraud, Vicaire de l'Eglise Cathédrale.

Auberty, Vicaire de la Paroisse St. Ferreol.

Berard, Vicaire de la Paroisse St. Ferreol.

Fauchier, Doyen des Accoules.

Chevalier, Bénéficier.

Rabe, Prêtre de l'Oratoire de la Maison Ste. Marthe.

Achard, Prêtre, Vicaire à St. Martin.

Julien, Prêtre, Vicaire à St. Marcel.

Jean-Charles Saurat, Supérieur des Minimes.

Fre. Joseph Baude, Supérieur des Augustins réformés.

P. Bertin, Supérieur des Carmes Déchauffés.

Joachim de l'Assomption, Prieur des Carmes Déchauffés.

Caudiere, Vicaire de la Paroisse St. Ferreol.

Amic, Econome de la Maison des Prêtres du St. Sacrement.

Ollive, Curé de la Paroisse de St. Ferreol.

Sarmet, Curé de l'Eglise de Marseille.

Nacqui, Vicaire honoraire de St. Ferreol., & Directeur du Tiers-Ordre de Ste. Françoise.

Allignan, Chanoine des Accoules.

Latour, Chanoine des Accoules.

Berthe, Recteur de la Chapellenie de St. Pierre à St. Laurens, & de celle de St. Louis à St. Martin.

Cayras, Vicaire des Accoules.

Jullien, Prêtre, Vicaire de St. Marcel, chargé des ordres & pouvoirs de Mre. Espinassy, Curé de St. Marcel-lès-Marseille.

Duvaublin, Prêtre de l'Oratoire, Supérieur du College.

Martin, Prieur de la Pomme.

Plumier, Vicaire de l'Eglise St. Martin.

Dulot, Vicaire de la Paroisse St. Martin.



Gautier, Vicaire de la Paroisse St. Martin.

Bonnefoy, Vicaire de St. Martin.

Labar, Vicaire de St. Martin.

Jaubert, Vicaire de St. Martin.

Isnardon, Vicaire de St. Martin.

Davin, Chanoine-Administrateur du Chapitre  
de l'Eglise Collégiale Paroissiale de St. Martin,  
Député par lui.

L'Abbé d'Hostager, de St. Victor.

Ouvriere, Prêtre, Témoin.

Aubert, Témoin.

Et Bonseignour, Notaire.

Contrôlé à Marseille. *Signé, Chambon.*

Collationné par nous Notaire royal & apostolique soussigné. *Signé, Bonseignour, Notaire.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le vingt Février, à la requête des Membres du Clergé, séculier & régulier de la ville de Marseille & son Terroir, nous Huissier en la Cour de Parlement de ce Pays de Provence soussigné, avons intimé & signifié l'acte protestatif & tout son contenu, à Mr. Me. Ricard, Greffier en Chef des Etats de cette Province, aux fins qu'il n'en ignore, & lui avons donné cette copie en parlant en domicile à sa personne. *Signé, RAYNIER.*



N<sup>o</sup>. I X.

*Délibération du Chapitre des Accoules de la même Ville , sur le même sujet.*

Extrait tiré du registre des délibérations du Chapitre de l'Eglise collégiale & paroissiale Notre-Dame des Accoules de la ville de Marseille.

N<sup>o</sup>. IX.

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le sixieme Février , le Chapitre de l'Eglise collégiale & paroissiale Notre-Dame des Accoules de la ville de Marseille , extraordinairement assemblé au son de la cloche , au lieu & maniere accoutumée , où ont été présens Messires Jean-Gaspard Fauchier , Doyen , Jean Chabran , Dominique Garcin , Simon Allignan , Barthélemi-François Bertrand , Charles-Antoine Aubin , Jean-Rosalie Latour , Louis Caffarel , Administrateur , & Antoine-Benoît Nicolas , tous Chanoines , Mre. Pierre Aubert , Chanoine absent de la Ville.

Considérant que le haut Clergé , séant à Aix dans les Etats de la Province , s'est permis de disposer l'année dernière , en faveur du Corps de la Noblesse & de l'Ordre de Malte , de beaucoup de places destinées au second Ordre du Clergé , tant séculier que régulier.

Qu'une telle disposition est contraire au droit

naturel , sur-tout des Chapitres & des Curés , qui forment sans contredit une des portions la plus nombreuse & la plus importante du Clergé séculier.

Que cette partie du Clergé , si utile & si intéressante pour la Nation , ne peut être légalement représentée ni par le haut Clergé , ni par l'Ordre de Malte , encore moins par la Noblesse.

Considérant de plus , que pour terminer quelques différens qui s'étoient élevés dans la susdite Assemblée de mil sept cent quatre-vingt-sept sur des objets pécuniaires , le haut Clergé avoit offert au Tiers-Etat un don gratuit à prendre sur les biens de l'Eglise , sans avoir consulté au préalable le vœu des Contribuables du second Ordre , & sans être revêtu de leurs pouvoirs.

Que ce don vraiment gratuit a été regardé par le Tiers-Etat , comme insuffisant & illégal sous tous ses rapports.

Considérant enfin qu'il est du devoir de tout cœur patriotique , & sur-tout d'un College de Curés chargés du ministère de la parole , de ne parler que le langage simple de la vérité & de l'Evangile , de rendre à *César ce qui est à César , & à Dieu ce qui est à Dieu.*

A unanimement délibéré de protester , comme il proteste par la présente délibération.

1°. Contre la forme de la tenue actuelle des Etats de la Nation Provençale, en ce qu'elle est contraire aux droits de chacun des trois Ordres, & notamment de l'Ordre du Clergé, qui n'y est point complètement & régulièrement représenté.

2°. Contre toute motion ou nomination que le haut Clergé, aujourd'hui séant à Aix, pourroit faire, de députer aux Etats généraux sans le concours des différens Représentans du Clergé du second Ordre & de chaque Diocèse, comme aussi contre toute élection desdits Députés aux Etats généraux, qui se feroit dans les Diocèses respectifs, autrement que dans une Assemblée véritablement représentative de tous les Corps dudit Ordre, pour lesdits Députés recevoir de cette seule Assemblée leurs pouvoirs & leurs instructions, & s'y conformer.

Et pour donner un monument éternel de notre respect & de notre reconnoissance pour les vues paternelles de Sa Majesté, qui ne veut que le bonheur & le soulagement de son peuple; d'amour & d'attachement à notre Pays, dont la misère est peut-être d'autant plus extrême, qu'elle est plus cachée, nous déclarons par la présente délibération, ne former d'autre vœu que celui de contribuer également, comme tous bons Citoyens, à toutes les charges de l'Etat, & d'obtenir pour nos Assemblées des Etats de Provence, le même régime qu'il a plu à Sa Majesté d'accorder au Dauphiné, avec un nombre de Députés proportionné à celui des différens

rens Corps ecclésiastiques de la Province , de cette ville de Marseille & des Terres adjacentes , donnant pouvoir à Mre. Bertrand , Chanoine , allant casuellement à Aix , de faire notifier la présente délibération , & tout son contenu en la meilleure forme de droit à Nosseigneurs des Etats, actuellement séans à Aix , en la personne du Greffier desdits Etats , & de prendre telle voie que le Conseil du Chapitre avisera pour faire parvenir au pied du Trône nos respects & nos justes réclamations , & ont signé Fauchier , Doyen ; Chabran , Chanoine ; Garcin , Chanoine ; Allignan , Chanoine ; Bertrand , Chanoine ; Aubin , Chanoine ; Latour , Chanoine ; Caffarel , Chanoine-Administrateur ; Nicolas , Chanoine-Curé. Contrôlé à Marseille le six Février mil sept cent quatre vingt neuf , reçu quinze sols. *Signé , Chambon ,* ainsi à l'original.

Collationné par nous Chanoine-Administrateur soussigné. A Marseille le sept Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé , Caffarel , Chanoine-Administrateur.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf & le vingt du mois de Février , à la requête de Mre. Bertrand , Chanoine du Chapitre de l'Eglise collégiale & paroissiale Notre-Dame des Accoules de la ville de Marseille , chargé des pouvoirs dudit Chapitre , ensuite de la délibération ci-dessus en copie , nous Huissier en la Cour de ce Pays de Provence soussigné , avons bien & dûment intimé & signifié la susdite délibération en tout son contenu à Nosseigneurs des Etats de

cedit Pays de Provence , séans actuellement en cette ville d'Aix , en la personne de Me. Ricard , un de leurs Greffiers en chef , aux fins qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance , avec due commination , leur avons donné cette copie en parlant dans le domicile dudit Me. Ricard à sa personne. *Signé*, CHAUVET.

---

## N°. X.

*Acte protestatif de MM. les Députés des Communautés & Vigueries, contre un ouvrage imprimé ayant pour titre : Recueil de pieces concernant les Etats de Provence, &c.*

N°. X.

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le vingt-troisième jour du mois de Février avant midi, pardevant nous Conseiller du Roi, Notaire Garde note à Aix en Provence soussigné , & témoins ci-après nommés, sont comparus MM. Benoît Salvator , Député de la Viguerie de Digne ; Charles-François de Baux , Député de la Viguerie de St. Maximin ; Antoine-Joseph Tyran , Député de la ville de Seyne ; Jacques Verdollin , Député de la ville d'Annot ; Antoine-Roch Nevierre , Député de la ville de Forcalquier ; Pierre-Joseph-Marc de Benoist , Député de la ville de St. Maximin ; tous Députés à l'Assemblée des prétendus Etats de Provence , & tant en la susdite qualité qu'en celle de Commissaires des autres Députés des Communautés & Vigueries à ladite Assemblée ; lesquels nous ont exposé qu'ils viennent d'avoir

connoissance d'un ouvrage imprimé ayant pour titre : *Recueil de pieces concernant les Etats de Provence , & terminé par une réponse de M. Necker aux Communes, en date du huit Février mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

Que le choix des pieces qui forment ce Recueil , montre évidemment dans ceux qui l'ont publié , l'intention de justifier la conduite des Prélats & Possédans-fiefs , d'incriminer celle des Communes , & de faire prendre le change à l'opinion publique , soit dans la Province , soit dans le Royaume , sur ce qui s'est passé dans nos prétendus Etats ; qu'ils savent bien que ce prestige sera bientôt dissipé , lorsque le véritable Procès-verbal de l'Assemblée sera connu ; mais qu'en attendant ils ne peuvent se dispenser de consigner dans nos registres , les observations suivantes , tant pour rendre hommage à la vérité , que pour l'intérêt de la cause qu'ils ont à défendre.

La premiere piece du Recueil , a pour objet de justifier l'assistance plénier de la Noblesse aux Etats , c'est-à-dire , de montrer qu'elle a eu raison de vouloir opiner au nombre d'environ cent cinquante voix , contre cinquante-six , & de s'assurer ainsi de toutes les délibérations par le seul effet de cette énorme majorité.

La seconde , de faire regarder comme une insurrection de la part des Communes , leur acte protestatif du vingt-huit Janvier , quoiqu'il ne contienne que des preuves de zele & de fidélité.

La troisieme , de publier l'improbation sur-prise à la religion de MM. les Commissaires du Roi , sur cet acte notarié.

La quatrieme , de persuader à ceux qui ne favent point ce qui s'est passé dans nos prétendus Etats , que les Prélats & les Possédants-fiefs, lorsqu'on délibéra sur les impositions, déclarerent vouloir y contribuer ; & dans cet objet , on a eu soin de n'imprimer dans le Recueil , la rédaction qui fut proposée par les Commissaires des Communes, qui présente un résultat tout a fait différent sur ce qui se passa dans cette séance.

La cinquieme , de publier la prétendue générosité des deux premiers Ordres , au sujet de la capitation des Laboureurs, Manouvriers & pauvres gens de la campagne , & dont le motif, dévoilé par l'affiche d'une foule de placards , est assez connu.

La fixieme & la septieme , qui sont les protestations du Clergé & de la Noblesse , contre le discours prononcé par M. le Comte de Mirabeau , ont pour objet de déprimer le zele & le courage de ce Gentilhomme Citoyen , de cet ami de l'humanité ; comme si leur opinion isolée pouvoit détruire les applaudissemens universels de la Province.

La huitieme enfin , d'inspirer de la prévention à M. Necker contre les Députés des Communes , en les représentant comme coupables de l'indiscrétion la plus reprehensible , par la pu-



blication d'une lettre, dont ils n'auroient pu disposer sans son aveu.

Si l'on vouloit entrer dans la discussion de ces différentel pieces, il ne seroit pas difficile de montrer que d'après la lettre & l'esprit des instructions du Roi, l'assistance plénier de la Noblesse étant bornée aux cas extraordinaires, ne pouvoit avoir lieu ni pour aucun des objets qu'on a traités jusques à ce moment, & qui sont très-ordinaires, ni pour la députation aux Etats-généraux, puisqu'elle ne doit être faite dans les Etats actuels dont l'illégalité est reconnue, mais seulement dans une véritable Assemblée des trois Ordres.

Que l'acte protestatif du vingt-huit Janvier, portant imposition des subsides royaux, n'a mérité la censure des deux premiers Ordres, que parce qu'il exprime des sentimens de zele, d'amour & de dévouement pour le meilleur des Rois; sentimens qui contrastent sans doute avec le projet de ces mêmes Ordres, de conserver des privileges d'exemption, que nul autre Corps de Noblesse dans le Royaume n'ose bientôt plus défendre.

Que la sévérité de la réponse de MM. les Commissaires du Roi sur cet acte, au moment qu'il leur fut dénoncé par ces deux premiers Ordres, avec toute la chaleur de la prévention, & avant que les Communes leur en eussent fait connoître les motifs, ne peut se rapporter qu'à la forme de cet acte, & au commentaire défavorable qui leur en avoit été fait; car d'ailleurs

cette irrégularité sentimentale étoit bien faite pour trouver grace devant eux, en faveur des circonstances qui l'avoient produite; ils sont même persuadés que cette pièce a été imprimée sans leur aveu, & les sentimens particuliers dont ils n'ont cessé de leur donner les témoignages flatteurs, sont les garans des dispositions bien-faisantes où MM. les Commissaires du Roi ont toujours été pour les Députés des Communes.

Que quoique le prétendu vœu des deux premiers Ordres sur la contribution aux subsides royaux, ait été rédigée avec beaucoup d'art & en la détachant d'une rédaction contraire de la même délibération faite par MM. les Commissaires des Communes, il n'en résulte pas moins qu'ils ont refusé cette contribution, & qu'ils ont unanimement opiné que les subsides royaux seroient levés sur le peuple, comme à l'ordinaire, jusques à ce qu'il eût plu au Roi de statuer sur cet objet, après la tenue des Etats-généraux.

Qu'ils ne se sont élevés avec tant d'aigreur, contre l'avis de M. le Comte de Mirabeau, que parcequ'il avoit pour objet la contribution actuelle de tous les Ordres aux charges royales & à celles du Pays, auxquelles ils refusoient de se soumettre.

Que leur affectation à demander que la capitation portât uniquement sur la classe des gens aisés, & que les Citoyens pauvres, sur-tout les Cultivateurs & les Manouvriers en soient déchargés, n'est autre chose que l'offre d'une au-

même de quatre ou cinq livres par fief; que ce n'est point une capitation de douze ou quinze sols qui écrase ces malheureux habitans des campagnes; que les deux premiers Ordres auroient dû au moins se charger seuls de cet objet, au lieu de le rejeter principalement sur une partie du Tiers; & que, puisqu'ils vouloient se montrer généreux, c'est la taille, ce sont tous les impôts sans distinction, qu'ils auroient dû offrir de payer.

De toutes ces observations, il résulte que l'imprimé dont s'agit, n'est qu'un recueil de pieces partielles, inexactes & illégales, *concernant les Etats de Provence*; que si quelques unes de ces pieces se trouvent dans le Procès-verbal, elles ne sont pas pour cela irrévocablement sanctionnées, puisque le Procès-verbal n'a pas encore été lû dans l'Assemblée des prétendus Etats. Enfin que ce recueil, bien loin de remplir le but qu'on s'est proposé, n'est capable au contraire que d'exciter l'indignation publique, par les motifs suspects qui en ont déterminé l'impression & la distribution. A raison de quoi, lesdits sieurs Députés protestent de tous leurs droits contre qui il appartiendra, dont & du tout, ils nous ont requis acte, que nousdit Notaire leur avons concédé. Fait & publié audit Aix, dans une des salles de la Maison de M. l'Avocat Verdollin, sise rue des Trois Ormeaux, en présence de sieur Pierre Rippert, Praticien, natif de la ville de Grasse, & sieur Jean-Baptiste Bellon, Bourgeois de cetteditte Ville, Témoins requis & soussignés, avec lesdits sieurs comparoissans. *Signés*, Salvator, Député de la

Viguerie de Digne; Verdollin, Député d'Annot; Benoist, Député de la Communauté de St. Maximin; Tiran, Député de la Communauté de Seyne; Nevier; de Beaux, Député de la Viguerie de St. Maximin; Rippert, Bellon, & nous Silvy, Notaire, à la minute. Contrôlé à Aix le vingt-quatre Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. Reçu quinze sols. *Signé, Desforest.* Collationné. *Signé, Silvy, Notaire.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le vingt-quatre du mois de Février après midi, à la requête des sieurs Députés de l'Assemblée des prétendus Etats de Provence, dénommés en l'acte ci-devant, tant en cette qualité, qu'en celle de Commissaires des autres Députés des Communautés & Vigueries à la dernière Assemblée, nous Huissier audiencier au Siege général de cette ville d'Aix, y domicilié souffigné, avons bien & duement intimé & signifié aux deux Ordres du Clergé & de la Noblesse de cette Ptovince, l'acte protestatif ci-dernier en copie, reçu par Me. Silvy, Notaire royal de cette ville d'Aix, le vingt-trois du courant, duement contrôlé, aux fins qu'ils n'en ignorent, & lui avons donné cette copie du susdit acte & du présent exploit, avec due commination, parlant en domicile à Mr. Me. Ricard, l'un des Greffiers des susdits Etats, par nousdit Huissier. *Signé, GAUTIER.*

N<sup>o</sup>. XI.

*Déclaration & placer de M. le Curé d'Auriol ,  
relativement à l'entrée du second Ordre du Clergé  
aux Etats.*

L'AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le cinquième du mois de Mars après midi , pardevant le Notaire royal à Auriol , & les témoins soussignés , est comparu Mre. Henri de Gueidon de Planque , Curé de cette Paroisse , lequel nous a requis de recevoir en la forme ci-dessous énoncée , son acte protestatif & conservatoire des droits les plus essentiels du second Ordre du Clergé de cette Province , attendu l'impossibilité où celui-ci se trouve d'être réuni en Corps d'Assemblée sans l'autorisation du ministère , & la nécessité où il est de repousser les efforts d'une politique fourde & tortueuse qui voudroit rendre impraticable toute voie de réclamation , & perpétuer ainsi la plus indigne servitude.

N<sup>o</sup>. XI.

Et considérant ledit sieur Curé que , selon le droit naturel , on est toujours suffisamment autorisé à prendre le fait & cause , même d'un inconnu qui seroit en danger d'oppression ; que dans le cas présent , le devoir fraternel impose une loi infiniment plus respectable ; que d'ailleurs de pareils actes réitérés en divers lieux en forme particuliere , pourroient suppléer à

l'authenticité d'un acte d'Assemblée dont l'inconvénient est sensible ; que même un seul acte particulier auroit à la rigueur un pareil effet, par la ratification , d'abord tacite , & ensuite expresse de toutes les personnes qui en sont l'objet ; & qu'en leur conservant de légitimes prétentions, c'est encore les servir doublement que de leur procurer la faculté d'approuver ou non , ce qui se trouve fait en leur faveur , pour rejeter , sur l'auteur d'un pareil service tout le blâme de l'action , si quelque terreur confuse & momentanée en laissoit appercevoir quelque danger.

Sur quoi ledit sieur Curé a déclaré se joindre au second ordre du Clergé de cette Province , & en tant que besoin seroit , prendre son fait & cause , à l'effet de protester contre toute usurpation de pouvoir , & toute représentation que ledit Ordre n'auroit pas établie lui-même ; alléguant pour motif de la présente protestation , que les Seigneurs Evêques ne sont pas le Clergé , mais seulement partie d'icelui ; que le premier Ordre manqueroit aux Etats , si toutes les classes du Clergé n'y étoient pas représentées par un choix préalable & librement formé.

De laquelle déclaration & dire ci-dessus , ledit sieur Curé nous a requis acte que nous lui avons concédé. Fait & publié audit Auriol dans mon Etude en présence de sieur Barthelemy Vellin , Marchand drapier , & de sieur Jean-François-Laurent Aubanel , Maître en Chirurgie , témoins de ce lieu , requis & signés avec ledit Mre. de

Planque , Curé. *Signés* , Gueidon de Planque ,  
Curé, B. Vellin , Aubanel , & nous Reymond ,  
Notaire , à l'original. Contrôlé par le sieur Bu-  
celle. Collationné. *Signé* , Reymond , Notaire , à  
l'extrait.

A NOSSEIGNEURS

LES ÉTATS DE PROVENCE.

NOSSEIGNEURS ET MESSIEURS ,

N'êtes-vous point étonnés que la partie cons-  
tituante du Clergé ne se trouve pas dans votre  
auguste Assemblée ? Elle ne peut s'en rapprocher  
que par des vœux . . . . A quoi sommes-nous  
donc réduits ?

La respectable antiquité qui n'avoit aucun  
besoin de l'état clérical dans les Assemblées na-  
tionales , ne l'y admit sans doute , que pour  
avoir en chacun de nous autant de défenseurs  
des loix de la Patrie ; nos suffrages doivent por-  
ter l'empreinte de la vérité : il n'a paru néces-  
saire de les éluder que quand on a commencé  
à les trouver incommodes ; nos devanciers ont  
laissé porter des suffrages en leur nom , tant  
qu'ils ont pu penser que ces mêmes suffrages ne  
perdoient rien à être exprimés par des représen-  
tans infiniment respectables.

Deux siècles d'interruption ont apporté du  
changement dans les mœurs , nos Etats nationaux  
ont enfin repris leurs cours. Epoque de la paix

& du bonheur , qui invite la Nation à corriger par-tout l'abus des anciennes formes , à les mettre sur tous les chefs en équilibre avec les loix , & le droit public avec le droit particulier de chaque classe de Citoyens ! Mais en quel état se trouve aujourd'hui celui du second Ordre du Clergé ? Pour prix de notre zele patriotique , de nos travaux , & d'une trop longue patience , nous sommes proscrits au milieu de vous , exclus de votre sein , peut-être de vos cœurs ; la tolérance de nos devanciers forme contre nous en ce moment une barriere bien imposante ; qu'ont-ils été ? que sommes-nous ? Par-tout on trouve des lumieres , & rien n'amene encore le sentiment.

Si le silence a pu dans d'autres tems tenir lieu d'approbation , comment une réclamation expresse & unanime ne fait-elle rien encore contre l'usurpation des droits les plus justes & les plus imprescriptibles ?

Au milieu d'un cri général si bien senti, si noblement articulé , celui du second Ordre du Clergé , plus tardif il est vrai , mais aussi justement excité , se fait entendre à cette auguste Assemblée pour repousser l'opprobre dont on veut nous couvrir : Permettez-vous , Nosseigneurs , qu'on nous dévoue à la servitude ? Le meilleur des Rois pourra-t-il le souffrir ? Si nous ne pouvons pas concourir librement aux délibérations dont nos plus chers intérêts vont dépendre , que sommes-nous si non des esclaves ? & quels seront nos maîtres ?



Il est donc juste que l'Assemblée des Etats nous soit ouverte , puisque nous sommes des Membres sans lesquels l'Ordre entier du Clergé ne peut exister , des Membres dont les premiers chefs tirent toute leur importance , & sans lesquels ils n'en auroient pas même l'ombre ; il est juste , puisque nous avons bien plus qu'eux des vrais intérêts à soutenir , des fardeaux à porter , des Eglises à défendre , puisque nous sommes en tout cela les victimes d'une administration bisarre qui n'a fait jusqu'ici qu'accumuler dettes sur dettes , en y faisant consister une sorte de sagesse , & qui nous a soudoyé jusqu'ici à nos propres dépens tant de terribles adversaires ; comment se flatter , avec un pareil sort , d'appartenir à une Nation essentiellement libre , & d'être les sujets d'un Monarque , insigne protecteur de nos libertés ?

Enfin il est juste , puisque nous avons des représentans à nommer qui soient en même-tems ceux de nos Etats , & qui procurent à tous les Citoyens par des réclamations équitables & unanimes , la libre jouissance des droits que la Nation entiere nous garantit.

Si donc vous souscrivez à nos vœux , Messieurs , il vous sera glorieux d'avoir établi l'Ordre parmi vous ; & si vous n'y souscrivez pas , il sera infiniment plus glorieux & plus doux au Pere commun de la Patrie , d'avoir laissé agir en notre faveur & sa puissance & sa bonté : mais vous voudrez avoir quelque part à la restauration d'un Ordre qui ne vous fut jamais sus-

pest, qui vous est utile & veut l'être toujours davantage ; ce sont des Titulaires qui vont faire avec vous & comme vous, des sacrifices à l'Etat ; des Pasteurs, des Ministres de paix, ennemis des vices, zélateurs des vertus, dont se sert le Ciel pour inspirer la fermeté, la constance, la soumission, la générosité ; pour appeler autour de vous la consolation dans les situations pénibles, la modération dans les succès, l'esprit de conciliation dans les contrariétés, l'esprit de conseil dans les difficultés toujours renaissantes ; qui seront toujours, non des flatteurs superficiels ou perfides, mais de vrais & solides amis que vous retrouverez dans tous les tems ; tendez-leur seulement les mains, ils vous soutiendront à leur tour, & vous aurez rendu vos noms immortels aux yeux de la religion & de l'humanité. A Auriol le 6 Mars 1789. *Signé, Gueidon de Planque, Curé.* Contrôlé à Aix le 10 Mars 1786. Reçu quinze sols. *Signé, Desforest.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le dixieme jour du mois de Mars à midi, à la requête de Mre. Henri de Gueydon de Planque, Curé de la Paroisse du lieu d'Auriol, nous Huissier audiencier immatriculé au Siege général de cette ville d'Aix y domicilié soussigné, avons intimé & signifié le Mémoire ci-dessus, ainsi que l'acte protestatif du cinq du courant, reçu par Me. Reymond, Notaire audit Auriol, dont l'extrait est joint ci-contre & tout leur contenu en copie ci-joint à Nosseigneurs & Messieurs des Etats de Provence, aux fins qu'ils n'en ignorent, & leur avons laissé la présente copie

parlant en domicile dans le Bureau de la Province à la personne de Mr. Me. Ricard, Greffier à l'Assemblée des susdits Etats, par nousdit Huissier soussigné. *Signé, GAUTIER.*

N<sup>o</sup>. XII.

*Acte déclaratif & protestatif de M. d'Albertas de Greoux, contre diverses délibérations de MM. les Possédans-fiefs, & contre toute dépense inutile qui pourra être délibérée par les Etats.*

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le trente-unième jour du mois de Mars avant midi, pardevant nous Conseiller du Roi, Notaire Garde notes à Aix en Provence, soussigné, & témoins ci-après nommés, est comparu Mre. Jean-François-Marc de Jaubert de St. Pons, Conseiller en la Souveraine Cour des Comptes, Aides & Finances de cedit Pays de Provence, résident en cettedite Ville, lequel nous a exhibé une lettre missive, & une déclaration & protestation qui lui a été adressée sous le même pli, par Mre. Jean-Baptiste-Surleon d'Albertas de Jouques, Seigneur Marquis de Greoux, résident en la ville de Marseille, le tout duement contrôlé au Bureau de cettedite Ville, qu'il nous a requis, conformément au desir dudit Mre. d'Albertas, d'annexer & enrégistrer dans nos écritures, à laquelle requisition nousdit Notaire adhérent y aurions tout de suite procédé, ainsi & de la manière que ci-après s'ensuit.

N<sup>o</sup>. XII.

*Teneur de la Lettre missive, déclaration & protestation y joints.*

Marseille le 30 Mars 1789.

J'envoyai hier, mon cher cousin, par un exprès à Maquan mon Procureur à Aix, la lettre ci jointe, pour la porter chez un Notaire, la faire transcrire, & m'en faire concéder acte, ensuite de la porter à Me. Bertrand, Greffier de la Province, & de lui faire signifier ma protestation; il m'a renvoyé ma lettre, avec des *fi* & des *mais*, ce qui m'a donné de l'humeur. Vous me ferez plaisir, mon cher cousin, ma lettre reçue, de vouloir bien vous charger de faire faire cette même formalité; je suis bien aise que mon Ordre connoisse authentiquement ma façon de penser. Adieu, mon cher cousin, je vous embrasse. *Signé, Albertas de Jouques*, sans paraphe; & au-dessous est encore écrit: ma lettre vous servira, s'il le faut, pour vous autoriser de ce dont je vous prie; il faut que ma lettre soit transcrite au long chez le Notaire. Et en-sous est écrit: contrôlé à Aix le 31 Mars 1789, reçu quinze sols, *Signé, Desforest*.

Marseille ce 29 Mars 1789.

Je n'ai pas été, Monsieur, à l'Assemblée des Etats de la Province, & à aucunes de celles des Possédans-fiefs, connoissant l'esprit qui devoit y regner; & ma façon de penser y étant entièrement opposée, ce qui n'auroit produit aucun effet. Je m'étois flatté, qu'avec le tems & l'exemple

l'exemple de presque toute la Noblesse du Royaume, mon Ordre se seroit enfin rendu au vœu général, par justice, ou au moins par raison; comme je vois qu'elle persiste, je vous adresse cette lettre, Monsieur, que je vous prie d'insérer dans les registres du Corps de la Noblesse, & d'en donner acte à Me. Maquan, mon Procureur, qui vous la présentera, & que je charge de faire transcrire aussi chez un Notaire; afin que ma façon de penser sur ce qui se passe, qui n'a jamais varié, soit connue de mon Ordre, ainsi que les protestations que je fais sur diverses de ses délibérations.

Dabord je déclare bien formellement, que mon avis n'a jamais été pour l'Assemblée plénière aux Etats de la Province, cette dernière fois, de la part des Possédans-fiefs; le contraire ayant été décidé à la précédente Assemblée, & l'appui qu'on a donné à cette prétention, étant plus captieux que régulier; que mon vœu étoit pour l'égalité répartition de tous les états, tant aux contributions particulières de la Province, qu'à celles de l'Etat, sans exemption & privilèges dans l'imposition des biens nobles, tout de même que pour l'égalité représentation desdits trois Ordres aux Etats-généraux; désavouant tout ce qui a été délibéré de contraire à cela; je désavoue sur-tout, la lettre déshonorante, pour ce qu'on appelloit du Corps de la Noblesse, au Roi. Je me déclare contraire à la délibération qui a été prise, de ne pas assister à l'Assemblée des Sénéchaussées, mon avis étant d'y aller avec les protestations de droit, qui

d'ailleurs sont autorisées par l'explication que donne le Règlement du Roi, qui annonce ne porter atteinte dans le moment aux droits respectifs des divers pays, qu'à cause de la circonstance. Je déclare aussi que si je n'assiste ni n'envois me représenter à ma Sénéchaussée à Forcalquier, c'est que je n'ai reçu que ce jour mon assignation pour le premier d'Avril, & que je n'ai le tems ni de l'un, ni de l'autre; je proteste, autant qu'il est en mon pouvoir, contre la dépense considérable qui a été faite pour la prétendue & immense défense des fiefs, qui a plus servi à gêner les affaires, qu'à les raccommorder; je proteste contre les délibérations prises de donner aux Syndics six mille livres pour tenir une table, la chose étant inutile par bien des raisons; je proteste contre la délibération des quatre mille livres pour porter le Cahier des Possédans-fiefs à la Cour, plusieurs d'eux ne demandant pas mieux qu'on les en charge gratis, pour, cette commission, leur servir à leur affaires particulières. Je ne doute pas aussi que ceux qui habitent Paris, & qui sont de nécessité d'y retourner, ne s'en chargent gratis, cela ne changeant rien à leur position; je proteste enfin contre la députation aux Etats-généraux qui a été délibérée, & contre tous les frais qui s'ensuivront : au reste, je déclare que dans toutes les occasions, je soutiendrai de mon bien, de mon sang même, s'il le faut, les prérogatives & les droits inhérens à mon Ordre, si jamais aucun Ordre y portoit atteinte; ne lui en ayant jamais reconnu d'injuste que celui qui l'exempte d'une égale répartition aux char-

ges publiques, & qui lui donne une supériorité de nombre aux Assemblées publiques. Je suis avec considération, Monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé, Albertas de Jouques*, sans paraphe. A côté est encore écrit: contrôlé à Aix le trente-un Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf. Reçu quinze sols. *Signé, Desforest*. Et au dos de ladite lettre, est encore écrit: A Monsieur, Monsieur Jaubert de St. Pons.

Et ainsi que dessus, nousdit Notaire, aurions procédé à l'enregistrement & annexe desdites lettres, déclarations & protestations, pour servir & valoir ce que de raison, de tout quoi ledit Mre. de Jaubert de St. Pons, en la qualité qu'il agit, nous a requis de lui concéder acte, que nous lui avons concédé. Fait & passé audit Aix dans notre Etude, en présence de sieur Joseph-Toussaint Emeric, Bourgeois, & Me. Ange-Pierre Marin, Huissier en ladite Cour des Comptes, Témoins requis & signés avec ledit Mre. Jaubert comparoissant, & nous Silvy, Notaire, à la minute. Contrôlé à Aix le trente-un Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf. Reçu quinze sols. *Signé, Lefueur*.

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf & le dix-huitième jour du mois d'Avril avant midi, en présence des témoins ci-après nommés, nous Conseiller du Roi, Notaire Garde notes à Aix en Provence soussigné, avons procédé à l'enregistrement & annexe d'une lettre, déclaration & protestation y jointe, qui nous

a été adressée à cet effet par Mre. Jean-Baptiste Surleon d'Albertas de Jouques, Chevalier, Seigneur Marquis du lieu de Greoux, résident en la ville de Marseille, ainsi & de la maniere que ci-après s'ensuit.

*Teneur de la Lettre missive.*

Je vous envoie, Monsieur, ci-joint, une protestation pour les Etats de la Province, que vous inférerez dans vos registres, & ferez ensuite signifier aux Etats assemblés dans leur première séance; vous demanderez qu'il en soit fait lecture tout haut en présence des Etats, par le Greffier des Etats, pour que personne n'en ignore; vous ferez signifier aussi aux Etats en même tems, ma protestation au Corps des Possédans-fiefs, faite le premier de ce mois, & demanderez de même qu'il en soit fait lecture; vous m'aviserez, je vous prie, si votre demande aura été remplie, ainsi qu'elle doit l'être; ma lettre vous servira en ce que de besoin. Je suis parfaitement, Monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé, Albertas de Jouques.*

*Teneur de la Protestation.*

Marseille le 15 Avril 1789.

MESSIEURS,

Dans un tems de calamité tel que celui-ci, dont nous ressentons les effets, tout Citoyen doit se raviser sur les maux de sa Patrie, & en



faire raviser ceux qui n'y sont point attentifs. Ne pouvant , Messieurs , avoir l'honneur d'assister aux Etats de cette Province qui vont reprendre leur séance, j'y envoie mes observations & ma protestation sur tout ce qui y sera délibéré de contraire à la situation des tems. Je desire qu'elles fassent assez d'effet sur quelques assistans , pour qu'elles ne restent point infructueuses.

Voilà, Messieurs, plusieurs années que cette Province perd la plus grande partie de ses récoltes ; en voilà deux consécutives ; voilà la perte à-peu-près générale de tous ses oliviers, arrivée l'hiver dernier ; elle a pourtant payé & paye également les mêmes subsides à l'Etat ; l'Administration n'a cessé de l'imposer par la continuité d'un nombre d'ouvrages, dont partie auroient dû être suspendus, & d'autres jamais imaginés ; pour l'honneur de cette même Administration ; ouvrages révoltans dans un tems même de prospérité, à plus forte raison dans des tems malheureux.

Je ne fais, Messieurs, ce que l'on va faire pour les nouvelles impositions ; quoiqu'il en soit, voici ma protestation contre tout ce qui blessera la justice & la saine raison ; si elle ne produit l'effet que j'en attends, elle aura au moins fait connoître ma façon de penser sur des abus tyranniques.

Tout réclame aujourd'hui, Messieurs, autant par sagesse, que par nécessité, la plus grande

économie. Il est donc plus tems que jamais, de mettre un frein à ce torrent de dépenses despotiquement dirigées par un petit nombre, & même de prendre des mesures sages sur celles qui sont inévitables. Il faut que l'on suspende toute espece de travaux, excepté ceux qui seront indispensables, & qui auront été jugés tels, par une Commission bien choisie.

Messieurs, je proteste donc contre toute dépense quelconque qui n'aura pas pour objet l'absolue nécessité, & qui ne sera pas généralement reconnue pour l'utilité publique, ou ne pouvoir être renvoyée.. Je proteste contre tout chemin de quelque classe qu'il soit, qu'on voudroit entreprendre ou continuer, la circonstance comportant tout au plus l'entretien de ceux déjà consacrés au public.

Je proteste contre la refection & édification de tout édifice public; sur-tout à jamais, contre la construction ou continuation de construction, & même entretien de chemin qui n'a pour objet que de conduire quelques particuliers chez eux.

La Commission des derniers Etats avoit décidé qu'il falloit mettre la main & continuer ce qui avoit été ordonné & commencé, & où l'on avoit déjà employé des fonds. Je fais que cela a été fidelement exécuté, mais c'est aussi, on le voit bien, le moyen d'éterniser les abus, & une preuve du peu de courage que l'on met pour les détruire. Quand vous lasserez-vous

Province, d'être la contribuable de quiconque voudra prendre la peine de se donner une prépondérance dans votre administration? Au reste, si parce qu'une chose a été déjà décidée, & qu'on y a déjà employé une somme, il falloit la continuer & l'achever, quelque inutile qu'elle ait été reconnue, les abus se perpétueroient, & les meneurs seroient toujours sûrs d'arriver à leur fin, pourvu qu'ils surprissent au moins les suffrages. Partant de là, Messieurs, il n'est pas étonnant que nos impositions particulieres aient été poussées si loin; si le Gouvernement, dans ses déprédations, en eût fait autant, nos revenus ne suffiroient pas depuis long-tems pour payer les charges. Ne nous le dissimulons point, Messieurs, nos impositions locales ont été beaucoup plus pesantes que celles du Gouvernement. Malgré tant d'immenses dépenses, soit dit en passant, presque toutes les routes & les choses publiques sont dans un état affreux.

Je proteste, Messieurs, contre l'entretien excessif auquel les Etats derniers ont consenti pour un Bibliothécaire, lorsqu'ils auroient dû s'occuper d'alléger les impositions légitimes, & donner aux malheureux, les moyens de se procurer du pain, sans les surcharger de nouveau pour satisfaire à un certain nombre. La garde de cette Bibliotheque pourroit être donnée à un College, à des Moines, la Province y eût trouvé sa même utilité, & bien plus celle de ne pas perdre de vue, le soin d'alléger le fardeau de ses contribuables dans les tems de misere; d'autant que

c'est sur la classe malheureuse que sont reparties ces especes de charges.

Au reste , ce n'est point dans le moment des circonstances fâcheuses, qu'on exécute des projets de luxe; & l'Administration ne devrait point faire penser, lorsqu'elle sollicite des soulagemens de la part du Gouvernement, que ce n'est que pour avoir plus de moyen de satisfaire ses fantaisies. Je proteste encore contre toute pension que peut donner la Province, qui ne sera pas avouée indispensable par les Etats assemblés; & j'exhorte ces Messieurs de prendre connoissance de toutes celles que l'on fait.

Voilà , Messieurs , les objets principaux sur lesquels je réclame , & s'il faut parler le style du jour, les justes doléances que tout patriote doit porter à nos Etats particuliers. S'il m'est échappé quelque chose, tout le monde a le même intérêt, & doit se faire un devoir de le rappeler. *Signé, Albertas de Jouques à l'original.* Contrôlé à Aix le dix-huit Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf. Reçu quinze sols. *Signé, Desforest.*

Et ainsi que dessus, Nousdit Notaire , avons procédé à l'enrégistrement & annexe de tout ce que dessus, ensuite de la requision qui nous est faite dans la lettre ci-dessus enrégistrée, & acte fait & passé audit Aix dans notre Étude, en présence de sieur Antoine-Marius Paul , Acoliyte Chapelain & Me. Ange-Pierre Marin, Huissier en la Cour des Comptes, tous dudit Aix, Témoins

moins requis & signés avec nousdit Notaire.  
*Signé , Silvy , Notaire.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf , & le vingtieme jour du mois d'Avril , à la requête de Mrs. Jean-Baptiste-Surleon d'Albertas de Jouques , Chevalier , Seigneur Marquis du lieu de Greoux , résident en la ville de Marseille , nous Huissier en la Souveraine Cour des Comptes, Aides & Finances de ce Pays de Provence , domicilié en cette ville d'Aix soussigné , avons intimé & signifié les actes déclaratifs & protestatifs , faits le trente-un Mars dernier & dix-huit du courant , pardevant Me. Silvy , Notaire de cettedite Ville , ci-dessus en copie & leur contenu , à Messeigneurs & Messieurs des Etats de ce Pays de Provence , actuellement séants en cette ville d'Aix , aux fins qu'ils n'en ignorent , & leur avons laissé copie tant des susdits actes , que du présent exploit , parlant en domicile dans le Bureau de la Province , à la personne de Mr. Me. Ricard , Greffier à l'Assemblée des susdits Etats , que nous avons requis & prié d'en faire lecture dans la premiere séance desdits Etats. *Signé , MARIN.*



## N°. XIII.

*Acte interpellatif des Syndics des Corps & Communautés, acquéreurs des eaux du Canal Boifgelin.*

N°. XIII.

**L'**AN mil sept cent quatre-vingt-neuf, & le vingt de ce mois d'Avril, à la requête des sieurs Syndics des Communautés & Corps acquéreurs des eaux du Canal Boifgelin dans la Crau, qui font élection de domicile à la maison de Me. Dignoscio, Procureur en la Sénéchaussée, rue du College; il est exposé que, par les arrangemens pris avec le Pays, ledit Pays est chargé de l'entretien & recurage dudit Canal, & que pour en assurer les fonds, il fut convenu que le Pays retiendrait annuellement dix mille livres sur les cent cinquante que le Roi donne en indemnité du prix du sel, & ce l'année d'après que les Communautés & Corps acquéreurs des eaux en jouiroient. En exécution de cet accord, les eaux ayant coulé dans le Canal en l'année 1787, il a été placé dans le courant de l'année 1788, dix mille livres avec destination pour l'entretien & recurage de cette branche du Canal Boifgelin. Il reste encore à placer pour la pleine destination, la somme importante de quatre-vingt-quinze mille livres, lesquelles jointes aux dix mille livres, qui l'ont été déjà, formeront celle de cent cinq, que les Communautés & Corps acquéreurs des eaux ont parfournis, & dont le pla-

cement doit faire partie du gage & de la responsabilité desdits Corps & Communautés , pour la sûreté de l'entretien & réparation dudit Canal. Cette somme seroit certainement placée , si le Pays pouvoit se flatter de recevoir annuellement de Sa Majesté les cent mille livres sur lesquelles doivent être prises les dix mille livres du placement annoncé ; mais comme lesdites cent cinquante mille livres n'ont été promises par Sa Majesté que jusques en 1790 inclusivement , & qu'il est revenu aux Exposants que sur les cent mille écus qui restent à retirer pour les années 1789 & 1790 , il en a déjà été dépensé par anticipation une somme importante , & que le Pays a le plus grand intérêt à ne pas faire des fonds pour le placement promis aux Exposants , si le Gouvernement ne continuoît pas à donner les cent cinquante mille livres par année , & qu'il importe auxdits Exposants de prévenir toute contestation de la part des Etats ; c'est la cause qu'ils somment , requierent & interpellent les susdits Etats de pourvoir au placement de quatre-vingt-quinze mille livres qui restent à placer pour l'intérêt des Communautés & Corps acquéreurs , & ce sur le produit des fonds qui restent à retirer en indemnité du prix du sel pour les années 1789 & 1790 ; protestant , en cas que le Pays employât les susdits fonds de 1789 & 1790 , & ne fit pas le susdit placement sur les fonds qui restent à retirer , de l'en rendre responsable , & l'obliger à imposer pour & jusques au concurrent de dix mille livres par année , jusqu'à perfection & consommation du placement desdites quatre-vingt-quinze mille li-

vres qui restent à placer ; comme les Etats ayant refusé de pourvoir au susdit placement, quand il y avoit encore des fonds procédans du prix du sel qui y avoit été spécialement affecté, & acte. *Signé*, Cappeau à l'original, par quoi nous Huissier en la Cour du Parlement de ce Pays de Provence soussigné, avons à la susdite requête, intimé & signifié l'acte ci-dessus aux Etats de Provence, en domicile & au bureau du Pays, parlant à Me. Ricard un des Greffiers, l'an & jour susdit baillé copie, tant du susdit acte que de notre exploit à la personne dudit Me. Ricard. *Signé*, CHAUVET.

F I N.









a39003



009539098b

